

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail - Patrie

REGION DE L'ADAMAOUA

DEPARTEMENT DE LA VINA

COMMUNE DE MBE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work -Fatherland

ADAMAWA REGION

VINA DIVISION

MBE COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT DE MBE



HOTEL DE VILLE DE MBE, REALISE EN 2012



JUIN 2014

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES FIGURES.....	7
LISTE DES PHOTOS.....	7
LISTE DES ANNEXES	8
RESUME	9
1. INTRODUCTION	11
2. METHODOLOGIE.....	14
3. RESULTATS CONSOLIDES DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF	19
4. PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	174
5. PROGRAMMATION.....	241
6. MECANISME DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION DU PCD.....	276
7. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DE MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	283
8. CONCLUSION	285
APPROBATION DU PCD.....	287
BIBLIOGRAPHIE	288

Liste des abréviations

AJLC : Association des Jeunes pour la Lutte Contre les MST/SIDA
APEE : Association des Parents d'Elèves et des Enseignants
BIR : Bataillon d'Intervention Rapide
BIP : Budget d'Investissement Public
CC : Comité de Concertation
CE1 : Cours Elémentaire première année
CE2 : Cours Elémentaire deuxième année
CMA : Centre Médical d'Arrondissement
CM1 : Cours Moyen première année
CM2 : Cours Moyen deuxième année
CNJ : Comité National de la Jeunesse
CP : Cours Préparatoire
CSI : Centre de Santé Intégré
CZCSV : Centre Zootechnique et de Contrôle Sanitaire Vétérinaire
DEUG : Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC : Diagnostic Institutionnel Communal
DP : Diagnostic Participatif
FEICOM : Fonds d'Equipeement Inter Communal
FENASCO : Fédération Nationale des Sports Scolaires
HCR : Haut Commissariat des Réfugiés
GIC : Groupe d'Initiative Commune
GPS : Global Positionning Système
MARP : Méthode Active de Recherche Participative
MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune
OAL : Organisation d'Appui Local
OEV : Orphelins et Enfants Vulnérables
ODR : Enfant De la Rue
PNDP : Programme National de Développement Participatif
PUGDT : Plan d'Utilisation et Gestion Durable des Terres
SETRACAUCAM : Syndicat des Exploitants Transporteurs des Cars et Auto cars du Cameroun
PAJER-U : Projet d'Appui aux Jeunes Ruraux et Urbains
PIFMAS : Projet d'Insertion à la Formation en Matière des Sports
PCD : Plan Communal de Développement
PNDRT : Programme National de Développement de Racines et Tubercules
PFNL : Produits Forestiers Non Ligneux
SIL : Section d'Initiation à la Langue

Liste des tableaux

Tableau 1 : Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique	24
Tableau 2 : Répartition de la population de la commune de Mbé selon le lieu de résidence	26
Tableau 3 : Atouts et Potentialité du milieu humain.....	26
Tableau 4 : Répartition de la population par tranche d'âge et par village	28
Tableau 5 : Autres populations vulnérables.....	33
Tableau 6 : Spéculations par type de production agricole	37
Tableau 7 : Ressources fauniques existantes	39
Tableau 8 : Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique.....	41
Tableau 9 : Synthèse des forces et faiblesses de l'Institution Communale (DIC).....	45
Tableau 10 :Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	53
Tableau 11 : Infrastructures sanitaires de la commune de Mbé	53
Tableau 12 : Répartition du personnel de santé des formations sanitaires	54
Tableau 13 : Situation des équipements sanitaires de la commune.....	54
Tableau 14 : Aménagement dans les formations sanitaires de la commune.....	54
Tableau 15 : Etat des bâtiments des formations sanitaires de la commune	55
Tableau 16 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	56
Tableau 17 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	60
Tableau 18 : Répartition des écoles dans la commune selon le lieu de résidence....	60
Tableau 19 : Effectif des élèves dans les écoles primaires et maternelles.....	60
Tableau 20 : Encadrement et équipements dans les écoles primaires et maternelles	61
Tableau 21 : Etat général des scolaires des écoles primaires et maternelles	61
Tableau 22 : Situation générale des salles de classe de chaque école de la commune de Mbé.....	61
Tableau 23 : Aménagement dans les écoles primaires et maternelles de la commune	62
Tableau 24 : Besoins essentiels dans chaque école maternelle de la commune	63
Tableau 25 : Situation et besoins essentiels dans chaque école primaire de la commune.....	64
Tableau 26 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	66
Tableau 27 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	72
Tableau 28 : Répartition des établissements secondaires dans la commune de Mbé	72
Tableau 29 : Effectif des élèves dans les établissements secondaires	72
Tableau 30 : Encadrement et équipements dans les établissements secondaires de la commune	73
Tableau 31 : Etat des bâtiments des établissements secondaires de la commune...	73
Tableau 32 : Etat des salles de classe dans chaque établissement secondaire de la commune.....	73
Tableau 33 : Aménagement des établissements secondaires de la commune	74
Tableau 34 : Besoins urgents de chaque établissement secondaire de la commune	75
Tableau 35 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	76

Tableau 36 : État de fonctionnement des points d'eau, des besoins de construction et de réhabilitation des points d'eau dans la commune de Mbé selon le milieu de résidence (Urbain et rurale).....	82
Tableau 37 : Répartition des transformateurs de dans la Commune de Mbé.....	85
Tableau 38 : État des lieux de l'électrification décentralisée dans la Commune de Mbé	85
Tableau 39 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	86
Tableau 40 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	88
Tableau 41 : Tableau de présentation du réseau routier de la Commune de Mbé....	88
Tableau 42 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	90
Tableau 43 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	93
Tableau 44 : Situation des personnels dans les différents postes agricoles.....	93
Tableau 45 : Prix des denrées alimentaires sur les marchés de la Commune de Mbé	94
Tableau 46 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	96
Tableau 47 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	98
Tableau 48 : Des espèces et effectif animal.....	99
Tableau 49 : Prix de vente des animaux par catégorie	99
Tableau 50 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	100
Tableau 51 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	104
Tableau 52 : Infrastructures marchandes de la commune de Mbé.....	104
Tableau 53 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	106
Tableau 54 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	108
Tableau 55 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	109
Tableau 56 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	111
Tableau 57 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	112
Tableau 58 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	114
Tableau 59 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	115
Tableau 60 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	116
Tableau 61 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	117
Tableau 62 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	119
Tableau 63 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	120
Tableau 64 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	122
Tableau 65 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	123
Tableau 66 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	124
Tableau 67 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	125
Tableau 68 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	127
Tableau 69 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	128

Tableau 70 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	130
Tableau 71 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	131
Tableau 72 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	132
Tableau 73 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	133
Tableau 74 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	134
Tableau 75 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	135
Tableau 76 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	136
Tableau 77 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	137
Tableau 78 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	138
Tableau 79 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	139
Tableau 80 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	140
Tableau 81 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	141
Tableau 82 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	142
Tableau 83 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	143
Tableau 84 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	144
Tableau 85 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	145
Tableau 86 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	146
Tableau 87 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	147
Tableau 88 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	148
Tableau 89 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	149
Tableau 90 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	151
Tableau 91 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	152
Tableau 92 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur.....	154
Tableau 93 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	155
Tableau 94 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes.....	156
Tableau 95 : Analyse des problèmes et besoins consolidés	157
Tableau 96 : Matrice diagnostic des ressources naturelles	158
Tableau 97 : Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation aux changements climatiques.....	161
Tableau 98 : État des lieux de la petite enfance	167
Tableau 99 : Des acteurs du Développement de l'économie locale	169
Tableau 100 : Du cout estimatif du PCD de Mbé	240
Tableau 101 : Présentation des idées des projets prioritaires de la Commune de Mbé	242
Tableau 102 : Coûts estimatifs du CDMT par secteurs retenus pour les trois prochaines années	262
Tableau 103 : Mobilisation des ressources pour les trois prochaines années.....	263
Tableau 104 : Impacts environnementaux possibles des microprojets du CDMT ...	263

Tableau 105 : Impacts sociaux possibles des microprojets du CDMT	264
Tableau 106: Présentation du plan sommaire de gestion de l'environnement	267
Tableau 107 : Programmation annuelle du PIA.....	270
Tableau 108 : Plan de passation des marchés.....	274
Tableau 109 : Rôles des différents acteurs dans la mise en œuvre du PCD	277
Tableau 110 : Indicateurs de suivi du PIA	280

Liste des figures

Figure 1 Localisation de la Commune de Mbé	21
Figure 2 : Répartition de la population.....	27
Figure 3 : Organigramme fonctionnel de la commune.....	44
Figure 4 : Infrastructures de santé.....	52
Figure 5 : Localisation des écoles primaires et maternelles	59
Figure 6 : Localisation des établissements secondaires.....	71
Figure 7 : Localisation des forages et des puits	81
Figure 8 : Localisation des cases communautaires	92
Figure 9 Localisation des infrastructures marchandes	103
Figure 10 : Cartes des ressources naturelles	160

Liste des photos

Photo 1 : Cohabitation très pacifique avec les milliers de populations venues	32
Photo 2 : Infos Services/call box à Mbé (AJLC 2013)	37
Photo 3 : Vendeurs de soja au marché de Mbé (AJLC 2013)	37
Photo 4 : Une vue du bâtiment principal du CMA de Mbé (AJLC 2013).....	53
Photo 5 Etat des bâtiments de l'EP Groupe II de Mbé (AJLC 2013)	62
Photo 6 : L'école maternelle de Mbé (AJLC 2013)	62
Photo 7 : Une vue partielle du lycée technique de Mbé bien reboisé (AJLC 2013) ...	73
Photo 8 : Une vue partielle du lycée Bilingue de Mbé bien reboisé (AJLC 2013).....	73
Photo 9 Le forage du quartier Too à Mbé bondé (AJLC 2013).....	80
Photo 10 Le ruisseau du quartier Sockbewa à Mbé (AJLC 2013),	80
Photo 11 : une borne fontaine à réhabiliter à Mbé (AJLC 2013).....	80
Photo 12 : Le château d'eau de Mbé (AJLC° 2013)	80
Photo 13 Travaux de reconstruction des ouvrages à l'entrée Sud de Mbé et de reconstruction de l'axe Ngaoundéré-Mbé-Garoua (AJLC 2013).....	89
Photo 14 : Une vue de la DAADER de Mbé (AJLC 2013)	94
Photo 15 : Une vue de la Case Communautaire de Mbé (AJLC 2013)	94
Photo 16 : Grenier villageois (AJLC 2013)	95
Photo 17 : Magasin de stockage à réhabiliter à Mbé.....	95
Photo 18 : Nouveau marché d'igname de Mbé (AJLC 2013)	95
Photo 19 : Une vue de l'abattoir de Mbé (AJLC 2013)	99
Photo 20 : Une vue du marché à bétail de Mbé (AJLC 2013)	99

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Arrêté municipal désignant les membres du Comité de Suivi du PCD290

Résumé

Le Programme National de Développement Participatif est un important programme mis en place depuis 2004 par le Gouvernement du Cameroun, avec l'aide des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, dont l'objectif global est d'améliorer les conditions de vie des populations en milieu rural, et notamment des plus défavorisées. Les Communes et les Communautés sont les bénéficiaires directes des actions du PNDP.

Le mode d'intervention du PNDP passe essentiellement par des Plans Communaux de Développement (PCD) élaborés de façon participative.

Dans sa méthodologie, le PNDP appuie les communes dans la sélection des Organismes d'Appui Local (OAL) qui doivent accompagner celles-ci dans l'élaboration et ou l'actualisation de leurs Plans Communaux de Développement (PCD). C'est dans ce cadre que l'Association des Jeunes pour la Lutte Contre les MST/SIDA (AJLC) a été sélectionné sur appel à manifestation afin d'accompagner la commune de Mbé dans l'actualisation de son PCD élaboré en 2007 dans la Phase I du PNDP.

L'OAL AJLC a effectivement démarré ses activités dans la Commune et conformément au cahier de charges avec la Commune par un atelier de lancement organisé 14 mars 2014. C'est ainsi qu'il a réalisé tour à tour le Diagnostic de l'Institution Communale (DIC), le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et le Diagnostic Participatif au Niveau Village (DPNV). Il ressort de ces diagnostics que : En tant qu'institution, la Commune est confrontée à plusieurs faiblesses et contraintes dont les principales sont les suivantes :

- Personnel insuffisant et non qualifié ;
- Faible déploiement du personnel sur le terrain ;
- Inadéquation des procédures de collecte des taxes ;
- Système de communication inter-services défectueux ;
- Absence de charte de responsabilités entre le Maire, le 1^{er} et la 2^{ème} adjointé.

La Commune dispose aussi des forces, l'on peut citer entre autre : les Centimes Additionnels Communaux (CAC), les taxes indirectes, la dotation de l'Etat et l'allocation du PNDP.

Les résultats clés de ces diagnostics, ainsi que les besoins prioritaires ont été identifiés dans 31 secteurs y compris la petite enfance, l'institution communale et le développement de l'économie locale.

Une planification stratégique intégrant les 31 secteurs a été abordée. Dans cette planification des actions sont prévues en vue d'une part, de renverser la tendance et de créer des conditions de vie meilleure aux populations de la Commune de Mbé et d'autre part, de rendre l'institution très forte afin de s'arrimer efficacement à la mouvance de décentralisation. De façon globale, le coût estimatif de cette planification stratégique se chiffre à **26 222 259 895 Frs CFA** (Vingt-six milliard deux cent vingt-deux millions deux cent cinquante-neuf mille huit cent quatre-vingt-quinze Francs CFA).

Un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation a été organisé du 11 au 13 juin 2014 afin de sortir le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sur trois ans (2014-2016) d'un montant 1 097 180 000 (Un milliard quatre-vingt-dix-sept millions cent quatre-vingt mille) et un Plan d'Investissement Annuel (PIA) d'un montant de 497 180 000 Francs CFA (Quatre cent quatre-vingt-dix-sept millions cent quatre-vingt mille Francs CFA) destinés au Plan d'Investissement Annuel pour l'année 2014.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Le processus de décentralisation en cours au Cameroun consacré par les textes de 2004, confère de nombreuses responsabilités et d'importantes compétences aux municipalités dans le cadre d'une meilleure participation des populations à leur développement. Ce processus met l'accent sur la nécessité d'avoir une meilleure implication des citoyens aux processus décisionnels. Ces derniers temps, ce processus s'est accéléré avec le transfert progressif des compétences et de certaines ressources aux collectivités locales décentralisées. Celles-ci sont de plus en plus appelées à relever le double défi d'éducation des masses populaires et de promotion du développement local. La réalisation de ce double défi repose sur l'engagement d'une population qui prend à cœur son développement par une gestion rationnelle des ressources disponibles dans la perspective d'améliorer leurs conditions de vie.

Pour accompagner cette dynamique, le Gouvernement de la République du Cameroun met sur pied un dispositif d'accompagnement : le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Depuis 2004, ce programme vise à permettre aux communes et à leurs communautés de se doter des Plans Communaux de Développement (PCD) en s'appuyant sur les orientations stratégiques et politiques nationales en matière de lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités sociales au sein des communautés défavorisées notamment le DSCE (Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi).

Dans le cadre de son implémentation opérationnelle, le PNDP a opté d'associer les Organismes d'Appui Local pour accompagner les CTD à mieux orienter les politiques de développement local. Cette option s'appuie bien évidemment sur un processus participatif afin que les origines et la destination des initiatives soient maîtrisées par toutes les parties prenantes.

L'OAL « Association des Jeunes pour la Lutte Contre les MST/SIDA (AJLC-MST/SIDA) » a été sélectionnée suite à un appel d'offres pour conduire les opérations relatives à la réactualisation du Plan Communal de Développement (PCD) de la Commune de Mbé réalisé depuis 2007.

Les exigences en matière de planification obligent le passage par l'élaboration des Diagnostics de l'Institution Communale, de l'Espace Urbain Communale et du Niveau Village se veulent être une étape incontournable dans ce processus dont la finalité vise à planifier les besoins, orienter les projets, programmer les équipements et planifier les moyens financiers correspondants dans la sphère de la commune de Mbé.

C'est dans cette perspective que l'OAL AJLC-MST/SIDA conformément aux procédures de passation de marché en vigueur au Cameroun a été retenu pour accompagner la commune de MBE dans l'actualisation de son plan de développement.

Le présent Plan Communal de Développement (PCD) qui est un instrument d'aide à la décision et un document de référence pour la gestion communale à moyen terme.

Ils visent essentiellement à faire un état des lieux de l'espace communal dans ses composantes biophysique, socio-économique et environnementale assorti des problèmes/contraintes, des atouts/opportunités relatifs aux aspects sus évoqués.

L'état des lieux permettra de mieux adapter le PCD aux nouvelles préoccupations de développement local et intégral des populations de la Collectivité locale décentralisée de Mbé et à l'adosser au Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

1.2. Objectifs global du PCD

Il s'agit de doter la Commune de Mbé d'un outil de développement important lui permettant d'accomplir ses fonctions de service social.

• Objectifs spécifiques du PCD

Afin de poursuivre ses objectifs de développement la commune de Mbé s'est fixé 14 objectifs spécifiques qui sont :

- ✓ Améliorer les performances de la Commune
- ✓ Améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base
- ✓ Améliorer les revenus des producteurs, des transformateurs, des commerçants
- ✓ Promouvoir la capacité d'emploi/auto emploi
- ✓ Améliorer la gestion des ressources naturelles de la Commune
- ✓ Faire des négociations avec des bailleurs de fonds ;
- ✓ Rechercher le partenariat avec les acteurs externes et internes ;
- ✓ Promouvoir la synergie d'actions entre les différents acteurs intervenant dans la circonscription communale ;
- ✓ Promouvoir la participation, la transparence, l'équité dans les choix des investissements et des actions de développement ;
- ✓ Élaborer aisément les plans de l'exécutif communal, des projets communaux et les budgets y afférents ;
- ✓ Promouvoir la solidarité et la complémentarité entre les acteurs de développement ;
- ✓ Prévenir les conflits ;
- ✓ Rechercher la cohérence entre les actions locales et les politiques sectorielles de l'Etat ;
- ✓ Former et renforcer les capacités des acteurs locaux ;

1.3. Structure du document

Le présent document de développement est la résultante de plusieurs travaux de diagnostic participatif effectué dans la Commune. Il est articulé autour des points suivants :

- ✓ Résumé:
- ✓ Introduction ;
- ✓ Méthodologie ;
- ✓ Résultats du Diagnostic
- ✓ Planification stratégique ;
- ✓ Programmation ;
- ✓ Mécanisme de suivi-évaluation ;
- ✓ Plan de communication ;
- ✓ Conclusion ;
- ✓ Annexes.

2. METHODOLOGIE

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

Le processus d'actualisation du PCD s'est fait en deux phases: la phase administrative et la phase technique.

a) La phase administrative de préparation

La préparation administrative permise de s'accorder avec les acteurs de la Commune de Mbé sur la méthodologie de réalisation du DIC, du DEUC, du DPNV à travers la collecte des informations dans 29 secteurs et de l'atelier de planification et de programmation, ce qui a permis l'implication de chaque partie prenante à l'action.

Cette préparation a porté essentiellement sur les rencontres d'information et de sensibilisation auprès des corps de métiers, de l'exécutif communal, des conseillers municipaux, du Comité de pilotage et des autorités locales. Il s'agissait pour ce fait :

- D'organiser l'atelier de lancement ;
- D'Informer officiellement la tutelle du déroulement des différents diagnostics ;
- De sensibiliser les partenaires impliqués dans le développement de la Commune notamment : les autorités traditionnelles, les sectoriels, les élites, les opérateurs économiques œuvrant dans la Commune, les organisations non gouvernementales et les autres organisations importantes de la société civile, les autorités religieuses et les acteurs politiques.

b) La phase technique de préparation

La phase de la préparation technique a été consacrée à la restitution de la formation des OAL tenue à Tibati du 29 janvier au 09 février 2012 pour la démarche du processus d'élaboration du PCD. Cette restitution s'est tenue à Ngaoundéré dans les locaux de l'OAL AJLC du 01 au 02 mars 2013 et a porté sur le renforcement des capacités des animateurs des l'AJLC en techniques d'animation du processus participatif et de collecte des données socioéconomiques et environnementales avec les outils nécessaires à la conduite des différents diagnostics au niveau de la ville de Mbé et des villages.

2.1.1. Réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

La réalisation du DIC a commencé par une séance introductive avec l'exécutif municipal pour lui expliquer le but fondé du DIC et ses objectifs. Pour ce qui est de la collecte des données, les outils préalablement préparés par le PNDP notamment les fiches de collecte des données issues du guide méthodologique du diagnostic institutionnel communal ont été utilisées. Ces outils ont été complétés par l'exploitation et l'analyse des documents comptables, administratifs, des comptes administratifs et du budget des années 2008, 2009, 2010 et 2011 obtenus au niveau du Secrétariat Général de l'institution communale. L'exploitation des documents décrivant les textes régissant le fonctionnement des collectivités territoriales décentralisées n'a pas été de reste. L'exploitation de tous ces documents a été complétée par les observations directes, les entretiens avec la tutelle, le personnel communal, les conseillers municipaux et les chefs de services techniques publics et privés.

Les données collectées étaient comparées avec les ratios mentionnés dans les textes législatifs et réglementaires retraçant le fonctionnement des communes à chaque niveau afin d'en dégager les écarts le cas échéant. Enfin, les données collectées ont été restituées pour amendement, enrichissement et validation devant le conseil municipal, l'équipe dirigeante de la Commune et quelques sectoriels (voir feuille présence en annexe). Toute cette méthodologie a obéi à l'approche participative.

2.1.2. Réalisation de Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)

L'approche participative a été la méthodologie adoptée et plusieurs langues (française, le Dii et le fulfulde) ont été utilisées pour la réalisation du diagnostic de l'espace urbain communal. Après la phase de préparation qui a consisté à la présentation et la validation de l'équipe restreinte de l'OAL (équipe chargée d'effectuer le DEUC) par le Comité de Pilotage, l'élaboration/rédaction des lettres introductives auprès des différentes parties prenantes intervenant dans l'élaboration du DEUC et l'organisation de l'atelier de lancement du processus de la planification par le Préfet du Département de la Vina, la collecte des données proprement dite s'en est suivie. Elle s'est faite grâce aux outils et fiches de collecte préalablement préparés par le PNDP et mis à notre disposition.

La réalisation du DEUC impose une démarche appropriée et l'utilisation des outils en vue de consolider les informations recherchées. Dans ce cadre, nous avons fait recours aux outils suivants :

- Guide des corps de métier pour mieux appréhender la situation des acteurs économiques intervenant dans la sphère urbaine,
- Le guide d'entretien avec les couches vulnérables pour mieux analyser leur situation et,
- L'ISS dans les différents quartiers de la zone urbaine et auprès des sectoriels afin de mieux recenser les difficultés qui entravent l'éclosion socio-économique de la ville de Mbé,
- L'observation et l'utilisation de la matrice du changement climatique pour analyser les changements survenus ces derniers temps compte tenu de la tendance mondiale observée.
- La recherche et l'exploitation des documents (les archives communales, les rapports des délégations départementales des services publics et les descentes sur le terrain, les interviews, les observations directes....) afin d'apprécier et de consolider les informations recherchées

Une fois les données collectées, elles ont été dépouillées puis analysées à l'aide du tableur Excel afin d'en dégager les besoins de l'espace urbain communal par secteur.

Quant aux projets prioritaires de l'espace urbain, ils ont été identifiés par les conseillers municipaux.

2.1.3. Réalisation du Diagnostic Participatif au Niveau des Villages (DPNV).

La restitution de la formation reçue lors de l'atelier de renforcement des capacités des OAL en planification communale à Tibati s'est tenu au foyer culturel des jeunes de Mbé du 28 au 30 novembre 2013 suivi du déploiement de deux équipes dans les villages zéro de Ngaounyanga et Karna Manga pour la phase pratique et de la séance de restitution qui a permis de rectifier tous les manquements observés dans la phase pratique.

La phase pratique de la formation à a été suivi par la restitution et le déploiement de 05 équipes de 04 facilitateurs et 02 facilitateurs endogènes dans 43 villages de la commune de Mbé. Dans chaque village, après l'assemblée générale introductive, trois groupes socioprofessionnels constitués de toutes les catégories socioéconomiques et culturelles du village étaient mis en place pour élaborer la cartographie (la carte participative du village, la carte de mobilité et le diagramme de Venn).

L'identification des problèmes/contraintes et atouts/potentialités a été faite en utilisant l'ISS dans les groupes socioprofessionnels ou en plénière.

La priorisation des 08 idées des projets prioritaires dont 05 sociaux et 03 économiques s'est faite avec le scoring. Pour le faire, trois listes identiques des idées des projets sociaux et trois listes identiques des idées des projets économiques étaient élaborées en s'inspirant des résultats de l'ISS. Ensuite les

trois groupes socioprofessionnels étaient à nouveau constitués, à chaque groupe, on remettait une liste des idées des projets sociaux et une liste des idées des projets économiques après avoir bien expliqué le principe en plénière. Chaque groupe se retirait avec les deux listes des idées des projets pour effectuer un classement par ordre de priorité de 05 idées des projets sociaux et 03 idées des projets économiques.

Ces classements effectués, il s'est agit cette fois en plénière d'attribuer des points aux listes des différents groupes en utilisant le même barème de notation. A l'issue de cette épreuve, le score obtenu par chaque idée de projet choisi était la somme des points obtenus dans chaque groupe. En cas d'égalité de points entre deux idées des projets, l'ensemble des participants décidaient en plénière du choix à opérer.

De façon globale, la conduite du processus participatif dans tous les 43 villages de la Commune de Mbé a principalement pris en compte la Méthode Active de la Recherche Participative (MARP). Cette MARP a permis de réunir les informations fiables à travers différents outils utilisés pour le diagnostic participatif ainsi que les fiches de collecte des données de base préalablement élaborées par le PNDP. Les interviews semi structurées, les sondages d'opinions et les observations directes n'étaient pas de reste.

2.1.4. Collecte des informations, dépouillement, traitement et analyse des données

La collecte des informations s'est faite à tous les niveaux : auprès de la Commune, des services déconcentrés de l'état, des villages, des institutions intervenant dans la Commune, par l'observation et par la recherche documentaire avec les différents outils mis à notre disposition par le PNDP.

2.2. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Les données collectées pour les trois diagnostics ont été consolidées dans les fiches Excel de consolidation des secteurs clés préparées par le PNDP. En ce qui concerne à la cartographie, nous avons utilisé le Système d'Information Géographique (SIG) pour sortir les différentes cartes thématiques des infrastructures de la Commune de Mbé.

2.3. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Après les étapes du diagnostic participatif sanctionnées par la production du rapport consolidé des résultats du diagnostic participatif, l'OAL AJLC a organisé du 11 au 13 juin 2014 dans la salle des actes, un atelier de planification Communale dont l'objectif global était de procéder à la planification stratégique, la programmation et l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA), en présence du maire, de ses adjoints, des conseillers municipaux, des délégués départementaux des secteurs concernés, du personnel communal, des chefs de villages, des Présidents des Comités de Concertation et des élites intérieures et extérieures de la commune de Mbé. Cet atelier a été présidé par le Sous - préfet de l'Arrondissement de Mbé, représentant le Préfet du département de la Vina empêché.

2.4. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Il a consisté à décrire les acteurs et définir leurs missions à deux niveaux : Village et communal.

✓ **Niveau Village**

Il est assuré par l'agent communal de développement et des comités de concertations qui se servent d'outils tels que le tableau de suivi des actions planifiées ;

Ils ont pour mission de renseigner sur l'état de mise en œuvre des activités programmées et les résultats obtenus. De ce fait, ils programment des séances de concertations et de sensibilisation ainsi que le suivi de l'exécution des activités.

✓ **Niveau communal**

Au niveau communal, les acteurs du suivi-évaluation sont :

- Le Maire et le reste de l'exécutif communal;
- Le Comité de pilotage ;
- L'agent communal de développement ;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- L'OAL et les prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD;
- Les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- Les organisations/associations à base communautaire.

3. RESULTATS CONSOLIDES DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

3.1. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE MBE

3.1.1. Localisation de la Commune de Mbé

La commune de Mbé voit le jour en 1982 à la faveur du décret N⁰082/455 du 20 septembre 1982 avec une superficie de 3000 Km² (Figure 1). Elle dépend administrativement du département de la Vina dans la région de l'Adamaoua. Elle est située à cheval entre ladite région et celle du Nord. Elle est limitée:

-Au Nord par la commune de Tcholliré ;

-A l'Est par la commune de Tcholliré ;

-Au Sud-est par la commune de Ngan-Ha ;

-Au Sud par la commune de Ngaoundéré 3^{ème} ;

-A l'Ouest par la commune de Tignère ;

-Au Nord-Ouest par la commune de Poli ;

-Au Sud-Ouest par la commune de Martap.

Cette commune qui compte 43 villages, a été dirigée depuis sa création par un administrateur municipal désigné par nomination jusqu'en 1996 à la faveur de la promulgation de la loi N°92-003 du 14 août 1992, qui mettait ainsi fin à la nomination des administrateurs municipaux à la tête des communes dites rurales et enclenchaient la dynamique démocratique. C'est dans ce cadre que la première élection en 1996 a consacré un conseil municipal assorti d'un exécutif. Le conseil municipal actuellement en fonction est issu des élections locales de 2013. L'administration communale est composée de huit organes regroupés autour de l'exécutif communal.

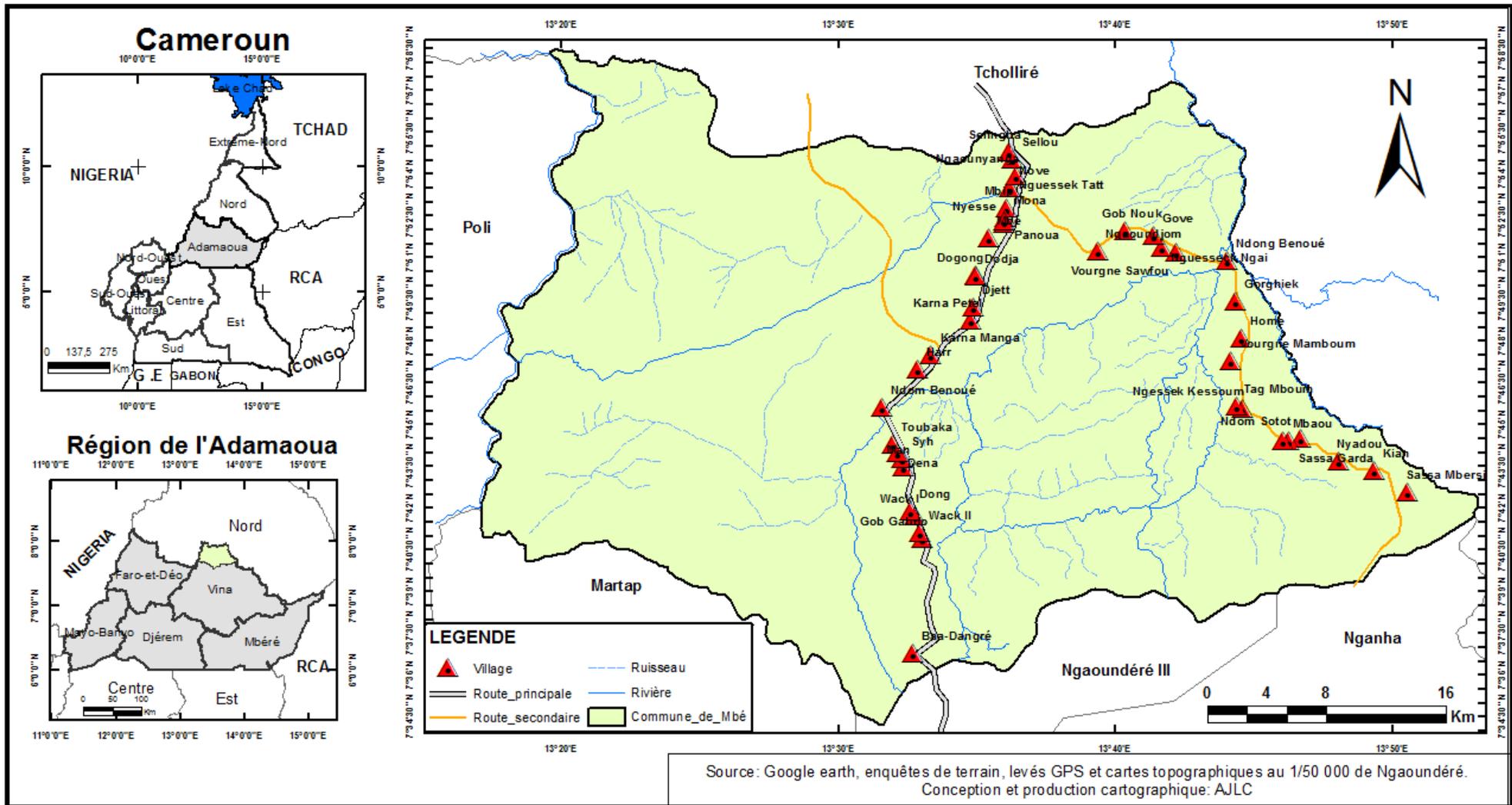


Figure 1 Localisation de la Commune de Mbé

3.1.2. Description du milieu biophysique de la Commune de Mbé

3.1.2.1. Climat

La Commune de Mbé, est située à mi chemin entre les régions de l'Adamaoua et du Nord. Cette position lui offre un privilège indéniable. Son climat attrayant fait venir des populations en majorité du Nord et de l'extrême Nord du Cameroun. Il se caractérise surtout par une saison sèche allant d'octobre à mai et une saison pluvieuse étalée sur 5 mois (mai à septembre). La répartition de ces saisons est déterminée par les deux flux de masses d'air issues de :

- L'anticyclone saharien ou libyen : à l'origine d'un vent froid et sec et soufflant du nord-est au sud-ouest appelé harmattan qui atteint souvent les 19°C;
- L'anticyclone austral ou de Sainte Hélène : à l'origine d'un vent chaud et humide appelé vent de mousson parce qu'à l'origine des pluies qui atteint souvent les 25°C.

D'une manière générale, la pluviométrie dans la commune est capricieuse. Elle est caractérisée par des irrégularités spatiales- temporelles et des hauteurs annuelles de pluies variant entre 600 mm et 1000 mm. Les premières pluies s'installent dès le mois de mai. Cependant depuis quelques années, la commune de Mbé subit les effets des changements climatiques constatés à l'échelle mondiale.

La température moyenne annuelle se situe autour de 25°C, avril étant le mois le plus chaud tandis que les mois froids sont les mois de décembre et Janvier, avec par moment 19°C (Suchel, 1972).

3.1.2.2. Sols

On rencontre 4 principaux types de sols à savoir les sols gravillonnaires, les sols sableux, les sols argileux et les sols hydro morphes. Les sols composites sont cependant prédominants. La situation se présente comme suit:

- **Les sols gravillonnaires** : ils sont de textures grossières et généralement érodés du fait de leur faible perméabilité. Du point de vue agronomique, ce sont des sols pauvres en matières organiques. On les utilise toutefois pour la production du mil, des arachides, du niébé et du maïs.
- **Les sols sableux** : ils sont de faible fertilité et sont utilisés pour la culture du mil, des arachides, du maïs et des oignons.
- **Les sols argileux** : généralement aux abords des cours d'eau, ces sols sont lourds; donc difficiles à travailler. Ils ont cependant une bonne capacité de rétention de l'eau et sont utilisés pour la production des cultures de contre saison. Ces sols sont également utilisés dans la poterie.
- **Les sols hydro morphes**: occupent les zones les plus basses du topo séquence ; ils connaissent parfois une stagnation de l'eau du fait de leur texture. C'est des sols mis en valeur pour la culture du riz et abrite les cultures maraîchères. Les sols de nos jours sont sujets à une forte pression foncière conjuguée à la persistance des méthodes culturales et d'élevage inappropriées.

Par ailleurs, le passage des cheptels contribue au piétinement et au compactage du sol. Ce qui rend les travaux agricoles pénibles. La couche végétale détruite expose le sol à l'érosion.

Dans l'ensemble, les sols sont propices au développement des végétaux d'où la pratique intense des activités agricoles. Il faut signaler la présence accrue dans cette commune des verres de terre qui enrichissent considérablement les sols.

3.1.2.3. Relief

L'espace communal est situé dans une pénélaine ; elle est de ce fait peu accidentée. Cette monotonie d'ensemble est par endroit rompu avec la présence de buttes et collines. Les bas fonds qui la traversent constituent les zones de basses altitudes. Les pentes comprises entre 0 et 10% traduisant une faible sensibilité à l'érosion. L'altitude moyenne est comprise entre 650 à 1500 m.

On constate aussi la présence des Collines rocheuses rongées par l'érosion, la disponibilité de terrains sur lesquels on peut construire, des zones inondables, des pentes raides et collines.

Les zones protégées dans les villages incluent les sites vulnérables, risquant et scéniques qui ne doivent pas être occupés, mis en valeur et construits. Ces zones doivent être protégées, conservées, défrichées et aménagées pour réduire les risques et les désastres naturels.

3.1.2.4. Hydrographie

Le réseau hydrographique de la commune de Mbé est constitué par des cours d'eau intermittents. Elle est alimentée par de nombreux mayo entre autres : mayo Nka, mayo Ndiki, Zing Nyesse, Zing Vo'o, Tezam, Mazéré, Zing Fa'k. La Bénoué. Les bas-fonds qu'on retrouve dans certains villages sont exploités pour des activités agricoles et d'élevage. Les eaux de surfaces ainsi que les eaux souterraines sont alimentées par les précipitations. Il faut souvent creuser entre 3 à 5 mètres dans les bas-fonds et entre 6 à 12 mètres pour toucher la nappe. Cependant, l'on assiste à un tarissement rapide des cours d'eau entre février et mai. La Bénoué qui traverse la commune en direction du NE-SW (prise d'eau de la CDE) est le principal cours d'eau qui assure l'approvisionnement en eau et produit halieutique (approximatif en qualité et irrégulière) des ménages.

3.1.2.5. Végétation

La commune est située dans le domaine phytogéographique soudanien. La végétation y est composée d'une savane arbustive prédominante, composée de formations mixtes d'arbustes ne dépassant pas 7 mètres et d'une savane arborée constituée d'arbres et de graminées dont les arbres sont d'environ 10 à 12 mètres.

Cette végétation regroupe diverses espèces dont les espèces locales fruitières et consommables, les espèces locales à usages domestiques et médicinales, les espèces exotiques fruitières puis les espèces forestières. Il est à noter la présence des forêts galeries le long des cours d'eau.

La pression sur le pâturage avec la sédentarisation progressive des éleveurs Bororos, les feux de brousse pratiqués pour la préparation des champs, l'exploitation du bois de chauffe et du bois d'œuvre réduit la diversité floristique. Les espèces végétales rencontrées sont: *Parkia biglobosa* (néré) ; *Combretum spp* ; *Annona senegalensis* (assorah), *Borassus aethiopicum* (doubbi), *Piliostigma reticulata* (barkédjé), *Anageissus leiocarpus*, etc... (Sources : DAADER de Mbé, 2013).

3.1.2.6. Faune

La commune de Mbé présente par ailleurs une réserve assez riche et diversifiée d'animaux sauvages comprenant les mammifères, les oiseaux et les poissons.

a) Les mammifères

Les espèces fauniques présentes dans la zone sont entre autres : Bubale (*Alcelaphalus buselaphus major*), Cobe de buffon (*Kobus Kob Kob*), Buffle (*Syncerus cafer cafer*), Hippopotame (*Hippopotamus amphibus*), Eléphant (*Loxodonta africana*), Phacochère (*Phacochoerus africanus*), Lions (*Panthera leo*), Singe vert (*Cercopithecus aethiops*), Cobe de Fassa (*Kobus defassa*) (Assan et Mahop, 2000).

b) Les poissons

Les principales espèces rencontrées sont : (*Pellomula miri*), le clarias (*Clarias albopunctatus*, *C. Anguillaris*), le tilapia (*Tilapia rendalli*, *T. Zilli*), les barbus (*Barbus spp.*), le capitaine (*Lates niloticus*) et l'hétérotis (*Heretritis niloticus*) (Vivien, 1991).

c) L'avifaune

La faune aviaire est composée d'une diversité d'espèces entre autres : le touraco (*Tauraco leucolophus*), l'oie de Gambie (*Plectropterus gambensis*), le buvard des roseaux (*Circus aeruginosus*), le coucal du Sénégal (*Centropus senegalensis*), la tourterelle du Cap (*Oena capensis*).

3.1.2.7. Aires protégées

Comme aires protégées, la commune de Mbé dispose d'une bonne partie de la réserve (ZIC15) de Faro Korong. Cette réserve occupe beaucoup plus le côté Ouest de cette Commune. Les activités de ce parc sont mises en œuvre par un exploitant privé en collaboration avec le MINFOF et la commune de Mbé dans l'objectif de développer les infrastructures de base, renforcer les capacités du personnel. Si la ZIC 18 était mise en valeur elle devrait être rentable à la commune à 100%.

3.1.2.8. Ressources minières

Les ressources minières sont constituées de carrière de sable et de moellon dont l'exploitation est mal organisée, le potentiel des carrières de sable est énorme dans les villages traversés par la Bénoué. Les plus importantes sont celles de Ndom Bénoué, Karna Manga, Karna Petel, Senngba et Ndong Bénoué.

3.1.2.9. Unités écologiques

Située dans la zone de transition entre le climat soudanien et le climat équatoriale, la commune de Mbé bénéficie de plusieurs unités écologiques parmi lesquelles :

- les savanes arborées et arbustive ;
- les galeries forestières ;
- les forêts denses humides (ZIC15 et ZIC18) occupe plus du tiers des surface de la commune;
- la savane herbeuse inondée.

3.1.2.10. Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique

Tableau 1 : Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique

ATOUTS/POTENTIALITES	CONTRAINTES
Situation Géographique	
- Accessibilité de la ville de Mbé par rapport à Ngaoundéré (Chef-lieu du Département de la Vina et de la région de l'Adamaoua).	- Manque de société de transport ne facilite pas la mobilité des populations. - Un peu distant (Chef-lieu du Département de la Vina et de la région de l'Adamaoua) ; - Coût élevé du transport ;
Climat	
- Climat favorable pour le développement des activités agropastorales,	- Le réchauffement climatique et l'avancée du désert constituent de fortes menaces.
Hydrographie	
- Présence d'un réseau hydrographique assez Dense ; - Présence de quelques forages et de puits à grand diamètre et d'un système d'adduction d'eau moderne (CDE).	- L'assèchement des cours d'eau en saison sèche, - Tariessement des puits. - Incapacité de la CDE à assurer l'approvisionnement en eau aux habitants.

ATOUTS/POTENTIALITES	CONTRAINTES
Situation Géographique	
Relief topographie	
<ul style="list-style-type: none"> - Monotonie du relief dans les quartiers secondaires, - Présence de bas fonds propices au développement des cultures maraîchères; 	<ul style="list-style-type: none"> - Les bas fonds non aménagés ; - Exploitation anarchique des bas fonds, - Faible canalisation des bas fonds.
Sols	
<ul style="list-style-type: none"> - Existence des sols cultivables; - Existence d'un potentiel aménageable de bas-fonds ; - Présence de quelques fosses fumières. - Paysage urbaine favorable pour la culture des produits maraîchers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'inondation à Ndom Bénoué, - Faible canalisation des eaux, - Faible politique de gestion des déchets, - Appauvrissement progressif des sols suite aux déchets plastiques, - Forte pression foncière ; - Faible maîtrise des techniques agricoles ; - Erosion hydrique ; - Pauvreté des sols
Végétation et Faune	
<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'espèces végétales naturelles et de quelques essences exotiques ; - Importance des produits forestiers non ligneux tels que l'huile des graines d'acacia dans la promotion de la pharmacopée traditionnelle; 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte exploitation du couvert végétal, - Disparition progressive des ressources fauniques, - Recrudescence des feux de brousse, - Présence des perdrix et rongeurs, - Absence de pépiniéristes pour pallier à la restauration du couvert végétal; - Absence de culture forestière. - Absence d'aires protégées dans l'espace urbain ; - Dégradation continue du couvert végétal.

3.1.3. Description du milieu socio-économique

3.1.3.1. Brève présentation de l'histoire des peuples de la Commune.

Mbθθ qui signifie Deux chasseurs de grande taille a été attribué à la Commune de Mbé qui abrite aujourd'hui un peuplement assez diversifié en raison de la forte mobilité humaine dans la partie septentrionale du pays. Cependant les Dii sont les autochtones de la commune. En effet, l'historiographie révèle qu'ils viendraient du Mayo-Rey (Mayo Galké).

Des populations (Dii) qui composent la commune, près de 90% seraient parties du Lamida de Rey Bouba par vagues successives, fuyant les guerres tribales, les travaux forcés et l'esclavage pour la quête de la liberté. Quelques-uns étaient à la recherche des terres fertiles.

Des particularités subsistent tout de même dans ce processus de peuplement de la ville. A côté de ce principal groupe ethnique, nous retrouvons les Gbaya, les Guiziga, les Massa, les Toupouri, Moufou, les Mada, les Mafa et les Bororos qui s'installent par millier chaque mois dans la commune à la recherche de pâturage et des terres fertiles. Ceux-ci se sédentarisent de plus en plus.

3.1.3.2. Démographie

3.1.3.2.1. Taille et structure de la population selon le milieu de résidence

Tableau 2 : Répartition de la population de la commune de Mbé selon le lieu de résidence

Caractéristique de la Population	Milieu		Total
	Urbain	Rurale	
Femme	5381	18014	23395
Homme	5907	13461	19368
Total	11288	31475	42763

Source : Résultats du diagnostic participatif AJLC 2013

La population de la Commune de Mbé est estimée à **42763** habitants d'après les résultats du diagnostic participatif au lieu de **24 301** contrairement au nombre mentionnée dans le rapport du 3^{ème} RGPH. Cette différence peut s'expliquer d'une part par l'application du taux d'évolution moyen de la population qui est de 3,2% et de l'arrivée des milliers des populations venues du Nord et de l'Extrême Nord du pays à la recherche des terres fertiles.

3.1.3.2.2. Atouts et Potentialité du milieu humain

Tableau 3 : Atouts et Potentialité du milieu humain

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Etat de la population	
-Fort taux de la population jeune ; -Ouverture des populations aux nouvelles innovations ; -Forte cohésion sociale ; -Enrichissement démographique (populations venues de l'extrême nord Cameroun)	-Insuffisance d'activités de contre saison, -Migration des jeunes vers les villes de plus grande importance, -Développement de la délinquance urbaine, -Chantage sur la gestion du foncier.
Facteurs naturels de croissance de la population	
- La fécondité élevée ; -l'environnement propice ;	- mortalité -Mentalités pro- natalistes
Facteurs mécaniques de croissance de la population	
-Fertilité des sols ; -L'attrait des carrières ; -Recherche de nouveaux marchés ;	-Exode rurale des jeunes filles ; -Exode rurale des garçons ; -Faiblesse de l'exode rurale

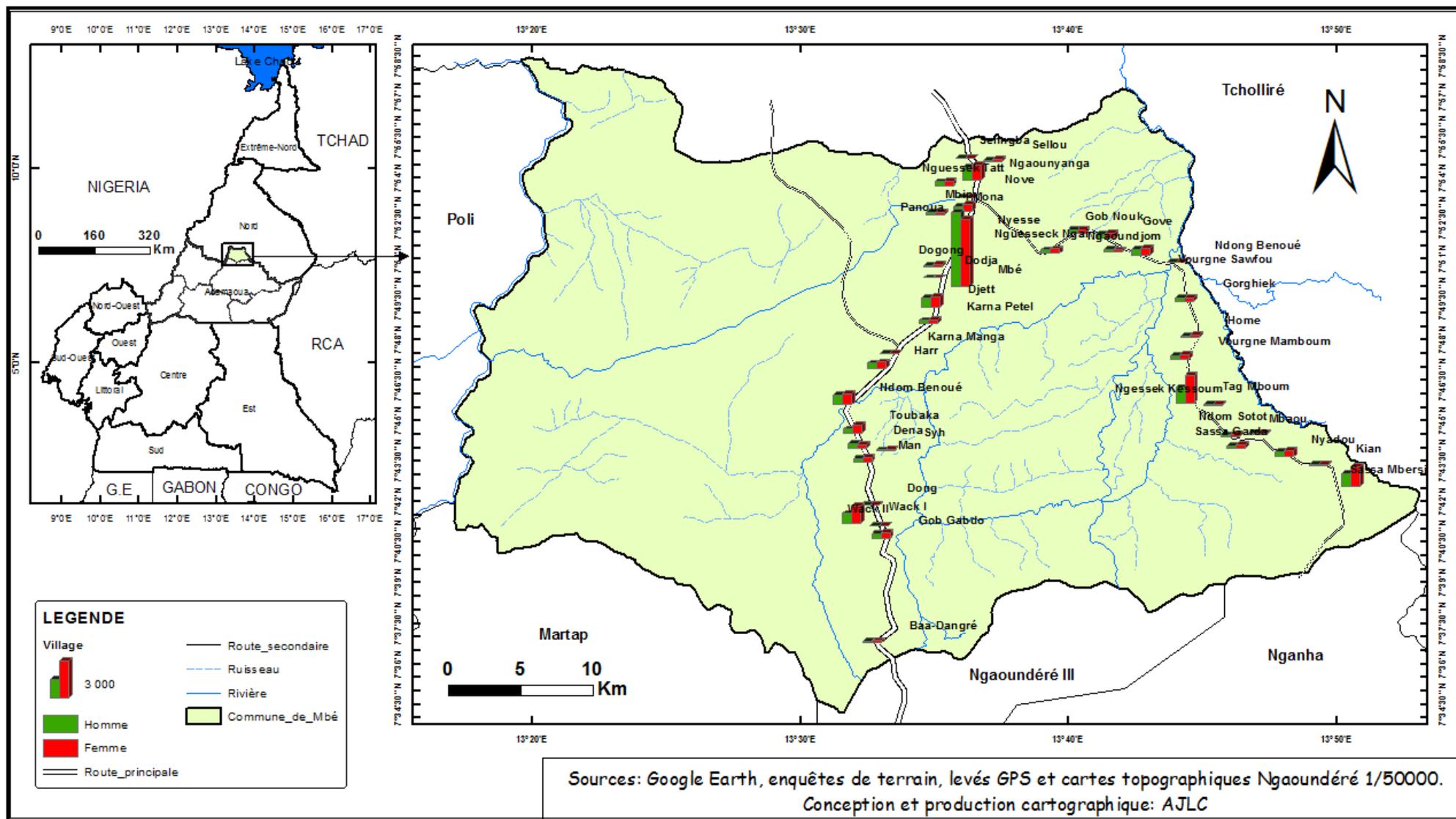


Figure 2 : Répartition de la population

3.1.3.2.3. Répartition de la population de la commune par village

Tableau 4 : Répartition de la population par tranche d'âge et par village

Ville/Villages	Coordonnées géographiques			Population			Nourrisson (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9 %)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3 %)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4 %)	Adolescents (12-19 ans) (18,5 %)	Population des jeunes (15-34 ans) (34,7%)
	X (Est)	Y (Nord)	Z (m)	Femmes	Hommes	Total						
Quartier de l'espace Urbain												
Laide Mora				70	67	137	15	23	9	32	25	48
Dong naa				350	200	550	59	93	35	129	102	191
Doogbo'oy				300	287	587	63	99	37	137	109	204
Fada	13,5898	7,86199	645	400	354	754	81	127	48	176	139	262
Too				255	200	455	49	77	29	106	84	158
Fulbé				40	80	120	13	20	8	28	22	42
Mbaté				190	175	365	39	62	23	85	68	127
Marouaré I				850	950	1800	193	304	113	421	333	625
Mission catholique				150	100	250	27	42	16	59	46	87
Soo				46	50	96	10	16	6	22	18	33
Gové				200	163	363	39	61	23	85	67	126
Zocbewa				400	350	750	80	127	47	176	139	260
Toupouri				700	511	1211	130	205	76	283	224	420
Cité verte				18	38	56	6	9	4	13	10	19
Taparé				131	240	371	40	63	23	87	69	129

Ville/Villages	Coordonnées géographiques			Population			Nourrisson (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9 %)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3 %)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4 %)	Adolescents (12-19 ans) (18,5 %)	Population des jeunes (15-34 ans) (34,7%)
	X (Est)	Y (Nord)	Z (m)	Femmes	Hommes	Total						
Laka				90	60	150	16	25	9	35	28	52
Gob				40	50	90	10	15	6	21	17	31
Duukié				300	200	500	54	85	32	117	93	174
Bona Pita				47	60	107	11	18	7	25	20	37
Coline Too Nomm				42	66	108	12	18	7	25	20	37
Marouré II				180	220	400	43	68	25	94	74	139
Mission				283	400	683	73	115	43	160	126	237
Nyan				275	212	487	52	82	31	114	90	169
Socdou				70	28	98	10	17	6	23	18	34
Koleré				300	200	500	54	85	32	117	93	174
Mazadou				180	120	300	32	51	19	70	56	104
Sous total de l'espace urbain				5907	5381	11288	1208	1908	711	2641	2088	3917
Villages												
Baa-Dangré	13,5442	7,613	1265	180	160	340	36	57	21	80	63	118
Gob Gabdo	13,5499	7,68199	704	430	309	739	79	125	47	173	137	256
Wack II	13,5487	7,68533	704									
Wack I	13,5459	7,69516	720	1380	800	2 180	233	368	137	510	403	756
Dong	13,5432	7,69799	710	27	25	52	6	9	3	12	10	18
Man	13,5384	7,72495	614	365	252	617	66	104	39	144	114	214
Syh	13,5381	7,72953	598	39	29	68	7	11	4	16	13	24

Ville/Villages	Coordonnées géographiques			Population			Nourrisson (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9 %)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3 %)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4 %)	Adolescents (12-19 ans) (18,5 %)	Population des jeunes (15-34 ans) (34,7%)
	X (Est)	Y (Nord)	Z (m)	Femmes	Hommes	Total						
Toubaka	13,5323	7,73843	611	585	286	871	93	147	55	204	161	302
Dena	13,5354	7,73334	600	270	367	637	68	108	40	149	118	221
Ndom Bénoué	13,5257	7,76017	571	860	740	1 600	171	270	101	374	296	555
Harr	13,5472	7,78291	580	470	380	850	91	144	54	199	157	295
Karna Manga	13,5552	7,79184	590	1430	1170	2600	278	439	164	608	481	902
Karna Petel	13,5796	7,81254	559	302	251	553	59	93	35	129	102	192
Djett	13,5807	7,82051	558	833	737	1570	168	265	99	367	290	545
Sassa Mbersi	13,8424	7,70949	703	1586	1033	2 619	280	443	165	613	485	909
Kiang	13,8224	7,72253	694	123	85	208	22	35	13	49	38	72
Nyadou	13,801	7,72796	678	515	399	914	98	154	58	214	169	317
Ndom Sotot	13,7776	7,74204	645	100	99	199	21	34	13	47	37	69
Sassa Garda	13,7707	7,74051	628	282	195	477	51	81	30	112	88	166
Mbaou	13,7674	7,74065	618	135	115	250	27	42	16	59	46	87
Ngessek Kessoum	13,7431	7,75966	598	140	110	250	27	42	16	59	46	87
Tag Boum	13,7392	7,76114	591	2250	1250	3 500	375	592	221	819	648	1215
Vourgne Mamboum	13,7357	7,78847	535	313	278	571	61	96	36	134	106	198
Home	13,7423	7,80181	542	173	122	295	32	50	19	69	55	102
Gorghiek	13,7385	7,82414	515	273	250	523	56	88	33	122	97	181
Ndong Bénoué	13,7338	7,84811	480	61	45	106	11	18	7	25	20	37
Vourgne Sanfou	13,7027	7,85283	509	505	445	950	102	161	60	222	176	330

Ville/Villages	Coordonnées géographiques			Population			Nourrisson (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9 %)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3 %)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4 %)	Adolescents (12-19 ans) (18,5 %)	Population des jeunes (15-34 ans) (34,7%)
	X (Est)	Y (Nord)	Z (m)	Femmes	Hommes	Total						
Nguesseck Ngai	13,6943	7,85622	524	122	172	494	53	83	31	116	91	171
Gob Nouk	13,6892	7,68919	523	316	280	596	64	101	38	139	110	207
Gove	13,6892	7,86293	523	413	337	750	80	127	47	176	139	260
Ngaoundjom	13,6554	7,85367	551	366	276	642	69	108	40	150	119	223
Sellou	13,6046	7,90894	615	200	150	350	37	59	22	82	65	121
Senngba	13,6023	7,91281	597									
Nguessek Tatt	13,603	7,89187	634	350	300	650	70	110	41	152	120	226
Nove	13,6031	7,89202	626									
Mbip	13,6008	7,87959	621	600	424	1 024	110	173	65	240	189	355
Mona	13,5999	7,87353	600	150	120	270	29	46	17	63	50	94
Nyesse	13,5991	7,87011	598	470	320	790	85	134	50	184	146	274
Panoua	13,5995	7,87148	604									
Dogong	13,5821	7,83948	589	200	150	350	37	59	22	82	65	121
Dodja	13,5824	7,83866	584									
Ngaounyanga	13,6063	7,89894	636	1200	1000	2 200	235	372	139	515	407	763
Sous total de l'espace rural				18014	13461	31655	3387	5350	1994	7406	5856	10984
TOTAL POPULATION DE LA COMMUNE				23921	18842	42943	8405	13275	4947	18376	14530	27255

Source : Résultats du diagnostic participatif réalisé dans l'espace Urbain et le niveau village par l'OAL AJLC en 2013 et actualisation des données RGPH 2005 selon la formule : $P_{2013} = (1,032)^8 \times P_{2005}$ habitants. Le présent tableau montre qu'à l'exception de la ville de Mbé, le village Tagboum est le plus peuplé avec une population estimée à 3500 âmes. Le moins peuplé étant le village Dong (Wack) avec 52 personnes.

3.1.3.2.4. Groupes ethniques et relations inter- ethniques

De façon générale, on retrouve les principaux groupes ethniques suivants à côté des Dii autochtones : les Gbaya, les Guiziga, les Massa, les Toupouri, Moufou, les Mada, les Mafa, les Moudan et les Bororos dans l'espace urbain communal de Mbé. Ces populations vivent en parfaite harmonie.

Le constat majeur qui se dégage est que les mariages inter ethniques se développent de plus en plus entre ces peuples. Les relations avec les allogènes, l'autorité traditionnelle et les autorités communales ne sont pas attrayantes pour favoriser leur intégration. Deux éléments majeurs sont à noter :

- a. L'accès au foncier est parsemé de beaucoup d'embûches avec des pratiques d'exclusion et de rejet orchestrés par quelques notables véreux du Lamida de Mbé,
- b. Le fort taux des enfants sans acte de naissance décrié çà et là lors du diagnostic dans les différents quartiers habités par les allogènes.



Photo 1 : Cohabitation très pacifique avec les milliers de populations venues du Nord et de l'Extrême nord du Cameroun, model d'intégration nationale (AJLC 2013)

3.1.3.2.5. Religion

Cinq religions homologuées sont installées dans la ville de Mbé: l'Eglise Evangélique Luthérienne du Cameroun (EELC), la Mission Catholique, l'Islam, l'Eglise Adventiste du 7eme Jour et l'Eglise Evangélique du Cameroun (EEC). Outre ces cinq congrégations religieuses, il existe une diversité d'église réveillée qui œuvre toutes pour le réarmement moral des populations.

Cependant, l'EELC et la Mission Catholique participent pleinement au processus de développement de la commune à travers des actions de formation scolaire et sanitaire, d'appui à la réalisation des infrastructures communautaires, au financement des AGR.

Les rencontres avec les différents responsables des structures locales (PADI, Centre de santé Privé Protestant), révèlent une absence criarde de communication avec l'institution communale. Cette situation est préjudiciable à leur participation efficiente au processus de développement de la commune.

3.1.3.2.6. Mobilité de la population

Les axes de mobilité de la population se situent à deux niveaux : à l'intérieur de l'espace communal et à l'extérieur de l'espace communal.

A l'intérieur de l'espace les populations se déplacent quotidiennement vers les zones agropastorales et dans les espaces marchands.

A l'extérieur de l'espace communal cette mobilité se justifie soit pour la recherche des biens manufacturés (au Nigeria, Garoua (à 203KM, Ngaoundéré (75KM), Douala (à 1042KM) ou encore à la recherche d'un cursus académique dans les universités de Maroua, Ngaoundéré et Yaoundé.

Dans le domaine de la santé elle se traduit par un déplacement vers les formations sanitaires de Lagdo (pour les problèmes ophtalmologiques), Ngaoundéré et Garoua pour les problèmes de santé plus compliqués.

3.1.3.3. Caractérisation des populations vulnérables

a) Cas des peuples autochtones : les Mbororos

Ils sont Estimés à environ 3000 et organisés autour d'un chef de communauté appelé Ardo sous la diligence du Lamido. Sur le plan global, ils font partie d'une association d'envergure nationale dénommée Mboscuda. Leur vulnérabilité se caractérise par la précarité de l'habitat, les mariages précoces, l'exploitation des enfants pour le pâturage, la fréquence des conflits agropastoraux constitue un élément clé de marginalisation de ce peuple.

Toutefois, on note que les enfants des peuples Mbororos vivants dans l'espace urbain ont accès aux commodités qu'offrent la ville (l'accès à l'eau, aux soins de santé et à l'éducation). Ils disposent d'un énorme pouvoir économique (boeufs) dont ils ne savent pas s'en servir.

b) Autres populations vulnérables

Tableau 5 : Autres populations vulnérables

Couches vulnérables	Milieu		Total	Niveau d'organisation	Activités exercées	Difficultés	Besoins
	Urbain	Rural					
Personne du 3 ^{ème} âge	312	434	746	Aucun	Aucune activité	Rejet de la société	Construire un centre de prise en charge des personnes du 3 ^{ème} âge
Handicapés moteurs	36	164	200	Sont regroupés autour de la Fédération des Associations de Personnes Handicapées du Cameroun (FENAHCAM)	Commerce Enseignement Secrétariat	Stigmatisation Difficultés d'accès aux bâtiments Difficultés d'accès au matériel roulant	Construction de rampes d'accès dans les bâtiments publics Dotation en matériels roulants
Handicapés visuels	6	86	92	Sont regroupés autour de la FENAHCAM	Creuseurs de fosses d'aisances	Stigmatisation Difficultés d'accès aux bâtiments Absence d'écoles spécialisées	Création d'écoles spécialisée pour sourds-muets
Orphelins enfants vulnérables	883	997	1880	Aucun	Mendicité Domestiques Manutention	Rejet de la société Stigmatisation	Création de centres d'accueils et d'encadrements d'enfants de la rue
Sourds	03	06	9	Sont regroupés autour de la FENAHCAM	Agriculture Couture	Stigmatisation Absence d'écoles spécialisées	Création d'écoles spécialisées pour sourds-muets
Sourds-muets	04	10	14	Sont regroupés autour de la FENAHCAM	Agriculture Couture	Stigmatisation Absence d'écoles spécialisées	Création d'écoles spécialisées pour sourds-muets
Handicapés mentaux	01	02	3	Aucun	Aucun	Stigmatisation - - Absence de centre de rétention	Construction d'un centre de rétention

Couches vulnérables	Milieu		Total	Niveau d'organisation	Activités exercées	Difficultés	Besoins
	Urbain	Rural					
Lépreux	00	40	40	Aucun	Agriculture	Stigmatisation Absence d'écoles spécialisées	Création d'un centre spécialisé pour la formation des lépreux
Personnes vivant avec le VIH/SIDA	40	160	200	Aucun	Commerce Élevage Enseignement Banquiers Taximen Chauffeurs de gros porteurs Cheminots	Rejet de la société Stigmatisation	Pourvoir les unités de prise en charges en stock suffisant d'anti retro viraux
Veuves	35	165	200	Aucun	Commerce	Rejet de la société Poids de la prise en charge des orphelins	Mettre en place un programme d'appui à la création d'AGR par les veuves
TOTAUX	570	959	1 529				

Sources : Enquête de terrain AJLC 2013.

3.1.3.4. Organisation sociale

L'organisation sociale se fonde sur un système intégré de clans et de classes d'âges qui comprend des instances décisionnelles et administratives traditionnelles ainsi que des institutions sociales. Elle est hiérarchisée et organisée autour du Lamido qui joue le rôle de rassembleur. Il est à la fois chef traditionnel et chef spirituel et œuvre pour une franche collaboration avec ses collaborateurs et les populations d'une part, la communauté et les pouvoirs publics d'autre part.

Le pouvoir traditionnel a de ce fait un rôle fondamental dans la mise en œuvre du processus de développement impulsé par la commune et les représentants de l'Etat. Il a entre autres pour mission de gérer des conflits agro-pastoraux, fonciers, de distribuer des terres et de nommer les chefs de villages (Djaouro).

Le Lamido est assisté d'un conseil de notables comprenant :

- ✓ Le Kaïgama suppléant du Lamido;
- ✓ Le Galdima chef des terres ;
- ✓ Le Sarki Fada porte-parole de la cour ;
- ✓ Le Sarki Yaye chef de protocole ;
- ✓ Le Wadiri désignateur pour une exécution des tâches données ;
- ✓ L'Alkali est le juge ;
- ✓ Le Koffa, le chef de guerre, il s'occupe aussi des groupes de danse et de l'animation culturelle.

La succession du Lamido en cas de décès ou de démission se fait par héritage ou élection en cas de problème entre les princes

3.1.3.5. Caractéristiques de l'habitat au niveau communal

On distingue deux types d'habitat dans la commune de Mbé :

- Les habitats en matériaux définitifs concentrés dans le centre urbain de Mbé et de plus en plus dans certains villages comme Karna Manga. Même s'il faut noter au passage quelques habitations dites traditionnelles.
- Les habitats précaires concentrés dans la périphérie urbaine et les villages. Ils sont généralement construits en terre battue avec un toit de chaume

3.1.3.6. Les zones à risques

La commune de Mbé de par son relief accidenté par endroit présente quelques zones à risques à prendre en considération dans la programmation des politiques en matière de prévention civile des catastrophes. Pour cela, il devient urgent de se pencher sur un véritable plan d'aménagement de l'espace urbain en spécifiant de façon préalable les zones d'habitations, les zones d'activités, etc.

Ces zones à risques peuvent être classées à plusieurs niveaux :

- Les zones inondables à l'instar des quartiers Taparé et Doogbo'oy et les villages de Mdom Bénoué, Ndong Bénoué ;
- Les quartiers situés sur de fortes pentes (Laka et Gob) et le village de Ngaounyanga
- Les quartiers situés sur des rocs (Gové, Duukié et Mission)
- Les quartiers situés dans les bas fonds Doogbo'oy, Marouaré I et Mazadou et le village de Ndong Bénoué;
- Les quartiers déserts à l'instar de Marouaré II et Toupouri.

3.1.3.7. Zonage de l'espace communal

La Commune de Mbé ne dispose pas d'un plan d'affectation des terres. L'absence des documents de planification a entraîné une gestion anarchique des espaces aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine. C'est ainsi qu'on assiste à des conflits autour des terres pour la pratique de l'agriculture et d'élevage.

3.1.3.8. Système foncier

Le système foncier dans l'espace communal est un ensemble de règles complexes, parcellisées et complémentaires. En effet, les différents modes d'accès à la terre sont le droit de propriété, le droit d'usufruit, le droit délégué et le droit éminent.

Le droit de propriété est le mode d'accès à la terre par héritage. Les familles possèdent des droits de propriété sur les terres qu'elles exploitent. Ce droit est géré par le chef de concession ou de famille. A l'échelle du lignage, ce type de droit reste nominal.

Le droit d'usufruit est le mode d'accès à la terre par emprunt. Il peut concerner aussi bien des autochtones que des étrangers.

Le droit délégué est un type d'arrangement plus social que foncier. La procédure est la suivante : un « étranger » sollicite une terre et le droit de s'installer dans le village. Il entre dans une relation d'alliance ou de clientèle avec un chef de famille, qui devient son tuteur, et lui offre ou négocie pour lui une terre à cultiver.

Il y a enfin le droit éminent qui est la règle juridique, politique et spirituelle qui relie les hommes à la terre et aux autres éléments de la nature. Il est détenu par le Lamido ou le chef de terre. Ces derniers sont des intermédiaires entre les hommes et les esprits de la terre; il gère les litiges nés de l'occupation des terres.

En général, la femme a une possibilité d'accès à la terre mais ne peut jouir du statut de propriétaire terrien. Selon ses capacités à exploiter la terre, elle formule sa demande par l'intermédiaire de son mari.

3.1.3.9. La problématique foncière

Les conflits liés au foncier sont surtout les conflits entre agriculteurs et éleveurs dont les Instances de règlement sont les autorités coutumières et administratives (Sous-Préfecture, Gendarmerie, Police).

Les zones de pâturage sont progressivement occupées par les champs et les espaces cultivés objet de dégâts des animaux. Cette situation est due d'une part à la démographie, à la pression et à la non création des espaces agricoles et pastoraux.

D'une façon générale, les règles foncières qui régissent la gestion du territoire communal relèvent d'un régime coutumier et les autorités chargées de les définir et de les mettre en œuvre ont, le plus souvent une légitimité coutumière.

3.1.3.10. Les projets

Selon les résultats du diagnostic, certains intervenants accompagnent les populations dans la réalisation des actions de développement. Au rang de ces intervenants on cite entre autres : Le PNDP, Le CNLS, Le PNLP, Le PNS – OEV et Le PNDRT, Le PAJER-U, Le PIAASI. Le Programme de Développement Intégré de l'EELC contribue à l'amélioration des tissus sociaux économiques.

L'AJLC intervient dans la commune de Mbé depuis 2002, dans la mise en œuvre du Processus participatif d'élaboration des plans d'action avec les communautés à la base (15 Comités Locaux de Lutte contre le SIDA), l'appui aux Orphelins et autres Enfants Vulnérables dans le contexte du VIH/SIDA et l'élaboration de son PCD.

Le gouvernement de la république à travers les services déconcentrés met en œuvre sa politique de développement des infrastructures. L'absence d'un cadre de concertation fait en sorte que beaucoup d'initiatives sont menées mais non renseignées.

3.1.3.11. Les organisations et associations

La commune de Mbé compte un nombre impressionnant d'organisations à dimension communale parmi lesquelles certaines disposent d'une reconnaissance juridique. Cette situation est le résultat de la politique du gouvernement, de l'intervention des services techniques, des ONG et parfois de l'initiative des populations elles mêmes.

Ces organisations sont constituées de groupements masculins, féminins, de groupements mixtes et de comités de gestion des infrastructures (forage et réseau d'électrification communal). Leurs domaines d'activités touchent l'agriculture, l'entraide et la santé.

Beaucoup d'association ne disposent pas de reconnaissance légale, mais demeurent dynamiques, se connaissent entre elles, se font confiance et connaissent moins de détournements. De ce fait, elles constituent un point de départ possible pour la responsabilisation, le transfert du pouvoir de décision et la mise en œuvre de certaines actions.

Il reste entendu que des formations spécifiques sont nécessaires pour la maîtrise des outils de gestion, de planification et de négociation à leur sein. De façon générale, pour que les associations de base puissent soutenir efficacement les activités de leurs membres, elles devront regrouper des producteurs avec un intérêt commun et bien précis.

Pourtant, les associations de tontine ne répondent pas à ces critères. C'est pourquoi, un processus de restructuration et d'émergence, aboutissant à la création d'organisations professionnelles avec des objectifs clairs de création d'emploi et de richesse s'avère nécessaire.

3.1.3.12. Les associations au niveau de la commune en tant qu'entité

On note la structuration très lente à l'échelle communale des agriculteurs d'ignames qui se sont mis ensemble pour créer une fédération au nom de : KOOKAE. Cette organisation faitière est sensée soutenir les activités de leurs membres.

A ce titre elle pourrait renforcer les interventions des organisations de base (GIC). Mais certaines interventions comme les formations et les appuis/conseils concernant les aspects techniques, organisationnels, de gestion et des aspects de rentabilité économiques et tarifaires peuvent être identifiés et soumis à la sectorielle (MINADER).

3.1.3.13. Les différents corps de métiers

La commune de Mbé compte 29 corps de métiers qui ont été recensés avec des profils aussi variés. Il ressort une insuffisance organisationnelle de ces corps. Cette situation justifie l'absence des syndicats dans l'espace communal auquel cas les difficultés liées aux taxes et autres pressions fiscales signalées par les corps de métiers trouveraient un cadre légal pour servir d'interlocuteur avec la mairie qui entretient avec eux des relations assez bonnes.



Photo 2 : Infos Services/call box à Mbé (AJLC 2013)



Photo 3 : Vendeurs de soja au marché de Mbé (AJLC 2013)

3.1.3.14. Agriculture (urbaine et périurbaine)

Le paysage de la commune de Mbé, fondement d'attraction au regard de la fertilité de son sol se distingue plus particulièrement par le développement de l'agriculture. Elle regorge d'un potentiel énorme suite à la présence des bas fonds propices pour le développement des cultures maraîchères et l'étendue des zones dites urbaines et rurales. Quelques acteurs se sont investis et permettent de ravitailler de nombreux consommateurs de la ville de Mbé avec en prime une gamme variée de produits (Gombo, légumes, salades, choux, etc.).

Ce secteur occupe plus de 80% de la population active de toute la commune. Cette dernière connaît de plus en plus une baisse de revenus en lien avec la chute des rendements agricoles. Le faible pouvoir d'achat ne facilite pas l'accès aux fertilisants et pire encore, ils ne maîtrisent pas les rouages de l'agriculture écologique qui dans les contextes de pauvreté permettent à certaines communautés de faire face à ce manque de fertilisant. De manière spécifique, pour la commune de Mbé, les pratiques se font généralement au niveau des bas fonds et sur des espaces réduits. Les outils utilisés sont rudimentaires: la daba, la houe, la pioche, le creusois, etc. Ces outils rendent le travail pénible, ce qui nécessite plus d'effort pour atteindre les résultats escomptés par les acteurs du secteur.

Tableau 6 : Spécifications par type de production agricole

Principales cultures	Indicateurs/Paramètres				
	Nombre d'actifs agricoles	Superficies (ha)	Rendements (t/ha)	Variétés	Nombre de groupes engagés
Maïs	325	600	01 à 4 t/ha	CMS 8501, CMS 8704, Shaba	23
Patates	90	60	04 à 10 t/ha	Variétés locales	

Principales cultures	Indicateurs/Paramètres				
	Nombre d'actifs agricoles	Superficies (ha)	Rendements (t/ha)	Variétés	Nombre de groupes engagés
Manioc	200	250	3 t/ha	Locale ;Améliorée (4115)	
Arachide	70	90	17 à 18 t/ha	Sponta mondiale	
Culture maraichères	60	60	Piment 100 kg ; Tomate (17 t/ha) ; Choux (30 t/ha) ; Haricot (500 à 800 kg/ha)	Légumineuses, cucurbitacées	
Mil	70	90	900 kg/ha	Locale	
Sorgho	20	25	600 kg/ha	Locale	
Igname	450	600	12t/ha	Locale	Kookaé

Sources : Enquête de terrain AJLC 2013.

On enregistre environ **23 GIC fonctionnels** et **une fédération de producteurs d'igname** qui interviennent dans le secteur agricole dans la commune de Mbé. Une initiative est en gestation entre la délégation d'arrondissement du MINADER et la MC² en vue d'accompagner les producteurs de maïs au stockage et à la commercialisation en période de forte pénurie.

3.1.3.15. Sylviculture

La sylviculture n'est pas très développée au niveau de la commune de Mbé. On peut noter tout de même une initiative des missionnaires protestants (EELC) avec la mise en place des arbres ombrageux dans leur domaine. Quelques actions sont intentées par la commune à travers la mise en place d'une pépinière communale pour contribuer au reboisement de la commune et faire ombrage à l'avancée du désert et les changements climatiques déjà visibles. L'organisation communautaire en vue de s'investir dans ce secteur reste limitée à quelques réunions de concertation par les acteurs urbains.

Ces pratiques restent précaires, car il n'existe aucune politique communale en vue du développement de la sylviculture.

3.1.3.16. Élevage et pêche

La commune de Mbé enregistre un certain nombre d'acteurs intervenant dans le secteur de l'élevage et de la pêche. Au moins une famille sur trois pratique le petit élevage (petits ruminants, volaille et des porcs). L'élevage bovin, reste isolé et même saisonnier. C'est dans ce cadre que la commune de Mbé sans risque de se tromper détient la palme d'or au niveau du département de la Vina sur la situation des animaux errants en zone urbaine avec une cohabitation incroyable entre les animaux et les hommes. Au niveau de la pêche, les affluents de la Bénoué constituent le principal point de convergence des acteurs du secteur. Ils exercent en toute saison et les résultats de leurs produits contribuent au ravitaillement de nombreux consommateurs de la commune de Mbé.

Les pratiques sont artisanales (filets, l'empoisonnement des cours d'eau) tant au niveau de l'élevage que de la pêche. Il faut noter au passage, surtout pour le secteur de l'élevage un risque énorme observé au niveau des pratiques qui constituent un réel danger pour la santé des populations. Les actions de la commune en vue d'éradiquer le phénomène au niveau communal sont limitées.

Selon les données récoltées au sein des différents quartiers et villages de la commune Mbé.

3.1.3.17. Ressources fauniques existantes

Tableau 7 : Ressources fauniques existantes

Espèces Animal	Estimation
Bovins	5315
Ovins	2017
Porcs,	2000
Caprins ;	6709
Volaille	38604
Aula codes	58
Poisson	environ 350 kilogrammes de poissons pêché chaque année

Source : Sources : Enquête de terrain AJLC 2013.

Au niveau communal on peut noter une forte contribution des revenus de ce secteur dans l'amélioration des conditions de vie des ménages. Pour ce qui concerne la pêche, on a enregistré 26 acteurs qui reconnaissent la portée économique de ce secteur et qui contribue à juste titre à l'équilibre socioéconomique de leur famille.

a) Chasse

La chasse reste artisanale et clandestine. En solitaire ou en groupe de deux ou plusieurs personnes, certains chasseurs vont parfois camper en brousse pour pratiquer la chasse. Les espèces prisées sont : les singes, les antilopes, les lapins, les lièvres, les éléphants et les buffles. Les produits de la chasse sont vendus clandestinement auprès des revendeurs ou sont emportés dans les villes.

b) L'exploitation forestière

La végétation de la Commune est essentiellement représentée par une savane arbustive et par la forêt galerie le long des cours d'eau. Cette végétation regorge des plantes à bois d'œuvre, des plantes mellifères, les plantes médicinales dont l'exploitation reste sans contrôle.

Les plantes mellifères (*Daniella olliveri*, *Entada africana*, *Terminalia macroptera* etc...) permettent une production apicole de bonne qualité. Le plus souvent, les apiculteurs traditionnels posent leurs ruches fabriquées à base des matériaux locaux sur ces arbres.

Les plantes alimentaires au rang desquelles *vitex doniala*, *parkia biglobosa*, *ximenia americana*, *syzygium guineense var*, *macrocarpum vitellavia paradoxa* sont les plus exploitées par les populations. Leurs fruits sont récoltés dans la savane par les femmes et les enfants pour la consommation et la commercialisation dans les marchés périodiques de la Commune.

Parlant des plantes médicinales, diverses espèces végétales sont récoltées et utilisées dans le traitement de diverses affections. On peut citer entre autres : *carissa edulis*, *nauclea latifolia*, *securidaca longepedunculata*, *crinum spp*, *ximenia americana*, *ekebergia segalenis*, *Aloes spp*, etc

c) Collecte des produits forestiers non ligneux

L'exploitation des ressources ligneuses se limite à la collecte des bois morts, pour servir à la fois de bois de chauffe, de bois d'œuvre et de service. Dans les zones d'habitation, s'est développée une arboriculture fruitière constituée des manguiers, goyaviers, citronniers. De manière générale, la formation végétale est encore caractérisée par une forte densité et une répartition régulière. Toutefois, la pratique régulière de feu de brousse comme moyen de régénération de la biodiversité contribue déjà significativement à la dégradation de la strate inférieure de la savane. Le sol ferrallitique présente

quelques indices de dégradation, notamment la baisse de la fertilité, l'érosion... Le pâturage subit une dégradation accélérée.

3.1.3.18. Artisanat

Ce secteur est très développé au niveau de tout l'espace communal selon les données du PCD et porte essentiellement sur la transformation des ressources naturelles (tronc d'arbre en mortier et tam-tam, paille pour les nattes et le séko,...), peaux d'animaux pour la couverture des tam-tam et la fabrication des tapis artisanaux, la forge pour la fabrication des outils (lance, houes, machette, couteau...). Il faut noter tout de même qu'un réel problème de valorisation de ces potentialités constitue un frein pour l'éclosion de ce secteur.

Les acteurs de ce secteur ne sont pas structurés et les pratiques restent traditionnelles. Les résultats sont visibles malgré l'amateurisme des acteurs. La présence des produits artisanaux au niveau des marchés périodique de la commune de Mbé illustre cette observation. Plusieurs touristes et autres voyageurs se ravitaillent régulièrement pour le bonheur des artisans locaux. Ce secteur occupe une trentaine d'opérateurs ayant des profils variés notamment les artisans locaux et les vendeurs identifiés au cours de la réalisation de l'enquête.

3.1.3.19. Commerce ; Services (banque, transport, Industrie)/Secteur privé

Les marchés de la commune de Mbé ont pour la plus une importance en fonction de leur position stratégique, ceux qui sont situés sur la nationale N°1 sont plus importants que ceux qui sont situés sur l'axe de Sassa Mbersi. Cet atout permet aux nombreux commerçants d'exercer tous les jours en dehors du plus grand jour de marché réservé pour le vendredi (Mbé). On y retrouve plusieurs produits (manufacturés, agropastoraux, etc.) avec la présence d'environ 30 boutiques construites par les commerçants et la commune. La commune de Mbé tire la majorité de ces revenus dans ce marché. La ville de Mbé enregistre en moyenne 140 commerçants contribuant à la réduction du chômage.

Les micros finances s'installent progressivement dans l'espace urbain et favorisent la bancarisation. Les activités génératrices de revenus aussi bien pour les jeunes que pour les femmes sont faiblement développées dans la commune. Cette situation est en partie liée à l'insuffisance des structures de micro finance au niveau local.

L'insuffisance des micros finances de proximité constitue un obstacle à la concrétisation des idées de projets qui auraient pu améliorer les conditions de vie des populations par la création d'emplois et la redistribution des revenus. Il faut noter que le Crédit du Sahel, a soutenu des initiatives qui ont permis à quelques personnes de faire l'embouche bovine et étendre les surfaces cultivables de maïs et d'igname.

Le secteur du transport reste encore peu développé. Les voyageurs sont obligés d'attendre les sociétés de transport en provenance de Garoua où Ngaoundéré pour se déplacer. Au niveau communal la moto et le vélo restent les seuls moyens de déplacement des populations.

L'activité industrielle est presque inexistante dans la Commune. En effet, aucune industrie n'y est présente. Mais on note plusieurs potentialités en ressources minières qui doivent être capitalisées et exploitées par la commune. Parmi ces ressources minières, on peut noter les carrières des pierres qui peuvent faire l'objet d'une exploitation minière.

3.1.3.20. Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique

Le tableau ci-dessous présente les atouts, potentialités et contraintes du milieu socioéconomique.

Tableau 8 : Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique

Domaine	Atouts/potentialités	Problèmes/Contraintes
Agriculture urbaine et péri urbaine	<ul style="list-style-type: none"> - Pratique de l'agriculture intensive des ignames ; - Pratique de l'agriculture intensive du maïs et de l'arachide; - 80% de la Population est agricole ; - Rendement très élevé du maïs, de l'arachide, du manioc et de l'igname par ha ; - Espace cultivable disponible ; - Très bon rendement de la pomme de terre ; - Très bon rendement des oignons ; - Fertilité du sol sur le long des cours d'eau ; - Zone très propice au développement de la sylviculture, Une demande importante pour les produits agricoles (RCA, Tchad, Darfour, le Nord et l'Extrême Nord du Cameroun) - Population très jeune et active ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté des sols dans les zones de cuirasses ; - Coût élevé des engrais et urées ; - Divagation des bœufs et des porcs ; - Absence d'une grille de prix des produits agricoles ; - Eloignement des champs ; - Conflits agro pastoraux récurrents ; - Faible encadrement des agriculteurs - Feux de brousse récurrents et incontrôlés ; - Faible organisation des acteurs.
Santé et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> -Présence d'un CMA ; -Présence de 04 centres de santé intégrés -02 CSI Privé ; -Disponibilité de quelques personnels soignants ; -Volonté accrue des jeunes à assainir les milieux urbains ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Non fonctionnalité des Mutuelles de Santé ; - Coût des soins élevés ; - Abandon de la CPN par les femmes enceintes ; - Insuffisance du personnel soignant - Absence d'équipement de soins et d'accueil
Economie et social	<ul style="list-style-type: none"> -Grand éventail des produits artisanaux ; -Corps de métiers très diversifiés ; -Population très jeunes; -Présence d'un nombre infime des femmes dans les tissus économiques et sociaux ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'un cadre de formation des artisans ; -Absence de financement des artisans ; -Faible organisation des artisans ; -Commercialisation des produits à bas coût ; -Forte domination des femmes par les hommes
Communication téléphonique et routière	<ul style="list-style-type: none"> -Reconstruction de deux ponts à la sortie de ville (en allant à Ngaoundéré) -Position stratégique entre les régions du Nord et de l'Adamaoua ; -Présence des réseaux MTN, Orange, CAMTEL et un Télé Centre Communautaire ; -Accessibilité des quartiers et des villages ; -Routes larges et bien tracées ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Piètre entretien des voies urbaines ; -Instabilité des réseaux téléphoniques du fait des intempéries (MTN, Orange) ; -Faible implication des populations par la commune dans l'entretien des routes ; -Non fonctionnalité du réseau CAMTEL et du Télé Centre Communautaire ;
Eau et énergie	<ul style="list-style-type: none"> -Présence de 55 forages dans les quartiers ; -Présence de 33 puits dans les quartiers ; -Présence de sources et d'un réseau hydrographique dense ; -Existence de la CDE ; - Présence des installations de l'électrification communale ; -Grande ressource en énergie solaire ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'une politique d'entretien et de maintenance des points d'eau existants ; - Faible fonctionnement des comités de gestion des points d'eau ; -Inapplication et méconnaissance des mesures d'hygiène pour l'utilisation et la conservation de l'eau potable ;

Domaine	Atouts/potentialités	Problèmes/Contraintes
		<ul style="list-style-type: none"> -Coût élevé de l'abonnement ; -Coût élevé des investissements pour la création des points d'eau potable ;
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - 01 marché à bétails provisoire ; - Zone propice à l'élevage bovine ; - Abondance des pâturages ; - Zone propice au développement de l'apiculture, l'aquaculture, l'aviculture et la porciculture ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Fièvre aphteuse des bovins ; - Peste des animaux (caprins) ; - Conflits agropastoraux récurrents (mort) ; - Faible encadrement des éleveurs ; - Absence d'organisation des éleveurs par espèce ; - Absence de financement des éleveurs ; - Vieillesse des éleveurs ;
Ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité du bois pour le feu ; - Présence des carrières (cailloux, latérite, roches) ; - Présence des hautes herbes pour tisser le secko (Haie vive aille) et de meilleurs tuteurs pour la clôture des concessions ; - Existence des arbres fruitiers (manguiers, citronniers, papayers...) - Présence des Arbres et plantes médicinales/pharmaceutiques comestibles ; - Présence de l'or dans les affluents de la Bénoué ; - Existence de plusieurs vestiges/sites touristiques ; - Faune et flore très diversifiée ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un cadre de concertation pour la valorisation des sites touristiques ; - Faible organisation des tradipraticiens pour la valorisation des plantes et des arbres médicinales ; - Capacité limitée voire inexistante pour la valorisation des ressources locales, - Destruction de la flore et de la faune ; - Inextraction des minerais (Or) ; - Exploitation artisanale des ressources extractives
Culture	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des rites traditionnels (<i>mbéé, hèn sièng</i>) ; - Existence des danses traditionnelles ; - Existence des groupes de danses traditionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des structures de vulgarisation du potentiel culturel ; - Insuffisance de manifestations culturelles - Mauvaise gestion de ressources financières ;

3.2. Synthèse du DIC

3.2.1. Existence et fonctionnalité d'un organigramme

L'administration communale dispose d'un organigramme composé de 07 services et d'une (01) unité en charge de l'état civil regroupés autour de l'exécutif communal. Certains services ne sont pas fonctionnels suite à l'insuffisance du personnel, la précarité du matériel, etc. Les commissions techniques se réunissent à travers leur convocation par l'exécutif municipal. On remarque tout simplement qu'elles ne jouissent pas d'assez d'autonomies et manquent d'initiatives et d'organisation interne. Ceci se justifie par l'absence des rapports et des comptes rendus de rencontres, ainsi que de l'absence d'un plan d'action.

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL DE LA COMMUNE DE MBE

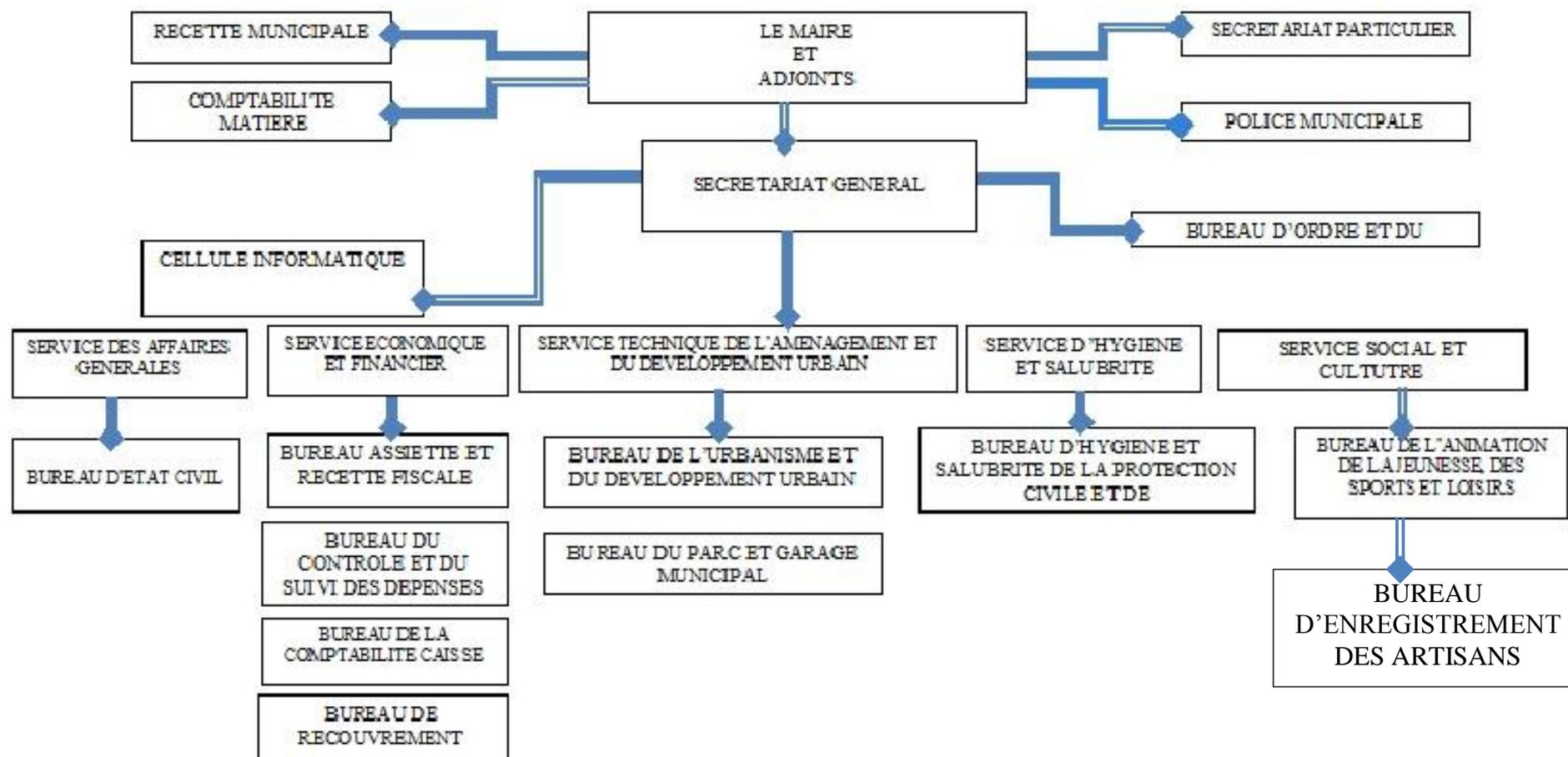


Figure 3 : Organigramme fonctionnel de la commune

3.2.2. Synthèse des forces et faiblesses de l'Institution Communale (DIC)

Tableau 9 : Synthèse des forces et faiblesses de l'Institution Communale (DIC)

Niveau	Forces/potentialités/atouts	Faiblesses/contraintes/menaces	Axes de renforcement
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> + La commune de Mbé dispose de 15 agents communaux ; + Le Secrétaire Général est dynamique, très disponible et titulaire d'un diplôme de CEFAM ; + 02 cadres pris en charges par le PNDP appuient la Commune et tous deux de niveau licence ; + L'exécutif communal est constitué d'un Maire assisté de deux Adjoints ; + La politique d'embauche se fait selon les besoins, les compétences liées au poste et la consultation du fichier des demandes ; + La masse salariale ne déborde pas le ratio indiqué dans les textes donc la Commune peut encore recruter ; + On note une répartition des tâches entre le Maire et ses Adjoints résumée ; + Le conseil municipal est représentatif des couches sociologiques de la Commune ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Tous les agents ne sont pas affiliés à la CNPS ; -Aérés de salaire du personnel communal; -La présence au sein du conseil des conseillers municipaux n'ayant aucune formation de base ; -Le rôle des conseillers n'est pas toujours perceptible par les populations ; - La non participation de certains conseillers municipaux résidant dans les grandes métropoles aux différents conseils ; -L'inexistence d'un règlement intérieur qui pourrait discipliner les agents communaux ; -L'ignorance de certains conseillers municipaux ; -Présence au sein du personnel communal des agents communaux n'ayant de formation à la base ; -Une faible activité des mouvements associatifs féminins dans la Commune ; -La sous scolarisation surtout du côté de la jeune fille ; -Un taux élevé de déperdition scolaire en milieu rural ; -Le faible niveau d'alphabétisme en milieu rural ; -Faible émancipation de la femme originaire de la Commune ; -Prolifération du VIH/SIDA. 	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place d'un règlement intérieur ; -Affiliation des agents communaux à la CNPS ; -Organisation des sessions de formation des conseillers municipaux ; -Encourager la mise en place des associations féminines ; -Sensibilisation des conseillers municipaux à s'impliquer dans le suivi des affaires de la Commune ; -Sensibilisation des parents d'enfants sur l'importance de l'éducation des jeunes filles ; -Renforcement de la sensibilisation des populations rurales de l'importance de l'école ; -Organisation des sessions de formation du personnel communal ; -Recrutement de 03 cadres de maîtrise au sein de l'institution communale ; -Adaptation de l'organigramme existant aux tableaux des emplois types des communes ; - Sensibilisation du personnel communal à connaître leur statut sérologique
	<ul style="list-style-type: none"> + Services techniques disponibles. + L'existence de plus de 400 contribuables dans la Commune ; + Le Receveur Municipal est un diplômé du CEFAM ; + Bonne collaboration entre les membres de l'équipe dirigeante ; + Bon archivage des documents comptables ; + Disponibilité des ressources naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Indisponible du receveur; -Le faible recouvrement des recettes propres de la commune ; -L'incivisme fiscal ; -La faible initiative pour générer les ressources propres de la commune ; -La non maîtrise de la gestion des recouvrements par les percepteurs et autres chefs collecteurs d'impôts ; -La restriction de l'assiette fiscale ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place d'une stratégie efficace de collecte des ressources financières ; -Mise en place d'un lotissement municipal de 5000ha; -Actualisation du fichier des contribuables de la commune ; - Mise en place d'un dispositif de contrôle de recouvrement des taxes ; -Information et sensibilisation des communautés sur la nécessité du paiement des taxes communales ; -Mise en place d'une cellule de suivi des collecteurs de

Niveau	Forces/potentialités/atouts	Faiblesses/contraintes/menaces	Axes de renforcement
Gestion financière	<p>susceptibles de booster l'économie locale ;</p> <ul style="list-style-type: none"> + Bonne collaboration entre la perception et la Commune ; + Bonne mobilisation des recettes extérieures (FEICOM, État, PNDP...); + Existence d'une dizaine des marchés périodiques. 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des collecteurs illégaux; -Le faible développement des équipements marchands ; -La quasi-dépendance de la Commune des CAC ; -Faible sensibilisation des contribuables sur les modalités et l'importance des taxes et impôts ; -Opacité dans la gestion financière. 	<p>taxe ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Institutionnalisation de l'unité de collecte des taxes, -Structuration les contribuables par corps d'activités ; -Responsabilisation des leaders de chaque corps dans la collecte des taxes, patentes et éventuellement l'impôt libérateur de leur secteur ; -Instauration d'une motivation des collecteurs au prorata des montants collectés ; -Sensibilisation permanente des contribuables ; -Constructions des toilettes publiques payantes ; -Construction d'un parking communal pour stationnement des camions à Dogong et Wack ; -Construction des hangars et boutiques dans certaines communautés ; - Rendre moderne l'abattoir de Mbé ; -Construction de 04 auberges municipales ; -Construction d'un marché moderne à Mbé ; -Construction des logements sociaux ; -Aménagement d'une fourrière municipale ; -Construction de 02 gares routières (sud et Nord). -Actualisation et sécurisation du fichier des contribuables ; -Rendre le service fiscal opérationnel ;
Gestion du patrimoine, du matériel et des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> + Disponibilité des terres cultivables fertiles ; + Disponibilité des pâturages ; + Existence d'une flore mellifère ; + Existence de la carrière de sable à Mdom Bénoué, Karna Manga, Ndong Bénoué, Karna Petel et Ngaounyanga ; + Existence d'une carrière de graviers à Karna Manga ; + Existence ressources minières (Or) sur les affluents de la Bénoué et du Faro ; + Potentiel touristique riche constitué des monts, la faune et flore, des sites archéologiques et des réserves 	<ul style="list-style-type: none"> -Absence de dépôts officiels d'ordures ménagères en ville et dans les villages ; -La faible valorisation des ressources touristiques ; -Enclavement des sites touristiques ; -Absence d'un système de gestion durable des ressources naturelles peu efficace ; -La sous-exploitation du domaine foncier ; -Absence d'une fourrière municipale ; -Absence d'un lotissement communal ; -La mauvaise gestion des ouvrages par les populations bénéficiaires ; -Le non respect des normes de construction ; - La Benz de la commune sous calle ; -L'absence d'une personne en charge de la 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un plan d'affectation des terres (zonage cultures-pâtures) ; - Délimitation des zones d'agriculture et des zones d'élevage dans chaque village ; -Finalisation du processus de sécurisation de tout le patrimoine foncier de la Commune ; -Bonne réglementation de l'exploitation des ressources minières et halieutiques ; - Création des forêts communautaires/communales dans certaines communautés ; -Bonne réglementation de l'exploitation des ressources forestières existantes ; -Recensement et aménagement de certains sites touristiques ; -Renforcement de la sensibilisation des acteurs de la

Niveau	Forces/potentialités/atouts	Faiblesses/contraintes/menaces	Axes de renforcement
	<p>naturelles ;</p> <ul style="list-style-type: none"> + Existence de 02 ZIC (15 et 18) + Existence de services techniques étatiques ; des structures d'appui au développement (PADI, PNDP, AJLC) ; + Existence d'un Pick-up encore en activité ; + Existence d'un bâtiment à l'état neuf abritant le siège de l'institution communale ; + Disponibilité des terres à l'utilité publique et pour la mise en œuvre des projets. 	<p>maintenance des engins ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible implication des populations dans la maintenance des infrastructures de la commune ; -Vétusté du pickup et de la Benn; - Absence des plans cadastraux ; - Inexistence des cartes d'utilisation des terres ; - Existence des litiges fonciers au centre urbain de la commune ; -Exploitation anarchique des ressources forestières existantes. 	<p>filière pêche sur le bien fondé du repos biologique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Augmentation du nombre d'engins roulants fonctionnels ; -Achat du matériel de bureau et outils informatiques ; -Réforme le pickup et la Benn; -Formation du personnel existant ; -Recrutement d'un agent en maintenance des engins de la Commune ; -Mise en place des cartes d'utilisation des terres.
<p>Gestion des relations et bonne gouvernance locale et marketing communal</p>	<ul style="list-style-type: none"> + Respect du rythme de consommation des crédits ; + Programmation des conseils municipaux dans les meilleurs délais ; + Plusieurs services rendus gratuitement aux usagers par certains sectoriels ; + Approbation du budget et des comptes communaux par la Tutelle dans les délais ; + Collaboration entre la commune et les programmes et projets de développement présents dans la commune ; + Implication de certains sectoriels dans l'exécution et le suivi des marchés par la commune ; + Participation de la Commune à la mise en œuvre des politiques nationales ; + Transfert effectif d'une partie des fonds de certains secteurs à la commune ; + Organisation régulière des commissions de passage des marchés publics ; + Bonne collaboration entre la Commune et la tutelle. 	<ul style="list-style-type: none"> -Plusieurs services tels que : l'établissement des actes de naissance et de mariage, la formalisation de certaines pièces officielles rendus aux populations avec pourboire ; -Absence de rapports techniques et financiers, à mi-parcours et définitifs des activités par la commune ; - Absence de rapports d'activités mensuelles de chaque service de la commune; - Non affiliation de tous les agents communaux à la CNPS ; - Irrégularité des salaires des agents communaux ; -Collaboration insuffisante entre l'exécutif communal et les services déconcentrés de l'État ; -Faible collaboration entre la Commune et les contribuables ; -Faible suivi participatif des projets communaux ; -Faible implication des conseillers municipaux dans la gestion des affaires communales ; -Faible initiative des politiques économiques adéquates ; -Faible implication de la commune dans le soutien des agents économiques ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Devoir d'être redevable vis à vis de l'opinion publique locale et régionale ; -Participation et implication des autorités publiques, du secteur privé et de la Société Civile dans les processus décisionnels et la considération des priorités ; - Promotion d'un système de suivi participatif des projets communaux ; -Formation des conseillers municipaux sur la maîtrise de la gestion des affaires communales ; -Promotion d'une fiscalité saine et bonne gestion des ressources publiques ; -Capacitation à l'analyse, la formulation et la mise en œuvre des politiques économiques adéquates ; - Respect et la promotion des agents économiques par le soutien à leurs activités plutôt que d'en faire obstacle ; -Equité et justice sociales dans l'allocation des ressources locales et communales ; -L'organisation des rencontres d'échanges avec les opérateurs économiques, les leaders de populations, et les autres communes pour toutes les actions entreprises dans la commune ; -La sollicitation à tout moment de l'expertise des Services Déconcentrés de l'État ; -L'implication des services techniques dans l'élaboration du budget communal ; -Entreprendre des initiatives de partenariat avec les

Niveau	Forces/potentialités/atouts	Faiblesses/contraintes/menaces	Axes de renforcement
		<ul style="list-style-type: none"> -Faible implication des sectoriels dans l'élaboration des budgets ; -Absence des contrats de partenariat avec les organismes internationaux ; -Faible collaboration entre les différents Comité de Concertation (CC) mis en place et la Commune ; -Absence de jumelage entre la Commune et les autres communes nationales ou internationales ; -Faible diversité des investissements ; -Faible motivation des opérateurs économiques actifs ; -Faible restitution des sessions de conseils municipaux auprès des populations ; -Faible marketing de l'image de la commune ; -Exigence des pourboires pour l'obtention des services dans certains services publics ; -Faible communication entre les sectoriels et les populations vivant en milieu rural ; -Abus sur certains producteurs (éleveurs, agriculteurs) vivant en milieu rural par l'autorité traditionnelle et certains sectoriels; -Faible sensibilisation des populations sur les missions de chaque service public ; -Absentéisme et retard observés dans plusieurs services publics. 	<p>organismes internationaux, les projets et programmes de développement disponibles dans la commune ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -La capitalisation du partenariat signé avec le PNDP et d'autres programmes et projets de développement ; -La collaboration avec tous les partenaires et bailleurs de fonds ; -Entreprendre des initiatives de jumelage avec des communes nationales et internationales ; -La collaboration avec tous les membres des Comités de Concertation (CC) qui sont mis en place dans les 43 villages de la commune ; -Motivation des opérateurs économiques actifs par des lettres de remerciements et d'encouragement ou par des facilitations (moratoires) dans le paiement de certaines taxes ; -Réinvestissement des fonds communaux dans les microprojets de la Société Civile ou dans les équipements sociaux ; -Motivation du personnel à travers les distinctions honorifiques, lettres de félicitation etc.... -Distributions des prix d'excellence aux meilleurs établissements scolaires, enseignants et élèves ; -Création d'un environnement économique et fiscal favorables aux investissements ; - Envois des lettres de félicitations aux élites nommées dans des postes de responsabilité ; - Mise en place d'un Plan Communal de Développement.
État civil	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Existence d'un service principal de l'état civil ; ✚ Existence de 03 centres secondaires fonctionnels; ✚ Le Secrétaire d'état civil est titulaire d'un BEPC. 	<ul style="list-style-type: none"> -La rupture par moment du stock des registres ; -Le non-respect des délais d'établissement des actes de naissance ; -Non transmission des registres au TPI de Ngaoundéré ; -La présence au centre d'état civil des actes de naissance abandonnés ; -L'insuffisance du personnel au service du centre d'état civil principal ; -L'absence d'infrastructures et d'équipements 	<ul style="list-style-type: none"> -Le renforcement des capacités des secrétaires d'état civil sur la nouvelle réglementation de l'état civil au Cameroun ; -Mettre à la disposition des secrétaires d'état civil le code retenu pour la Commune de Mbé ; -Informatiser le centre principal d'état civil de Mbé ; -Recruter un agent qui pourra assister le secrétaire d'état civil du centre principal ; -Renforcer la sensibilisation des parents sur l'importance d'actes de naissance ;

Niveau	Forces/potentialités/atouts	Faiblesses/contraintes/menaces	Axes de renforcement
		<p>dans les centres secondaires d'état civil existants ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -L'absence du matériel informatique dans les centres d'état civil ; - La non planification des activités; -Retrait tardive des actes de naissance ; -L'insuffisance des centres secondaires d'état civil. 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les délais d'établissement des actes de naissance (un mois) ; -Lutter contre la corruption
<p>Les différents services de la Commune</p>	<ul style="list-style-type: none"> + Fonctionnement de l'organigramme existant ; + Répartition des tâches entre le Maire et ses adjoints ; + Existence de 04 ordinateurs, de 01 imprimante; + Existence de 06 services dans l'institution communale ; + Disponibilité des 02 agents recrutés par la commune avec l'appui du PNDP ; + Existence d'un bâtiment à l'état neuf servant de siège de la commune ; 	<ul style="list-style-type: none"> -L'insuffisance du matériel informatique au sein de la commune ; - La non informatisation de la Recette Municipale; -Absence de photocopieur ; - La non planification des activités dans les services; - La non évaluation des activités du personnel ; - L'irrégularité des réunions de coordination ; - La faible dotation des services en matériels de travail ; -L'absence d'une cellule informatique ; - L'absence d'une police municipale ; -L'inexistence de la cellule de communication ; - La quasi-totalité du personnel de la commune n'a pas une formation requise pour les postes qu'il occupe ; - L'insuffisance de renforcement des capacités du personnel communal (séminaires, formations de recyclages, stages, etc....) ; - L'insuffisance du personnel ; - L'irrégularité au poste de 1^{er} Adjoint au Maire ; - La non perfection de certains agents communaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Élaboration et adoption d'un plan de formation pour le personnel communal ; -Le renforcement des capacités de l'exécutif communal en gestion et en management ; -L'équipement de tous les services de la commune en matériel de bureau et informatique ; -Le recrutement progressif des cadres et/ou agents de maîtrise afin d'arrimer l'organigramme existant de la Commune aux tableaux types des emplois communaux; -L'organisation des réunions de coordination au sein de l'Institution Communale ; -La mise en place d'un plan prévisionnel local de formation et recyclage du personnel ; -L'évaluation permanente des activités de chaque personnel à travers le système de suivi. -Renforcement des capacités des conseillers municipaux -Renforcement des capacités des différentes commissions et du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD ; -Rendre opérationnel le nouvel organigramme avec un cahier de charge

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3. Situation de référence et analyse des problèmes consolidés par secteur

3.3.1. Secteur santé

3.3.1.1. Etat de Lieux

La commune de Mbé compte 03 aires de santé qui sont pourvus de 6 formations sanitaires dont 01 CMA et 05 centres de santé intégrés parmi lesquels on compte deux formations sanitaires privés.

La disponibilité et la maîtrise de la carte sanitaire permet un bon déploiement du personnel dans les services et sur le terrain. La prévention du VIH chez les populations est assurée par le personnel de santé. Les femmes enceintes, pendant la CPN bénéficient des conseils sur la PTME et la TME pour ce qui concerne le dépistage et la petite enfance.

La prise en charge du paludisme des enfants de 0-5 ans est assurée dans ces formations sanitaires. Les cas de tuberculose sont souvent référés à l'hôpital régional de Ngaoundéré (UPEC-TB) dont le traitement est gratuit. La distribution des comprimés pour la lutte contre l'onchocercose est assurée par les Comités de Santé (COSA) et le personnel soignant. L'épidémie la plus courante est le cholera qui a fait plus de deux (02) victimes en 2011.

La taille de la population des enfants concernés par le PEV est de **13275**. L'allaitement maternel est très conseillé aux femmes allaitantes. Les maladies diarrhéiques, les céphalées, les maux de ventre, le paludisme, l'anémie sont les maladies les plus récurrentes de l'espace urbain.

Les ONG AJLC, APROPEFF et APRODHAFIM assurent la Prise en Charge de plus 200 Orphelins et autre Enfants vulnérables dans le contexte du VIH et de la pauvreté.

L'association Soc Nak qui regroupe les élites de Mbé a doté le CMA d'une ambulance d'une valeur de dix millions et d'équipement (01 microscope, 08 lits assortis 08 de matelas)

Les approvisionnements en médicaments essentiels pour les formations sanitaires se font à partir de Ngaoundéré au CAPR Adamaoua (Centre d'Approvisionnement des Produits Pharmaceutiques de la Région)

La hausse de température entre mars et avril favorise les maux de tête et la hausse de la pluviométrie très élevée entre juillet et août rend les ménages humides ce qui cause régulièrement les maladies comme la toux, la grippe et le paludisme nourri par la prolifération des moustiques. Le vent froid et sec qui sévit entre novembre et janvier accroît le risque de maladie telle que la forte fièvre.

a) la situation épidémiologique et les maladies sous surveillance

La commune de Mbé est sous la menace permanente de l'épidémie de rougeole et de méningite qui reviennent chaque année, et quelques cas de choléra (02 décès en 2011) et de fièvre jaune enregistrés. Le Paludisme y sévit de façon endémique accroît les décès des enfants de 0-5 ans.

Les campagnes de sensibilisation, de contrôle de mise en place des WC et de lavage des mains ont été entreprises par les autorités administratives, sanitaires et traditionnelles avec l'appui des partenaires du Ministère de la santé comme l'UNICEF et PLAN Cameroun. Les produits de traitements d'urgence ont été mis à la disposition du CMA et des CSI pour limiter le nombre de décès dès les premiers cas de choléra dans la commune.

Les cas de rougeole, de paralexie Flasque Aigu, la grippe humaine, le paludisme, la fièvre jaune, le tétanos font régulièrement surface tandis que les autres maladies sous surveillance (dysenterie bacillaire, fièvre hémorragique, grippe aviaire...) n'ont connues aucun cas en 2012.

b) Principales causes de morbidité et de mortalité

Le paludisme, la diarrhée, les IST/VIH/SIDA, les dermatoses, le mal gastrique sont les principales causes de mortalités et de morbidité

c) Santé de reproduction

- Activité de Planification Familiale

La planification des naissances est assurée par des méthodes contraceptives anciennes et nouvelles telles que l'utilisation des Condoms féminins et masculins, les Pilules, les Injectables, le Norplan, le DIU et la ligation des trompes.

d) La lutte contre le VIH

Elle est assurée par le Groupe Technique Régional de Lutte contre le SIDA de l'Adamaoua en collaboration avec l'AJLC, la commune et le CMA de Mbé. Les activités de dépistage sont réalisées dans l'espace urbain au moins deux (02) fois par an et la distribution des préservatifs féminin et masculin est assurée par l'ACMS et l'AJLC, soit au total 6942 préservatifs masculins et 1800 préservatifs féminins entre 2008 et 2012.

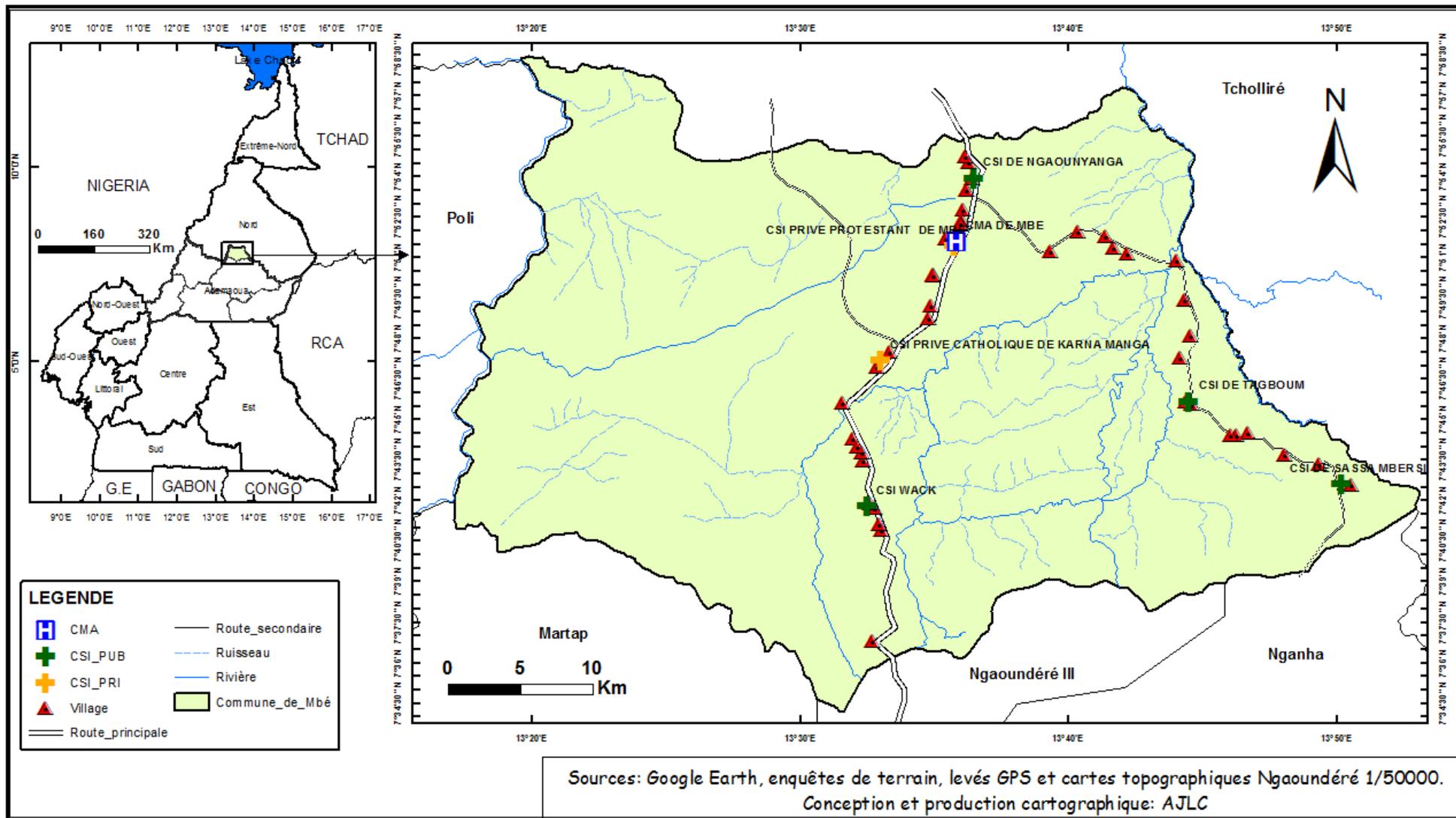


Figure 4 : Infrastructures de santé

3.3.1.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 10 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - Existence de quinze (15) comités de lutte contre le SIDA créés entre 2002 et 2003 ont exercés les activités de prévention pendant la durée du projet. - Proximité avec l'unité de Prise en Charge (UPEC) et d'un Centre de Traitement Agréé (CTA) pour les PVVIH ce qui pousse les cibles à se rendre à l'hôpital régional e Ngaoundéré pour les soins appropriés. La file active qui est constituée d'au moins 92 PVVIH. - Existence de 06 centres de santé et 01 CMA ; - Existence d'un éventail de personnel qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> -L'insuffisance du matériel roulante ; -Le sous-équipement des formations sanitaires ; -Le faible taux d'accouchement dans les formations sanitaires ; -La rupture intempestive des médicaments essentiels au CAPR Adamaoua ; -L'insuffisance de mobilisation sociale des structures de dialogue ; - Le faible utilisation des préservatifs féminins et masculins par les populations sexuellement actives ; -La résistance au dépistage du VIH ; -La rupture fréquente de test de VIH ; -Le non respect du calendrier de vaccination par les mères allaitantes ; -La rupture régulière des ACT ; -L'absence d'association des PVVIH.

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.1.3. Infrastructures sanitaires de la commune de Mbé

Tableau 11 : Infrastructures sanitaires de la commune de Mbé

Type de formations sanitaires	Urbain	Rural	Total
Centre Médical d'Arrondissement	01	0	01
Centre de Santé Intégré	01	05	06
Total	02	05	07

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

NB : Le CSI de Ngaounyanga et le CSI de Tagboum sont moins équipé et opérationnel.



Photo 4 : Une vue du bâtiment principal du CMA de Mbé (AJLC 2013)

3.3.1.4. Répartition du personnel de santé des formations sanitaires de la Commune de Mbé

Tableau 12 : Répartition du personnel de santé des formations sanitaires

Ville	Aire de santé	Personnel					
		Médecin	IDE	IB	AS	Matrone	Comis
CMA DE MBE	Mbé	1	2	2	4	0	1
CSI PRIVE PROTESTANT DE MBE		0	0	1	1	0	0
CSI PRIVE CATHOLIQUE DE KARNA MANGA		0	0	1	3	3	1
CSI DE NGAOUNYANGA		0	0	0	0	0	0
CSI WACK	Wack	0	0	1	2	0	1
CSI DE TAGBOUM	Sassa Mbersi	0	1	0	1	0	1
CSI DE SASSA MBERSI		0	0	0	2	0	1
Total		1	3	5	13	3	5

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

Toute la Commune de Mbé dispose d'un (01) médecin exerçant au CMA de Mbé.

3.3.1.5. Situation des équipements sanitaires de la Commune de Mbé

Tableau 13 : Situation des équipements sanitaires de la commune

Formation sanitaire	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur
Centre Médical d'Arrondissement de Mbé	21	1	1	1	1
CSI Privé Protestant de Mbé	5	1	1	1	0
CSI de Wack	5	0	1	1	1
CSI Sassa Mbersi	4	0	1	1	1
CSI Tagboum	2	0	0	1	0
CSI Privé Catholique de Karna Manga	10	1	1	1	1
CSI de Ngaounyanga	0	1	1	1	0
Total	47	4	6	7	4

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

Les centres de santé de Wack, Sassa Mbersi, Ngaounyanga et Tagboum ne dispose pas de laboratoire d'analyse microbienne.

3.3.1.6. Situation dans l'aménagement dans les formations sanitaires de la Commune de Mbé

Tableau 14 : Aménagement dans les formations sanitaires de la commune

Formation sanitaire	Existence de points d'eau	Dispose de latrines	Existence d'une clôture	Existence d'un dispositif de traitement des déchets	Existence d'un logement d'astreinte	Reboisement effectué dans le site
Centre Médical d'Arrondissement de Mbé	2	1	1	1	1	1
CSI Privé Protestant de Mbé	1	1	0	1	1	1
CSI de Wack	2	1	0	0	1	0
CSI Sassa Mbersi	1	0	0	1	0	0
CSI Tagboum	0	0	0	1	0	0

Formation sanitaire	Existence de points d'eau	Dispose de latrines	Existence d'une clôture	Existence d'un dispositif de traitement des déchets	Existence d'un logement d'astreinte	Reboisement effectué dans le site
CSI Privé Catholique de Karna Manga	1	1	1	1	1	1
CSI de Ngaounyanga	0	1	0	0	0	0
Total	07	05	02	05	04	03

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.1.7. État des bâtiments des formations sanitaires de la Commune de Mbé

Tableau 15 : Etat des bâtiments des formations sanitaires de la commune

Ville	Infrastructure			
	Nb de bâtiment	Etat		
	(ii)	bon	passable	mauvais
CMA DE MBE	5	5	0	0
CSI PRIVE PROTESTANT DE MBE	2	0	0	2
CSI PRIVE CATHOLIQUE DE KARNA MANGA	3	3	0	0
CSI DE NGAOUNYANGA	2	2	0	0
CSI WACK	4	0	4	0
CSI DE TAGBOUM	1	1	0	0
CSI DE SASSA MBERSI	2	0	2	0
Total	19	11	06	02

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

En dehors du CSI Privé Protestant de Mbé, toutes les autres formations sanitaires disposent des bâtiments dans un état bon ou passable.

3.3.1.8. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 16 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Santé public	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des formations sanitaires ; -Insuffisance d'équipements dans les laboratoires, maternités, pédiatries et petites chirurgies des formations sanitaires existantes ; -Absence de clôture dans les CSI ; -Insuffisance du personnel qualifié dans les formations sanitaires existantes ; -Insuffisance des logements d'astreinte pour les chefs de centre ; -Insuffisance des points d'eau aménagés dans les formations sanitaires existantes ; -Panne de 03 points d'eau au (02 CSI de Wack et 01 CSI de Sassa Mbersi) ; -Absence d'incinérateurs dans les formations sanitaires ; -L'insuffisance des structures de prise en charge des personnes vivant avec du VIH/SIDA ; -Absence d'une unité pédiatrique de prise en charge des enfants orphelins du VIH/SIDA ; -Absence d'énergie électrique dans certaines formations sanitaires ; -Manque de moyen de transport ; -Faible sensibilisation des femmes enceintes sur les consultations pré et post natales ; -Vétusté des bâtiments de certains CSI ; -Faible sensibilisation de tous les ménages pour l'utilisation de la MILDA ; - Augmentation du taux prévalence du paludisme -Déficit de fonctionnement des Mutuelles de santé 	<ul style="list-style-type: none"> -Parcours des longues distances par les malades pour se faire soigner ; -Vol ; - Sur utilisation du personnel existant dans les formations sanitaires ; - Insuffisance dans le suivi des malades ; - Démotivation du personnel ; -Insalubrité des locaux des formations sanitaires ; -Traitement incomplet des déchets -Stigmatisation des populations vivant avec le VIH/SIDA ; -Faible prise en charge pédiatrique des enfants orphelins du VIH/SIDA ; -Décès de la femme ou de l'enfant ; -Insécurité 	Création, construction et équipement de 02 nouvelles formations sanitaires	Vourgnè Sanfou et karna Manga
				Équipement des laboratoires, maternités, lits, matelas ; pédiatries et petites chirurgies de des formations sanitaires	Ngaounyanga, Mbé, Sassa Mbersi, Tagboum, Karna Manga et Wack
				Construction de 04 clôtures dans les CSI de Ngaounyanga, Sassa Mbersi, Tagboum et Wack	Ngaounyanga, Sassa Mbersi, Tagboum, Wack
				Affectation de 05 infirmiers diplômés d'état, 05 infirmiers accoucheurs et 15 aides-soignants dans les centres de santé intégrés et 2 médecins au CMA de Mbé.	Ngaounyanga, Mbé, Sassa Mbersi, Tagboum, Karna Manga et Wack
				Construction de 04 logements d'astreinte pour les chefs des formations sanitaires.	Ngaounyanga, Sassa Mbersi, Tagboum et Wack
				Réalisation de 02 points d'eau aménagés	Tagboum, Ngaounyanga
				Réhabilitation de 03 forages au (02 CSI de Wack et 01 CSI de Sassa Mbersi)	(02 CSI de Wack et 01 CSI de Sassa Mbersi)
				Construction de 04 incinérateurs	Sassa Mbersi, Wack, Tagboum et Ngaounyanga
				Mise en place d'une structure de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA au CMA de Mbé.	CMA de Mbé.
				Construction d'une unité pédiatrique de prise en charge des enfants orphelins du VIH/SIDA.	CMA de Mbé.
				Étude de faisabilité en vue d'électrification des formations sanitaires en plaques solaires	Wack, Sassa Mbersi, Tag boum et Ngaounyanga
				Fourniture de 04 motocyclettes pour les 04 CSI	Sassa Mbersi, Wack, Tagboum et Ngaounyanga
Sensibilisation des femmes	Tous les 43 villages de la commune de				

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
				enceintes sur les consultations pré et post natales	Mbé
				Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation des formations sanitaires	Sassa Mbersi et Wack
				Sensibilisation de tous les ménages pour l'utilisation de la MILDA (Tous les 43 villages de la commune de Mbé)	Tous les 43 villages de la commune de Mbé
				Redynamisation de 03 Mutuelles de santé	Mbé ; Sassa Mbersi et Wack
				Plaidoyer pour l'érection du CMA de Mbé en Hôpital du District de Santé	Mbé
				Plaidoyer pour la création, construction et équipement des services de santé du District de Mbé	Mbé

3.3.2. Secteur éducation de base

3.3.2.1. Etat de lieux

La carte scolaire de l'espace communal de Mbé présente 28 écoles primaires et 2 écoles maternelles dont 01 école primaire privée catholique. Dans l'ensemble l'état des bâtiments et des tables bancs sont bon. Certaines écoles disposent des blocs administratifs, d'autres non. Seule l'école publique groupe III de Mbé dispose d'un logement d'astreinte et d'une clôture. Sept (07) écoles sont dotées de points d'eau potable. Les types d'aménagement sont : les aires de jeux, les latrines classiques (externe) et interne (école maternelle de Mbé). Toutes fois on note l'absence des rampes d'accès pour les handicapés dans tous les établissements.

Le nombre d'enseignant est de 109 (contractuels, fonctionnaires et maitres-parents). Chaque école dispose d'une association des parents d'élèves qui appuient l'école dans l'atteinte de ses objectifs et les conseils d'établissement qui jouent un rôle de régulateur entre les communautés et l'institution scolaire, soit au total trente (30) APE et trente (30) Conseil d'établissement.

L'acquisition et la fourniture du matériel et/ou paquet minimum est assurer par la commune ou les APE et mise à la disposition des Chefs d'établissement. La population scolarisée 6151. Le taux de scolarisation est 91,7 %. Les données par rapport aux taux de fréquentation des filles et au taux de déperdition scolaire ne sont pas disponible.

Il convient de noter que dans la perspective de renforcer l'éducation au niveau local, l'association dénommée Soc Nak constituée des élites de la commune de Mbé a doter les écoles primaires de Mbé de 200 tables bancs.

Les pluies sont une cause de perturbation scolaire. Le constat fait est que quand, il pleut, les élèves et les enseignants décrètent le férié. L'impact des changements climatiques s'explique par la dégradation des aires de jeux et l'accroissement de l'humidité dans les salles de classes.

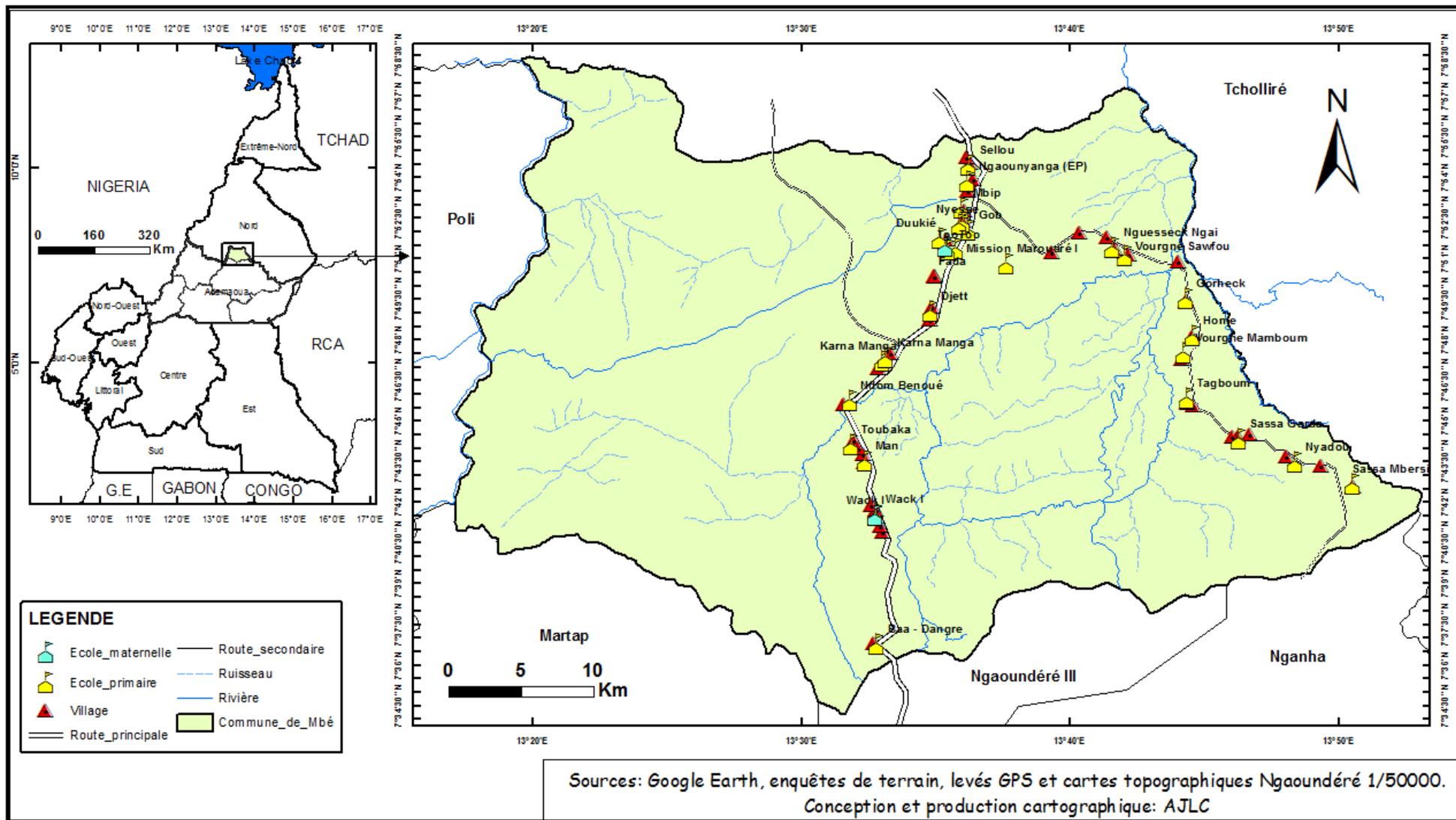


Figure 5 : Localisation des écoles primaires et maternelles

3.3.2.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 17 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - Existence de 30 écoles primaires ; - Disponibilité de 109 enseignants qualifiés; Existence de 06 écoles primaires ; -Existence d'une école maternelle ; -Existence des bâtiments en bon état ; -Existence des points d'eau dans 03 écoles ; -Existence et fonctionnement des APE ; -Existence et fonctionnement des conseils d'établissement ; -Présence d'ombrage dans certains établissements ; -Taux de scolarisation élevé chez les filles dans l'ensemble; -Appui de la commune en paquet minimum ; - Prise en charge des maitres-parents par les APE - Disponibilité de salles de classe dans certains établissements; -Disponibilité de tables bancs dans certains établissements 	<ul style="list-style-type: none"> -L'absence de clôture dans 29 écoles ; -L'insuffisance de point d'eau potable; -Absence des rampes d'accès pour les handicapés dans toutes les écoles; -Insuffisance des bacs à ordures; -Insuffisance de fosses pour l'incinération des déchets dans 07 écoles ; -Absence d'ombrage à l'école bilingue; -Démission de la responsabilité parentale ; -Coûts élevés des manuels scolaires ; -Abandon scolaire du fait de l'APE ; -Taux d'échec très élevé aux examens et concours (11% au CEP-2012) ; -Absence de cantines scolaires ; -Insuffisance d'enseignants qualifiés ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.2.3. Répartition des écoles dans la commune selon le lieu de résidence

Tableau 18 : Répartition des écoles dans la commune selon le lieu de résidence

Type d'écoles	Urbain	Rural	Total
Écoles Maternelles	1	1	2
Écoles primaires	6	22	28
Total	07	23	30

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

Le présent tableau démontre que la carte scolaire de la Commune de Mbé est riche étant donné que sur 43 villages que compte cette Commune, 28 sont dotés d'une école primaire.

3.3.2.4. Effectif des élèves des écoles de la Commune de Mbé

Tableau 19 : Effectif des élèves dans les écoles primaires et maternelles

TYPE D'ÉCOLES	FILLES	GARÇONS	TOTAL ELEVES
Écoles Maternelles	51	49	100
Écoles primaires	2826	3225	6051
TOTAL	2877	3274	6151

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

Il ressort que l'indice de parité fille/garçon dans les écoles de la Commune est de **0,76**. Il faut signaler que cet indice est supérieur à 1 dans le sous-domaine de la maternelle. Une analyse de l'évolution de cette indice peut être faite en fonction des niveaux (niveau 1 : SIL, CP ; Niveau 2 : CE1, CE2, Niveau 3, CMI et CMII)

3.3.2.5. Encadrement et équipements des écoles primaires et maternelles de la Commune de Mbé

Tableau 20 : Encadrement et équipements dans les écoles primaires et maternelles

TYPE D'ÉCOLES	EFFECTIF ELEVES	NOMBRE D'ENSEIGNANTS	NOMBRE DE SALLES DE CLASSE	NOMBRE DE TABLES BANCS	RATIO ELEVES/ ENSEIGNANT	RATIO ELEVE/ SALLES DE CLASSE	RATIO ELEVES/ PLACES ASSISES
Écoles Maternelles	151	4	3	52	37,75	50,33	2,74
Écoles primaires	6045	105	125	1940	57,57	48,36	3,11
TOTAL	6145	109	128	1992	56,37	48,00	3,08

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.2.6. État général des bâtiments scolaires des écoles primaires et maternelles de la Commune de Mbé

Tableau 21 : Etat général des scolaires des écoles primaires et maternelles

TYPE D'ÉCOLES	BON	PASSABLE	MAUVAIS	TOTAL
École Maternelle	0	3	0	3
École primaire	59	41	22	122
TOTAL	59	44	22	125

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

La commune de Mbé dispose de 125 salles de classes dont 59 sont en bon état et 66 sont à réhabiliter.

3.3.2.7. Situation générale des salles de classe de chaque école de la commune de Mbé

Tableau 22 : Situation générale des salles de classe de chaque école de la commune de Mbé

Situation géographique	Nombre et équipement des salles de classe			
	banco/Seko/poto poto	planche	semi-dur	dur
Urbain	0	0	4	38
Rural	11	3	5	64
Total	11	3	9	102

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

La carte scolaire du secteur éducation de base de la commune de Mbé est constituée de 125 salles de classe dont 09 en semi-dur et dur, 03 en planche et 102 en dur.

3.3.2.8. Situation de l'aménagement des écoles primaires et maternelles de la Commune de Mbé

Tableau 23 : Aménagement dans les écoles primaires et maternelles de la commune

TYPE D'ÉCOLES	NOMBRE D'ÉCOLES					TOTAL
	DISPOSANT D'UN POINT D'EAU	DISPOSANT DE LATRINE	AYANT DE BACS A ORDURES	MUNI D'UNE CLOTURE	AYANT BENEFICIE D'UN REBOISEMENT	
École Maternelle	0	2	0	0	0	2
École primaire	7	24	3	2	15	41
TOTAL	7	26	3	2	15	43

Source : Résultat du diagnostic participatif AJLC 2013

La situation dans les écoles maternelles présente qu'aucune école maternelle ne dispose ni de point d'eau potable, ni d'un reboisement, ni de bac à ordure, ni de clôture, ni d'aire aménagée de jeux.

Au niveau des écoles primaires, on constate que sur 28 écoles, 7 seulement disposent de point d'eau potable, 24 écoles disposent des latrines, 3 sont dotés de bacs à ordure, 2 sont clôturées et 15 sont presque ou entièrement reboisées.



Photo 5 État des bâtiments de l'EP Groupe II de Mbé (AJLC 2013)



Photo 6 : L'école maternelle de Mbé (AJLC 2013)

3.3.2.9. Besoins des écoles maternelles de la Commune de Mbé

Tableau 24 : Besoins essentiels dans chaque école maternelle de la commune

NOM DE L'ECOLE	Statut école	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants				Salles de classe			Équipements		Besoins en enseignants	Besoins en salle de classe	Besoins en infrastructure	
	(i)	Fille	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	Total	semi-dur	dur	Total	Chaises	Tables			Chaises	Tablettes
Ecole Maternelle de Mbé	PUB	26	60	86	1	1	0	2	0	1	1	7	7	2	0	53	53
Ecole Maternelle de Wack	PUB	25	40	65	1	1	0	2	0	2	2	47	47	2	1	00	00
TOTAL		51	100	151	2	2	0	4	0	3	3	52	52	4	1	53	53

Source : Résultat du diagnostic participatif AJLC 2013

Les besoins urgents des écoles maternelles de la Commune de Mbé sont :

- ✚ **Construction de 01 salle de classe à l'EM de Wack;**
- ✚ **Dotation des écoles maternelles en 53 chaises et 53 tablettes à l'EM de Mbé ;**
- ✚ **Affectation d'enseignants : 02 à l'EM de Mbé et 02 à l'EM de Wack**

3.3.2.10. Situation et besoins des écoles primaires de la Commune de Mbé

Tableau 25 : Situation et besoins essentiels dans chaque école primaire de la commune

Villages/Quartiers	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe				Besoins en enseignants	Infrastructures	
	Fille	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	planche	semi-dur	dur	Table - bancs		Besoins en salle de classe	Besoins en table banc
Too	318	351	669	3	5	0	0	0	9	115	12	04	360
Marouaré I	97	219	316	3	0	1	0	0	4	120	18	02	180
Mission	77	66	143	1	2	0	0	4	0	60	9	04	360
Gob	35	44	79	0	4	0	0	0	8	58	9		546
Duukié	182	189	371	2	4	1	0	0	8	138	6		144
Too	202	226	428	2	4	2	0	0	9	115	12		297
Nyadou	86	91	177	1	3	0	0	0	6	90	12		
Vourgne Mamboum	87	85	172	2	1	0	0	0	2	32	18	04	162
Ndom Bénoué	99	103	202	2	1	1	0	0	2	81	15	06	60
Sassa Garda	87	89	176	3	1	0	0	0	6	120	18		
Gorheck	39	64	103	1	2	0	0	0	0	36	15	06	93
Home	37	53	90	1	0	1	0	0	2	59	18	08	
Sassa Mbersi	169	216	385	3	2	0	0	0	6	115	15		234
Wack I	157	188	345	3	1	0	0	0	8	109	21		192
Mbip	111	105	216	1	2	0	3	0	0	15	15	06	279
Mbip (Foubarka Léproserie)	21	8	21	0	1	0	0	1	0	6			15
Sellou	37	68	105	1	1	0	0	0	0	35	18	08	54
Man	85	118	203	0	3	0	0	0	2	52	12	08	150

Villages/Quartiers	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe				Besoins en enseignants	Infrastructures	
	Fille	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	planche	semi-dur	dur	Table - bancs		Besoins en salle de classe	Besoins en table banc
Djett	96	131	227	2	2	0	0	0	4	54	15	04	180
Toubaka	88	68	158	1	2	1	0	1	3	100	12		
Nyesse	58	61	119	1	2	0	0	0	2	32	15	06	84
Baa – Dangré	13	10	23	1	0	0	0	0	0	11	15	06	3
Vourgne Sanfou	61	44	105	0	0	3	0	3	0	20	12		99
Nguesseck Ngai	52	96	148	2	0	1	0	0	2	40	18	06	102
Tagboum	136	136	272	1	2	0	0	0	4	75	15	04	183
Ngaounyanga (EP)	185	175	360	2	2	0	0	0	7	81	15	04	297
Karna Manga (EPC)	103	103	206	5	0	0	0	0	5	103			
Karna Manga(EP)	108	118	226	1	2	0	0	0	3	68	15	04	135
TOTAL	2826	3225	6045	45	49	11	3	9	102	1940	375	90	4009

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

Les besoins urgents des écoles primaires de la Commune de Mbé sont :

- ✚ Table-bancs : 4009
- ✚ Salles de classe : 90
- ✚ Enseignants : 375

3.3.2.11. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 26 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Éducation de base	Difficulté d'accès à une éducation primaire et maternelle de qualité.	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'écoles publiques primaires et maternelles dans certains villages ; -Absence des salles de classe dans certaines écoles publiques primaires et maternelles créées ; -Insuffisance des salles de classe ; -Mauvais état des bâtiments ; -Insuffisance des table-bancs et de bancs et des tablettes ; -Insuffisance d'enseignants formés dans certaines écoles publiques primaires et maternelles ; -Absence des latrines dans certaines écoles publiques et maternelles ; -Absence des logements pour enseignants -Absence d'une infirmerie ; -Absence d'un bloc administratif ; -Absence d'une salle informatique ; -Absence d'une bibliothèque ; -Absence des points d'eau dans certaines écoles publiques primaires et maternelles ; -Absence des bacs à ordures dans les écoles publiques ; -Absence de clôture dans les 	<ul style="list-style-type: none"> -Sous scolarisation des enfants ; -Parcours des longues distances pour aller à l'école. - Exposition des élèves à toutes les intempéries de la nature ; - démotivation des enseignants. -Classes multigrades ; -Arrêt des cours en cas des pluies. -Elèves assis à même le sol ; -Non achèvement des programmes scolaires par les enseignants. -Piètre qualité de l'enseignement Pollution de l'environnement -Consommations des eaux souillées par les élèves et les enseignants. - Faible ponctualité des élèves dans les écoles ; - Exposition des bâtiments aux vents violents ; - Exposition des élèves au soleil pendant la récréation. -Faible épanouissement des élèves - Emprunt des bâtiments de certaines écoles primaires ; -Surcharge des enfants autour des tablettes et chaises existantes. -Non achèvement des programmes scolaires par les enseignants. -Envahissement des domaines scolaires pour l'agriculture et 	Création de 02 nouvelles écoles publiques.	Vourgne Sanfou et Ngaoundjom
				Plaidoyer pour la création, la construction d'une école maternelle en langue Dii	Mbé
				Construction de 03 bâtiments de 06 salles de classe à Gorheck. Construction de 03 bâtiments de 06 salles de classe à Mbip Construction de 03 bâtiments de 06 salles de classe à Baa - Dangré.	Gorheck, Mbip Sellou Baa - Dangré
				-Construction et équipement en table banc de : 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Gorghiek ; 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Nguessek Ngai 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Ngaounyanga ; 4 bâtiments de 8 salles de classe à l'EP de Sellou ; 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Nyessé ; 4 bâtiments de 08 salles de classe à l'EP de Man ; 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Ndom Bénoué ; 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Karna Manga ; 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Vourgne Mamboum ; 4 bâtiments de 8 salles de classe à l'EP de Homé Total : 60 salles de classe	-l'EP de Gorghiek ; -l'EP de Nguessek Ngai ; -l'EP de Ngaounyanga ; -l'EP de Senngba ; -l'EP de Nyessé ; -l'EP de Man ; -l'EP de Ndom Bénoué ; -l'EP de Karna Manga ; -l'EP de Vourgne Mamboum -l'EP de Homé
				-Construction et équipement d'une infirmerie dans chaque école	- 28 écoles publiques de la commune de Mbé
				-Construction d'un bloc administratif dans chaque école;	- 28 écoles publiques de la commune de Mbé
				-construction d'une salle informatique dans chaque école;	- 28 écoles publiques de la commune de Mbé
				-Construction d'une bibliothèque dans chaque école;	- 28 écoles publiques de la commune de Mbé
				Sécurisation de toutes les écoles publique de la commune de Mbé	- 28 écoles publiques de la commune de Mbé
				Réhabilitation de : 02 bâtiments de 04 salles de classe à l'EP de Ngaounyanga ; 01 bâtiment	L'EP Groupe I de Mbé ; l'EP groupe II de Mbé ;

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
		différentes écoles primaires et maternelles ; -Non sécurisation des domaines scolaires -Absence de reboisement dans certaines écoles primaires et maternelles. -Mauvais état d'aires de jeux dans les écoles primaires et maternelles. Absence d'un Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF)	l'élevage	d'une salle de classe à l'EP groupe II de Mbé et de 02 bâtiments de 03 salles de classe à l'EP groupe II de Mbé Total : 08 salles de classes	l'EP de Ngaounyanga ;
				Fabrication de tables bancs : 162 à l'EP de Vourgne Mamboum ; 60 à l'EP de Ndom Bénoué ; 234 à l'EP de Sassa Mbersi ; Total : 152 tables bancs	- l'EP de Vourgne Mamboum -l'EP de Ndom Bénoué ; -l'EP de Sassa Mbersi
				Affectation d'enseignants formés dans les écoles suivantes : 04 à l'EP Groupe I de Mbé ; 06 à l'EP de Marouaré ; 03 à l'EP bilingue de Mbé ; 02 à l'EP groupe III de Mbé ; 03 à l'EP groupe II de Mbé ; 04 à l'EP groupe IV de Mbé ; 04 à l'EP de Nyadou ; 06 à l'EP de Vourgne Mamboum ; 05 à l'EP de Ndom Bénoué ; 06 à l'EP de Sassa Garda ; 05 à l'EP de Gorheck ; 06 à l'EP de Homé ; 05 à l'EP de Sassa Mbersi ; 07 à l'EP de Wack ; 05 à l'EP de Mbip ; 06 à l'EP de Sellou ; 04 à l'EP de Man ; 05 à l'EP de Djett ; 04 à l'EP de Toubaka ; 05 à l'EP de Nyessé ; 05 à l'EP de Baa – Dangré ; 04 à l'EP de Vourgnè Sanfou ; 06 à l'EP de Nguesseck Ngai ; 05 à l'EP de Tag boum ; 05 à l'EP de Ngaounyanga ; 05 à l'EP de Karna manga Total : 125 enseignants	l'EP Groupe I de Mbé ; l'EP de Marouaré ; l'EP bilingue de Mbé ; l'EP groupe III de Mbé ; à l'EP groupe II de Mbé ; à l'EP groupe IV de Mbé ; à l'EP de Nyadou ; à l'EP de Vourgne Mamboum ; à l'EP de Ndom Bénoué ; à l'EP de Sassa Garda ; à l'EP de Gorheck ; à l'EP de Homé ; à l'EP de Sassa Mbersi ; à l'EP de Wack ; à l'EP de Mbip ; à l'EP de Sellou ; à l'EP de Man ; à l'EP de Djett ; à l'EP de Toubaka ; à l'EP de Nyessé ; à l'EP de Baa – Dangré ; à l'EP de Vourgnè Sanfou ; à l'EP de Nguesseck Ngai ; à l'EP de Tag boum ; à l'EP de Ngaounyanga ; à l'EP de Karna manga
				Construction de 09 blocs de 03 latrines chacun.	EP de Marouaré I ; EP Bilingue de Mbé ; EP de Nyadou ; EP de Ndom Bénoué ; EP de

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
					Homé ; EP de Sellou ; EP de Man ; EP de Djett ; EP de Baa-Dangré ;
				Construction de 25 logements d'astreinte pour les chefs d'établissements.	25 écoles.
				Réalisation de 22 forages dans 22 écoles	EP groupe I de Mbé, EB de Mbé ; EP groupe 4 de Mbé ; EP de Sassa Mbersi ; EP de Home ; EP de Gorheck ; EP de Sassa Garda ; EP de Ndom Bénoué ; EP de Vourgne Mamboum ; EP de Nyadou ; EP de Mbip ; EP de Baa – Dangré ; EP de Nyesse ; EP de Toubaka ; EP de EP de Djett ; EP de Man et EP de Sellou
				Fabrication de 50 bacs à ordures donc 02 par écoles.	Dans 25 écoles publiques.
				Construction de 25 clôtures dans les différentes écoles.	En dehors de l'EP groupe III de Mbé, toutes les écoles publiques ne disposent pas de clôture
				Reboisement de toutes les écoles publiques de la commune de Mbé.	Toutes les écoles publiques de la commune de Mbé
				Aménagement d'au moins 26 aires des jeux.	Toutes les écoles de la commune
				Création de 12 nouvelles écoles maternelles.	Syh, Dena, Ndom Bénoué, Harr, Karna Petel, Karna Manga, Sassa Garda, Mbaou, Tag Boum, Nguessek Kessoum, Gove, et Mbé (Quartier

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
					Marouaré)
				-Construction de 02 bâtiments de 04 salles de classe. -Équipement de ces écoles en 240 chaises et de 240 tablettes pour enfants. -Construction d'un bâtiment de 02 salles de classe à l'EM de Wack	Ngaounyanga Sassa Mbersi, Wack
				Réhabilitation du bâtiment et dotation de 53 chaises et 53 tablettes à l'EM de Mbé ;	EM de Mbé EM de Mbé
				Affectation d'enseignants: 02 à l'EM de Mbé et 02 à l'EM de Wack	EM de Mbé et Wack
				Construction de 2 blocs de 06 latrines chacun.	Mbé et Wack
				Construction de 02 points d'eau aménagés.	Mbé et Wack
				Construction de 02 clôtures	Mbé et Wack
				Construction de 02 logements d'astreinte	Mbé et Wack.
				Reboisement de 02 écoles maternelles	Mbé et Wack
				Fabrication de 04 bacs à ordures	Mbé et Wack.
				Redynamisation du centre linguistique	Mbé
				Redynamisation des comités d'alphabétisation	Tous les villages de la commune
				Mise en place d'un Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF)	Mbé

3.3.3. Secteur Enseignement Secondaire General et Technique

3.3.3.1. Etat de lieux :

La carte de l'Enseignement Secondaire General et Technique de l'espace communal de Mbé présente 03 lycées (01 lycée technique à Mbé, 01 lycée bilingue à Mbé et 01 lycée d'enseignement général à Wack), 04 CES (01 à Karna ; 01 à Tagboum ; 01 à Ngaounyanga et 01 à Sassa Mbersi) Dans l'ensemble l'état des bâtiments et des tables bancs sont bon. Seul le Lycée bilingue de Mbé dispose d'un bloc administratif, d'autres non. Les établissements ne disposent de logement d'astreinte et de clôture. Certains établissements sont dotés de points d'eau potable. Les types d'aménagement sont : les aires de jeux, les latrines classiques (externe). Toutes fois on note l'absence des rampes d'accès pour les handicapés dans tous les établissements.

Le nombre d'enseignant est de 95 (contractuels, fonctionnaires et maitres-parents). Chaque établissement dispose d'une association des parents d'élèves qui appuient l'école dans l'atteinte de ses objectifs et les conseils d'établissement qui jouent un rôle de régulateur entre les communautés et l'institution scolaire.

L'acquisition et la fourniture du matériel et/ou paquet minimum est assurer par la commune ou les APE et mise à la disposition des Chefs d'établissement. Le taux de scolarisation de la jeune fille au niveau secondaire est relativement bas (28,09%).

Les pluies sont une cause de perturbation scolaire. Le constat fait est que quand, il pleut, les élèves et les enseignants décrètent le férié. L'impact des changements climatiques s'explique par la dégradation des aires de jeux et l'accroissement de l'humidité dans les salles de classes.

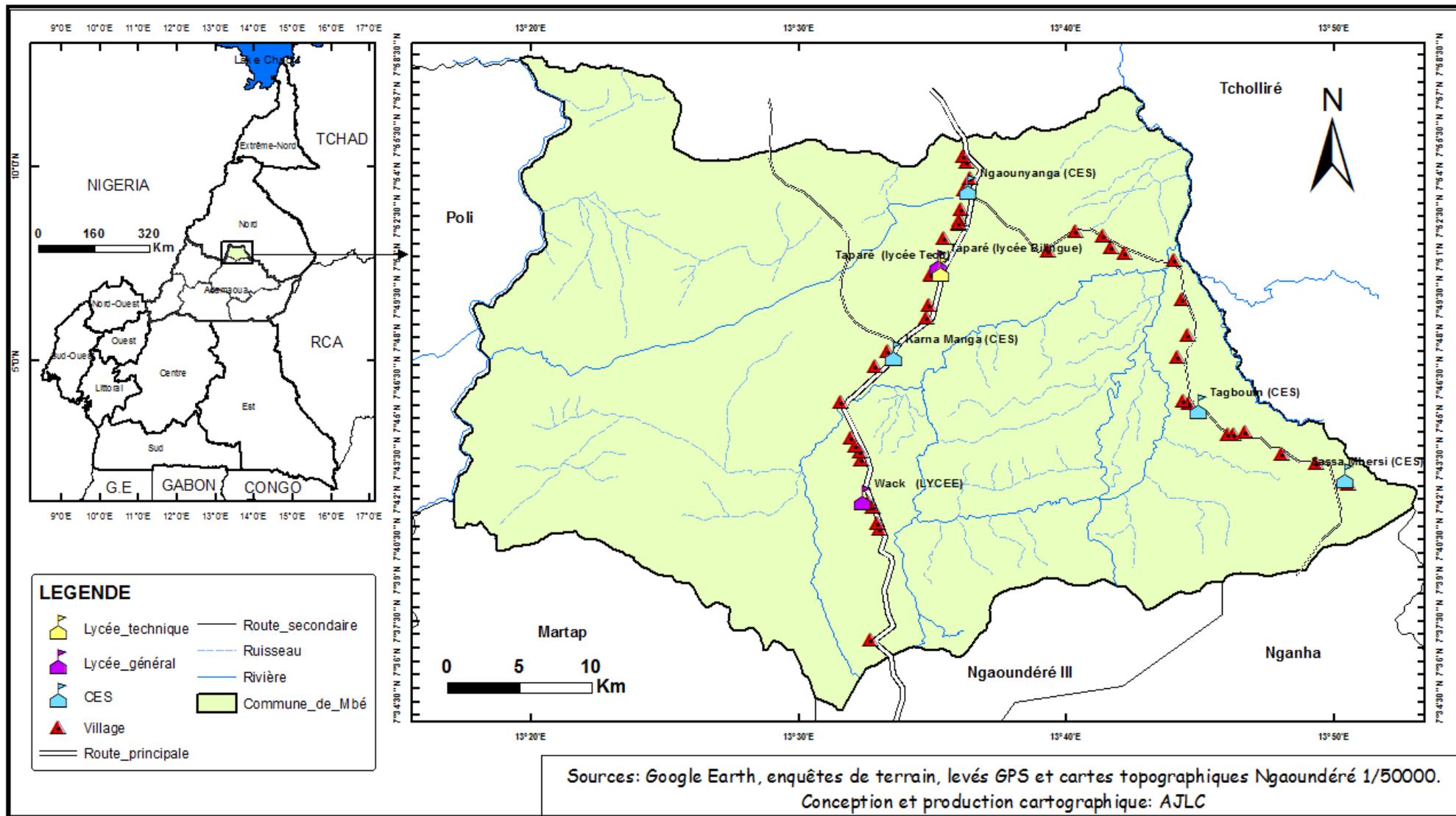


Figure 6 : Localisation des établissements secondaires

3.3.3.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 27 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité d'établissements d'enseignement secondaire -Disponibilité de salles de classe adéquates ; -Disponibilité et fonctionnement des APE et des Conseils d'Etablissements ; -Disponibilité d'un atelier au lycée technique ; -Disponibilité des aires de jeux ; -Disponibilité des aires reboisées ; -Disponibilité des points d'eau ; -Disponibilité des latrines ; -Disponibilité d'enseignants qualifiés ; -Disponibilité de vacataires 	<ul style="list-style-type: none"> -Absence de clôture dans les deux établissements; -Absence de cantine scolaire ; -Absence de fosse simple pour l'incinération des déchets dans les deux établissements; -Taux de scolarisation très bas des filles (28.09%); -Délinquance scolaire (fréquentation des bars et consommation excessive d'alcool); -Mauvaise répartition/affectation des enseignants par discipline au lycée de Mbé ; -Cherté des manuels scolaires ; -Abandon de la responsabilité parentale ; -Absence d'un domaine devant abriter le CETIC de Toubaka ; - Insuffisance d'encadreurs qualifiés dans le domaine sportif et de l'éducation physique

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.3.3. Répartition des établissements secondaires dans la commune de Mbé

Tableau 28 : Répartition des établissements secondaires dans la commune de Mbé

Type d'établissements secondaires	Urbain	Rural	Total	Observations
Lycées	2	1	3	Il existe un lycée bilingue et un lycée technique en zone urbaine et un lycée d'enseignement général en zone rurale
CES	0	4	4	Quatre Collèges d'Enseignement Secondaire se trouvent en milieu rural
CETIC	0	1	1	Le CETIC de Toubaka est créé, l'EELC a mis à la disposition de la communauté ses bâtiments pour débiter les cours.
Total	2	6	8	

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

La Commune de Mbé comprend 8 établissements secondaires dont 02 lycées se trouvent en milieu urbain, 01 lycée en zone rurale et 05 CES et 01 CETIC en zone rurale.

3.3.3.4. Effectif des élèves dans les établissements secondaires dans la commune de Mbé

Tableau 29 : Effectif des élèves dans les établissements secondaires

Type d'établissements secondaires	Filles	Garçons	TOTAL ELEVES
Lycées	452	1121	1573
CES	271	451	722
TOTAL	723	1572	2295

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

Le tableau ci contre nous renseignent que l'effectif des filles en milieu rural est moins élevé malgré le nombre élevé d'établissement par rapport à l'effectif des filles en milieu urbain. Cette situation se justifie par un taux élevé de déperdition scolaire remarqué en milieu rural dû aux mariages précoces et les difficultés financières.



Photo 7 : Une vue partielle du lycée technique de Mbé bien reboisé (AJLC 2013)



Photo 8 : Une vue partielle du lycée Bilingue de Mbé bien reboisé (AJLC 2013)

3.3.3.5. Encadrement et équipement des établissements secondaires de la Commune de Mbé

Tableau 30 : Encadrement et équipements dans les établissements secondaires de la commune

TYPE D'ETABLISSEMENTS SECONDAIRES	EFFECTIF ELEVES	NOMBRE D'ENSEIGNANT	NOMBRE DE SALLES DE CLASSE	NOMBRE DE TABLES BANCS	RATIO ELEVES/ENSEIGNANT	RATIO ELEVE/SALLES DE CLASSE	RATIO ELEVES/PLACES ASSISES
Lycées	1573	73	25	699	0	0	0
CES	722	22	12	306	0	0	0
Total	2295	95	37	1005	0	0	0

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.3.6. État général des bâtiments des établissements secondaires de la Commune de Mbé

Tableau 31 : Etat des bâtiments des établissements secondaires de la commune

TYPE d'établissements secondaires	Bon	Passable	Mauvais	Total
Lycées	7	20	0	27
CES	9	3	0	12
TOTAL	15	23	0	39

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

L'ensemble des bâtiments des établissements secondaires (lycées) de la Commune se trouvent dans un état passable, tandis que les bâtiments des CES sont en bon état.

De manière détaillée l'état général des salles de classe des établissements secondaires de la Commune se matérialise dans le tableau ci-contre :

3.3.3.7. Etat des salles de classe dans chaque établissement secondaire de la commune

Tableau 32 : Etat des salles de classe dans chaque établissement secondaire de la commune

NOM DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES	NOMBRE DE SALLES DE CLASSE				TOTAL
	SEKO/BANKO /POTO POTO	PLANCHE	SEMI-DUR	DUR	
Lycée Technique de Mbé (Taparé)	0	0	0	6	6
Lycée Bilingue de Mbé (Taparé)	0	0	0	15	15

NOM DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES	NOMBRE DE SALLES DE CLASSE				TOTAL
	SEKO/BANKO /POTO POTO	PLANCHE	SEMI-DUR	DUR	
Lycée de Wack	0	0	2	4	6
CES de Sassa Mbersi	0	0	1	4	5
CES de Ngaounyanga	0	0	0	4	4
CES de Tagboum	0	0	0	2	1
CES de Karna Manga	0	0	0	4	2
TOTAL	0	0	3	36	39

Source : Résultat du diagnostic participatif AJLC 2013

Le Lycée Bilingue de Mbé qui dispose 15 salles de classe en dur détient la palme d'or des dotations avec un effectif de 1003 élèves.

3.3.3.8. Situation de l'aménagement des établissements secondaires de la Commune de Mbé

Tableau 33 : Aménagement des établissements secondaires de la commune

TYPES D'ÉTABLISSEMENT S SECONDAIRES	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS SECONDAIRES					Total
	DISPOSANT D'UN POINT D'EAU	DISPOSANT DE LATRINE	AYANT DE BACS A ORDURES	MUNI D'UNE CLOTURE	AYANT BENEFICIE D'UN REBOISEMENT	
LYCÉES	4	6	0	0	2	12
CES	1	5	3	0	3	12
TOTAL	5	11	3	0	5	24

Source : Résultat du diagnostic participatif AJLC 2013

Le tableau montre qu'aucun établissement de la commune n'est clôturé. On constate l'absence de point d'eau potable dans 03 CES. Si l'ensemble des établissements a mis en place des aires de jeux (terrains hand Ball, foot Ball, volley Ball etc.), il faut noter qu'aucun ne dispose de laboratoire, de salle d'informatique, d'internet, de cantine.

3.3.3.9. Besoins urgents des établissements secondaires de la Commune de Mbé

Tableau 34 : Besoins urgents de chaque établissement secondaire de la commune

NOM DE L'ECOLE	Statut école	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants				Salles de classe			Besoins en Table-bancs	Besoins en enseignants	Besoins en salle de classe
	(i)	Fille	Garçon	Total	Vacataire	Contractuel	Fonctionnaire	Total	semi-dur	dur	Total			
Lycée Technique de Mbé	PUB	29	196	225	2	14	25		0	6	6		05	
Lycée Bilingue de Mbé	PUB	316	687	1003	9	0	23	32	0	15	15	202	08	
Lycée de Wack	PUB	107	238	345	0	0	11	11	2	4	6	89	04	04
CES Sassa Mbersi	PUB	47	77	124	1	0	6	7	1	4	5	22	02	04
CES Ngaounyanga	PUB	90	144	234	3	0	7	10	0	4	4	47	04	08
CES Tagboum	PUB	25	75	100	1	0	5	6	0	1	1		08	06
CES Karna Manga	PUB	109	155	264	4	0	4	8	0	4	4	48	12	04
TOTAL		723	1572	2295	20	14	81	74	3	36	39	408	43	26

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

Les besoins du secteur des enseignements secondaires dans la Commune de Mbé sont :

- ✚ Enseignements : **43** ;
- ✚ Table-bancs : **408**
- ✚ Salles de classes : **26**

3.3.3.10. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 35 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problèmes centraux	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Enseignements Secondaires	Difficulté d'accès aux enseignements secondaires de qualité.	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'établissement secondaire ; -Absence de bâtiment dans certains établissements créés ; -Insuffisance des table-bancs dans certains établissements secondaires. -Insuffisance d'enseignants qualifiés pour certaines disciplines. -Absence des clôtures dans les établissements secondaires -Absence de bloc administratif dans certains établissements -Absence des latrines -Absence des points d'eau aménagés dans certains établissements secondaires -Mauvais état des aires de jeux aménagés dans les établissements secondaires. -Absence de reboisement dans certains établissements secondaires. -Absence des bacs à ordures -Absence des logements 	<ul style="list-style-type: none"> -Abandon de l'école après obtention du CEP et l'entrée en 6^{ème}. -Surutilisation des table-bancs. -Enseignement approximatif des élèves dans ces disciplines. -Pollution de l'environnement -Déplacements des élèves à la recherche de l'eau potable. -Faible pratique des activités sportives et d'éducation physique par les élèves. -Exposition des élèves au soleil et aux vents violents. -Salubrité grandissante dans les enceintes des établissements secondaires. -Faible résidence des chefs d'établissements dans les villages. -Oisiveté des élèves pendant les heures creuses -Faible effectif des élèves au lycée technique. -Faible pratique des exercices relatifs à la manipulation de l'internet par les élèves. 	Création et construction de 02 établissements d'enseignement secondaire.	Vourgnè Mamboum Mbé
				<ul style="list-style-type: none"> -Construction de 4 bâtiments de 08 salles de classe et de 01 atelier équipé et d'un bloc administratif au CETIC de Toubaka ; -Construction de 01 atelier pour industrie d'habillement; -Fourniture de 240 tables bancs ; -Construction de 01 clôture; -Construction de 02 logement d'astreint ; -Affectation de 12 enseignants qualifiés ; -Construction de 01 bloc de 04 latrines ; -Réalisation de 01 point d'eau potable ; -Fourniture de 03 bacs à ordures ; -Reboisement du CETIC de Toubaka ; -Aménagement de 01 aire de jeux ; -Affectation de 12 enseignements ; -Construction de 01 salle multimédia ; -Construction de 01 bibliothèque ; -Organisation de 02Plaidoyer pour l'équipement de la bibliothèque -Construction d'un atelier de menuiserie ; -Construction d'un atelier pour la mécanique 	Toubaka
				<ul style="list-style-type: none"> -Équipement des salles de classe en table-bancs : 202 au Lycée Bilingue de Mbé ; 89 au lycée de Wack ; 22 au CES de Sassa Mbersi ; 47 au CES de Ngaounyanga ; 48 au CES de Karna Manga ; Total : 408 	Lycée Bilingue de Mbé ; Lycée de Wack ; CES de Sassa Mbersi ; CES de Ngaounyanga ; CES de Karna Manga
				<ul style="list-style-type: none"> Lycée de Wack (04); CES de Sassa Mbersi (04); CES de Ngaounyanga (08); CES de Karna Manga (04) ; CES de Tag Boum (06) Total : 13 bâtiments de 26 salles de classe 	Lycée de Wack ; CES de Sassa Mbersi ; CES de Ngaounyanga ; CES de Karna Manga

Secteur	Problèmes centraux	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
		d'astreinte des chefs d'établissements. -Absence des bibliothèques dans les établissements secondaires. -Insuffisance des spécialités au lycée technique. -Absence des salles multimédia		Affectation de 43 enseignants (pour toutes les disciplines).	Tous les établissements d'enseignements secondaires de la commune
				Construction de 07 clôtures	Tous les établissements d'enseignements secondaires de la commune
				Construction de 05 blocs administratifs	Lycée de Wack ; CES de Sassa Mbersi ; CES de Ngaounyanga ; CES de Karna Manga ; Tag Boum
				Construction de 01 bloc de 04 latrines	CES de Tag Boum
				Construction de 04 points d'eau aménagés.	CES de Tag Boum ; CES de Karna Manga ; CES de Ngaounyanga ; Lycée de Bilingue de Mbé
				aménagement 06 aires de jeux aménagés	Lycée de Wack ; CES de Karna Manga ; CES de Ngaounyanga ; CES de Tag boum ; CES de Sassa Mbersi ; lycée technique de Mbé
				Organisation des campagnes de reboisement de 02 établissements secondaires.	CES de Tag Boum ; Lycée de Wack ;
				Fabrication de 19 bacs à ordures et disposition devant les salles de classe.	CES de Ngaounyanga ; CES de Sassa Mbersi ; Lycée de Wack ; Lycée Bilingue de Mbé ; Lycée Technique de Mbé
				Construction de 49 logements d'astreinte pour les membres de l'administration.	Lycée de Wack (07) ; CES de Karna Manga (07) ; Lycée Technique de Mbé (07) ; Lycée Bilingue de Mbé (07) ; CES de Ngaounyanga (07) ; CES de Tag boum (07) ; CES de Sassa Mbersi (07).
				Construction et équipement de 07 bibliothèques.	Lycée de Wack ; CES de Karna Manga ; Lycée Technique de Mbé ; Lycée Bilingue de Mbé ; CES de Ngaounyanga ; CES de Tag boum ; CES de Sassa Mbersi
				ouverture des spécialités suivantes :	Lycée Technique de Mbé

Secteur	Problèmes centraux	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
				installation sanitaire, industrie d'habillement, économie sociale et familiale	
				Construction et équipement de 07 salles informatiques	Lycée de Wack ; CES de Karna Manga ; Lycée Technique de Mbé ; Lycée Bilingue de Mbé ; CES de Ngaounyanga ; CES de Tag boum ; CES de Sassa Mbersi
				Plaidoyer pour l'organisation chaque année d'une cérémonie de distribution des prix aux meilleurs élèves des collèges et lycées d'enseignement technique et général	Lycée de Wack ; CES de Karna Manga ; Lycée Technique de Mbé ; Lycée Bilingue de Mbé ; CES de Ngaounyanga ; CES de Tag boum ; CES de Sassa Mbersi

3.3.4. Secteur Eau et énergie

3.3.4.1. Etat de lieux

Le premier niveau d'approvisionnement des populations en eau sont les forages, les puits et les ruisseaux. La commune dispose de 34 puits donc 09 sont réhabilités. Les sources naturelles sont les points d'approvisionnement les plus fréquentés par les populations pendant la saison sèche (février-mai).

Pour ce qui concerne les forages fonctionnels on compte 52 dont 23 sont à réhabiliter. Les puits et les sources ne disposent pas de comité de gestion ce qui fait que ces points d'eau ne sont pas entretenues ni suivis.

Le deuxième niveau concerne le système d'adduction moderne de la CDE à Mbé, construite sur financement du BIP par l'entreprise dénommée : Société d'Épuration et d'Entreprise en 1984. Ce dispositif est long de 15,456km avec un débit estimé à 15m³/h. Deux prises d'eau (forages) dont l'un est non fonctionnel conduit l'eau vers le centre de traitement qui est ensuite acheminée au château (01) et distribuée aux 112 abonnés. Sur les 11 (onze) bornes fontaines réparties dans les différents quartiers (Too, fada, Socdou Yanne, gové et mission) 03 sont fonctionnels. Le mode de gestion ici est direct. Il est assuré par un personnel de la CDE.

L'impact du changement climatique est perceptible. La pluviométrie est très élevée entre juillet et aout, tandis que les sources sèchent de mars à mai.

a) Assainissement :

La quasi-totalité des ménages de l'espace communal dispose de latrine. Ceux qui ne s'accommodent pas sont traduits au Lamida ou au service d'hygiène. Chaque village dispose d'un cimetière et les latrines qui sont distantes des points d'eau. On note l'absence des mares d'eau et des égouts dans l'espace communal. Ceci est dû au bon choix des sites qui abritent les villages et les quartiers.

Toute fois les effets du changement climatique conjugués à la pression anthropique des populations venues du nord et de l'extrême nord se font ressentir sur l'assainissement du milieu urbain et rural.

b) Energie :

Quelques villages y compris la ville de Mbé sont alimentés par le réseau d'électrification rural et certain services comme le CMA de Mbé par l'énergie solaire. Le réseau d'électrification rural couvre les villages de Karna Manga, Ngaounyanga, Djett et Mbé. Les poteaux et les câbles électriques sont dans un état de délabrement très avancé.

Il n'existe ni comité de vigilance, ni gardien dans les centrales thermiques. La gestion des réseaux est faite par des comités de gestion assez représentative mais non fonctionnelle. La cherté du KW (250 frs le KW) fait que la majorité des ménages n'a pas accès à cette énergie et font régulièrement recours à la lampe à pétrole et aux générateurs de moyenne puissance.

La hausse de température d'après les agents d'entretiens du réseau a séché les isolants des câbles électriques.

Il convient de relever à toutes fins utiles, que les sites actuels d'implantation des centrales thermiques construits auprès des ménages ont faites au terme de notre diagnostic l'objet des constats suivants à savoir :

- Les nuisances sonores ;
- Les émissions de gaz fumées et particules diverses ;
- Les risques d'incendies pendant la phase d'exploitation ;
- Les risques d'électrocution du personnel et des usagers ;
- La production des déchets par la centrale thermique (huiles de vidange, rejet des eaux de refroidissement, stockage des matières dangereuses/toxiques)

- Les risques de déversement du carburant pendant la phase d'exploitation.

c) Produits pétroliers :

Le sous secteur compte 12 personnes qui exercent dans l'informel. Ils s'approvisionnent à Ngaoundéré quand il est question du carburant homologué par le gouvernement et au nord quand il est question de s'approvisionner en carburant frelaté.



Photo 9 Le forage du quartier Too à Mbé bondé (AJLC 2013)



Photo 10 Le ruisseau du quartier Sockbewa à Mbé (AJLC 2013),



Photo 11 : une borne fontaine à réhabiliter à Mbé (AJLC 2013)



Photo 12 : Le château d'eau de Mbé (AJLC° 2013)

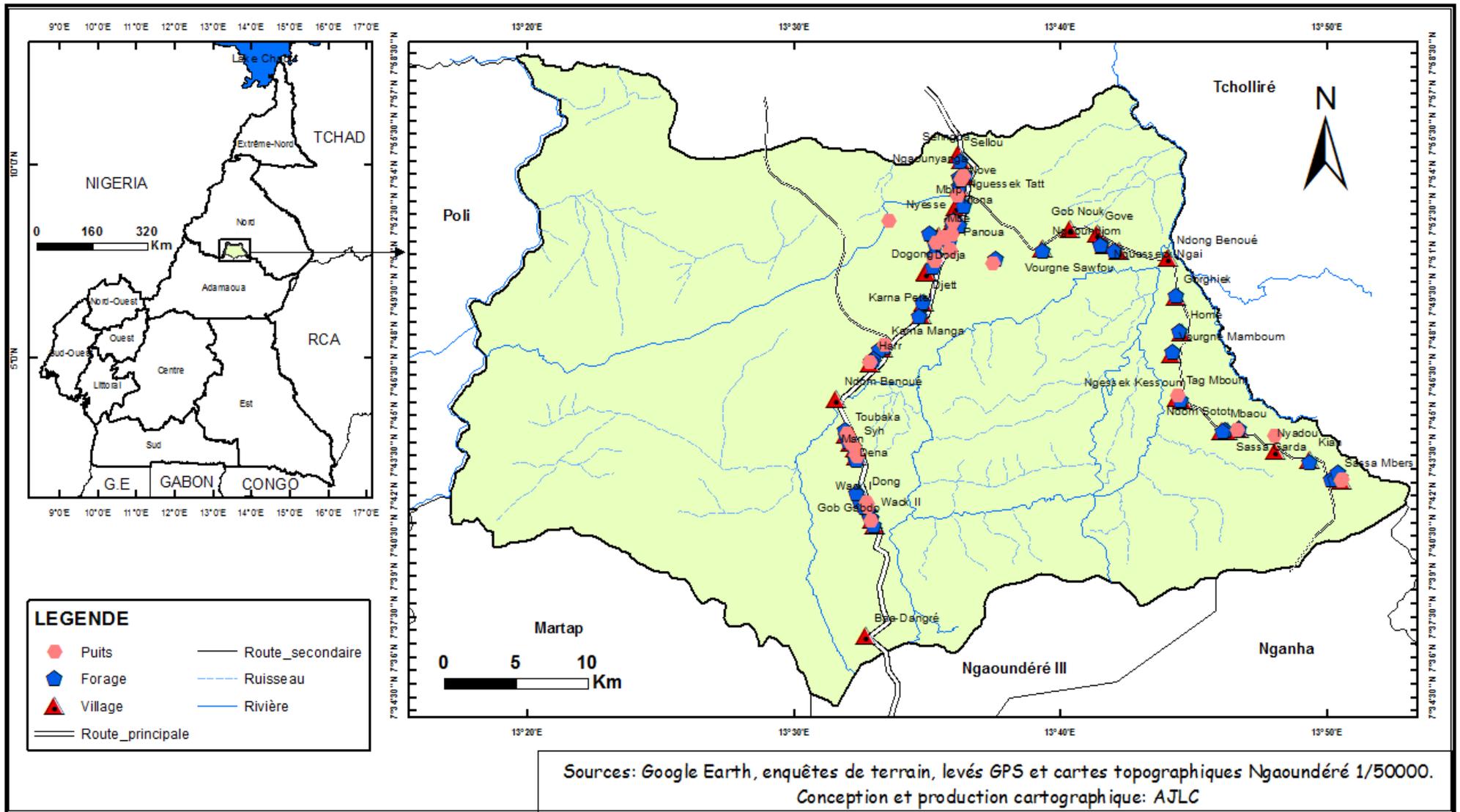


Figure 7 : Localisation des forages et des puits

3.3.4.2. État de fonctionnement des points d'eau et des besoins de construction de point d'eau dans la commune de Mbé selon le milieu de résidence

Tableau 36 : État de fonctionnement des points d'eau, des besoins de construction et de réhabilitation des points d'eau dans la commune de Mbé selon le milieu de résidence (Urbain et rurale)

Quartiers/ Villages	Nombre de points d'eau aménagés dans le village			Nombre de points d'eau aménagés fonctionnels dans le village			Nombre de points d'eau aménagés non fonctionnels à réhabiliter dans le village			Total (point d'eau à réhabiliter)	Taille de la population	Besoins en points d'eau
	Borne fontaine	Forages	Puits	Borne fontaine	Forages	Puits	Borne fontaine	Forages	Puits			
Ville de Mbé	11	9	9	03	6	8	08	3	1	12	11288	-Extension du réseau d'adduction d'eau -Réalisation de 03 forages -Réhabilitation de 08 fontaines
Baa-Dangré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	340	Réalisation d'un forage
Gob Gabdo	0	1	1	0	1	0	0	1	0	1	739	-Réhabilitation d'un forage -Aménagement de la source
Wack II	0	3	1	0	0		0	3	1	4		-Réhabilitation de 03 forages -Réhabilitation d'un puits
Wack I	0	4	3	0	2	1	0	2	2	4	2 180	-Réhabilitation de 02 forages -Réhabilitation de 02 puits -Adduction d'eau
Dong	0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	52	-Réhabilitation de 01 forage
Man	0	2	2	0	2	2	0	0	0	0	617	-Curage de 02 puits
Syh	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	68	-Curage de 01 puits
Toubaka	0	2	2	0	1	2	0	1	0	1	871	-Curage de 01 puits -Réhabilitation de 01 forage
Dena	0	1	1	0	1	0	0	0	1	1	637	-Rehabilitation du puits
Ndom Bénoué	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 600	-Réalisation de 05 forages
Harr	0	2	1	0	1	0	0	1	1	2	850	-Réhabilitation de 01 forage -Réhabilitation de 01 puits
Karna Manga	0	2	1	0	2	1	0	0	0	0	2600	-Curage du puits -Adduction d'eau
Karna Petel	0	1	1	0	0	1	0	1	0	1	553	-Réhabilitation de 01 forage
Djett	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1570	-Réalisation de 4 forages
Sassa Mbersi	0	4	2	0	3	1	0	1	1	2	2 619	-Réhabilitation de 01 forage -Réhabilitation de 01 puits -Adduction d'eau

Quartiers/ Villages	Nombre de points d'eau aménagés dans le village			Nombre de points d'eau aménagés fonctionnels dans le village			Nombre de points d'eau aménagés non fonctionnels à réhabiliter dans le village			Total (point d'eau à réhabiliter)	Taille de la population	Besoins en points d'eau
	Borne fontaine	Forages	Puits	Borne fontaine	Forages	Puits	Borne fontaine	Forages	Puits			
Kiang	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	208	
Nyadou	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	914	-Réalisation de 02 forages
Ndom Sotot	0	1	1	0	0	0	0	1	1	2	199	-Réhabilitation de 01 forage -Réhabilitation de 01 puits
Sassa Garda	0	2	0	0	1	0	0	1	0	1	477	-Réhabilitation de 01 forage
Mbaou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	250	-Réalisation d'un forage
Ngessek Kessoum	0	1	0	0	0	0	0	1	0	1	250	-Réhabilitation de 01 forage
Tag Boum	0	1	1	0	0	0	0	1	1	2	3 500	-Réalisation de 06 forages -Adduction d'eau
Vourgne Mamboum	0	1	0	0	0	0	0	1	0	1	571	-Réhabilitation de 01 forage -Réalisation de 01 puits
Home	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	295	
Gorghiek	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	523	-Réalisation d'un forage
Ndong Bénoué	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	106	-Réalisation d'un forage
Vourgne Sanfou	0	1	0	0	0	0	0	1	0	1	950	-Réalisation de 02 forages -Réhabilitation de 01 forage
Nguesseck Ngai	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	494	-Réalisation d'un forage
Gob Nouk	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	596	-Réalisation de 02 forages
Gove	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	750	-Réalisation de 03 forages
Ngaoundjom	0	1	0	0	0	0	0	1	0	1	642	-Réhabilitation de 01 forage
Sellou	0	1	0	0	0	0	0	1	0	1	350	-Réalisation d'un forage -Réhabilitation d'un forage
Senngba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		-Réalisation d'un forage
Nguesseck Tatt	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	650	
Nove	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		-Réalisation d'un forage
Mbip	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	1 024	-Réalisation de 02 forages -Construction de la buse du puits

Quartiers/ Villages	Nombre de points d'eau aménagés dans le village			Nombre de points d'eau aménagés fonctionnels dans le village			Nombre de points d'eau aménagés non fonctionnels à réhabiliter dans le village			Total (point d'eau à réhabiliter)	Taille de la population	Besoins en points d'eau
	Borne fontaine	Forages	Puits	Borne fontaine	Forages	Puits	Borne fontaine	Forages	Puits			
Mona	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	270	-Réalisation d'un forage
Nyesse	0	1	2	0	1	2	0	0	0	0	790	
Panoua	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0		-Réalisation d'un forage
Dogong	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350	-Réalisation d'un forage
Dodja	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		-Réalisation d'un forage
Ngaounyanga	0	3	3	0	2	3	0	1	0	1	2 200	-Réhabilitation de 01 forage -Adduction d'eau
TOTAL	11	52	34	03	32	24	08	23	9	40	42943	

Source : Diagnostic AJLC 2013

- ✚ Sur 97 points d'eau que compte la commune de Mbé, 11 fontaines, 23 forages et 9 puits sont à réhabiliter
- ✚ 40 forages sont à construire.

3.3.4.3. Sous-secteur énergie

L'énergie électrique dans la ville de Mbé et dans certains villages est assurée par les moteurs électrogènes. On dénombre tous quatre villages y compris la ville de Mbé qui sont alimentés par cette énergie.

3.3.4.4. Répartition des transformateurs de dans la Commune de Mbé

Tableau 37 : Répartition des transformateurs de dans la Commune de Mbé

Ville/Village/ Quartiers	Puissance du transformateur	Etat du transformateur	Coordonnées géographiques		
			Y (°N)	X (°E)	Z (m)
Mbé (quartier Fada)		En panne	13,59416	7,85905	630
Mbé (quartier Too)		En panne	13,58968	7,85819	621
Karna Manga			0	0	0
Ngaounyanga			0	0	0
Djett			0	0	0
Total		02			

Source : Diagnostic AJLC 2013

- ✚ Il faut constater que malgré la puissance du générateur qui est de 150 KW, les deux transformateurs installés pour le compte du réseau d'électrification de Mbé n'ont jamais fonctionnés et sont cloués au sol.
- ✚ Les installations électriques des villages de Ngaounyanga, Djett et Karna Manga ne disposent pas avec les transformateurs.

3.3.4.5. État des lieux de l'électrification décentralisée dans la Commune de Mbé

Tableau 38 : État des lieux de l'électrification décentralisée dans la Commune de Mbé

Villages	Coordonnées GPS des groupes électrogènes			Etat du moteur électrogène	Nbre de poteaux installés	Nbre de poteaux hors d'usage	Nbre des branch ements	Longueu r basse tension (km)
	Y (°N)	X (°E)	Z (m)					
Mbé	13,58968	7,85819	621	Régulièrement en panne	120	90	149	
Karna Manga	13,55455	7,79177	593	En panne	26	0	50	
Ngaounyanga	13,60715	7,89958	634	En bon état	60	0	32	
Djett				Disparu	12	6	8	
TOTAL					218	96	239	

Source : Diagnostic AJLC 2013

Les moteurs électrogènes sont régulièrement en panne et aucun membre du comité de gestion n'est formé pour les problèmes de pannes que subissent ces engins.

3.3.4.6. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 39 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Eau et Énergie : Sous-secteur Eau	Difficultés d'accès à l'eau potable de qualité	-Absence des points d'eau aménagés dans certains villages -Insuffisance des points d'eau aménagés dans certains villages -Panne des points d'eau aménagés -Non fonctionnement des comités de gestion existants. -Insuffisance d'artisans réparateurs -Insuffisance des points d'eau potable dans certains quartiers	- Consommation des eaux souillées ; - Maladies hydriques ; - Parcours des longues distances pour la recherche de l'eau. -Sur utilisation des points d'eau aménagés existants Mauvaise gestion des points d'eau aménagés. -Panne très récurrents - Non utilisation des appareils exigeants du courant électrique ;	Etude de faisabilité pour la réalisation de 38 forages.	Baa-Dangré ; Ndong Bénoué ; Mbaou ; Homé ; Ndom Bénoué (05) ; Gové ; Senngba ; Nové ; Mona ; Dodja ; Sellou ; Mbip (02) ; Gob Nouk (02) Nguesseck Ngai (01) ; Vourgnè Sanfou (02); Vourgnè Mamboum (01) ; Nguessek Kessoum (01) ; Tag boum (02) ; Sassa Garda (03) ; Ndom Sottot ; Nyadou (04) ; Sassa Mbersi (02) ; Djett (03) ; Karna Manga (01) ; Harr (02) ; Dena (01) ; Wack (01 au Marché) ;
				Aménagement d'une source	Gob Gabdo (Wack)
				Etude de faisabilité pour la réalisation des adductions d'eau	Wack I ; Karna Manga ; Tag Boum; Ngaounyanga
				Etude de faisabilité pour la réhabilitation de 11 bornes fontaines du réseau CDE.	Mbé
				Etude de faisabilité pour la réhabilitation de 24 forages	Quartier Zokbewa Mbé ; Taparé Mbé Gob (EP Groupe II) Mbé ; WACK II (Kaigama); WACK II (Marché); WACK II (Face Chefferie) ; NYESSE - PANOUA (Gazoum - Panoua) ; TOUBAKA (Kaigama) ; SELLOU (Chefferie Sellou) MBIP (léproserie) ; NDONG (Derrière le Parc);WACK I (CSI) ; WACK I (CSI); SASSA MBERSI (CSI) ; NDOM SOTOT ; SASSA GARDA (Quartier Man) ; VOURGNE MAMBOUM ; Ngaounyanga ; VOURGNE SANFOU ; NGUESSEK KESSOUM ; Ngaoundjom; Karna Petel; HARR; GOB GABDO Wack II
				Réhabilitation de 07 puits	Zocbewa; NDOM SOTOT; SASSA MBERSI; WACK II (DERRIERE RESTAURANT); WACK I (CHEFFERIE); WACK I; Tagboum
				Redynamisation de tous les comités de gestion.	Tous les villages ayant un point d'eau
				Formation de 06 artisans réparateurs	Mbé (02) ; Sassa Mbersi (01) ; Tag boum (01) ; Wack (01) ; Ngaounyanga (01).
				Etude de faisabilité pour l'extension du réseau d'adduction d'eau	Les quartiers de:Doogbo'oy, Marouaré I, Mission catholique, Taparé, Laka, Gob, Marouaré II, Nyanne, Mazadou

Eau et Énergie : Sous-secteur Énergie	Difficultés d'accès à l'énergie électrique de qualité	-Panne des générateurs -Existence des poteaux hors d'usage de l'électrification décentralisée -Mauvaise qualité des câbles d'électrification ; -Personnel d'entretien non qualifié ; -Mauvais entretien des engins	-Faible épanouissement des populations ; -faible développement des activités économiques ; -Obscurité dans les quartiers et villages concernés	Amélioration de l'offre en énergie électrique.	Tous les villages de la commune en dehors de Mbé, Karna Manga, Djett et Ngaounyanga Manga
				Réhabilitation de 02 générateurs de l'électrification décentralisée.	Karna Manga et Djett
				Remplacement de 120 poteaux	Mbé et Djett
				Remplacement d'environ 4Km de câble	Mbé et Djett
				Formation et opérationnalisation de 04 Comités de gestion des réseaux d'électrification	Mbé ; Karna Manga ; Djett ; Ngaounyanga.
				Etude de faisabilité pour l'extension du réseau d'électrification dans les quartiers de:	Doogbo'oy, Marouaré I, Mission Catholique, Taparé, Laka, Gob, Marouaré II, Nyanne, Mazadou

3.3.5. Secteur travaux publics

3.3.5.1. Etat des lieux

L'espace communal est traversé du Nord au Sud par la nationale N^o1 (bitumée) sur environ 79 kilomètres et de l'Est à l'Ouest par une piste rurale longue de 45Km. Deux dos d'anées ont été construits au milieu du centre urbain pour réguler la circulation du flux de transport en prévision des risques d'accidents suite aux excès de vitesse. L'espace communal de Mbé est desservi de 125 km de routes nationales considérées comme prioritaires, 125,456 km de pistes rurales impraticables en saison des pluies.

Les travaux de reconstruction de deux ponts à l'entrée Sud ont eu lieu entre le mois de mars et d'avril 2013 par une entreprise chinoise. La surveillance des chantiers (construction des bâtiments publics et des ouvrages) est effectuée soit par la délégation départementale des travaux publics, soit par la commission technique de contrôle des ouvrages de la commune.

La réalisation des bâtiments et des ouvrages sont exécutées par des entreprises sélectionnées par la commission de passation des marchés de la commune et suivi par des commissions pluridisciplinaires.

Il faut noter que les buses de canalisation des eaux construites dans le centre urbain méritent un curage. Les arbres qui bordent les axes de l'espace urbain réduisent la visibilité pendant la circulation. L'espace communal ne dispose pas de comité de gestion des routes et ne dispose pas des bacs pour la collecte des ordures.

3.3.5.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 40 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
-Bon tracé de la nationale N ^o 1 ; -Existence des carrières de sables et des moellons;	-Envahissement de la nationale N ^o 1 par les hautes herbes ; -Délabrement des édifices publics ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.5.3. Présentation du réseau routier de la Commune de Mbé

Tableau 41 : Tableau de présentation du réseau routier de la Commune de Mbé

Nomenclature	Itinéraire	Longueur (km)	État	Observation
A. Pistes rurales	Sassa Mbersi – Loumou Nangué	30	Mauvais	à réhabiliter
	Ngaounyanga – Faro Korong	72	Mauvais	à réhabiliter
	Mbé –Prise d'eau de la CDE	15,456km	Mauvais	à réhabiliter
	Ndong Bénoué – pont de la Bénoué (route de Sassa Mbersi)	1km	Mauvais	à réhabiliter
	Sous-Total A		118,456	
B. Routes classées	Mbé – Sassa Mbersi	45Km	Passable	à réhabiliter
	Ngaoundéré – Sengba	80Km	Passable	à réhabiliter
Sous-Total B		125		
TOTAL GENERAL				

Source : Diagnostic AJLC 2013

En dehors des routes, le secteur des travaux publics de la commune comprend également 12 ouvrages d'art construits pour la plupart sur les routes nationales et qui sont en bon état. Pour que les villages de la commune soient accessibles en toute saison, il faudra réhabiliter 125 km de route.



Photo 13 Travaux de reconstruction des ouvrages à l'entrée Sud de Mbé et de reconstruction de l'axe Ngaoundéré-Mbé-Garoua (AJLC 2013)

3.3.5.4. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 42 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Travaux Public	Difficultés de déplacements des biens et personnes d'une localité à une autre	<ul style="list-style-type: none"> -Incivisme des usagers ; -Absence des Comités d'Entretien des Routes -Insuffisance des comités de gestion des routes sur le tronçon Ngaoundéré – Mbé et Mbé-Sassa Mbersi -Excès de vitesse ; -Absence de caisson dans les grands villages 	<ul style="list-style-type: none"> -Envahissement des abords de la chaussée par les herbes ; - Conditions de voyage très pénibles. - Non abattage des arbres en temps d'orage. -Recrudescence des accidents 	<ul style="list-style-type: none"> - Ré profilage de 72km de la piste Ngaounyanga – faro Korong; - Ré profilage de 15,456km km de la piste Mbé – Prise d'eau de la CDE ; 	Axe Sassa Mbersi -Mbé ; Axe Ngaounyanga – faro Korong ; Axe Mbé – Prise d'eau de la CDE ;
				Réalisation des études de faisabilité pour le bitumage des routes	Tronçon : Mbé – Sassa Mbersi : 45 Km
				Aménagement d'une piste	Ndong Bénoué – pont de la Bénoué (route de Sassa Mbersi) 1km
				Réalisation des études de faisabilité pour le bitumage d'une route	Tronçon : Sassa Mbersi - Loumou Nangué : 37Km
				Mise en place de 27 comités de gestion des routes.	Mona ; Sassa Mbersi ; Sassa garda ; Vourgnè Mamboum ; Mbé ; Sellou ; Djett et Dong (Wack) et Baa – Dangré
				<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation des populations - Pose des panneaux de signalisation 	Ngaounyanga ; Nyesse et Panoua ; Djett ; Karna Manga ; Toubaka ; Dena ; Sih ; Wack ; Baa Dangré ; Ngaoundjom ; Vourgnè Sanfou ; Vourgnè Mamboum ; Tagboum ; Sassa Garda
				<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place de 03 dos danes Mise place de 08 dalots dalots ou buses Mise en place des canalisations en prévision des adductions d'eau 	Ngaounyanga ; Karna Manga ; Wack ; Ngaounyanga ; Nyesse et Panoua ; Karna Manga ; Toubaka ; Vourgnè Mamboum ; Tagboum ; Sassa Garda et Wack.

3.3.6. Secteur agriculture et développement rural

3.3.6.1. Etat des lieux

Il ressort que les principales cultures pratiquées sont par ordre d'importance: l'igname, le maïs, le manioc, le mil, l'arachide, la patate douce, le haricot, la pomme de terre, la tomate le haricot rouge, le piment morelle noire, le foléré. Par ailleurs l'oignon et le riz sont d'adaptation récente.

On peut constater qu'entre 1999 à 2012 l'accroissement de superficies cultivables est passé de 1ha à environ 10ha, les cultures qui ont connu cette augmentation en superficie en valeur absolue sont : le maïs, l'igname, le manioc; la patate douce; l'arachide; les pommes de terre; le haricot rouge et blanc, le maïs, le gombo, la tomate, le piment, la pomme de terre et riz.

Le mil qui était une culture principale a connu une baisse de superficies exploitées. Les fruits du rônier pré germé sont très prisés dans les principaux villages en raison de ses vertus aphrodisiaques. Au niveau de la production, la tendance est généralement à la hausse pour les cultures telles l'arachide et l'oignon (plus 10 tonnes).

La Commune de Mbé dispose des bas fonds avec une superficie allant de 500 et 1000 ha selon les localités. Les principales cultures pratiquées dans les bas fonds sont entre autre la morelle noire, la laitue, l'oseille de guinée (*Foléré*), le gombo, la tomate, les choux...

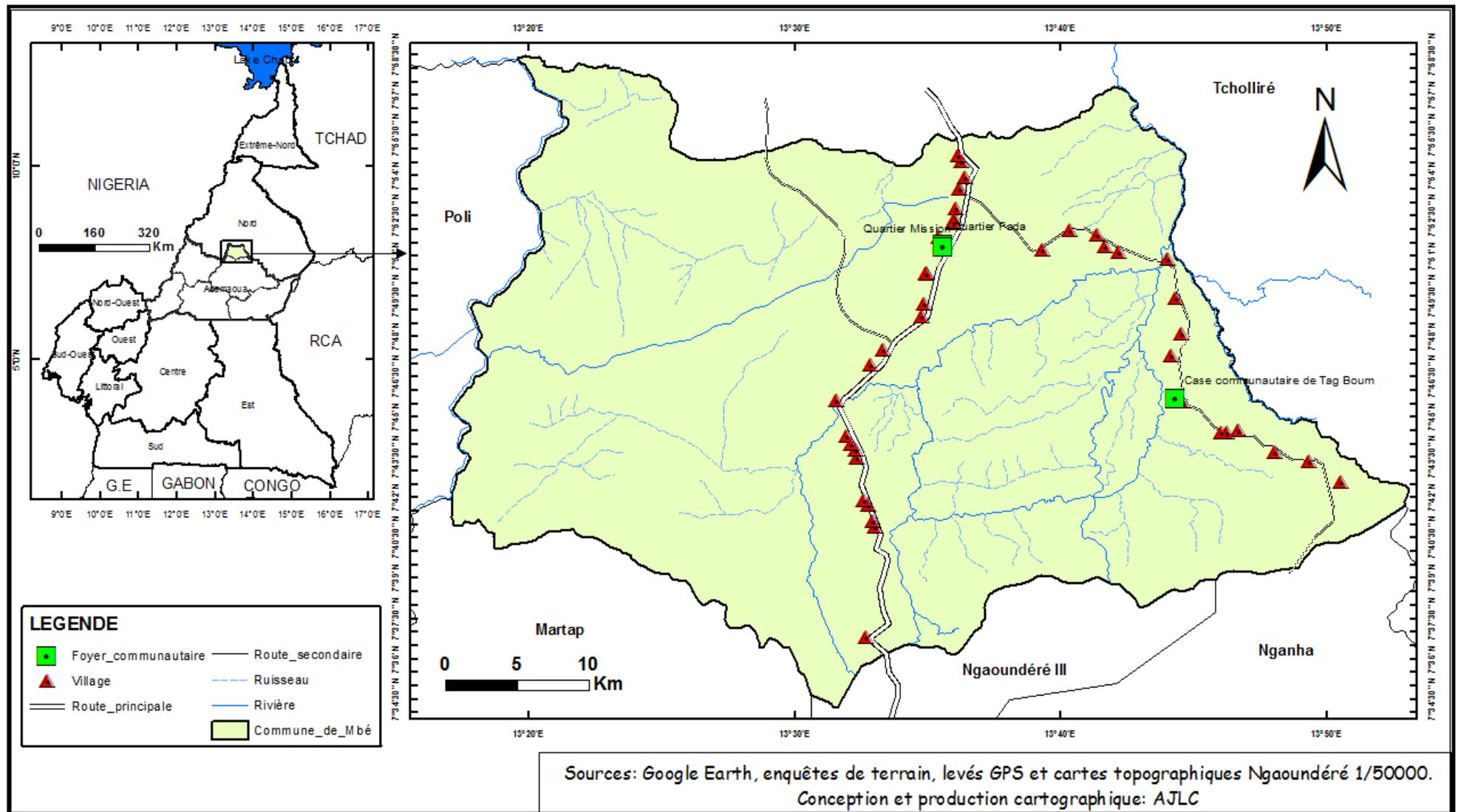


Figure 8 : Localisation des cases communautaires

3.3.6.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 43 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> -L'existence de 06 postes agricoles dans l'ensemble de la Commune ; -L'existence de 04 magasins de stockage ; -La disponibilité des terres cultivables surtout en zone rurale ; -L'existence d'actifs agricoles dynamiques. -Existence d'une structure disposant 04 tracteurs pour la commune ; -Existences d'une Case Agricole et de trois personnels ; -Existence des greniers domestiques ; -Disponibilités des surfaces cultivables ; -Disponibilité de l'engrais naturel (fumiers, bouse des bœufs) pour fertiliser les espaces cultivables ; -Disponibilité d'une Case Communautaire ; -Existence d'un hangar pour la vente des tubercules ; -Existence des actifs agricoles jeunes ; -Existence des bas fonds favorables pour la culture de contre saison. 	<ul style="list-style-type: none"> -L'insuffisance des magasins de stockage, -Le coût très élevé d'intrants agricoles, -L'appauvrissement des zones de cultures, -L'insuffisance d'encadrement de proximité, -Le manque d'entretien des pistes d'évacuation des produits agricoles ; -L'insuffisance du personnel d'encadrement ; -L'insuffisance des crédits agricoles, -L'insuffisance des points de vente des produits phytosanitaires agréés ; -L'insuffisance des semenciers ; -La discrimination dans les appuis octroyés aux producteurs ; -L'existence des GIC fictifs ; -La faible structuration et/ou organisation des agriculteurs ; -Les conflits agropastoraux très récurrents; -La faible mécanisation agricole ; -L'absence des maisons d'astreinte pour les chefs des postes agricoles ; -Le sous équipement des postes agricoles.

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

Toute fois, l'agriculture est confrontée aux problèmes ci-dessous évoqués :

3.3.6.3. STRUCTURES D'ENCADREMENT

La Commune de Mbé compte 06 postes agricoles. La situation des personnels dans les différents postes agricoles sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 44 : Situation des personnels dans les différents postes agricoles

Structure	Services attachés	Observations
Délégation d'Arrondissement de Mbé	Poste agricole de Mbé	Pourvu
	Poste agricole de Ngaounyanga	Pourvu
	Poste agricole de Wack	Pourvu
	Poste agricole de Karna Manga	Vacant
	Poste agricole de Sassa Mbersi	Pourvu
	Poste agricole de Tagboum	Vacant
	Case Communautaire de Mbé	
	Case communautaire de Tag boum	

Source : Diagnostic AJLC 2013



Photo 14 : Une vue de la DAADER de Mbé (AJLC 2013)



Photo 15 : Une vue de la Case Communautaire de Mbé (AJLC 2013)

3.3.6.4. Prix des denrées alimentaires sur les marchés de la Commune de Mbé

Tableau 45 : Prix des denrées alimentaires sur les marchés de la Commune de Mbé

Produits	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Quantité
Manioc cosette	5 000	5 000	6 000	6 000	6 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	Cuvette
Maïs	4 000	4 000	5 000	7 000	7 000	5 000	5 000	3 000	5 000	5 000	5 000	5 000	Cuvette
Arachide (coque)	3 000	3 000	4 000	5 000	6 000	6 000	4 000	4 000	3 000	4 000	5 000	5 000	Cuvette
Patate	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	Kg
Igname	1 000	1 000						1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Tas
Macabo	1 500	1 500	2 000	2 500				2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	1/2 cuvette
Pomme de terre (semence)	500	500	500	1 000									
Tomate	6 000	6 000	4 500	4 000	3 000	3 000	3 000	3 000	5 000	5 000	5 000	5 000	Carton diamaoor
Mangue			25	25	10	10							Fruit
Gombo	500	100	100	50	50	50	50	50	50	50	50	50	Tas
Canne à sucre	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	Tige
Piment	6 000	6 000	4 000	4 000	3 000	3 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	Seau
Légumes	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	Tas
Pistage	18 000	18 000	19 000	20 000				12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	Cuvette

Source : Diagnostic AJLC 2013



Photo 16 : Grenier villageois (AJLC 2013)



Photo 17 : Magasin de stockage à réhabiliter à Mbé
Construit dans le quartier Marouaré à Mbé (AJLC 2013)



Photo 18 : Nouveau marché d'igname de Mbé (AJLC 2013)

3.3.6.5. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 46 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Agriculture et développement rural	Difficulté de développer une agriculture de qualité	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de poste agricole insuffisance d'intrants et des crédits agricoles -Faible mécanisation agricole Délabrement des bâtiments abritant les postes agricoles -Absence des maisons d'astreinte pour les chefs de poste agricole -Conflits agropastoraux récurrents -Faible structuration des agriculteurs -insuffisance des magasins de stockage -Faible encadrement des producteurs. -Insuffisance des semenciers -Insuffisance des points d'approvisionnement d'intrants agricoles -Absence de séchoir communautaire dans certains villages -Absence de verger -Insuffisance de pépinière communautaire -Insuffisance de bas fond aménagé -Absence de bac de trempage du manioc 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible production agricole -Mauvaise transformation des différentes spéculations -Mauvaise conservation des différentes spéculations -Faible développement des activités de l'agroforesterie -Faible production des cultures de contre saison -Faible production de la canne à sucre -Pénibilité dans l'évacuation des denrées alimentaires 	Plaidoyer pour la création, la construction de 01 nouveau poste agricole	Vourgnè Sanfou.
				-Appuis des agriculteurs en intrants agricoles - Appuis financier aux agriculteurs	Tous les villages
				-Création de 02 pôles et acquisition de 12 engins équipés donc 06 engins par zone; - organisation de la gestion de ces 02 pôles de tracteurs.	Mbé pour la zone : Senngba à Wack ; Tagboum pour la zone : Sassa Mbersi à Mazadou
				Réhabilitation de 06 postes agricoles	Mbé, Ngaounyanga, Karna Manga, Wack, Tagboum et Sassa Mbersi
				Construction de 06 maisons d'astreinte pour les chefs des postes agricoles	Mbé, Ngaounyanga, Karna Manga, Wack, Tagboum et Sassa Mbersi
				Etude de faisabilité pour la délimitation des zones agricole	Ndong ; Wack II; Gob Gabdo; Nguesseck Ngai
				Renforcement de la structuration des agriculteurs.	Dans tous les villages
				Construction de 32magasins de stockage pour la conservation et la vente du maïs, de l'igname, du riz et du soja.	Construction de 32magasins de stockage pour la conservation et la vente du maïs, de l'igname, du riz et du soja.
				Mise en place de 10 semenciers	Mbé (02), Sassa Mbersi, Tagboum, Vourgnè Mamboum, Nguesseck Ngai, Ngaounyanga, Karna Manga, Foubarka et Toubaka.
				Mise en place de 10 points d'approvisionnement d'intrants agricoles	Mbé (02), Sassa Mbersi, Tagboum, Vourgnè Mamboum, Nguesseck Ngai, Ngaounyanga, Karna Manga, Foubarka et Toubaka.
				Construction de 07 séchoirs communautaires	Wack II ; Gob Gabdo ; Ndong ; Toubaka ; Kiang ; Nguessek Kessoum ; Mona – Lassi ; Nyesse et Panoua
				Dotation de 08 tonnes d'engrais aux cultivateurs du maïs	Ndong ; Man ; Syh ; Harr, Kiang ; Karna Petel ; Ndom Sottot ; Mbaou
				Dotation des 200 litres d'herbicide	Syh
Création de 10 Ha de verger de manguier	Gove				

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
		-Insuffisance de champs de canne à sucre dans certains villages -Insuffisance de piste agricole dans certains villages -Absence d'une unité de recherche agronomique sur l'igname ; -Absence d'une unité de transformation de manioc ;		Mise en place des pépinières de pour l'agroforesterie	Senngba-Sellou ; Gorghiek ; Mbaou ;
				Aménagement des bas fond pour les cultures de contre saison	Vourgne Sanfou ; Homé ; Syh
				Dotation de bacs pour le trempage du manioc	Nguessek Kessoum ; Tag Boum
				Dotation de 1000 boutures de canne à sucre	Kiang
				Aménagement des pistes agricoles	5 Km à Harr et 5 Km Vourgne Mamboum de piste agricole, Wack-Bénoué, Nguessek-Tatt (08 km), Wack 1-Mada avec construction du radier (08 Km).
				Mise en place d'une unité de transformation du manioc	Mbé
				Mise en place d'une unité de recherche agronomique sur l'igname	Sassa Mbersi
				Dotation de 43 villages en traction animale (01 paire de bœufs + charrue pour labour + accessoires (corps sarcleur, corps butteur) + charrette)	Tous les villages de la commune
				Mise des zones agricoles	Tous les villages de la commune
				Dotation des chefs de poste agricole en moyens de transport (moto YAMAYA A125)	Mbé, Ngaounyanga, Karna Manga, Wack, Tagboum et Sassa Mbersi

3.3.7. Secteur élevage, pêche et industries animales

3.3.7.1. Etat des lieux

L'élevage, la pêche et l'industrie animale sont des activités économiques de second rang dans la commune de Mbé, pourtant les conditions biophysiques sont favorables au développement des filières d'élevages. Les espèces élevées sont : les ovins, la volaille, l'ala codes, les porcins, les caprins et les bovins

Le secteur élevage, pêche et industries animales de la Commune de Mbé souffre d'insuffisances suivantes :

3.3.7.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 47 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> -L'existence de 03 CZCSV (Mbé, Wack, Sassa Mbersi) -L'existence de 01 service de contrôle vétérinaire (Mbé) ; -L'existence d'un (1) marché à bétail provisoire (Mbé); -L'existence d'un abattoir à Mbé ; -La disponibilité d'espaces pastoraux ; -L'existence du personnel d'encadrement qualifié ; -Existence d'une délégation d'arrondissement de l'élevage, des pêches et des industries animales. -Disponibilité des espaces pouvant permettre la création des zones d'élevage ; -Disponibilité des terres pour la création des champs fourragers ; -Présence d'une zone tampon ; -Présence des FMO ; -Existence des marécages et des bas fonds propices au développement de la pisciculture; -Existences d'un potentiel humain (jeunes) qu'on peut former au métier d'élevage ; 	<ul style="list-style-type: none"> -L'insuffisance des parcs vaccinogènes ; -L'absence des bains de tiqueurs ; -L'absence des puits pastoraux ; -Les conflits agropastoraux récurrents; -L'absence des couloirs de transhumance; -La dégradation des pâturages ; -L'engloutissement des zones de pâturage par les champs ; -La divagation des bêtes ; -L'absence des maisons d'astreinte pour les chefs de centre ; -L'insuffisance d'équipement ; -L'absence des bâtiments abritant les CZCSV ; -L'absence d'infrastructures dans le marché à bétail de Mbé; -L'insuffisance d'aires d'abattage ; Le faible encadrement de proximité des éleveurs et des pêcheurs -L'insuffisance d'infrastructures de transformation et de conservation des produits halieutiques ; -L'absence des espaces pastoraux aménagés (champs fourragers) ; -L'insuffisance d'appuis financiers ; -La faible structuration des acteurs de la filière élevage, pêche et industries animales ; -L'insuffisance des équipements modernes de pêche ; -L'absence des points d'approvisionnement d'engins de pêche ; -L'absence des centres d'alevinage ; -L'insuffisance du matériel roulant dans les CZCSV ; -Le piètre fonctionnement de l'abattoir de Mbé ; -L'insuffisance d'encadrement de proximité ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.7.3. Espèces et effectif animal

Tableau 48 : Des espèces et effectif animal

Espèces	Effectif	Villages/ quartiers	Problèmes/observations
Bovins	5315	Toute la commune	Les éleveurs ne donnent pas exactement le nombre de leur effectif ;
Ovins	2017		Divagation
Caprins	6709		Divagation
Volaille	38604		Divagation
Aula codes	58	Nyessé	Rareté des herbes
Porcins	883	Toute la commune	Divagation
Poissons (en tonne)	350 KG par semaine		La pêche se fait sur les rives de la Bénoué il est difficile d'avoir le tonnage annuelle

Source : Diagnostique AJLC 2013

NB : l'effectif des bovins ne tient pas compte de l'effectif des bovins des bororos en transhumance. Les prix d'achat de chacune de ces spéculations varient d'une période à l'autre.

3.3.7.4. Prix de vente des animaux par catégorie

Tableau 49 : Prix de vente des animaux par catégorie

Catégorie d'animaux		Prix minimal	Prix moyen	Prix maximal	Villages/quartiers concernés
Taureau		250 000	300 000	600 000	Tous les villages de la Commune
Castré		350 000	400 000	700 000	
Vache		130 000	180 000	350 000	
Génisse		150 000	180 000	250 000	
Taurillon		170 000	200 000	280 000	
Ovins	Bélier	25 000	35 000	120 000	
	Brebis	20 000	25 000	50 000	
Caprins	Bouc	8 000	15 000	50 000	
	Chèvre	8 000	15 000	40 000	
Volaille	Coq	2 000	1 500	5 000	
	Poule	1 500	1 800	3 000	
	Canard	1 500	2 000	3 000	
	Canne	1 500	1 500	3 000	

Source : Diagnostique AJLC 2013



Photo 19 : Une vue de l'abattoir de Mbé (AJLC 2013)



Photo 20 : Une vue du marché à bétail de Mbé (AJLC 2013)

3.3.7.5. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 50 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Élevage, Pêches et Industries Animales	Difficulté de développer un élevage compétitif	<ul style="list-style-type: none"> -Absence des parcs vaccino-gènes -Absence des bains de tiqueurs -Occupation des couloirs de transhumance par les agriculteurs -Absence des maisons d'astreinte pour les chefs de centre -Absence des bâtiments abritant les CZCSV -Absence de bâtiment à la délégation d'Arrondissement du MINEPIA -Absence de logement d'astreintes du DAEPIA -Absence d'infrastructures dans les différents marchés à bétail -Insuffisance d'aires d'abattage -Dégradation des pâturages -Absence du matériel roulant dans les CZCSV -Conflits agropastoraux -Absence de marché à bétail -Absence de champs d'expérimentation d'élevage animale 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible déparasitage des animaux ; - Baisse de la productivité animale ; -Réduction des couloirs de transhumance ; -Démotivation du personnel ; -Non respect des conditions d'hygiène lors de l'abattage des animaux. -Faible encadrement des éleveurs ; - Abattage ou empoisonnement des bêtes par les agriculteurs ; - Fortes amendes versées par les éleveurs ; -Mauvaise organisation de la vente des animaux ; -Faible perception des taxes à bétail ; 	Construction de 04 parcs vaccino-gènes	Mbé, Ngaoundjom, Wack et Sassa Mbersi
				Etude de faisabilité pour la construction d'un bain d'étiqer à 05 bains de tiqueurs à : Mbé, Ngaoundjom, Wack et Sassa Mbersi ; Baa Dangré	Mbé, Ngaoundjom, Wack et Sassa Mbersi ; Baa Dangré
				Sensibilisation des populations sur l'importance des couloirs de transhumance	Tous les villages de la commune
				Construction de 03 maisons d'astreinte pour les chefs des centres	Mbé, Wack et Sassa Mbersi
				Construction de 03 centres zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire.	Mbé, Wack et Sassa Mbersi
				Construction de la délégation d'Arrondissement du MINEPIA	Mbé
				Construction d'un logement d'astreinte DAEPIA	Mbé
				Construction de 03 marchés à bétail	Mbé, Sassa Mbersi et Wack
				Aménagement de 08 aires d'abattage.	Sassa Mbersi, Tagboum, Vourgnè Sanfou, Vourgnè Mamboum, Wack, Toubaka, Man, Karna Manga
				Construction d'un abattoir moderne	Mbé
				Création 11 champs fourragers dont 02 Ha par village	Wack I ; Man ; Syh ; Toubaka ; Karna Petel ; Djett ; Mbaou ; Nguessek Kessoum ; Nguessek Ngai ; Gob Nouk ; Mona – Lassi ;
				Création d'un champ fourrager de 04 Ha	Gob Gabdo
				Acquisition de 03 motos tout terrain	Mbé, Wack et Sassa Mbersi
				- Construction des parcs pour garder les animaux dans la nuit ;	Tous les 44 villages de la commune de Mbé
				Etude de faisabilité pour la sécurisation des zones d'élevage ;	
				- Etude de faisabilité pour la délimitation des zones d'élevage et des zones agricoles ;	
Réalisation de 2 forages pastoraux	Gove				
Construction de 03 marchés à bétail	Mbé, Sassa Mbersi et Wack				
Mise en place d'un champ d'expérimentation d'élevage animale	Karna Manga				
Mise en place de 03 points de collecte de lait	Mbé, Baa Dangré et Sassa Mbersi				

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
	Difficulté de développer une pêche de compétitive	Absence des fermes avicoles Non aménagement des étangs pour la pisciculture Insuffisance d'infrastructures de transformation et de conservation des produits halieutiques Insuffisance d'équipements modernes de pêche Absence des points d'approvisionnement d'engins de pêche. Insuffisance des centres d'alevinage Utilisation d'engins de pêche prohibés Insuffisance d'infrastructure et matériel roulant devant faciliter l'encadrement des éleveurs	-Faible productivité de la filière avicole - Pertes après capture élevées pendant la saison sèche; - Vente du poisson à vil prix ; -Faible capture de poisson ; -Utilisation d'engins de pêche prohibés. -Dépenses supplémentaires dues aux déplacements des pêcheurs. -Faible encadrement des pêcheurs -Disparition de nombreuses espèces de poisson -Suivi approximatif des éleveurs	Construction de 03 fermes avicoles	Man ; Karna Manga ; Kiang ;
Aménagement de 11 étangs de piscicultures à : Ndong Bénoué, Sassa Mbersi, Tagboum, Nguesseck Ngai, Mbé, Karna Manga, Mdom Bénoué, Man ; Karna Petel et Nyesse – Panoua ; Kiang				Ndong Bénoué, Sassa Mbersi, Tagboum, Nguesseck Ngai, Mbé, Karna Manga, Mdom Bénoué, Man ; Karna Petel et Nyesse – Panoua ; Kiang	
Construction de 02 chambres froides alimentées par l'énergie solaire;				Mbé et Ndong Bénoué	
Construction d'une fabrique de glace à Mbé.				Mbé	
Construction de 03 halls de vente de poisson				Ndong Bénoué, Mbé et Karna Petel	
Aménagement de 09 fumoirs à : Ndong Bénoué, Sassa Mbersi, Tagboum, Nguesseck Ngai, Mbé, Karna Manga, Mdom Bénoué, Man et Karna Petel				Ndong Bénoué, Sassa Mbersi, Tagboum, Nguesseck Ngai, Mbé, Karna Manga, Mdom Bénoué, Man et Karna Petel	
Dotation de 06 pêcheurs en matériels et équipements de pêche modernes				Mbé et Ndong Bénoué	
Mise en place de 02 points d'approvisionnement d'engins de pêche.				Mbé et Ndong Bénoué	
Aménagement de 04 centres d'alevinage				Mbé, Karna Petel, Ndong Bénoué et Sassa Mbersi	
Sensibilisation des pêcheurs sur la pratique d'une pêche responsable				Dans toutes les villages	
Construction de 01 logement du délégué d'arrondissement à :				Mbé	
Construction de 01 délégation d'arrondissement à :				Mbé	
Construction de 03 logements d'astreinte pour les CZCSV à				: Mbé, Wack et Sassa Mbersi	
Construction de 04 parcs vaccino-gènes				Mbé, Ngaoundjom, Wack ; Ndong ; Sassa Mbersi	
Etude de faisabilité pour la construction d'un bain d'étriquer à 05 bains de tiqueurs				Mbé, Ngaoundjom, Wack et Sassa Mbersi ; Baa Dangré	
Construction de 08 aires d'abattage				Sassa Mbersi, Tagboum, Vourgnè Sanfou, Vourgnè Mamboum, Wack, Toubaka, Man, Karna Manga	
Construction de 01 abattoir moderne				Mbé	
Dotation de 03 motos aux CZCSV à :	Mbé, Wack et Sassa Mbersi				
Construction d'une ferme pour élevage des caprins	Djett ; Ndom Sotott et Dena				

3.3.8. Secteur commerce

3.3.8.1. Etat de lieux

Au niveau de l'espace urbain, on note la présence d'un marché (boutiques, restaurants, ateliers de couture et de coiffures) qui est fréquenté quotidiennement. Le jour du marché est le vendredi. Outre ce jour, les populations et les commerçants de Mbé fréquentent les marchés Sassa Mbersi, Wack, Karna Manga, Tagboum, Ngaounyanga, Mdom et Toubaka pour vendre les produits agricoles ou d'élevage et acquérir les biens manufacturés.

L'espace communal compte : quatre (04) magasins en mauvais état, 22 boutiques en bon état ; 23 boutique en mauvais état, 02 hangars (Mbé et Wack) en mauvais état. Un hangar construit par le PNDRT pour la vente des tubercules et rétrocédé à la commune qui n'est pas occupé à Mbé.

Le commerce s'articule autour de la vente des tubercules (ignames, patates, manioc doux...), les bœufs, les matériels de construction, les vêtements, les produits de parfumerie et des produits manufacturés.

La gestion de chaque marché est assurée par un chef de marché désigné par le Lamida qui joue le rôle de collecteur de taxe illégale et de vivres.

Il n'existe pas de comité de gestion du marché. La surveillance du marché de Mbé est assurée par chaque boutiquier qui emploi son veilleur de nuit. Les ventes groupées ne sont pas organisées dans l'espace communal.

Les aspects socio-environnementaux ne sont pas pris en compte dans ces marchés. Il n'existe ni latrine, ni fosse de traitement des déchets, ni point d'eau potable. Alors que les commerçants avouent qu'ils s'acquittent régulièrement de leurs obligations fiscales et autres taxes.

L'assainissement des marchés est souvent fait par quelques agents de la commune ou dans la plupart par les commerçants qui s'attèlent à mettre de la propreté dans le marché. ...);

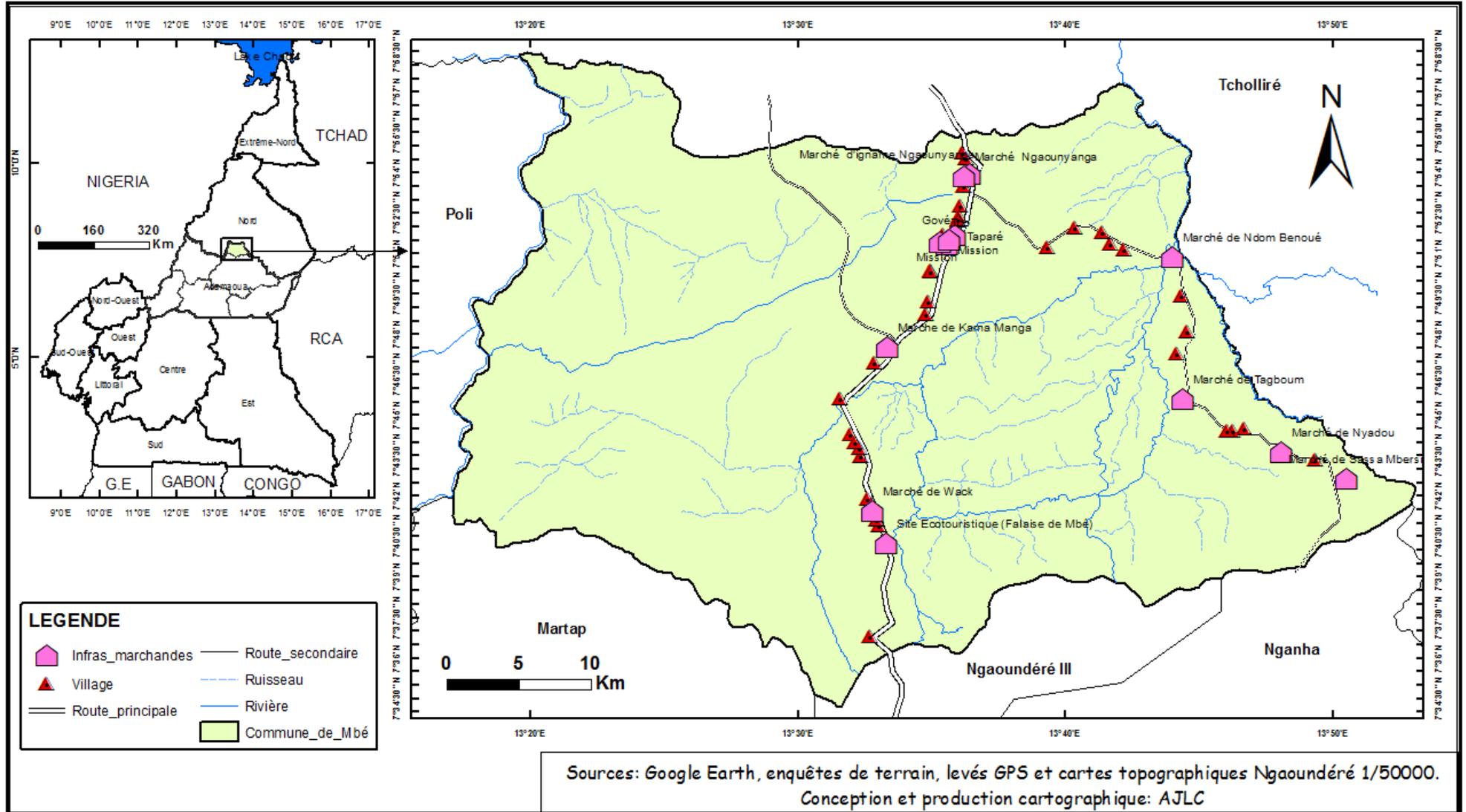


Figure 9 Localisation des infrastructures marchandes

3.3.8.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 51 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - Existence des infrastructures marchandes dans la ville de Mbé et dans certains villages ; - Accessibilité de certains villages de la Commune ; - Existence d'un fichier des commerçants au service de la recette municipale ; - Existence de 06 marchés hebdomadaires ; - Proximité avec la délégation départementale du commerce (Ngaoundéré). - Proximité des points d'approvisionnement en produits manufacturés (Ngaoundéré); - Existence d'un chef du marché désigné par le Lamido de Mbé - La nationale N° 1 traverse la commune de Mbé du Nord au Sud ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un marché moderne à Mbé ; - Absence d'un abattoir moderne à Mbé ; - Insuffisance des hangars et comptoirs ; - Faible structuration des marchés et des commerçants ; - Absence des toilettes publiques dans les marchés; - Absence d'un dispositif de traitement des déchets au marché de Mbé et dans tous les marchés hebdomadaires ; - Absence d'un magasin de stockage et de distribution des produits manufacturés ; - Enclavement de certains marchés hebdomadaires ; - Insuffisance des marchés hebdomadaires ; - Insuffisance d'infrastructures marchandes dans les différents marchés hebdomadaires; - Non application des prix homologués des produits manufacturés ; - Mauvaise organisation des différents marchés ; - Non éclairage de certains points au marché de Mbé ; - Insécurité dans les marchés ; - Perception des taxes illégales; - Leadership dans la gestion des marchés ; - Analphabétisme de la plupart des commerçants ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

Il convient de noter que la commune n'est pas pourvue de marché moderne et on note une insuffisance criarde des hangars et comptoirs dans ces marchés. La faible structuration des commerçants, l'absence de magasin de distribution des produits manufacturés, l'enclavement de certains marchés hebdomadaires, l'insuffisance des marchés hebdomadaires, la Non application des prix homologués des produits de grande consommation, l'existence des taxes parallèles et perception des taxes parallèles et de vivres par les collecteurs du Lamida de Mbé et le leadership dans la gestion des marchés sont les principaux problèmes rencontrés dans la gestion des marchés;

3.3.8.3. Infrastructures marchandes

Les infrastructures marchandes qu'on retrouve dans la commune de Mbé sont les marchés pour la plupart périodiques (en milieu rural), le marché à bétail provisoire, les magasins de stockage et l'abattoir construit à base des matériaux provisoire à Mbé.

Tableau 52 : Infrastructures marchandes de la commune de Mbé

Type d'infrastructures	Urbain	Rural	Total
Marchés périodiques	1	8	9
Hangar au marché	1	1	2
Marché à bétail provisoire	1	2	3
Abattoir	1	0	0
Magasin	3	1	4
TOTAL	7	12	18

Source : Diagnostique AJLC 2013

En dehors du marché de Mbé, des magasins de stockage, de 02 hangars dont 01 au marché de Wack (à réhabiliter) et 01 au marchés de Mbé transformé en magasin, de l'abattoir de Mbé qui sont construits en matériaux provisoire , le reste d'infrastructures marchandes sont en matériaux provisoires surtout pour ce qui est des marchés périodiques en zone rurale.

3.3.8.4. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 53 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Commerce	Difficulté de pratiquer un commerce de qualité	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'infrastructures marchandes dans les différents marchés périodiques. -Absence d'un dispositif de traitement des déchets dans les différents marchés -Absence d'un magasin de stockage et de distribution des produits manufacturés -Insuffisance des marchés hebdomadaires -Mauvaise organisation des différents marchés existants -Vétusté des hangars dans certains marchés -Absence des points d'eau dans les différents marchés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Exposition des marchandises aux intempéries climatiques (pluies, soleil, vent ...) - Découragement des commerçants ; - Prolifération des déchets dans les marchés ; - Vol des marchandises ; - Grande variation des prix pour le même produit ; - Déplacements des commerçants à la recherche de l'eau potable ; -Accès difficile à l'eau potable dans les marchés ; - Difficulté de stockage des quantités considérable des produits ; 	Construction de 15 hangars équipés des comptoirs.	Wack (1), Toubaka (1), Mdom Bénoué (1), Mbé (3), Ngaounyanga (3); Karna Manga (2), Tagboum (3) et Sassa Mbersi (1)
				Mise en place de 08 dispositifs de traitement des déchets.	Wack, Toubaka, Mdom Bénoué, Mbé ; Ngaounyanga ; Karna Manga, Tagboum et Sassa Mbersi
				Mise en place de 08 magasins de stockage.	Wack, Toubaka, Mdom Bénoué, Mbé ; Ngaounyanga ; Karna Manga, Tagboum et Sassa Mbersi
				Création de 06 nouveaux marchés hebdomadaires.	Nguesseck Ngai, Djett, Karna Petel, Harr, Man, Baa-Dangré
				Etude de faisabilité pour la construction d'un marché moderne à Mbé	Mbé
				Structuration des commerçants	Tous les villages de la commune
				Réhabilitation de 02 hangars	Mbé et Wack
				Réalisation de 08 points d'eau aménagés.	Wack, Toubaka, Mdom Bénoué, Mbé ; Ngaounyanga ; Karna Manga, Tagboum et Sassa Mbersi
Organisation d'une foire annuelle communale	Rotatif				

3.3.9. Secteur Arts et Culture

3.3.9.1. Etat de lieux

L'expression culturelle des populations de l'espace communal de Mbé s'exprime par la diversité des sociétés et des langues qui s'y trouvent. Les tribus qu'on retrouve dans cet espace sont les Dii (les autochtones) qui disposent d'une littérature pour les besoins de traduction et d'enseignement de la langue Dii. A côté de celle-ci les langues toupouri, massa, mafa, mada, moudan, fulfuldé, mbaya, bamiléké et moufou sont des langues de communication utilisées pour véhiculer les messages dans leur communauté respective. Il n'existe ni monument, ni figure dans l'espace communal. Les chefferies sont des symboles culturels. Les modes vestimentaires et alimentaires aussi.

L'organisation de deux manifestations culturelles dites "fête de l'igname" par l'Association pour le Développement Culturel de l'Arrondissement de Mbé (ADECAM) a bénéficié de l'appui financier du ministère de la culture. A la suite des problèmes de gouvernance cette manifestation culturelle s'est très rapidement estompée mettant à défaut l'inscription au titre de manifestation culturelle nationale reconnue par l'état du Cameroun.

Un artiste local fait la fierté de la ville, on note également la présence de trente groupes de danse culturelles, des flutistes expriment leur talent pendant les visites officielles des autorités traditionnelles et administratives. Les douze (12) chorales de l'EELC et de l'Eglise Catholique participent dans l'éclosion des talents artistiques. Les jeunes vacanciers s'exercent pendant les vacances à organiser les soirées culturelles et les championnats de vacances.

La commune ne dispose ni de musée, ni de bibliothèque, ni de maison de la culture. Il existe cependant un foyer des jeunes construit sur fond propre de la commune. La grande montagne de Mbé, la falaise de Mbé et les affluents de la Bénoué regorgent d'un potentiel culturel ancestral qui malheureusement ne sont ni vulgarisés, ni entretenus. Un vidéo club d'une capacité de 12 places logé dans une chambre constitue un sérieux problème de déviance des jeunes de la ville de Mbé.

a) Les rites et les danses traditionnelles chez les Dii:

La vie de la société Dii est agrémentée par de nombreuses festivités subséquentes à diverses cérémonies dont la principale est la circoncision. Les fêtes de mariages, *nabb dii*, alternent avec les fêtes de circoncision, *mbéé*, où l'on fait apparaître un danseur masqué, *gueug*, supposé exsuder d'un arbre.

Le rituel de la circoncision est entouré de mystère : *hèn sièng*, le Mystère, l'Insu : les femmes en sont exclues à titre absolu. La circoncision vise à faire de l'enfant un homme véritable, courageux et brave, travailleur et bon à travers les différentes épreuves à subir.

A côté de ces deux danses, nous retrouvons le *Signon* danse qui correspond traditionnellement au traitement du schistosome chez la femme, l'*ambeleu* qui est la danse royale pratiquée au cours des événements glorieux, le *Sa-ba* qui est la danse des guerriers/chasseurs. Elle permet de galvaniser ces derniers. Le *Sa-ba* était un signe annonciateur d'une situation de crise ou de guerre.

La mort donne lieu à de grandes cérémonies funéraires : le corps est exposé jusqu'à l'arrivée de toute la parentèle du défunt. La vie des Dii est une vie communautaire, fondée sur des cercles concentriques de solidarité.

b) Les peuples bororos

Tout comme les Dii, les populations migrantes d'autres ethnies ont emmené avec elles leurs rites et danses. Outre ces principales danses relevant de la culture Dii, les Mbororo pratiquent le *Dado* qui est une danse de fiançailles qui est exécutée par les jeunes Mbororos. Elle coïncide avec les départs en

transhumance. Chaque jeune garçon se livre à une sorte d'exhibition pour capter au maximum l'attention de la plus belle fille.

3.3.9.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 54 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un site culturel au pied de la grande montagne de Mbé ; - Existence des instruments musicaux anciens (Kong, Wann, Mboo ; Ambeuleu) ; - Existence des danses traditionnelles chez les toutes les tribus installées dans la commune ; - Existence d'une association culturelle formalisée (ADECAM); - Existence des Comités de développement dans chaque localité ; - Existence des Chefferies de 1^{er}, 2eme et 3eme degré ; -Existence de foyer communautaire des jeunes à Mbé - Existence des instruments anciens de guerre; - Forte implication des jeunes dans l'organisation des rites traditionnels ; - Existence des artistes locaux. -Resistance de la culture Dii aux influences islamiques et occidentales ; -Brassage culturel (populations venues du nord et de l'extrême nord) -Existence d'un centre de traduction de la langue -Disponibilités des ouvrages/documents sur l'histoire et la culture Dii ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Disparition de certains instruments de guerre ; - Insuffisance des foyers communautaires ; - Enclavement des sites historiques existants ; - Faible organisation des festivals culturels ; -Faible dynamisme des associations culturelles ; - Insuffisance d'appuis dans l'organisation des festivals locaux ; -Absence de musée d'art; -Absence d'une bibliothèque ; -Absence d'une maison de la culture ; -Non valorisation du potentiel culturel ancestral au niveau des ménages et du pouvoir traditionnel; -Absence d'un calendrier culturel ; -Absence d'un cadre de concertation pour développer les activités touristiques et culturelles ;

3.3.9.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 55 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Arts et Cultures	Difficulté de développer les activités culturelles de qualité	<ul style="list-style-type: none"> -Absence des foyers culturels -Accès difficile dans les sites anciens existants -Absence de spécialiste pour l'organisation des manifestations culturelles ; -Absence d'une maison de culture 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible épanouissement culturel. -Disparition progressive de ces sites ; -Faible organisation des festivals locaux 	Construction et équipement de 12 foyers communautaires	Wack II Gob Gabdo ; Man; Syh; Ndom Bénoué; Nyadou; Ndom Sotott; Vourgne Mamboum; Home; Gob Nouk; Ngaounyanga ; Nguessek Tatt – Nové ; Dogong - Dodja
				Aménagement des sites historiques	Mbé ; Ndom Bénoué ; Ndong Bénoué ; Sassa Mbersi ; la ZIC15 et la falaise de Mbé
				Appuis dans l'organisation des festivals locaux	Mbé
				Construction d'une maison de culture	Mbé
				Construction et équipement d'une bibliothèque communale	Mbé
				Construction d'un musée	Mbé
				Formation de 05 spécialistes des activités culturelles	Mbé

3.3.10. Secteur Promotion de la Femme et de la Famille

3.3.10.1. Etat de lieux

La commune de Mbé est dotée d'une délégation d'Arrondissement de la Promotion de la Femme et de la Famille avec un personnel à sa tête qui joue le rôle de délégué d'arrondissement. Les bâtiments de ladite délégation ne sont pas encore construits. Il n'existe pas encore de centre de promotion de la femme et de la famille à Mbé. Le Centre Multi Fonctionnel de la Jeunesse du MINEUJ participe à la formation des jeunes filles de Mbé pour ce qui concerne les industries d'habillement, les TIC et les arts culinaires.

Il existe un grand éventail d'association féminines (Kinni, Femmes des Fonctionnaires et Femmes Fonctionnaires, Cercle des Femmes Solidaires, l'Amicale des Femmes Enseignantes, Femmes pour Christ, Femmes Catholique, les femmes Toupouri, les femmes Moudan, les femmes Massa, les femmes Mafa, les femmes Mada, les femmes Guiziga, les femmes du Lamida, les femmes couturières, les femmes de l'Eglise Adventiste, etc.). Elles exercent dans les activités de tontine, des champs communautaires et ecclésiastiques.

Celles-ci jouissent d'un pouvoir financier énorme, mais non épargné dans les structures de micro finance locales. Il existe des familles dont le degré de vulnérabilité est très élevé (moins d'un repas par jour, moins de cinq vêtements, précarité de l'habitat etc.) du fait du VIH et de la pauvreté. Cette situation favorise l'enrôlement des enfants dans les groupes dangereux. Depuis 2006, les initiatives de prises en charge des familles malades et de leurs enfants sont régulièrement menées par des organisations de la société civile en partenariat avec le gouvernement et les bailleurs de fond. Plus 200 enfants/familles ont été appuyés. Les unions (mariage) sont coutumières et se font à travers la culture de la dot.

Le registre de mariage officiel est pauvre au niveau de la commune. Les femmes constituent le poumon économique de l'espace urbain et rural. Elles s'exercent dans les activités champêtres, le bayam sélam, la restauration, la vente du vin traditionnel, le call box, la couture, la coiffure féminine, la braise du poisson, et possèdent les auberges. On retrouve une dizaine de filles mineures dans les restaurants qui sont exploitées sexuellement.

L'établissement des actes de naissance aux enfants est un serpent de mer pour les familles. Il faut reconnaître que l'accès à ce précieux sésame se fait moyennant 5000 à 15000 frs CFA voir plus. Cette situation entretenue par le service d'état civil de la commune décourage les familles et déchoit les enfants de leur acte de naissance et de leur nationalité. Le taux de scolarisation de la jeune fille est de 45.41% au niveau primaire et de 28,09% au niveau secondaire. Ce taux décroît au fur et mesure d'une classe supérieure à une autre. Plus de 100 filles mères âgées de 14 à 20 sont présentes dans l'espace communal d'après les sources hospitalières. Quelques unes sont en concubinage et espèrent un jour formaliser leur union. Cet état de chose démontre l'abandon de la responsabilité parentale dans l'encadrement/éducation des enfants en milieu urbain.

L'accès au patrimoine terrien, les mariages précoces et non désirés de la jeune fille, l'analphabétisme de certaines filles dans les milieux ruraux, l'ignorance de la procédure d'organisation des mariages légaux en milieu rural, l'insuffisance des structures d'encadrement de la jeune fille, le faible taux de scolarisation de la jeune fille (28,09% au niveau secondaire), l'émancipation timide de la femme, la difficulté d'accès au crédit pour financement des associations féminines, l'absence d'une maison de la promotion de la femme et de la famille et le coût élevé de la dot sont les problèmes rencontrés par les femmes de la commune de Mbé ;

3.3.10.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 56 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un Centre de Promotion de la Femme et de la famille ; -Existence de deux types de formation (à la carte et continue) et de plusieurs filières (agropastoral, Industrie d'habillement, hôtellerie et restauration, informatique) ; -Présence des associations féminines ; -Célébration des mariages collectifs ; -Organisations des mariages coutumiers ; -Implication de la femme dans le développement de l'économie locale ; -Existence des jeunes filles dans les différents établissements scolaires de la Commune ; -Engagement des femmes dans les affaires politiques ; -Formation des 12 femmes sur la transformation des produits de base ; -Formation de 10 filles en secrétariat bureautiques par l'AIA au foyer culturel des jeunes de Mbé ; -Existences de 12 associations féminines (tontines); -Existence de 15 groupes de danses féminines ; - Existence des couturières, coiffeuses, tenancières des débits de boisson, tenancières des restaurants, d'auberges et de call box ; -Existences d'une association des femmes byam sélam ; -Grossesses précoces et indésirées 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du droit de la femme sur l'accès au patrimoine terrien; - Mariages précoces et non désirés de la jeune fille ; - grossesses précoces et non désirés ; - Ignorance de l'utilité de l'acte de mariage dans certains ménages ; - Analphabétisme de certaines filles dans les milieux ruraux ; - Ignorance de la procédure d'organisation des mariages légaux en milieu rural ; - Ignorance de l'importance de l'acte de naissance des enfants dans certaines familles. - Insuffisance des structures d'encadrement de la jeune fille; - Faible taux de scolarisation de la jeune fille (28,09% au niveau secondaire) ; - Emancipation timide de la femme ; - Absence d'une femme entrepreneur dans la ville ; - insuffisance de célébration des mariages à l'état civil ; -Abandon de la responsabilité familiale ; -Difficulté d'accès au crédit pour financement des associations féminines ; -Absence d'une maison de la promotion de la femme et de la famille; -Coût élevé de la dot ; -Abandon scolaire précoce des filles en âge de procréer ; -Violence et abus contre la gente féminine ; -Construction d'un centre d'écoute ; -Construction de 04 magasins de stockage (Mbé, Sassa Mbersi, Karna ; -Mise sur pied des aides et secours pour les filles en difficulté ; -Mettre sur pied une ligne verte.

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.10.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 57 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Promotion de la Femme et de la Famille	Difficulté d'épanouissement de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'un CPFF -Absence du bureau de la DAPFF de Mbé -Absence des structures d'encadrement des filles et associations féminines. -Insuffisance des moyens matériels et financiers dans la délégation de la promotion de la femme et de la famille. -Droits excessifs de l'homme sur la femme. -Ignorance de l'importance de l'éducation de la jeune fille par plusieurs familles. -Prédominance du mariage coutumier sur le mariage légal ; -Absence d'un centre d'écoute pour les femmes en détresse ; -Absence d'une ligne téléphonique (ligne verte) -Absence de magasin de stockage 	<ul style="list-style-type: none"> -Faibles suivi de la femme et de la jeune fille; -Démotivation du délégué ; - Analphabétisme poussé de la jeune fille en milieu rural ; -Emancipation timide de la femme. -Faible assistance des familles vulnérables - Exclusion de la femme dans la prise de certaines décisions dans plusieurs ménages. - Mépris de la femme au foyer -Faible formation des femmes 	- Création, construction et équipements du CPFF	Mbé
				Construction et équipement de la DAPFF et affectation du personnel qualifié	Mbé
				Création, construction et équipement de 04 Centre d'alphabétisation de la femme.	Mbé ; Sassa Mbersi ; Tagboum ; et Wack I
				Appuis matériels et financiers à 200 familles vulnérables.	Toute la commune
				Sensibilisation de 400 époux sur l'importance et l'apport de la femme dans la gestion du ménage.	Toute la commune
				Sensibilisation des ménages sur l'importance de l'éducation de la jeune fille.	Toute la commune
				Sensibilisation des couples sur l'importance du mariage légal ; - organisation des mariages collectifs.	Toute la commune
				Mise en place d'une ligne téléphonique verte	Mbé
				Construction de 04 magasins de stockage des vivres frais	Mbé ; Sassa Mbersi ; Tag boum et Wack
				Plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement d'un centre d'écoute les femmes en détresse	Mbé
Formation des femmes pour la transformation du Compos	Toute la commune				

3.3.11. Secteur Affaires Sociales

3.3.11.1. Etat de lieux

La commune compte près de 200 handicapés moteurs, 92 handicapés visuels, 1880 Orphelins et Enfants vulnérables (EDR, orphelin de père, de mère et ou des deux parents), 12 sourds, 14 sourd-muets, 746 personnes du troisième âge, près de 200 personnes vivant avec le VIH/SIDA, 03 déficients mentaux, 04 mongols, 40 lépreux.

Les immigrés se chiffrent à plus de 6300 venus des régions du Nord et de l'Extrême Nord du pays. Les handicapés physiques sont organisés au tour de la représentation de l'Association des Handicapés Moteurs et Amputés du Cameroun et bénéficient des appuis financiers du MINAS pour les activités génératrices de revenus (AGR).

Les OEV reçoivent périodiquement des appuis alimentaires, vestimentaires, scolaires, juridiques (établissement de 70 actes de naissances par AJLC en 2011), sanitaires (santé préventive) et psychosociale du Programme National d'Appui aux OEV mis en œuvre par l'AJLC dans le département de la Vina.

Les veuves et les veufs sont estimés à au moins 200, les veuves continuent la gestion et l'éducation de la cellule familiale après le décès du mari. Les veufs quant à eux ne constituent qu'un nombre infime qui se remarient souvent très rapidement. Il n'existe pas d'enfants en détention dans l'espace urbain. Par contre on retrouve des filles mineures dans les restaurants qui sont exploitées sexuellement.

Les Mbororos se chiffrent à environs 3000 dans l'espace communal. Ils sont organisés au tour d'un chef de communauté appelé Ardo sous la diligence du Lamido. Sur le plan global ils font partie d'une association d'envergure nationale dénommée Mboscuda. Leur vulnérabilité se caractérise par la précarité de l'habitat, les mariages précoces, l'exploitation des enfants pour le pâturage, les enfants chefs de familles, par ailleurs la fréquence des conflits agropastoraux constitue un élément de marginalisation de ce peuple.

Toutefois on note que les enfants des peuples Mbororos vivant dans l'espace urbain ont accès à l'eau, au soin de santé et à l'éducation au même titre que les autres communautés. Ils disposent d'un énorme pouvoir économique (bœufs) dont ils ne savent s'en servir.

Les infrastructures sociales, scolaires et marchandes ne disposent pas de rampes d'accès pour les handicapés, l'arrimage à cette nouvelle donne est une exigence à mettre dans le cahier de charge des entreprises.

3.3.11.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 58 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> -Transfert effectif des ressources financières par le MINAS à la commune de Mbé ; -Disponibilité de la sectorielle (appuis-conseils techniques) ; -Appuis aux OEV par les OSC basées à Ngaoundéré ; -Existence d'un centre d'état civil à Mbé et création de deux centres d'état civil secondaire à Wack et Sassa Mbersi; -Existence d'un CMPJ pour la formation/réinsertion sociale des filles mères ; -Espace économiquement viable (possibilité de développer les activités des secteurs primaires, secondaires et tertiaires) -Existence d'une ligne de financement des cas sociaux dans le budget de la commune ; -Création du Centre Social de Mbé ; -Existence des rampes d'accès dans les centres de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des structures d'encadrement des personnes vulnérables ; -Marginalisation des personnes vulnérables ; -Insuffisance du suivi apporté aux personnes vulnérables ; - Insuffisance d'appuis apportés aux personnes vulnérables ; -Faible organisation des personnes vulnérables ; -Absence d'un bâtiment propre abritant le Centre Social de Mbé ; -Stigmatisation des personnes infectées par le VIH/SIDA ; -Absence d'un centre d'accueil (écoute et transit des enfants de la rue) ; -Absence d'un orphelinat pour OEV ; -Absence de case communautaire pour personnes âgées ; -Précarité de l'habitat des personnes du troisième âge; -Absence de rampes d'accès pour les handicapés dans les écoles; -Les mariages précoces ; -Pauvreté des familles

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.11.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 59 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Affaires Sociales	Difficulté d'accès des personnes socialement vulnérables aux services sociaux de base.	<ul style="list-style-type: none"> -Absence des structures d'encadrement des personnes vulnérables -Absence des rampes d'accès pour handicapés dans certains bâtiments publics. -Absence d'un centre sociale des affaires sociales. -Absence d'un logement d'astreinte pour le personnel du Centre Social -Absence de personnel -Absence d'un orphelinat 	<ul style="list-style-type: none"> -Faibles assistance aux personnes vulnérables ; -Marginalisation des personnes vulnérables ; -Faible organisation des personnes vulnérables. -Accès difficile à certains bâtiments publics par les handicapés moteurs. 	Plaidoyer pour la Création, construction et équipement de 01 centre d'encadrement psychosocial des personnes vulnérables.	Mbé
				Sensibilisation des maitres d'ouvrage pour la construction des rampes d'accès pour handicapés dans bâtiments publics.	Mbé
				Construction et équipement d'un centre social.	Mbé
				Construction d'un logement d'astreinte pour le personnel du Centre Social	Mbé
				Affectation de 03 personnels au Centre Social	Mbé
				Assistance (nutritionnel, éducationnel, sanitaire, juridique et psychosocial) à 200 OEV	Toute la commune
				Plaidoyer pour la création, construction et équipement d'un centre social	Mbé
				Construction d'un orphelinat pour OEV ;	Mbé
				Construction d'une case communautaire pour personnes âgées ;	Mbé
Construction des rampes d'accès pour les handicapés dans les écoles et services publics;	Toute la commune				

3.3.12. Secteur Travail et Sécurité Sociale

3.3.12.1. Etat de lieux

On relève deux types d'emplois : les fonctionnaires qui exercent dans les services décentralisés, et les corps de métiers au nombre de 30 qui assurent l'essentiel des activités de l'économie locale.

Ils sont régulièrement exposés aux risques d'accident de circulation, de brûlures et d'intoxication etc. En dehors des fonctionnaires qui ont une rémunération régulière, les corps de métiers dans leur majorité ont un chiffre d'affaire compris entre 10000 – 210 000 frs. Ils ne sont pas affiliés à la CNPS. Les mutuelles de santé mises en place par les comités de santé des trois aires de santé avec l'appui de l'UNICEF ont fait faillite suite à un problème de gouvernance et du manque d'adhésion de la population.

Les enfants (filles de moins de 20 ans) travaillent dans les restaurants tandis que les garçons de moins de 18 ans sont employés dans la vente d'ignames et la réparation des pneus des voitures.

3.3.12.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 60 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Existence des employés salariés en milieu urbain ;-Existence des employeurs et des entreprises ;-Présence d'une mutuel de santé ;-Existence des mutuelles de santé à redynamiser ;-L'élaboration du PCD donne des nouvelle perspectives ;-Volonté de la sectorielle à dynamiser les corps de métier ;-Prise en compte de l'approche HIMO dans la réalisation des grands travaux ;	<ul style="list-style-type: none">- Conditions précaires dans les lieux de travail ;- Absence de contrat de travail,- Non affiliation de certains travailleurs à la CNPS ;- Non respect du SMIG ;- Faible sensibilisation des populations sur les prérogatives de la délégation de travail et de la sécurité sociale ;-Utilisation des enfants dans les services de restauration à Ngaounyanga, Mbé et Wack.- Absence du registre d'employeur ;-Absence du règlement intérieur ;- Non avancement du personnel ;-Congé presque inexistant dans certaines entreprises (surtout chez les gardiens de nuit) ;-Absence des bulletins de paye ;- Non application des conventions collectives ;-Absence d'organisation des travailleurs

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.12.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 61 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Travail et Sécurité Sociale	Difficulté d'encadrement des travailleurs	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'une case des retraités -Non affiliation de certains travailleurs à la CNPS. - Absence du registre d'employeur ; -Absence du règlement intérieur ; -Absence des bulletins de paye ; - Non application des conventions collectives ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible suivi des travailleurs. -Faible encadrement des retraités -opacité dans la gestion des travailleurs 	Construction d'une case des retraités.	Mbé
				Affiliation de 17 personnels à la CNPS.	Tout le personnel de la commune de Mbé
				Affiliation du personnel travaillant dans la ZIC15	ZIC15
				Affiliation du personnel travaillant dans les bars, restaurants et autres entreprises	Toutes les entreprises
				Mise en place du registre d'employeur	Toute la commune de Mbé
				Mise en place du règlement intérieur	Toute la commune de Mbé
				Mise en place des bulletins de paye dans les entreprises	Toute la commune de Mbé
				Application des conventions collectives	Toute la commune de Mbé
				Structurer les travailleurs	Toute la commune de Mbé

3.3.13. Secteur Emploi et Formation Professionnelle

3.3.13.1. Etat de lieux

a) Emploi :

La situation de l'emploi dans l'espace communal est précaire. Elle se justifie par un chômage accru des jeunes. Le projet de reconstruction de la route Ngaoundéré-Garoua qui traverse la commune n'emploie pas les riverains faute d'expertise en la matière. Une trentaine de jeunes ont bénéficiés des appuis du PAJER-U: 07, du PIFMAS: 06 GIC, du SCNPD: 21 et sont installés pour leur propre compte.

L'accès au crédit est difficile du fait de la non maîtrise du montage technique des dossiers et de la sous information. Les activités de pêches artisanales, d'agriculture, de transport par moto et par voiture se développent petit à petit dans le milieu urbain.

On note une présence accrue des calls box qui s'illustrent dans le transfert des crédits de communication (Orange et MTN) et la charge des batteries des téléphones. Il n'existe aucun répertoire des sans emplois et leur qualification au niveau de la commune ou des sectoriels.

La hausse de la température qui est un effet du changement climatique contraint les travailleurs à cesser toute activité pour s'abriter sous les ombrages, ou à cesser de mettre en marche les petits moteurs électrogènes qui ne supportent pas la chaleur.

b) Formation professionnelle :

Deux SAR/SM (Mbé et Nyadou). Mbé est créée, mais Nyadou est en instance d'ouverture. L'absence de ses SAR/SM est compensée par le lycée technique de Mbé. Depuis sa création en 2005 les élèves du lycée techniques s'affirment dans les chantiers en apportant une touche de modernité dans la construction des habitations et les travaux d'électrification des ménages. La commune devrait se rapprocher de ce lycée pour exploiter son potentiel humain.

Le Centre Multi Fonctionnels et de Promotion des Jeunes met sur le marché de l'emploi des jeunes formés en industrie d'habillement, en secrétariat bureautique et en arts culinaires. Le CMPJ de Mbé a été construit en 2006. Il est doté de trois (03) bâtiments, subdivisées en 07 (sept) pièces.

Ce centre dispose de 17 machines, de 06 ordinateurs et des divers mobiliers. Les aménagements qui existent dans le centre sont : deux points d'eau (CDE et forage), une fosse pour le traitement des déchets, et une aire de jeux aménagée (terrain de hand Ball), il est connecté au réseau d'électrification communal. Il n'est ni reboisé, ni clôturé et ne dispose pas de logements d'astreinte, ni rampes d'accès pour handicapés et ne dispose pas de comité de gestion, d'APE et de conseil d'établissement.

Les recettes générées par le centre ne sont communiquées à la communauté et constituent un secret d'après le chef du centre. L'entretien des infrastructures et des équipements est faite par le MINJEUN. Après la formation les jeunes s'auto emploi (industrie d'habillement, coiffure et secrétariat bureautique) ou ils sont recrutés dans les entreprises et les services administratifs à Ngaoundéré.

3.3.13.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 62 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - Création de 02 SAR/SM à Mbé et Nyadou; - Création d'un Centre de formation Privé Protestant pour les métiers d'agronomie et d'élevage - Existence des structures pouvant recruter des chercheurs d'emploi tels que : EXPRESS UNION, Grenier du Plateau ; - Présence des jeunes chômeurs qualifiés : vétérinaires, instituteurs, techniciens d'agriculture; -Existence des jeunes chômeurs ; -Existence d'une main d'œuvre abondante sans qualification 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de qualification d'emploi pour certains jeunes, - Absence de fichier de chercheurs d'emploi ; - Le non respect des procédures d'embauches par les employeurs ; - Faible collaboration entre la commune et la Délégation départemental du MINEFOP; - Manque d'un fonds d'insertion des formés ; - Insuffisance d'entreprises susceptibles de créer d'emplois ; -Risques d'accident de circulation très élevé chez les motos taximen; -Insuffisance de financement ; -Difficulté d'accès au crédit pour l'auto emploi des jeunes formés; -Non maitrise des techniques de montage des dossiers de financement ; -Absence du répertoire des sans emploi ; -Absence d'organisation des chômeurs ; -Non respect du SMIG ; -Absence ou respect des procédures d'avancement et de reclassement des travailleurs ; -Non respect de certaines dispositions de la législation du travail ; -Méconnaissance par les travailleurs ou les demandeurs d'emploi de la législation du travail (contrat de travail, engagement à l'essai, ect)

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.13.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 63 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Emploi et Formation Professionnelle	Difficulté d'accès à une formation professionnelle de qualité.	-Absence des bâtiments pour les SAR/SM de Mbé et Nyadou	-Non fonctionnement des SAR/SM, -Consommation de l'eau souillée et maladies -Démotivation et absence au poste -Exposition des élèves au soleil et aux vents violents. -Faible insertion socioprofessionnelle de la population active. -Persistance du chômage Sollicitation limitée de l'expertise locale ; -Absence de qualification professionnelle des demandeurs d'emploi	Construction de 09 bâtiments de 18 salles de classe à la SAR/SM de Mbé et Nyadou	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Absence d'enseignants qualifiés à la SAR/SM		Affectation d'enseignants qualifiés à la SAR/SM	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Absence d'équipements à la SAR/SM		Plaidoyer pour la création et la construction d'une SAR/SM	Wack
		-Absence des bâtiments abritant les ateliers de la SAR/SM		Construction de 03 blocs administratifs	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Absence de clôture		Construction de 03 ateliers pour la maçonnerie et l'industrie d'habillement (01 SAR/SM de Mbé ; 01 à Wack et 01 à Nyadou)	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Absence de point d'eau potable		Équipement de la SAR/SM en 540 table-bancs, 03 machines à bois et 60 établis.	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Absence de logement d'astreinte		Construction de 03 bâtiments abritant les ateliers	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Absence de reboisements		Sécurisation de 03 sites	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Faible information et sensibilisation des jeunes sur les opportunités d'emplois et d'auto emplois.		Construction de 03 clôtures	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Absence d'informations sur les offres d'emplois locaux et nationaux		Réalisation de 03 points d'eau potable	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Absence d'un fichier des entreprises et des acteurs du secteur informel		Construction de 03 logements d'astreintes	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
		-Insuffisance de formation des jeunes sur les petits métiers		Reboisement de 03 SAR/SM	SAR/SM de Mbé ; Wack et Nyadou
				-Renforcement de la sensibilisation des populations sur des projets du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle ; - Sensibilisation et information des populations sur l'appui au montage et au financement des microprojets (opportunités offertes par le PIAASI,	Toute la commune

Secteur	Problème central	Causes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
				FNE, PAJER-U etc...).	
				Recensement et diffusion des offres d'emplois locales et nationales	Toute la commune
				- Constitution d'un fichier des entreprises et des acteurs du secteur informel ; - constitution d'un répertoire des compétences locales et des métiers locaux.	Mairie de Mbé
				Formation des jeunes sur les techniques de fabrication des briques	Gob Nouk (4); Nguessek Tatt – Nové (5) ; Dogong – Dodja (5)
				Formation de 50 jeunes sur les techniques de recherche d'emploi	Toute la commune de Mbé
				Formation de 20 jeunes sur les techniques séchages des mangues	Toute la commune de Mbé
				Acquisition de presses à briques pour la fabrication et la vente :	Gob Nouk (08); Nguessek Tatt – Nové (2) ; Dogong – Dodja(4)
				Construction d'un hangar d'entreposage et de vente des briquettes	Nguessek Tatt - Nové
				Formation de 10 jeunes sur les métiers de sculpture	Mona - Lassi
				Construction d'un hangar pour l'exposition des produits artisanaux	Mona - Lassi
				Plaidoyer pour la création et l'ouverture d'une SAR/SM	Wack
				Mise en place des procédures d'avancement et de reclassement des travailleurs	Toute la commune de Mbé
				Organisation d'un atelier de formation sur le montage des projets ;	Toute la commune de Mbé

3.3.14. Secteur Tourisme

3.3.14.1. Etat de lieux

L'espace communal connaît depuis trois ans un essor dans le développement des infrastructures touristiques. On peut compter : l'hôtel la falaise, l'auberge Taparé, l'auberge le château et l'hotel écotouristique de la falaise de Mbé, les points de divertissements tels que : continental bar et sous manguier bar plus. Il existe des vestiges au pied de la grande montagne de Mbé ainsi que les sites touristiques sur les affluents de la Bénoué qui ne bénéficient d'aucune attention et ne sont par conséquent pas valorisés.

La ZIC 15 est valorisé (comme site touristique : Faro Koron) dont les revenus sont réparties comme suit: Etat (50%), commune (20%), FEICOM (20%), populations riveraines (10%).

L'absence d'une agence de tourisme et l'obtention des documents officiels pour la viabilisation des potentiels touristiques posent d'énorme problème à la promotion du tourisme local. La ville de Mbé brille par l'absence criarde des latrines publiques, des bacs à ordures, de la collecte et de la gestion des ordures ménagères et animales. Cet état d'insalubrité joue en la défaveur de l'attraction du paysage urbain.

Les jeux kermesse et l'organisation des activités de pique-nique sont organisées par les vacanciers dans toute l'espace communal

3.3.14.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 64 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Existence des sites touristiques variés le long de Bénoué ;- Existence des structures d'accueils appropriées;- proximité de la délégation (Ngaoundéré) ;- Construction d'un hôtel écotouristique à la falaise de Mbé pour le tourisme écologique par le MINTOUR ;- Disponibilité du sectoriel à accompagner les initiatives de développement du tourisme local;- Existences des rites et coutumes très diversifiés.-Présence des vestiges au pied de la grande montagne de Mbé ;	<ul style="list-style-type: none">- Enclavement des sites touristiques existants ;- Non valorisation de la ZIC 18 ;-Délabrement de certaines auberges en milieu urbain ;-Insuffisance des structures d'accueil appropriées ;- Insuffisance structures de restauration appropriés ;- Faible sollicitation des services du MINTOUR par la commune pour le développement de l'écotourisme;-Non viabilisation des potentiels touristiques ;-Absence d'une agence de tourisme ;-Absence de promotion du tourisme local ;-Absence criarde des latrines publiques ;des bacs à ordures ;-Absence des structures de collecte et de la gestion d'ordures ménagères et animales ;-Absence d'un cadre de concertation pour le développement de l'industrie touristique ;-Divagation des porcs dans le centre urbain ;-Absence de campement communal ;-Absence des aires de jeux et de loisir ;-Non sécurisation des sites ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.14.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 65 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Tourisme et Loisirs	Difficultés à développer les activités touristiques de et loisirs de qualité	<ul style="list-style-type: none"> -Enclavement des sites touristiques existants. -Insuffisance des structures d'accueil appropriées. -Déboisement des sites de circoncision ; -Absence d'aire de jeux et de loisir 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible visite des sites touristiques existants -Recours à des auberges délabrés ; -Faible développement des activités de loisir. 	Aménagement des sites touristiques existants	Mbé (Mont Mbé, les rives de la Bénoué, les rives du zin Taparé) ; tous les villages traversés par la Bénoué ; la falaise de Mbé ; les sites de circoncision
				Aménagement de 04 plages de la Bénoué :	Mbé ; Ndong Bénoué ; Ndom Bénoué ; Ngaounyanga
				Finalisation de la construction des bâtiments au site écotouristique de la falaise de Mbé	Falaise de Mbé
				Formation de 20 guides touristiques :	Mbé (05); Ndong Bénoué (04); Ndom Bénoué(04) ; Ngaounyanga(04) ; Sassa Mbersi (03) ;
				Désenclavement de 02 pistes d'accès	Mont Mbé et mont Sassa Mbersi
				Construction de 04 auberges municipales	Mbé ; Ndong Bénoué ; Ndom Bénoué ; Ngaounyanga
				Mise à niveau 16 personnels de gestion :	Mbé (04); Ndong Bénoué (04); Ndom Bénoué(04) ; Ngaounyanga(04) ;
				Reboiser les sites de circoncision	Tous les villages de la commune
				Construction d'un campement touristique communal ;	Mbé-Bénoué
				Aménagement de 06 espaces verts avec des bancs publics d'une superficie de 500M ²	à Wack ; Sassa Mbersi ; Mbé ; Tag boum ; Karna Manga et Toubaka
				Sécurisation des sites touristiques	Toute la commune de Mbé
Mise en place d'un office de tourisme	Mbé				

3.3.15. Secteur Forêts et faune

3.3.15.1. État des lieux

L'espace communal de Mbé ne dispose pas de Forêts communautaires Communales, ni de réserves et ni de forêts classées. Par contre il existe deux Zones d'Intérêt Cynégétiques Communautaires : ZIC15 et ZICGC 18.

La ZICGC18 (Zones d'Intérêt Cynégétiques à Gestion Communautaire) de son nom : bo'oka qui veut dire "construire la cité" devrait être une source de revenue pour la commune de Mbé. Mais, elle est envahie par les bœufs en provenance de toutes les régions du Nord Cameroun et du Nigeria. Sa gestion est confrontée à une incompréhension créée par le Lamida. En termes de rentabilité la ZICGC 18 devrait rapporter 100% de revenus à la commune. La non valorisation de cette zone à pour conséquence la destruction de la faune sauvage et les actes de braconnage. Les espèces ligneuses sont exploitées pour les besoins domestiques.

Les espèces fauniques de la ZIC15 sont alimentées par les éléphants, les buffles, les cobs de Buffon, les hippopotames, les élans de derby, les girafes, les lions, les rhinocéros, les Buffalo etc. Les grandes menaces sur la forêt sont favorisées par l'approvisionnement en bois de chauffe, les feux de brousse causés soit par les éleveurs, soit par les agriculteurs et les braconniers. Le contrôle existe mais se heurte au pouvoir du Lamida. On observe une opacité dans la gestion des 20% que perçoit la commune de même que celle des 10% reversés aux communautés riveraines.

Il existe un poste forestier de chasse. **Le financement de 5.000.000 FCFA du ministère de la forêt et de la faune destiné à la création d'une pépinière communale depuis 2010 sur une superficie de 8 ha dans le village de Wack brille par une plaque aux allures muettes.** La mairie ne peut plus recevoir de financement à la suite de cette situation de mauvaise gouvernance.

Il existe des comités de lutte anti braconnage au sein des populations riveraines. Les effets du changement climatique se font déjà ressentir à travers la baisse des pluies et la disparition du couvert végétal qui entraîne la disparition de certaines espèces fauniques.

Le poste forestier n'est connecté ni au réseau électrique ni au réseau d'adduction d'eau. Le bâtiment a vieilli et les murs sont lézardés. Le service est pourvu d'une moto. Le chef de poste est assisté d'un seul agent d'appui ; il lui en fallait au moins 03. Le bâtiment comprend un bureau, un logement du chef de poste et un magasin. Le bâtiment n'est ni clôturé ni reboisé, il n'est pas équipé en outils informatiques.

3.3.15.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 66 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">-Existence des forêts denses humides (ZIC15 et 18);-Existence d'un climat et d'un sol propice à la sylviculture ;-Existence de 01 poste de contrôle forestier et de chasse ;-Existence d'une faune sauvage riche et diversifiée ;-Disponibilité d'espace pour la mise en place des forêts communautaires ;-Présence de plusieurs essences dans les forêts ;-Présence de plusieurs espèces forestières non ligneuses le long de la Bénoué;-Disponibilité d'espace pour la mise en place d'une pépinière communale ;-Existence des forêts galeries ;-Riveraineté avec le parc national de la Bénoué ;	<ul style="list-style-type: none">- Absence d'une pépinière communale ;- Absence des forêts communautaires et d'une forêt communale ;- Braconnage ;- Absence de foyer amélioré ;- Absence des comités de vigilance en vue de protéger les richesses forestières dans chaque village ;- Feux de brousse incontrôlés;- Insuffisance d'équipement et d'engins roulant dans les postes forestiers ;- Insuffisance du personnel dans les postes forestiers ;- Mauvaises pratiques culturelles et pastorales ;-Déboisement intensif dans les villages de Karna Manga, Ville de Mbé, Gob, Gové et Ngaoundjom dont les causes sont entre autres la pratique de l'agriculture, le charbon de bois, la commercialisation du bois de chauffe ;-Détournement des fonds destinés à la création de la pépinière communale depuis 2010 sur une superficie de 8 ha à Wack (Gob);-Insuffisance de sensibilisation des populations ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.15.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 67 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Forêts et faune	Difficultés à préserver les ressources forestières et fauniques	<ul style="list-style-type: none"> -Absence de pépinière communale ; -Absence des forêts communautaires et d'une forêt communale. -Forte pression démographique. -Absence d'un périmètre urbain boisé -Insuffisance du personnel dans les différents postes forestiers. -Opacité dans la gestion des redevances forestières par les riverains la commune. -Non valorisation de la ZIC 18 -Absence de logement d'astreinte -Absence de point d'eau potable -Insuffisance des moyens de locomotion -Murs lézardées au poste de contrôle forestier -Abattage abusif des arbres des forêts. - Diminution des ressources forestières ; - braconnage ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Acquisition des plants à partir d'autres localités - Déforestation. -Pollution de l'air du centre urbain -Sur utilisation du personnel existant. -Non réalisation des microprojets sociaux à partir des redevances forestières. -Faible mobilisation des recettes communales ; -Démotivation du personnel -Pénibilité dans le déplacement du personnel -Risque d'écroulement du bâtiment 	Mise en place de 02 pépinières communales	Harr et Ndong Bénoué
				Mise en place de 04 forêts communautaires	Dogong-Dodja ; Nyessé-Panoua ; Nguessek Kessoum ; Ndong Bénoué ; Homé
				- Mise en place d'un comité de vigilance dans chaque village ;	Tous les villages de la commune
				Aménagement d'un périmètre urbain boisé d'au moins 3000 m ² .	Mbé
				Affectation de 03 agents formés au poste forestiers de Mbé.	Mbé
				Sensibilisation des communautés et de l'exécutif communal sur la gestion de la redevance forestière de la ZIC 15	L'Institution communal et tous les villages bénéficiaires de la ZIC 15
				Sensibilisation des populations sur les feux de brousse	Gob Gabdo
				Mise en valeur de la ZIC 18	ZIC18
				Construction d'un logement d'astreinte	Poste forestier de Mbé
				Réalisation d'un forage	Poste forestier de Mbé
				Acquisition de 03 motos pour le poste	Poste forestier de Mbé
				Réhabilitation du Poste forestier	Poste forestier de Mbé
				Formation des 30 apiculteurs	Toute la commune de Mbé
				Formation de 20 artisans pour la valorisation du bambou de chine et du raffia	
Mise en place de 05 structures pour l'élevage non conventionnel	Mbé ; Mann ; Kian ; Karna Petel et Wack				
Mise en place des foyers améliorés	Tous les villages de la commune de Mbé				

3.3.16. Secteur Environnement et Protection de la Nature et du Développement Durable

3.3.16.1. Etat de lieux

La commune de Mbé ne dispose pas d'espace vert aménagé pour les ballades, les divertissements et les repos malgré le potentiel foncier. La gestion des déchets se fait à deux niveaux. Le premier niveau concerne les services qui gèrent les infrastructures sociales. Celles-ci s'efforcent à créer un dispositif de traitement/incinération des déchets.

Le deuxième niveau concerne les communautés (ménages). La mairie et les communautés n'ont mis aucun dispositif de collecte, ni de traitement des déchets ménagers et d'élevage.

Au niveau urbain, la ville ressemble à une ville tombeau où s'entassent les prolétaires qui se plaisent à cohabiter avec des immondices de saletés. Les déchets plastiques ne sont pas collectés dans toute la commune.

L'un des rôles de l'exécutif communal est la sensibilisation/mobilisation des populations à l'enlèvement des ordures ménagères et à la protection de l'environnement.

Les arbres (acacias) qui bordent les axes routiers de l'espace urbain sont de l'initiative du visionnaire feu député Dourmani Belmond. Les coupes sauvages de ces arbres au vu et su de la commune font en sorte que la ville perd petit à petit de sa verdure. L'EELC a plantée une centaine d'arbre (foyer amélioré). Le projet de création de la pépinière de Wack donc la commune a bénéficié d'un financement de 5 000 000 frs CFA , s'il était mis en œuvre devrait améliorer ce potentiel.

Les services d'encadrement du MINEP ne sont pas représentés. Même les clubs ou associations des Amis de la Nature dans les établissements scolaires n'existe pas. Quelques fois des saisies sporadiques des bois de chauffe sont faites par la délégation de la forêt et de la faune.

Les activités de sensibilisation et d'éducation des populations sur l'environnement ne sont pas organisées, on constate que les populations s'efforcent à détruire ce qui existe.

L'Impact du changement climatique sur l'environnement se fait ressentir à travers la hausse de la température, l'aridité du sol, les pluies tardives, les vents violents, la sécheresse. La déforestation est la résultante de l'assèchement des sources, la divagation des bêtes et la perte de la biodiversité.

L'ensablement du puits d'eau au quartier Zockbewa est l'illustration de ce phénomène. Les conflits entre les différents utilisateurs de l'eau sont récurrents. La perte de la fertilité des espaces cultivables fait en sorte que les agriculteurs font régulièrement recours à l'engrais.

3.3.16.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 68 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - Conditions pédoclimatiques favorables à la plantation des arbres ; - Existence des nombreux cours d'eau ; - Absence des grandes industries qui contribuent considérablement à la pollution de l'environnement ; - Proximité de la délégation départementale de l'environnement et de la protection de la nature - Volonté du nouvel exécutif communal de lutter contre le déboisement ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des dépôts des déchets ménagers dans certains endroits non appropriés du centre urbain et dans certains villages ; - Absence d'une pépinière communale ; - Feux de brousse incontrôlés; - Déforestation ; - L'érosion fluviale ; - Absence d'espaces verts ; - Absence des clubs de protection et de surveillance de l'environnement dans les villages et l'espace urbain; - Absence des services de protection de l'environnement; - Absence des bacs de collectes des déchets dans les écoles et lieux publics ; - Absence d'une aire aménagée pour la décharge des ordures ménagères ; - La récurrence des feux de brousse ; - Prolifération des objets non biodégradables (plastique) ; - Absence d'une unité de recyclage des déchets non biodégradables ; - Présence des huiles usées issues des différents garages de la ville de Mbé; - absence des points de vente des foyers améliorés. - Absence des journées d'hygiène et de salubrité dans la ville de Mbé et les villages; - Absence des clubs des amis de la nature dans les établissements secondaires de la commune ; - Insuffisance dans la sensibilisation et d'éducation des populations sur l'environnement ; - La hausse de la température ; - L'assèchement des sources ; - La perte de la fertilité des espaces cultivables ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.16.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 69 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Environnement et Protection de la Nature et du Développement Durable	Difficultés à développer les actions de protection de l'environnement et la nature	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'une décharge municipale. -Absence d'une unité de recyclage des déchets non biodégradables -Insuffisance des points de vente des foyers améliorés. -Feux de brousse. -Déforestation. -Présence des points insalubres -Absence des clubs des amis de la nature dans certains établissements secondaires. -Faible enseignement des notions sur l'éducation environnementale dans les établissements scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Prolifération des dépotoirs ; -Prolifération des déchets non biodégradables ; - Destruction des microorganismes du sol ; - Destruction de la flore et de la faune ; - Destruction de la couche d'ozone. -Prolifération des moustiques et d'autres insectes nuisibles ; -Faible sensibilisation des élèves sur l'importance de préserver l'environnement. 	Mise en place de 01 décharge municipale	Mbé
				Mise en place de 04 points de vente des foyers améliorés	Mbé ; Syh ; Nyadou et Gob Nouk
				Mise en place des comités de surveillance environnementale au niveau de chaque village.	Tous les villages de la commune
				Plantation de 1200 arbres dans	Mbé ; Sassa Mbersi ; Vourgnè Sanfou et Tag boum
				Organisation des travaux communautaires d'hygiène et salubrité chaque mois.	Tous les villages
				Mise en place et financement de 07 clubs des amis de la nature	Wack, Karna Manga, Mbé (02), Ngaounyanga Manga, Sassa Mbersi et Tagboum
				Renforcement des notions sur l'éducation environnementale dans les établissements scolaires.	Tous les établissements scolaires.
				Plaidoyer pour la création de 12 espaces verts	Wack, Karna Manga, Mbé (Chefferie, Lycées technique et bilingue, esplanade de la Mairie, quartier Marouaré), Ngaounyanga Manga, Sassa Mbersi et Tagboum
Réalisation des études d'impacts environnementales et sociales pour l'implantation et la construction des infrastructures	Tous les villages de la commune de Mbé				
Création de 02 fosses du compost (compostage)	Sassa Mbersi et Mbé				

3.3.17. Secteur Habitat et développement urbain

3.3.17.1. Etat des lieux

Le réseau routier de la commune de Mbé est majorité constitué des routes non bitumées à 90%.

La population de la commune est estimée à 42 943. L'urbanisation est très faible. La commune cherche à améliorer le cadre de vie de ses habitants. Il n'existe pas un centre de traitement et de compostage des déchets domestiques. On distingue deux types d'habitat : l'habitat moderne et l'habitat traditionnel.

La zone urbaine abrite quelques habitations modernes, construites en parpaings dont les toitures sont recouvertes en tôle. On assiste de plus en plus à l'utilisation des matériaux modernes (tôles, parpaings...).

L'habitat traditionnel est à plus de 95% fait soit de terre battue, soit en matériaux locaux (bois, chaume, terre battue, brique de terre...). De formes ronde, carrée ou rectangulaire, il dépasse rarement 30 m² et est recouvert de chaume.

Il est généralement entouré de murs en terre battue, en briques de terre ou en paille tressée (séko) soutenue par les haies vives. Ce type d'habitat est un indicateur de la faiblesse du niveau de vie des populations en zone urbaine.

Les rues sont tracées mais mal entretenues. Il n'existe aucun plan d'urbanisation. L'électricité n'est pas la chose la plus partagée en ville comme au village.

Il n'existe aucun éclairage public dans cet espace dans la ville de Mbé. Le transport est assuré par les motos taximen qui sont organisés au tour de l'association des motos taximen de Mbé donc la collaboration avec les populations et la municipalité est assez bonne.

Le transport en commun et le transport des marchandises sont assurés par des particuliers. L'absence des logements socio-collectifs et la création spontanée des quartiers posent un réel problème d'urbanisation qui se caractérise par la ruralisation des quartiers périphériques.

3.3.17.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 70 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une délimitation du centre urbain communal ; - Le passage des nationales N°1 en plein centre urbain et dans certains villages de la commune ; - Disponibilité de certains matériaux de construction à l'instar des moellons et du sable ; - Existence de quelques habitations respectant les normes requises ; - Bon tracé de la ville de Mbé; - Existence d'une unité de la voirie à la Mairie ; - Disponibilité du petit matériel (pelles, machettes, brouettes) à la commune et dans certains services de la commune; - Relief favorable aux constructions ; - Existence d'un service technique à la commune. - Proximité des points d'approvisionnement en matériaux de construction ; - Existence d'un service d'hygiène et salubrité - Initiative individuelle des populations à assainir leurs environnements ; - Présence des latrines dans la majorité des ménages ; - Existence des cimetières dans tous les villages; - Existence d'un potentiel foncier ; - Volonté des populations à moderniser leurs habitats ; - Existence des motos taximen qui assurent le transport urbain ; - Existence d'une association des motos taximen ; - Existence d'un réseau d'électrification communal à Mbé, Karna Manga et Ngaounyanga; - Existence des canalisations d'eau dans certains quartiers de Mbé, - Existence d'un réseau d'adduction d'eau CDE à Mbé et de forages dans certains villages 	<ul style="list-style-type: none"> - L'habitat traditionnel est à plus de 95% fait soit de terre battue; -Vulgarisation insuffisante des actes administratifs d'urbanisme ; -Irrégularité de l'entretien de la voirie urbaine ; - Faible organisation des journées villages propres ; - Inertie du service de contrôle de construction ; - Insuffisance des caniveaux aménagés ; -Absence des fosses d'incinération aménagées dans les différents marchés et espace public de la commune; - Benn de la Commune sur calle (pour l'évacuation des déchets) ; - Faible respect des normes de construction ; - Faible éclairage public de la ville de Mbé ; - Absence des bacs à ordures ; - Absence des toilettes publiques dans les marchés et lieux publics ; -Manque de personnel au service d'hygiène et salubrité de Mbé; - Prolifération des quartiers non planifiés. - Absence d'un plan d'urbanisation ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.17.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 71 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Habitat et développement Urbain	Difficultés d'urbanisation et d'accès à un habitat de qualité	<ul style="list-style-type: none"> -Irrégularité de l'entretien de la voirie urbaine -Absence d'un plan d'urbanisation -Non effectivité des commissions mises en place en matière d'actes d'urbanisme ; -Insuffisance des caniveaux ; -Faible éclairage public. -Insuffisance des bacs de collectes des déchets dans les lieux publics -Insuffisance des fosses sceptiques aménagées -Faible respect des normes de construction -Éloignement des points d'approvisionnement en matériaux de construction - Cout élevé des matériaux de construction. 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction anarchique des habitations ; - destruction des habitations. -Dégradation de la voirie urbaine par les eaux de ruissèlement. -Multiplication des cambriolages ; -Faible embellissement de la ville -Prolifération des dépotoirs dans la ville -Non paiement des permis de bâtir -Pollution de l'environnement -Absence des toilettes publiques. -Ignorance d'obtention des permis de bâtir 	Entretien régulier de la voirie urbaine	Mbé et tous les villages de la commune
				Finalisation du processus de délimitation de l'espace urbain communal	Ville de Mbé
				Mise en place de 01 plan d'urbanisation	Mbé ;
				Mise en place d'un plan d'occupation des sols	Toute la commune de Mbé
				Mise en place d'une commission de contrôle de construction	Mbé et tous les villages de la commune
				Aménagement de 12 caniveaux	Mbé,
				Mise en place de 15 lampadaires solaires sur les différents axes de la ville de Mbé	Mbé,
				Mise en place de 08 bacs de collecte des déchets	Mbé
				Bitumage de 03 Km des axes principaux.	Mbé
				Construction de 01 toilette publique	Ville de Mbé
				Sensibilisation des populations sur les procédures d'obtention des permis de bâtir.	Toute la Commune et surtout en milieu rural
				Sensibilisation des populations sur la nécessité de prévoir les fosses sceptiques aménagées dans les habitations.	Tous les marchés de la commune
Sensibilisation des populations sur les normes de construction requises.	Toute la Commune et surtout en milieu rural				
Etude de faisabilité pour la mise en place de 02 points d'approvisionnement en matériaux de construction : Mbé et à Tagboum	Mbé et à Tag boum				
Vulgarisation insuffisante des actes administratifs d'urbanisme ;	Toute la Commune et surtout en milieu rural				

3.3.18. Secteur Domaines, cadastre et Affaires Foncières

3.3.18.1. Etat des lieux

L'état des lieux présente une situation assez particulière caractérisé par le fait que la commune possède des boutiques (45), 01 magasin, 01 hangar pour la vente d'igname et un hôtel de ville mais aucun document officiel n'atteste que ces domaines appartiennent à la commune de Mbé.

Une vingtaine de personnes possèdent des domaines titrés. Le mode d'acquisition des terres est traditionnel. Le Lamida assure l'attribution des terres.

La commune est située à cheval entre la région de l'Adamaoua et le Nord. Elle est limitée :

-Au Nord par la commune de Tcholliré ; -A l'Est par la commune de Tcholliré à Lasséré ; -Au Sud-est par la commune de Nganha (Mbang Mboum) et au Sud par la commune de Ngaoundéré 3^{ème}.

Il n'existe pas de lotissement communal, ni plan d'occupation des sols, ni d'outils de planification urbaine, ni de cartes d'utilisation des terres comme les zones d'intérêts agricoles.

Il existe naturellement des espaces pour l'installation des populations et pour la mise en place des projets d'utilité publique. Quelques litiges existent du fait de l'attribut d'un terrain à plusieurs personnes.

3.3.18.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 72 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">-Existence d'un potentiel foncier ;-La commune possède des boutiques, magasins, hangars à Mbé et Wack...-Proximité avec les services des domaines et affaires foncières (Ngaoundéré) à accompagner la commune- Délimitation du périmètre urbain communal en cours ;-Disponibilité d'un patrimoine foncier communal en cours d'immatriculation ;- Disponibilité des terres pour les populations et projets surtout dans les villages ;- Litiges fonciers presque inexistant dans les villages ;- Accessibilité facile des terres dans les villages ;	<ul style="list-style-type: none">-Patrimoine foncier communal non sécurisé ;- Patrimoine foncier des services administratifs non sécurisé ;- Insuffisance des terres pour utilité publique dans le centre urbain de la Commune ;- Inexistence d'un plan cadastral ;- Occupation anarchique du domaine privé de l'État et public ;- Existence des litiges fonciers dans la ville de Mbé ;- Faible sensibilisation des populations sur les procédures d'immatriculation des terres ;- Faible immatriculation des terres dans les villages ;- Ignorance des populations de l'importance de l'immatriculation des terrains ;- Inexistence des plans d'occupation des sols (POS) ;-Attribution d'un même lot à plusieurs personnes ;-Absence de titre foncier pour les domaines où la commune a investi ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.18.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 73 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/Idées de projets	Sites concernés
Domaines et Affaires Foncières	Difficulté d'obtention des titres fonciers	<ul style="list-style-type: none"> -Faible sensibilisation des populations sur les procédures d'immatriculation des terres. -Ignorance des populations de l'importance de l'immatriculation des terrains. -Absence de patrimoine foncier communal. 	<ul style="list-style-type: none"> -Multiplication des litiges fonciers. -Absence de lotissement communal. 	Sensibilisation des populations sur les procédures d'immatriculation des terres.	Toute la commune
				Sécurisation des domaines des services administratifs et des établissements d'enseignements	Toute la commune
				Sécurisation de 10 parcelles de 5000 ha comme patrimoine communal	Nyesse, Mbé-Bénoué; Dogong – Dodja, Sellou Senngba, Baa Dangré et Gorheck
				Mise en place d'un Plan d'Occupation du Sol:	Toute la commune de Mbé
				Mise en place d'un plan cadastral	Ville de Mbé
				Etablissement d'au moins 100 titres fonciers chaque année : Tous les villages de la commune	Toute la commune de Mbé

3.3.19. Secteur Recherche Scientifique et Innovation

3.3.19.1. Etat des lieux

Il existe un champ pour les activités de recherche à karna Manga (IRAD, IITA, Tests et Essais, Recherche archéologique et anthropologique, Unités de démonstration,...) et un semencier de maïs de multiplication qui se trouve dans le village de fourbaka (Mbé) où quelques agriculteurs s'approvisionnement. Il existe un centre de littérature et d'apprentissage de la langue Dii.

L'insuffisance d'encadrement des agriculteurs fait en sorte que les thématiques spécifiques (multiplication des variétés améliorées, techniques de lutte contre l'érosion, amélioration de la fertilité des sols, transformation, analyse et conditionnement des produits agricoles et forestiers non ligneux, techniques d'élevage non conventionnel,...) ne sont pas connues par les agriculteurs. Il n'existe un foyer amélioré d'arbre planté par l'EELC.

Il existe une diversité des plantes médicinales locales, ces plantes ne sont pas protégées mais sont exploitées par certains cercles/tradipraticiens. Les noms de ses plantes restent un mystère.

3.3.19.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 74 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Existence de semences améliorées de maïs (Shaba, panar, CMS,)- Existence des programmes et projets vulgarisant les nouvelles techniques de production ;- Existence des services techniques d'encadrement sur les thématiques spécifiques (MINADER, MINEPIA) ;- Création d'une école de formation des moniteurs en activités agropastorales (Mbé) ;- Disponibilité d'espaces pour la mise en place des champs fourragers ;- Existence de quelques plantes médicinales ;- Climat et sols favorables aux semences améliorées ;- Existence de plusieurs spéculations.	<ul style="list-style-type: none">- Réticence de certains producteurs d'appliquer les nouvelles techniques de production ;- Faible organisation des guérisseurs traditionnels ;- Indisponibilité des encadreurs ;- sur des thématiques spécifiques ;- Éloignement des points d'approvisionnement des produits de la Recherche agronomique ;- Inexistence des structures de la Recherche ;- Absence des points de vente des foyers améliorés ;- Faible vulgarisation des résultats de la recherche surtout dans les secteurs de la production ;- Faible encadrement des agriculteurs sur les thématiques spécifiques (multiplication des variétés améliorées, techniques de lutte contre l'érosion, amélioration de la fertilité des sols, transformation, analyse et conditionnement des produits agricoles et forestiers non ligneux, techniques d'élevage non conventionnel,...)- Absence des centres d'alevinage ;- Non vulgarisation des plantes médicinales ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.19.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 75 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Recherche Scientifique et Innovation	Application difficile des résultats de la recherche scientifique	<ul style="list-style-type: none"> -Faible vulgarisation des résultats de la recherche surtout dans les secteurs de la production -Faible activités de recherche (unités de démonstration). -Éloignement des points d'approvisionnement des produits de la -Recherche agronomique -Faible encadrement des producteurs sur des thématiques spécifiques -Réticence de certains producteurs d'appliquer les nouvelles techniques de production -Faible organisation des guérisseurs traditionnels 	<ul style="list-style-type: none"> -Application des techniques rudimentaires en agriculture et en élevage. -Faible modernisation des systèmes de production. - Coût élevé des produits de la recherche agronomique ; - Faible utilisation des résultats de la recherche par les producteurs ; - pas d'amélioration des rendements agropastoraux. -Faible production agropastorale -Faible efficacité le secteur de la médecine traditionnelle. 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de 01 campagne d'information et de sensibilisation sur des nouvelles techniques agricoles et d'élevage ; - Vulgarisation des résultats de la recherche agronomique. 	Toute la commune et surtout en milieu rural
				<ul style="list-style-type: none"> - organisation de 03 séances de démonstration des résultats de la recherche agronomique par les agents vulgarisateurs. 	Toute la commune et surtout en milieu rural
				Mise en place de 03 points d'approvisionnement des produits de la recherche agronomique	Mbé, Mbip et Gorghiek
				Renforcement l'encadrement des producteurs sur des thématiques spécifiques.	Toute la commune et surtout en milieu rural
				Sensibilisation des producteurs sur l'importance d'appliquer les nouvelles techniques de production.	Toute la commune et surtout en milieu rural
				Structuration des guérisseurs traditionnels	Toute la commune
				Mise sur pied d'un fichier des tradipraticiens	Toute la commune
				Identification et formation d'un agent (point focal des structures en charge de la recherche)	Commune de Mbé
				Création d'une antenne d'expérimentation des différentes spéculations	Mbé

3.3.20. Secteur Jeunesse

3.3.20.1. Etat des lieux

Créé en 2006 par le MINJEC sur financement du BIP, le Centre Multi fonctionnel pour la Promotion des Jeunes (CMPJ) de Mbé est doté de 03 bâtiments avec 07 pièces (bureaux, salles de classes et ateliers). Ce centre loge les services de la délégation d'arrondissement du MINJEC. Le centre a pour vocation la formation des jeunes sur les industries d'habillement, les arts culinaires et les NTIC. L'effectif des filles est de 43 tandis que celui des garçons est de 08 soit un total de 51 apprenants pour le CMPJ.

Il est équipé de 17 machines à coudre, 90 chaises, 06 ordinateurs, un appareil de sonorisation complet et 30 tables bancs. Les bureaux sont équipés en mobilier moderne.

Les jeunes ayant bénéficiés d'appui du PAJER-U (Projet d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine) sont au nombre de 07, le PIFMAS (Projet d'Insertion des Jeunes par la Fabrication du Matériel Sportif) au nombre de 06 GICs et le SCNDP au nombre de 21. Il existe une représentation du CNJC (Conseil National de la Jeunesse du Cameroun) qui brille par l'inertie. Les associations des jeunes de la ville de Mbé ne fonctionnent pas normalement.

3.3.20.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 76 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Existence d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes ;- Existence des membres du CNJC ;- Existence des associations des jeunes ;- Insertion de 07 jeunes ayant bénéficié des appuis gouvernementaux (PAJER-U) ;- Population en majorité constituée des jeunes ;- Participation des jeunes au service civique dont 21 ont bénéficié d'un financement ;- Existence du personnel qualifié au CPMJ ;- La décentralisation offre un cadre incitatif ;- Ligne budgétaire à la commune pour accompagner les initiatives multiformes des jeunes ;	<ul style="list-style-type: none">- Insuffisance en équipement et du matériel au CMPJ ;- Absence de stage des vacances au niveau de la commune ;- Insuffisance du personnel qualifié au CMPJ (filière informatique et industrie d'habillement) ;- Insuffisance des spécialités au CMPJ ;- Insuffisance des microcrédits alloués aux projets des jeunes ;- Faible implication de la Commune aux différentes activités du CMPJ ;- Insuffisance des structures d'encadrement des jeunes surtout dans les villages ;- Faible organisation des jeunes ;- Non vitalité du secteur associatif ;- Incapacité de jeunes à produire les projets novateurs ;- Absence de synergie des différents acteurs locaux intervenant dans le secteur de l'insertion des jeunes.- Absence de bâtiment abritant le CNJC de Mbé ;- Absence d'énergie électrique solaire au CMPJ ;- Risques d'accident de circulation très élevé chez les motos taximen

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.20.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 77 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Jeunesse	Difficultés d'épanouissement et d'insertion socio professionnelles des jeunes	-Absence des structures d'encadrement des jeunes. -Faible connaissance des jeunes sur les opportunités du CNJC -Insuffisance des microcrédits alloués aux projets des jeunes -Absence d'organisation des stages de vacances dans la commune. -Absence du bureau de la DAJEC -Absence d'une maison d'astreinte -Absence de moyen de déplacement	-Oisiveté des jeunes en milieu rural - Faible vitalité du CNJC ; -Faible financement des projets d'insertion des jeunes -Oisiveté des jeunes pendant les vacances -Démotivation du personnel -Difficulté de déplacement pour le suivi des activités des jeunes	Création et opérationnalisation de 01d'un centre de formation des jeunes : Sassa Mbersi	Sassa Mbersi
				150 jeunes obtiennent des crédits pour les projets des jeunes	Toute la commune
				Organisation des stages de vacances chaque année 50 jeunes bénéficient de stage de vacances	Toute la commune
				Construction et équipement de la DAJEC avec clôture	Mbé
				Construction d'une maison d'astreinte avec clôture	Mbé
				Dotation d'une moto YAMAHA 125 à la DAJEC	Mbé
				Construction et équipement du siège du CNJC	Mbé
				Mise en place d'un réseau d'électrification solaire au CMPJ	Mbé
				Dotation d'une moto au CNJC	Mbé
				Construction d'une salle de spectacle	Mbé
				Construction d'une latrine externe moderne	Mbé
				Clôture du CMPJ	Mbé
				Construction d'un dortoir	Mbé
				Réalisation d'un point d'eau au CMPJ de Mbé	Mbé
				Construction d'une bibliothèque	Mbé
				Construction et équipement du siège du CNJC	Mbé
				Acquisition de 50 machines à coudre "Butter Fly"	Mbé
				Dotation de 50 tables bancs au CMPJ	Mbé
				Mise en place d'un réseau d'électrification solaire au CMPJ	Mbé
				Création et opérationnalisation de 01 d'un mimi centre de formation des jeunes : Sassa Mbersi	Mbé
				Dotation d'une moto YAMAHA 125 au CNJC	Mbé
				Création et opérationnalisation de 01d'un centre de formation des jeunes : Sassa Mbersi	Mbé
Sensibilisation d'au moins 75% des jeunes au sujet de tous les projets d'insertion des jeunes et du CNJC : Toute la commune de Mbé	Toute la commune de Mbé				
Financement chaque année des microprojets jeunes, au moins 150 : Toute la commune de Mbé	Mbé				
Octroi et sécurisation de 50ha d'espace agricole pour les jeunes	Mbé				
Affectation de 10 cadres qualifiés	Mbé				
Organisation de stage de vacances pour 50 jeunes chaque année	Mbé				
Sensibilisation des motos taximen sur le code de la route	Toute la commune de Mbé				

3.3.21. Secteur Sports et Éducation Physique

3.3.21.1. Etat des lieux

L'espace communale ne dispose par d'infrastructures sportives communales. Les aires de jeux du CMPJ (terrains de hand Ball et de volley Ball bien aménagés), les terrains de foot Ball et de hand Ball de l'école publique groupe I de Mbé (assez bien aménagé) et du lycée Bilingue de Mbé (assez bien aménagé) sont régulièrement mis à contribution chaque fois que les activités sportives sont organisées.

L'équipe de foot Ball a vocation régionale qui faisait la fierté de la commune " falaise foot Ball club de Mbé" et l'équipe de RUGGBY qui était classé 7^{ème} au rang national ont cessé de fonctionner faute d'appui matériel et financier. Les championnats de vacances sont régulièrement organisés par les élites extérieures en collaboration avec les locaux.

3.3.21.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 78 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Existence des aires de jeu au lycée bilingue de Mbé, au CMPJ de Mbé et à l'école publique groupe I de Mbé ;- Organisation régulier des manifestations sportives (championnat de vacance, FENASCO A et B, championnat de la ligue départementale) ;- Disponibilité d'espace pour créer les aires de jeux dans les villages (Volley ball, Hand ball, foot ball, Rugby et basket ball) ;- Existence d'encadreurs (cadres qualifiés) dans le domaine du sport et de l'éducation physique ;- Volonté des jeunes à constituer une équipe de foot Ball ;- Potentiel jeune important ;- Pratique du sport pour tous.- Création de la délégation d'arrondissement du sport ;	<ul style="list-style-type: none">- Insuffisance d'infrastructures et équipements sportifs dans la commune ;- Inexistence des centres de formation en disciplines sportives ;- Manque d'entretien des infrastructures sportives existantes ;- Absence d'un complexe sportif multidisciplinaire municipal ;- Faible soutien aux mouvements sportifs ;- Faible implication de la commune dans le soutien des mouvements sportifs ;- Faible fonctionnement des associations sportives ;- Faible adhésion des populations aux mouvements sportifs ;- Absence d'un stade municipal (multidisciplinaire) ;- Insuffisance des associations sportives (ligue de handball, football, volleyball, sport pour tous, athlétisme, tennis de table)- Absence d'un site pour la construction d'un complexe sportif

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.21.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 79 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Sports Education Physique	Difficulté d'accès aux infrastructures sportives et d'éducation physique.	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'un complexe sportif municipal -Non aménagement des aires de jeux dans l'ensemble de la commune (tous les villages de la commune) ; -Faible fonctionnement des associations sportives -Faible adhésion des populations aux mouvements sportifs -Absence de logement d'astreinte ; -Absence d'une délégation d'arrondissement ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible organisation des activités sportives -Faible pratique des activités sportives 	Construction d'un complexe sportif	Mbé
				Aménagement d'une aire des jeux par village	Tous les 43 villages de la commune de Mbé
				Accompagnement des jeunes à la création de 05 associations sportives (Volley Ball, Hand Ball, foot Ball, Rugby et basket Ball)	Mbé ; Sassa Mbersi ; Wack et Ngaounyanga
				Sensibilisation des populations à adhérer aux mouvements sportifs	Toute la commune
				Construction et équipement de la DASEP avec clôture	Mbé
				Construction du logement d'astreinte DASEP avec clôture	Mbé
				Formation de 43 encadreurs non qualifiés (01 par village)	Tous les villages de la commune de Mbé
				Promotion du sport pour tous	Tous les villages de la commune de Mbé
				Plaidoyer pour l'affectation de 05 personnels à la DASEP	Mbé

3.3.22. Secteur Petites et Moyennes Entreprises, Économie Sociale et Artisanat

3.3.22.1. Etat des lieux

On retrouve trois types d'activités artisanales dans le milieu communal :

- a) les tanneurs qui tissent à la main au nombre de 22 utilisent les peaux des bœufs, des moutons ou des chèvres pour fabriquer les tapis artisanaux. De même une autre catégorie des tisserands est spécialisée dans le tissage des séko et des toitures en paille.
- b) Les tailleurs/couturières sont au nombre de 42, ils s'approvisionnent en tissus sur le marché local ou à Ngaoundéré et à Garoua.
- c) Les sculpteurs au nombre de 12 utilisent les troncs d'arbres pour fabriquer les mortiers, les tam-tams, les pillons et les bancs
- d) Les forgerons au nombre de 16 sont spécialisés dans la fabrication des couteaux, des lances, des flèches, les machettes, les houes, les pèles, les pioches à base du fer Ils s'approvisionnent à partir des carcasses des voitures abandonnées.

Le prix élevé du matériel de couture, la rareté des hautes herbes, du fer et de meilleurs troncs d'arbre pour leurs activités sont des préoccupations rencontrées par les artisans. Le répertoire des PME et artisans de la commune est en cours d'élaboration par la sectorielle.

3.3.22.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 80 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Existence des consommateurs des produits issus de l'artisanat ;- Existence d'artisans ;- Existence des matériaux locaux favorables à l'artisanat ;- Proximité de la Délégation des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat (Ngaoundéré).- Existence des sculpteurs des troncs d'arbres pour fabriquer les mortiers, les tam-tams, les pillons et les bancs- Existence des spécialisés dans la fabrication des couteaux, des lances, des flèches, les machettes, les houes, les pèles, les pioches- Opportunités de Programmes/projets de financement et d'encadrement des artisans (PACD)- Existence des Appuis aux Initiatives Local de Développement (AILD)	<ul style="list-style-type: none">- Cherté de la matière première (fer) ;- Analphabétisme des acteurs de l'économie sociale et de l'économie sociale ;- Faible implication de la commune dans l'encadrement ;- Cherté des machines de coupes ;- Cherté des tissus ;- Inexistence des PME ;- Absence de formation,- -Insuffisance d'information ;- -Insuffisance d'appui financier ;- -La rareté des hautes herbes favorable à la confection des Seko ;- La rareté des meilleurs troncs d'arbre ;- Absence d'organisation ;- Absence d'une maison des artisans pour la promotion de leur art ;- Faible structuration des artisans ;- Faible implication de la Commune dans les activités des artisans ;- Absence d'appuis accordés aux artisans ;- Absence d'un fichier dans le secteur de l'artisanat et de l'économie sociale ;- Analphabétisme des acteurs ;- Faible encadrement des acteurs.

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.22.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 81 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	Difficulté de promouvoir les activités des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat.	<ul style="list-style-type: none"> -Faible structuration des artisans -Faible structuration des corps -Absence de l'organisation de l'exposition des produits artisanaux -Absence d'un Centre artisanal -Absence de crédits accordés aux artisans et aux promoteurs des PME -Absence d'un fichier dans le secteur de l'artisanat et de l'économie sociale ; -Absence d'entreprise de transformation d'igname 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible développement de l'économie locale -Réticence dans le paiement de certaines taxes -Faible vulgarisation des produits artisanaux -Non renforcement des capacités des artisans -Faible promotion des activités des corps de métiers et de l'artisanat -faible structuration des acteurs de l'artisanat et de l'économie sociale -Faible transformation de l'igname. 	Renforcement de la structuration des artisans	Toute la commune
				Création et construction d'un centre artisanal	Mbé
				Elaboration d'un fichier des acteurs du secteur de l'artisanat et de l'économie sociale.	Toute la commune
				Création d'un bureau des artisanats à la commune de Mbé	Mbé
				Dotation d'une moto YAMAHA AG 125 bureau des artisanats à la commune de Mbé	Mbé
				Organisation d'un salon local des artisans	Rotatif
				Mise sur pied d'un fond communal d'appui aux AGR pour le financement de 25 artisans par an	Toute la commune
				Structuration des GIC en Société de Coopérative	Toute la commune
Construction d'une entreprise de transformation d'ignames	Mbé				

3.3.23. Secteur Mines, Industries et Développement Technologique

3.3.23.1. Etat de lieux

- Exploitation artisanale de l'or sur les affluents de la Bénoué ;
 - Exploitation artisanale du sable issu des affluents de la Bénoué ;
 - Existence d'une dizaine de carrières dont celles de Ndom Bénoué, Karna Petel, Ngaounyanga et Ndong Bénoué ;
 - -Existence d'une trentaine d'exploitants de sable
 - 03 menuiseries
- Existence de 02 ateliers pneumatiques, 03 boulangeries artisanales locales, 04 garages auto ;

3.3.23.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 82 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Proximité des services d'encadrement (Ngaoundéré);- Existence des cours d'eau sableux ;- Existence d'une carrière de gravier à Karna Manga;- Existence des carrières de latérite ;- Proximité d'une Délégation départementale (Ngaoundéré).- Potentialité en substance minier (or..) ;	<ul style="list-style-type: none">- Exploitation artisanale de l'or ;- Insuffisance d'énergie électrique ;- Absence de structure de traitement des déchets ;- Absence d'un garage municipal ;- Faible structuration des exploitants de sable;- Faible encadrement d'exploitants de sable ;- Enclavement de certaines carrières de sable ;- Absence d'une carrière municipale de sable ;- Inexistence d'une police municipale au niveau de la Commune.- Inexistence des établissements tels que les stations de services, une menuiserie, etc....- non maîtrise du code minier ;- insuffisance de collaboration avec les services miniers ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.23.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 83 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Industries, Mines et Développement Technologique	Impact non perceptible de l'activité minière sur les recettes de la commune.	<ul style="list-style-type: none"> -Exploitation artisanale de l'Or -Absence de structure de traitement des déchets -Absence d'un garage municipal -Non paiement des taxes par certains établissements insalubres -Faible structuration des exploitants miniers -Enclavement et non aménagement de certaines carrières de sable et de gravier -Absence d'une carrière municipale de sable -Absence d'une police municipale 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible rendement -Prolifération des déchets -Faible maintenance des engins de la commune -Réduction des recettes propres de la commune -Faible financement des exploitants miniers -Faible rentabilité de l'activité. -Limitation des recettes propres de la commune -Non paiement des taxes par les établissements insalubres 	Vulgarisation du code minier et son décret d'application	Tous les villages traversés par la Bénoué
				Mise en place d'une structure de traitement des déchets	Mbé
				Mis en place de 01 atelier de métier communal	Mairie de Mbé
				Organisation de 01 session de sensibilisation chaque année avec propriétaires des établissements insalubres à payer les taxes	Toute la commune
				Renforcement de la structuration des exploitants miniers.	Tous les villages traversés par la Bénoué
				Aménagement et sécurisation de 06 carrières municipales de sable	Karna Petel, Karna Manga, Mbé, Ndong Bénoué ; Ngaounyanga ; Ndom Bénoué
				Mise en place d'une police municipale de surveillance des carrières	Mairie de Mbé
				Dotation de 03 motos YAMAHA AG125 à la police municipale de surveillance des carrières	
				Sécurisation et exploitation de la chaux vive	Nyadou
				Mise sur pied d'un comité d'expert pour l'identification et mise en place d'une carte et répertoire des ressources minières	Tous les villages
Mise en place d'un cadre incitatif d'investissement dans les carrières de sable	Tous les villages traversés par la Bénoué				
Mis en place de 01 atelier de métier : Mbé	Mbé				

3.3.24. Secteur Transports

3.3.24.1. Etat des lieux

Les moyens de transport utilisés par les populations sont principalement les motos taxi, les cars de transport publics et les bicyclettes dans l'espace communal.

Les véhicules de transport et les motos taximen garent à tout bout de chemin pour transporter les clients. Le président du syndicat des transporteurs affirmant avoir rencontré à plusieurs reprises le maire pour la création d'une gare routière sans succès.

Les motos taximen sont organisés en association. Les vols de motos, les accidents de circulations, le manque des pièces de rechange, la cherté du carburant sont les problèmes rencontrés par ce corps vital pour le transport dans l'espace urbain et même au delà.

Les hausses de températures dues aux changements climatiques impactent négativement sur la chaussée qui se dégrade (assèchement et fissure du goudron) ayant une influence sur l'état des moyens de transport (amortissement prématuré des roues, carrosserie et les accidents).

3.3.24.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 84 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Existence de 01 gare routière provisoire (axe Mbé/Ngaoundéré et axe Mbé/Garoua) ;- Existence des associations des moto-taximen ;- Existence d'agences de voyage (Narral voyage) ;- Relief favorable à la fluidité du transport dans l'espace urbain et les zones rurales;- Proximité de la délégation départementale du transport (Ngaoundéré).- Disponibilité d'espace propice à la création d'une gare routière ;- Opportunité législative et réglementaire offerte à la commune ;	<ul style="list-style-type: none">- Agences des voyages et gares routières non construites et non équipées ;- Absence de toilettes publiques et bacs à ordures à la gare routière ;- Absence de structure d'encadrement en matière de transport au niveau local ;- Faible sensibilisation des usagers en matière de conduite et d'obtention de permis de conduire;- Faible organisation des moto-taximen ;- Faible organisation des activités des conducteurs autos ;- Non respect de la réglementation en vigueur par les moto-taximen et certains conducteurs autos ;- Absence d'un parking aménagé pour motos ;- Absence d'un Poste météorologie;- Incivisme des usagers de la route ;- mauvais emplacements de la gare routière provisoire ;- Faible implication de la commune dans l'organisation des moto-taximen et conducteurs autos ;- Braquage des motocyclistes ou des passagers ;- Faible organisation des transporteurs ;- Application des coûts de transport non homologués ;- Mauvais état des routes ;- Absence d'une auto école ;- Insuffisance des panneaux de signalisation ;- Absence d'un parc de stationnement pour camions ;- Immobilisme du Syndicat des transporteurs ;- Absence d'une fourrière municipale ;- Faible sensibilisation en matière de sécurité routière

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.24.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 85 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Transports	Difficulté d'organisation du secteur de transport	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'un parking aménagé pour motos -Absence d'un parc de stationnement pour camions -Faible sensibilisation des conducteurs (autos et motocycles) sur les pièces officielles exigées pour l'exécution de leurs activités. -Insuffisance de signalisation. -Absence de gares routières -Faible implication de la commune dans l'organisation des moto-taximen et conducteurs autos -Faible formation des moto-taximen -Absence d'une fourrière municipale 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible entrée des recettes de la commune ; - stationnement anarchique. -Multiplication des conducteurs non réglementaires - Mauvaise orientation des usagers ; - Exposition de la population aux nombreux accidents -Mauvaise identification des moto-taximen et conducteurs autos 	Aménagement de 02 parkings pour motos.	Au marché de Mbé
				Aménagement d'un parc de stationnement pour camions.	Dogong
				Renforcement de la sensibilisation des conducteurs sur les pièces officielles à acquérir avant et pendant l'exercice de leurs activités.	Toute la commune
				Renforcement de la signalisation.	Toute la commune
				Construction de 02 gares routières	Dogong Sassa Mbersi
				- Instauration du port des gilets chez les moto-taximen; -Identification de tous les moto-taximen.	Toute la commune
				Organisation de 02 sessions de formation rapide par an des moto-taximen pour l'obtention du permis de conduire	Mbé
				Organisation de 02 campagnes de sécurité routière par an	Axe Mbé – Sassa Mbersi et Axe Mbé – Ngaoundéré
				Mise en place d'une fourrière municipale	Mbé
Acquisition de 25 sabots	Mbé				

3.3.25. Secteur Postes et télécommunication

3.3.25.1. Etat des lieux

Il existe un (01) bureau de poste construit depuis 2005 sur financement du BIP qui est fonctionnel. Le bureau de postes qui autre fois s'occupaient de l'épargne, de l'envoi, de la réception et la distribution des courriers a amélioré ses services pour s'arrimer au nouvel environnement mondial (transfert rapide d'argent).

Il existe un Télé centre Communautaire Polyvalent (TCP) qui n'est pas fonctionnel. La couverture des réseaux de téléphonie mobile est assurée par MTN et Orange. On constate un grand nombre d'abonné au réseau MTN par rapport à Orange donc la couverture est très piètre.

Le réseau fixe n'est pas fonctionnel, on constate que les installations de ce réseau sont démantelées progressivement. L'impact du changement climatique sur la télécommunication se traduit par les ruptures intempestives des réseaux du fait de la hausse de la température, des vents violents et des tornades.

3.3.25.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 86 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Existence d'un bureau de poste (CAMPOST) fonctionnel ;- existence d'un Télé Centre communautaire à Mbé ;- Existence des réseaux téléphoniques (MTN, ORANGE, CAMTEL et SET MOBILE) ;- Existence des points de ravitaillement en crédits de communication dans la ville de Mbé et dans les villages ;- Existence des call-box au centre urbain et dans certains villages.- Point d'Accès Numérique (PAN) de Mbé en construction ;- La fibre optique traverse la commune sur plus de 78 Km	<ul style="list-style-type: none">- Réseau de la téléphonie mobile (MTN, ORANGE) disparate en ville de Mbé et dans plusieurs villages de la commune ;- absence des cabines téléphoniques (CAMTEL) ;- non couverture de plusieurs villages en téléphonie mobile.

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.25.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 87 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Postes et télécommunications	Difficulté d'accès aux infrastructures de télécommunication de qualité	<ul style="list-style-type: none"> -Réseau de la téléphonie mobile (MTN, ORANGE) disparate. -Faible connexion du Point d'Accès Numérique -Insuffisance des télé centres communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Faible communication téléphonique Faible fonctionnement du télé centre communautaire de Mbé Pas de communication internet 	Amélioration de l'offre de la téléphonie mobile	Toute la commune
				Renforcement du débit internet du PAN	Mbé
				Création et construction de 07 nouvelles télé centres communautaires	Ngaounyanga, Karna Manga, Toubaka, Nyadou, Wack, Sassa Mbersi et Tagboum

3.3.26. Secteur Communication

3.3.26.1. Etat des lieux

La couverture médiatique de la commune est assurée par la CRTV par endroit. On y retrouve les journaux qui sont vendus à certains fonctionnaires à la quête de l'information. La réception du signal pour les télévisions se fait à partir des antennes paraboliques miniaturisées. Ces antennes sont l'apanage de quelques citoyens.

Il n'existe aucune radio communautaire dans la commune. Les crieurs publics du Lamidat de Mbé et des chefferies sont souvent mis à contribution pour véhiculer les messages et mobiliser les populations. Les vents violents font en sorte que la couverture des réseaux n'est pas stable.

3.3.26.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 88 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Couverture de la CRTV-Télé et radio ;- Existence de la fibre optique ;- Volonté du MINCOM d'appuyer l'installation d'une radio communautaire à Mbé;- Existence d'un projet d'éradication des zones d'ombre et de silence	<ul style="list-style-type: none">- Faible couverture du réseau CRTV-Télé et radio;- Absence d'une radio communautaire ;- Absence d'un émetteur radio FM ;- Absence des points de vente des presses ;- Absence des journaux locaux écrits ;- Absence d'antenne relais de la CRTV dans la commune.

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.26.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 89 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Communication	Difficulté d'accès aux infrastructures de communication.	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'une radio communautaire. -Faible couverture du réseau CRTV-Télé -Absence d'un point de vente de la presse. 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible diffusion de l'information dans la commune -Information très limitée -Populations peu cultivées 	Création et construction d'une radio communautaire	Mbé
				Amélioration de l'offre du réseau CRTV-Télé par la l'installation de deux antennes relais	Mbé et Sassa Mbersi
				Mise en place d'un point de vente de la presse	Mbé
				Mise en place d'un centre multimédia	Mbé
				Mise en place d'une cellule de communication à la commune de Mbé	Mbé
				Création d'un site Web pour l'institution communale	Mbé
				Création d'un journal communal bilingue	Mbé
				Formation d'un personnel communal en charge d'animation du site Web	Mbé
				Formation de 05 journalistes pour le journal bilingue écrit et pour la radio communautaire	Mbé

3.3.27. Secteur Administration Territoriale, Décentralisation, Sécurité et Maintien Ordre

3.3.27.1. Etat des lieux

L'administration territoriale est représentée par le Sous préfet assisté d'un adjoint qui anime les différents services déconcentrés de l'arrondissement qui sont : les délégations d'arrondissement de l'élevage, des pêches et des industries animales, de l'Agriculture et du développement rural, le Poste forestier, l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base, les services de sécurité (Poste de police sécurité publique, Commissariat spécial, Brigade de gendarmerie, Antenne du Bataillon d'intervention rapide –BIR-), le bureau de poste et télécommunication, le CMA, les lycées d'enseignement secondaire général et technique, du Lamidat et les chefferies des quartiers.

La société traditionnelle est hiérarchisée et organisée autour du Lamido qui joue le rôle de rassembleur. Il est à la fois chef traditionnel et chef spirituel et œuvre pour une franche collaboration avec ses collaborateurs et les populations d'une part, la communauté et les pouvoirs publics d'autre part.

Les pouvoirs administratifs et traditionnels ont de ce fait un rôle fondamental dans la mise en œuvre du processus de développement impulsé par la commune et les représentants de l'Etat. Ils ont entre autres pour mission de gérer des conflits agro-pastoraux, fonciers, de distribuer des terres et de nommer les chefs de villages et de quartiers (Sous-préfet).

Le Lamido est assisté d'un conseil de notables comprenant : - Le Kaïgama suppléant du Lamido; Le Galdima chef de la terre ; Le Sarkifada porte-parole de la cour ; Le Sarkiyaye chef de protocole ; Le Wadiri désigné pour l'exécution des tâches données ; L'Alkali est le juge ; Le Kofa est le chef de guerre et chargé de l'animation culturelle. La succession du Lamido en cas de décès ou de démission se fait par héritage ou élection en cas de problème entre les princes.

Les effets de la décentralisation se font ressentir par le transfert des ressources financières et des compétences de certains sectoriels tels que : l'éducation de base, l'enseignement secondaire, les affaires sociales.

L'insécurité se caractérise par les actes de petit banditisme, de vol de bétail et de vol à l'étalage dans les ménages. Les conflits agropastoraux constituent un élément fondamental de l'insécurité car ayant entraîné la mort de plus de 03 agriculteurs. Les problèmes de dettes financières, de terrain, les bagarres sont récurrents, généralement, ces problèmes sont gérés par la police, la gendarmerie et le Lamida à l'amiable. Des cas extrêmes sont référés au Tribunal de Première instance ou à la Cour d'Appel à Ngaoundéré.

La collaboration avec la population n'est au beau fixe. Les services de sécurité se plaignent du fait que la population ne collabore pas suffisamment quand il est question de dénoncer les malfaiteurs.

Les populations à leur tour se plaignent de l'arnaque donc elles sont victimes, même lors qu'il faut établir une pièce officielle. Il n'existe pas des zones d'insécurité dans la commune de Mbé, les autorités interrogées affirment n'avoir constaté ni glissements de terrains, ni inondations, ni risque volcaniques et ni risque de séismes pouvant mobiliser les services de secours. La ville de Mbé a connue un cas de sinistre dû aux feux de brousses qui a coûté la vie à 07 enfants en 1998.

La commune est dotée d'un centre d'état civil principal et de 03 centres d'état civil secondaire (Wack, Sassa Mbersi et Tag boum). Mais l'accès à la citoyenneté de la petite enfance est un problème réel auquel l'institution communale devrait faire face en mettant l'accent sur la facilitation des procédures d'établissement des actes de naissance, l'organisation des audiences foraines pour les jugements supplétifs, et la sensibilisation des chefs de ménages sur la nécessité de déclarer les naissances.

Le bureau de l'état civil doit briller par la bonne gouvernance pour faciliter l'accès aux actes de naissances.

3.3.27.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 90 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> - Existence de plusieurs chefferies traditionnelles reconnues par les autorités traditionnelles ; - Existence de 03 centres secondaires d'État Civil et d'un centre principal ; - Existence des forces de maintien de l'ordre pour assurer la sécurité ; - Bonne collaboration entre les forces de maintien de l'ordre et les autorités traditionnelles ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des zones à risques (la falaise de Mbé et les affluents de la Bénoué) ; - Insuffisance de moyen logistique dans le FMO ; - Existence de cas de vol dans les quartiers de la ville de Mbé et dans certains villages ; - Récurrence des cas de vol de bétail dans certains villages ; - Faible fonctionnement des centres secondaires d'état civil ; - Absence des comités de vigilance dans les quartiers et dans une dizaine des villages. - Insuffisance du personnel des Forces de Maintien de l'Ordre (FMO) ; - Insuffisance de collaboration avec les populations ; - Conflits dus aux dettes financières, - Conflits dus à l'attribution des terrains, - Conflits agropastoraux ; - Les bagarres sur la voie publique ; - L'absence d'énergie électrique. - Faible collaboration des populations avec les forces de maintien de l'ordre ; - Fonctionnement intermittente des installations électriques ; - Non sécurisation des sites abritant les services publics ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.27.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 91 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Administration Territoriale, Décentralisation, Sécurité et Maintien Ordre	Dégradation des infrastructures publiques et difficulté de maintenir l'ordre et la sécurité publique dans l'ensemble de la commune	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des unités des forces de maintien de l'ordre ; -Absence de bâtiment propre abritant les services du commissariat Spécial de Mbé ; -Faible fonctionnement du centre d'état civil principal et des ; centres d'état civil secondaires ; -Faible effectif des éléments des forces de maintien de l'ordre ; -Vétusté de la Sous Préfecture de Mbé et du logement d'astreinte ; -Absence de moyen de location ; -Manque du matériel roulant ; pour répondre promptement ; -Absence des services départementaux ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Multiplication des cas de vol ; -Location des bâtiments inappropriés ; -Faible établissement d'actes de naissance aux enfants ; - limitation des interventions sur le terrain ; -Difficultés de déplacements pour assurer les missions de surveillance du territoire ; 	Construction de 03 maisons d'astreinte pour les éléments du Commissariat spécial (1) ; Poste de la sécurité publique (1) ; BIR (01)	Mbé
				Construction et équipement du commissariat Spécial	Mbé
				Construction et équipement du BIR	Mbé
				Renforcement des capacités et équipement des Secrétaires d'état civil :	Mbé(Principal), Wack ; Tag boum et Sassa Mbersi (secondaires)
				Augmentation des effectifs des forces de maintien de l'ordre	Mbé
				Réhabilitation et équipement de la Sous préfecture	Mbé
				Réhabilitation de la gendarmerie de Mbé	Gendarmerie de Mbé
				Acquisition de 05 véhicules de fonction	Sous Préfecture de Mbé (1) Commissariat spécial (1) ; Poste de la sécurité publique (1) ; Gendarmerie de Mbé (1) ; BIR (01)
				Réhabilitation et équipement de la résidence de fonction du Sous –Préfet	Mbé
				Plaidoyer pour l'érection de l'arrondissement en Département de la Haute Bénoué avec Chef lieu Mbé	Mbé
Construction et équipement de la Préfecture du Département de la haute Bénoué	Mbé				
Construction et équipement du logement d'astreinte du Département de la haute Bénoué	Mbé				
Plaidoyer pour la création des 04 Arrondissements	Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum				

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
				Construction et équipement de 05 bâtiments devant abriter les services des Sous préfectures	Mbé ; Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum
				Construction et équipement de 04 résidences de fonction de 04 Sous – Préfet	Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum
				Construction et équipement de la résidence de 05 adjoints au Sous préfet	Mbé ; Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum
				Sécurisation des domaines pour la construction des bâtiments devant abriter les services d'arrondissements	Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum
				Sécurisation des domaines pour la construction des bâtiments devant abriter les services départementaux	Mbé
				Erection du Lamida de Mbé en Chefferie de 1 ^{er} degré	Mbé
				Erection de 04 chefferies en chefferie de 2 ^{eme} degré	Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum
				Construction et équipement des services départementaux	Mbé
				Dotation des services départementaux en moyen de locomotion	Mbé
				Constructions des logements pour les chefs de services départementaux	Mbé
				Construction et équipement des services d'arrondissement	Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum
				Constructions des logements pour les chefs de services d'arrondissement	Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum
				Création d'un centre d'état civil dans 39 villages de la commune	

3.3.28. Secteur Enseignement Supérieur

3.3.28.1. Etat des lieux

Le nombre de bacheliers en chômage est de 10. Après l'obtention du baccalauréat quelques uns se lancent à la quête de l'emploi, d'autres par contre continuent leurs études dans les centres universitaires (Ngaoundéré, Yaoundé, Maroua) pour les besoins de spécialisation en droit (publique, privé...), en géographie, en histoire, en langue (français, chinois...), en sciences, en gestion et en ingénierie alimentaire.

Il n'existe pas de diplômés du supérieur chômeur dans l'espace urbain. La ville n'est pas dotée d'établissements d'enseignements supérieurs.

Les problèmes financiers sont les plus récurrents d'après quelques parents rencontrés.

3.3.28.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 92 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">- Existence des établissements secondaires à cycle complet,- Existence des Bacheliers et des diplômés du Supérieur (Licence).	<ul style="list-style-type: none">- Arrêt des études après le BAC de certains bacheliers ;- Abandon des études par certains étudiants pour faute des moyens ;- Absence d'appuis aux étudiants nécessiteux ;- Inexistence d'établissements appartenant à l'enseignement supérieur.- Absence d'un répertoire des bacheliers et des diplômés de l'enseignement supérieur;- Insuffisance dans l'accompagnement des étudiants ;- Manque de bourse d'étude ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.28.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 93 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Enseignement Supérieur	Difficulté d'apporter des appuis aux étudiants.	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'un fichier des diplômés de l'enseignement supérieur -Absence d'un fonds d'appuis aux étudiants -Absence des mini-cités destinées aux étudiants originaires de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> -Recours aux diplômés d'autres communes - Abandon des études après le BAC ; - absence d'appuis aux étudiants nécessiteux 	Établissement d'un fichier des diplômés de l'enseignement supérieur originaires de la commune	Mairie de Mbé
				Constitution d'un fonds d'appuis aux étudiants	Etudiants de la commune de Mbé
				Appuis chaque année à 50 étudiants démunis.	
				Construction d'une mini-cité des fils originaires de la commune	
Mise en place d'une commission d'accueil des nouveaux étudiants : Université de Ngaoundéré					

3.3.29. Economie locale

3.3.29.1. Etat des lieux

- Existence des acteurs du secteur informel et de production ;
- Existence des institutions en charges d'encadrer les acteurs appartenant au secteur de l'économie locale ;

3.3.29.2. Atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes du secteur

Tableau 94 : Tableau des atouts/potentialités et des Problèmes/contraintes

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes
<ul style="list-style-type: none">-Existence des acteurs du secteur de l'économie locale ;-Existence de quelques infrastructures de transformation, de conservation et de commercialisation des produits agropastoraux et halieutiques ;-Existence des zones de production des cultures de contre saison,-Disponibilité des terres cultivables inexploitées dans les villages ;- Existence du réseau électrique rural dans la ville de Mbé et dans 03 villages ;- Existence d'un fichier des contribuables à la Commune ;	<ul style="list-style-type: none">-Faible structuration des acteurs du secteur de l'économie locale ;-Insuffisance des moyens financiers ;-Inondation des zones de production des cultures maraichères ;-Faible participation de la commune dans la promotion du développement de l'économie locale ;-Faible encadrement des acteurs de l'économie locale ;- insuffisance des infrastructures et équipements marchands ;- insuffisance des structures de transformation et de conservation des produits agropastoraux et halieutiques ;- fausse déclaration des chiffres d'affaires par des acteurs de l'économie locale ;- absence d'une politique de promotion du développement de l'économie locale ;- insuffisance des magasins de stockage des produits agricoles ;- enclavement des zones de production agricole ;- insuffisance des pistes d'évacuation des produits agricoles.- Absence des institutions en charges d'encadrer les acteurs appartenant au secteur de l'économie locale ;- Absence d'une commission communale en charge de la production ;

Source : Diagnostic participatif AJLC 2013

3.3.29.3. Analyse des problèmes et besoins consolidés

Tableau 95 : Analyse des problèmes et besoins consolidés

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets	Besoins/idées de projets	Sites concernés
Economie locale	Difficulté à développer l'économie locale	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'un fichier des acteurs de l'économie locale -Faible structuration des acteurs du secteur de l'économie locale -Insuffisance des crédits destinés à la promotion de l'économie locale. -Faible participation de la commune dans la promotion du développement de l'économie locale -Faible encadrement des acteurs de l'économie locale -Absence d'une politique de promotion du développement de l'économie locale -Insuffisance des débouchés pour écouler les produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> -Suivi limité des acteurs de l'économie locale -Faible rentabilité des activités de l'économie locale -Faible extension de l'activité -Faible développement des recettes propres de la commune -Faible chiffre d'affaires 	Structuration de tous les acteurs de l'économie locale par type d'activités	- Mairie de Mbé ; - les sectoriels concernés.
				Structuration par filière des acteurs de l'économie locale	Toute la commune
				Appuis financiers aux acteurs de l'économie locale par filière	Toute la commune
				Implication de la commission de production dans toutes les activités de l'économie locale	Mairie de Mbé
				Amélioration de l'encadrement des acteurs de l'économie locale	Toute la commune
				Mise en place d'une politique de promotion du développement de l'économie locale.	Toute la commune
				Organisation des ventes groupées par bassin de production.	Tous les bassins de production.

3.4. Matrice de diagnostic des ressources naturelles (MDRN) et esquisse de PUGDT.

Tableau 96 : Matrice diagnostic des ressources naturelles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Contrôleurs	Mode de Gestion	Tendances	Problèmes / Contraintes	Actions à entreprendre
Sable	Karna Manga, Mbé, Mdom Bénoué, Ndong Bénoué ; Senngba et Karna Petel	Grandes exploitations	Les riverains	Chefs traditionnels	Gestion anarchique	Diminution du sable	Exploitation anarchique et abusive des sites	- Organisation de l'exploitation de ces carrières ; - Structuration des exploitants.
Marécages	La quasi-totalité des villages de la commune et les quartiers Taparé, Duuboy de la Ville de Mbé	Zone de culture maraichères et tubercule,	-Utilisation des bois pour la construction -Cultures maraichères	Les riverains, chefs de famille	Gestion anarchique et abusive	Diminution de bois et tarissement de l'eau	Surexploitation du bois	Sensibilisation sur l'utilisation des ressources naturelles
Sites touristiques	Presque tous les villages	Le potentiel à 100 % non encore exploité à but touristique	RAS	Chefs traditionnels	Aucune gestion pour le moment	Abandon, ignorance des riverains pour la valorisation des sites	Accès difficile à cause de l'enclavement	Désenclavement et valorisation de certains sites touristiques
Pâturage	Tous les villages	Important	Élevage du gros bétail et des petits ruminants	Chefs traditionnels	Contrôlé par les chefs traditionnels	Surexploitation	-Feux de brousse précoces ou tardifs et incontrôlés ; -Conflits agropastoraux	-Création des zonages ; -Sensibilisation des populations sur les méfaits des feux de brousse ; -Création des champs fourragers.
Terres cultivables	Tous les villages	Plus de 70 % de terre encore non cultivée	Cultures vivrières (Igneame, maïs, manioc, arachide, patate etc....).	Chefs traditionnels, chefs de famille	Gérées par les chefs de famille et les autorités traditionnelles.	Dégradation progressive des terres cultivables à cause des méthodes rudimentaires (cultures itinérantes sur	Dévastation des cultures par les bœufs, les inondations, érosion pluviale, diminution de la fertilité du sol, acidité du sol due	- Un plan de zonage est nécessaire ; - Clôtures des champs par des fils barbelés ; - Assolement ; - Pratique de la jachère ;

Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Contrôleurs	Mode de Gestion	Tendances	Problèmes / Contraintes	Actions à entreprendre
						brulis).	à l'utilisation des engrais chimiques sur certains sols.	- Utilisation de la bourse des vaches ; - Pratique du pacage.
Forêts galeries	Tous les villages traversés par les cours d'eau	Bois, lianes, Bambous, animaux	Les riverains pour la construction des logements, vannerie, bois de chauffe	Les chefs traditionnels et le MINFOF	Gestion anarchique	Diminution progressive de certaines espèces et disparition totale des autres essences	Surexploitation, abattage illégal des arbres pour la création des champs, feux de brousse	Sensibilisation sur les méfaits des feux de brousse et une exploitation durables des ressources naturelles
Forêt dense	Dans la ZIC 15 et 18	Important	Sciage du bois d'œuvre et braconnage	Chefs traditionnels, Commune et MINFOF	Gestion anarchique	Diminution progressive de certaines espèces fauniques et floristiques.	abattage des arbres pour implantation des champs	Règlementation de son exploitation.
Or	Les affluents de la Bénoué	Le potentiel est encore important	Les riverains constitués des hommes	Autorités traditionnelles	Gestion anarchique et abusive	Explorations nouvelles en vue	Exploitation artisanale et non réglementée	Industrialisation et réglementation de l'activité
Chaux vive	Nyadou	Le potentiel est encore important	Le potentiel est encore important	Autorités traditionnelles	Gestion anarchique et abusive	Explorations nouvelles en vue	Exploitation artisanale et non réglementée	Industrialisation et réglementation de l'activité

Source : Diagnostic AJLC 2014

La commune dispose de plusieurs ressources parmi lesquelles : l'Or, les forêts galeries, la forêt dense, des terres cultivables, des sites touristiques, des bas fonds, des marécages, des cours d'eau et du sable pour ne citer que ceux là. Mais ce potentiel reste pour la plupart non exploité de façon optimale.

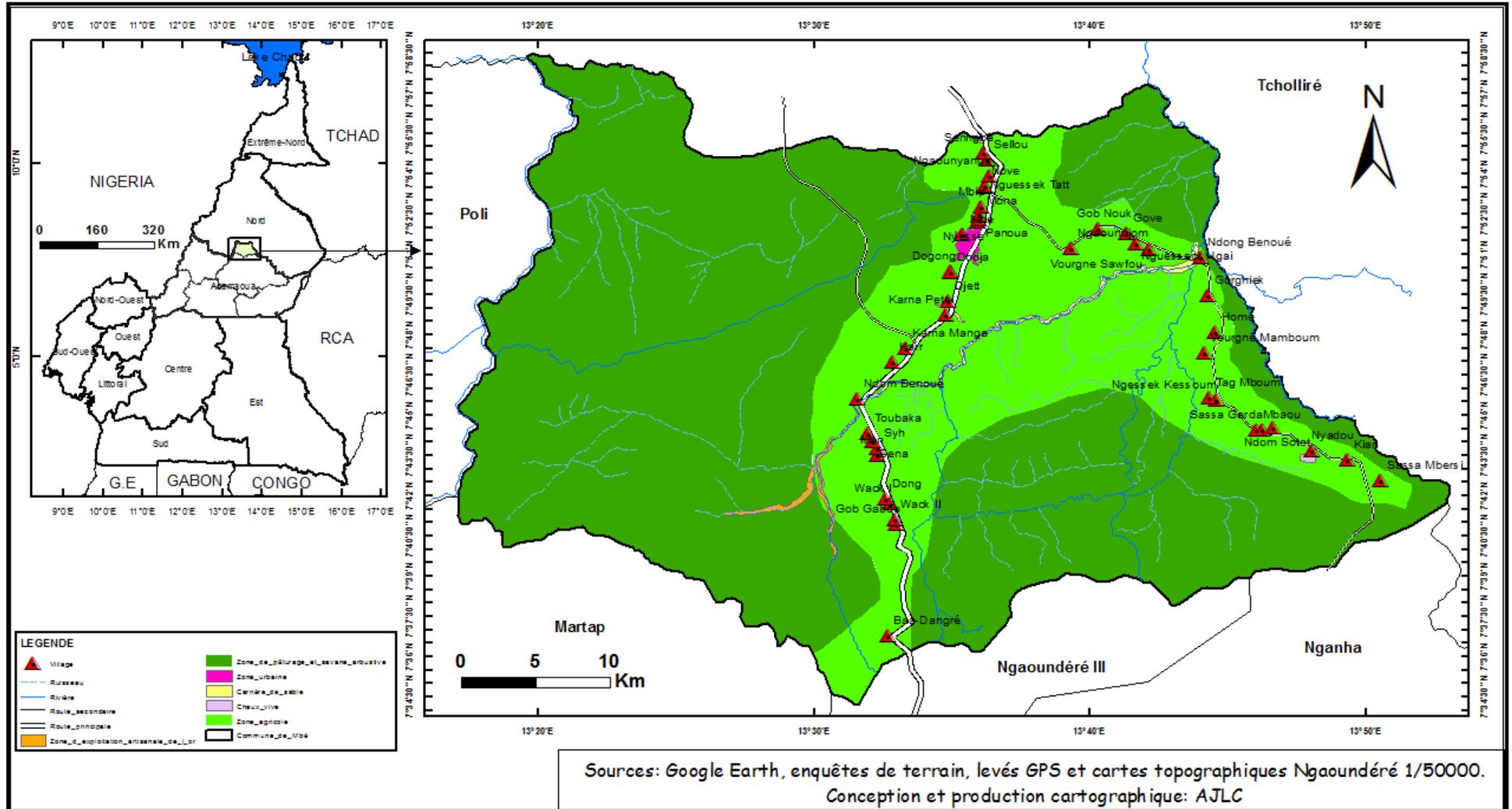


Figure 10 : Cartes des ressources naturelles

3.5. Synthèse des données sur les changements climatiques

Les changements climatiques dans la commune de Mbé sont perceptibles au niveau des secteurs suivants : agriculture, élevage/pêche ; forêts et faune, environnement, transport, habitats et développement urbain et eau et assainissement.

Tableau 97 : Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation aux changements climatiques

SECTEUR (Unité d'exposition) par zone agro écologique	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socioéconomiques	Niveau de risque (Élevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions Envisagées	Villages/ Zones concernés
UNITE D'EXPOSITION 1 : Centre urbain de la Commune							
Agriculture	Baisse de la pluviométrie	Aridité du sol	Baisse de la production	Moyen	Arrosage des plantes	Irrigation des exploitations agricoles	Tous les villages et les zones agricoles de l'espace urbain
Élevage	Sècheresse prolongée	prolongement de la période de froid	Perte de la volaille	Élevé	Vaccination des sujets automédication appliquée sur les sujets	Organisation de 02 campagnes de vaccination de la volaille.	Tous les villages et les zones d'élevage de l'espace urbain
Pêche et aquaculture	Vents violents	Destruction d'engins de pêche	Faible capture de poisson	Moyen	RAS	Formation des pêcheurs sur des mesures à prendre	Toutes les rivières et le long de la Bénoué
Habitat	Vents violents pluies diluviennes	destruction des maisons	Perte des biens	Faible	Construction des maisons avec des matériaux adaptés	Sensibilisation des populations par le sectoriel	Tous les villages et quartiers de l'espace urbain
Transport	réchauffement prolongé	Éclatement des des roues des véhicules	Dépenses supplémentaires	Élevé	existence d'un atelier pneumatique	prévoir des de secours	axes principaux et secondaires du centre urbain

SECTEUR (Unité d'exposition) par zone agro écologique	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socioéconomiques	Niveau de risque (Élevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions Envisagées	Villages/ Zones concernés
Forêts et faune	Sècheresse	- disparition de certaines espèces forestières et fauniques ; - émigration de certaines espèces fauniques ; - réduction des superficies des espaces forestiers.	- diminution des protéines d'origines animales ; - baisse du revenu.	Moyen	-présence d'une dégradation des forêts et faune ; -existence des abords des cours d'eau	- reboisement ; - limitation des feux de brousse.	Tous les villages et les quartiers de l'espace urbain
UNITE D'EXPOSITION 2 : Zone de savane arbustive							
Agriculture	Baisse de la pluviométrie	Aridité du sol	Baisse de la production	Moyen	Arrosage des plantes	Irrigation des exploitations agricoles	Tous les villages et les zones agricoles de l'espace urbain
Élevage	Sècheresse prolongée	prolongement de la période de froid	Baisse de la productivité bovine	Élevé	Transhumance	Mise en place des champs fourragers	Tous les villages
Habitat	Vents violents pluies diluviennes	Destruction des maisons	Perte des biens	Faible	Construction des maisons avec des matériaux adaptés	Sensibilisation des populations sur les normes de construction	Tous les villages et les quartiers de l'espace urbain
Transport	Réchauffement prolongé	Éclatement des des roues des véhicules	Dépenses supplémentaires	Élevé	Existence des ateliers pneumatiques	Prévoir des des secours	Axes Ngaoundéré – Mbé et Mbé –Sassa Mbersi

SECTEUR (Unité d'exposition) par zone agro écologique	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socioéconomiques	Niveau de risque (Élevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions Envisagées	Villages/ Zones concernés
Forêts galeries	-Sècheresse prolongé ; -vents violents ; - baisse de la pluviométrie	- Disparition de certaines espèces forestières et fauniques ; - Émigration de certaines espèces fauniques ; - Réduction des superficies des espaces forestiers.	- Diminution des protéines d'origines animales ; - Baisse du revenu.	Moyen	RAS	- reboisement ; - limitation des feux de brousse ; - sensibilisation des populations sur la bonne utilisation des ressources naturelles.	Tous les villages de la Commune qui sont traversés par les cours d'eau
UNITE D'EXPOSITION 3 : Zone de forêt dense							
Agriculture	- Baisse de la pluviométrie - vents violents - arrêt Brusque des pluies.	- Aridité du sol - destruction des cultures (maïs) - flétrissement des plantes.	Baisse de la production faible rendement	Moyen	Arrosage des plantes utilisation des tuteurs	Irrigation des exploitations agricoles utilisation des brise-vents	Tous les villages et les zones agricoles de l'espace urbain
Élevage	Sècheresse prolongée	Dégradation des pâturages	Baisse de la productivité bovine	Élevé	Transhumance	Mise en place des champs fourragers	Tous les villages et les zones d'élevage de l'espace urbain

SECTEUR (Unité d'exposition) par zone agro écologique	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socioéconomiques	Niveau de risque (Élevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions Envisagées	Villages/ Zones concernés
Habitat	Vents violents pluies diluviennes	Destruction des maisons	Perte des biens	Faible	Construction des maisons avec des matériaux adaptés	Sensibilisation des populations sur les normes de construction	Tous les villages et les quartiers de l'espace urbain
Transport	Réchauffement prolongé	Éclatement des roues des véhicules	Dépenses supplémentaires	Élevé	Existence des ateliers pneumatiques	Prévoir des roues de secours	Axe Mbé-Ngaoundéré et Axe Mbé-Sassa Mbersi
Forêts dense	- Sècheresse prolongé ; - vents violents ; - baisse de la pluviométrie	- Disparition de certaines espèces forestières et fauniques ; - Émigration de certaines espèces fauniques ; - Réduction des superficies des espaces forestiers.	- Diminution des protéines d'origines animales ; - Baisse du revenu.	Moyen	RAS	- reboisement ; - limitation des feux de brousse ; - sensibilisation des populations sur la bonne utilisation des ressources naturelles.	Tous les villages et les quartiers de l'espace urbain
UNITE D'EXPOSITION 4 : Zone de circulation d'eau (rivières et fleuve)							
Agriculture	Baisse de la pluviométrie vents violents	Aridité du sol destruction des cultures (maïs et manioc)	Baisse de la production faible rendement	Moyen	Arrosage des plantes utilisation des tuteurs	Irrigation des exploitations agricoles utilisation des brise-vents	Tous les villages et les quartiers de l'espace urbain traversés par les cours d'eau

SECTEUR (Unité d'exposition) par zone agro écologique	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socioéconomiques	Niveau de risque (Élevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions Envisagées	Villages/ Zones concernés
Pêche	Vents violents	Destruction d'engins de pêche	Faible capture de poisson	Moyen	RAS	Formation des pêcheurs sur des mesures à prendre	Tous les villages et les quartiers de l'espace urbain traversés par les cours d'eau
Habitat	Vents violents pluies diluviennes	Destruction des maisons	Perte des biens	Faible	Construction des maisons avec des matériaux adaptés	Sensibilisation des populations sur les normes de construction	Tous les villages et les quartiers de l'espace urbain traversés par les cours d'eau
Transport	Réchauffement prolongé	Éclatement des roues des véhicules	Dépenses supplémentaires	Élevé	Existence des ateliers pneumatiques	Prévoir des roues de secours	Axe Mbé-Ngaoundéré et Axe Mbé-Sassa Mbersi

Source : Diagnostic AJLC 2013.

3.6. La situation de la petite enfance dans la commune de Mbé

3.6.1. Etat des lieux

Il ressort du diagnostic mené auprès des responsables communaux, des responsables éducatifs et des responsables de la santé public, plusieurs insuffisances liées à l'offre des services en matière de droits de l'enfant ont été relevées. Selon les secteurs concernés, celles-ci se présentent ainsi qu'il suit :

a. En matière **d'eau, de l'hygiène et de l'assainissement**, une nécessité de combler les besoins des populations en points d'eau potable a été établie. Au niveau communal, on peut noter un besoin de construction de 02 points d'eau dans l'ensemble des écoles primaires et maternelle de la commune de Mbé ;

b. Quant à **l'enregistrement de Naissance**, l'ONG AJLC et APRODHAFIM identifient avec l'appui des responsables d'établissements scolaires, les enfants ne disposant pas d'actes de naissances, mais les actions de ces organisations ne sont pas à ce jour appuyé par la commune. La mairie ne dispose pas non plus d'un répertoire des enfants ne possédant pas d'actes de naissance. En outre, des séances collectives d'audiences foraines ne sont pas initiées au sein de la Commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance.

c. S'agissant **de la vaccination**, les établissements sanitaires de la commune de Mbé connaissent une insuffisance d'équipements de conservation et de stockage des vaccins. Leurs responsables disent parfois se heurter à des difficultés de prise en charge des agents vaccinateurs. De plus, la Commune ne s'implique pas dans l'organisation des sensibilisations visant à faire comprendre aux responsables éducatifs, associatifs, religieux et autres leaders d'opinion, l'importance de la vaccination.

d. Concernant **la prévention du paludisme**, les sensibilisations se limitent généralement aux femmes enceintes et aux mères d'enfants.

e. Pour ce qui est de la **nutrition**, des séances de sensibilisation et d'éducation à la transformation des aliments sont organisées pendant la CPN par le personnel de santé. La distribution de la vitamine A se fait soit dans les ménages soit dans les formations sanitaires ou encore pendant les activités du PEV.

f. Au sujet de **l'éducation préscolaire et scolaire**, des efforts sont à fournir quant à la création des écoles, l'équipement des établissements en tables bancs et autres matériels didactiques, le recrutement d'enseignants ou à l'appui financier à accorder par les Associations des Parents d'Elèves (APEE).

Malgré tous ses efforts, les enfants souffrent énormément des maladies telles que : les vers intestinaux, le paludisme, la Typhoïde et autre maladie respiratoires. La commune dispose des structures hospitalières qui offrent des services de soins divers aux enfants: les consultations, les examens, et l'hospitalisation. Cependant, le problème de financement des charges de soins se pose encore avec acuité et constitue une des limites majeures à l'accessibilité de la grande majorité des enfants aux soins qualitatifs et quantitatifs.

Tableau 98 : État des lieux de la petite enfance

Besoins	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables et partenaires d'exécution
Enregistrement des naissances	Réduire de manière significative le nombre d'enfants sans acte de naissance enregistré dans la Commune de Mbé	<p>Identifier des enfants scolarisés sans acte de naissance, avec l'assistance des directeurs des écoles</p> <p>Confectionner un répertoire des enfants ne disposant pas d'actes de naissance</p> <p>Organiser des séances collectives d'audiences foraines au sein de la Commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance</p> <p>Proposer à l'autorité compétente la multiplication des centres spéciaux d'état civil pour rapprocher davantage les populations de ces centres</p>	<p>GOUVERNEUR PREFET SOUS-PREFET MAIRE DR MINEDUB DR MINSANTE DR MINAS DR MINPROFF DR MINCOM Chefs traditionnels Responsables des structures d'encadrement d'OEV Leaders religieux Responsables de médias locaux</p>
Vaccination	Assurer une couverture vaccinale de 100% dans la commune de Mbé	<p>Organiser des séances de sensibilisation auprès des parents ;</p> <p>Sensibiliser les responsables éducatifs, associatifs et religieux et autres leaders d'opinion à l'importance de la vaccination ;</p> <p>Fournir aux services de santé des équipements de conservation et de stockage des vaccins ;</p>	<p>GOUVERNEUR PREFET SOUS-PREFET MAIRE DR MINEDUB DR MINSANTE DR MINCOM Chefs traditionnels Responsables associatifs Leaders religieux Responsables de médias locaux</p>
Prévention du paludisme	Eradiquer le paludisme	<p>Organiser des séances de sensibilisation contre le paludisme auprès des parents ;</p> <p>Sensibiliser les populations à l'importance de la moustiquaire ;</p> <p>Organiser des campagnes de distribution gratuite des moustiquaires à la population ;</p> <p>Encourager l'entretien des alentours des maisons.</p>	<p>GOUVERNEUR PREFET SOUS-PREFET MAIRE DR MINEDUB DR MINSANTE DR MINCOM Chefs traditionnels</p>

Besoins	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables et partenaires d'exécution
			Responsables associatifs Leaders religieux Responsables de médias locaux
Nutrition	Prévenir la malnutrition et réduire de ce fait, la morbidité et la mortalité spécifiques y afférentes chez les enfants	Organiser des séances de sensibilisation auprès des parents ; Organiser des séances de formation pratiques sur la connaissance des aliments nutritifs ; Distribuer des suppléments nutritifs dans les écoles; Renforcer les stocks des centres de santé en matière de vitamines et autres substances nutritives ; Administer des vermifuges dans les écoles.	GOUVERNEUR PREFET SOUS-PREFET MAIRE DR MINEDUB DR MINSANTE DR MINCOM Chefs traditionnels Responsables associatifs Leaders religieux Responsables de médias locaux
Eau, hygiène et assainissement	Permettre à toute la population d'accéder à l'eau potable S'assurer que tous les ménages profitent des toilettes décentes	Sensibiliser et former les populations sur les maladies hydriques et la potabilisation de l'eau, la construction des latrines, le lavage des mains, la lutte contre les moustiques et l'utilisation des moustiquaires imprégnées, la salubrité autour des maisons ; Construire ou aménager des sources, puits et forages dans les quartiers nécessaires et au sein des établissements scolaires ; Installer des équipements simples de lavage des mains au sein des établissements scolaires.	GOUVERNEUR PREFET SOUS-PREFET MAIRE DR MINEDUB DR MINSANTE DR MINCOM Chefs traditionnels Responsables associatifs Leaders religieux Responsables de médias locaux
Protection des enfants en détention	Améliorer le cadre de détentions des enfants Assurer aux enfants détenus une réinsertion sociale	Appuyer à la discrimination des espaces entre enfants et adultes ; Créer des blocs d'apprentissage pour l'alphabétisation et l'initiative à des formations professionnelles pour les enfants détenus ; Créer ou approvisionner des bibliothèques, vidéothèques et espaces de jeux ; Organiser des activités de loisirs telles que la danse, la télévision, le cinéma, les jeux de sociétés, le sport ; Créer des mécanismes d'insertion et de réinsertion des enfants après leur détention.	GOUVERNEUR PREFET SOUS-PREFET MAIRE Responsables administration pénitentiaire DR MINEDUB DR MINJEC DR MINEFOP DR MINAS DR MINPROFF

Besoins	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables et partenaires d'exécution
			DR MINCOM Responsables de médias locaux
Éducation préscolaire et scolaire	Faciliter l'accès des enfants à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Affecter un nombre suffisant d'enseignants dans les différentes écoles primaires et maternelles - Pourvoir les écoles d'un nombre suffisant de salles de classes - Réhabiliter les salles de classes en mauvais état - Doter les écoles de tables-bancs suffisants - Construire des points d'eau dans les écoles - Construire des blocs latrines et sanitaires dans les établissements du primaire et de la maternelle - Création des nouvelles écoles maternelles 	GOUVERNEUR PREFET SOUS-PREFET MAIRE DR MINEDUB DR MINCOM Chefs traditionnels Leaders religieux Responsables de médias locaux

3.7. Développement de l'Economie Locale

Tableau 99 : Des acteurs du Développement de l'économie locale

Activités (1)	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes		
Productions agricoles dans les zones							-Construction de 10 magasins de stockage du maïs à : Baa Dangré ; Wack I ; Ndong ; Toubaka ; Dena ; Kiang ; Ngaounyanga ; Mbip ; Mona Lassi ; Nyessé-Panoua ; -Construction de 17 magasins de stockage d'igname : Wack I et Gob; Sih ; Ndom Bénoué ; Harr ; Karna Petel ; Sassa Mbersi ; Nyadou ; Sassa garda ; Mbaou ; Ndong Bénoué ; Tag Boum ; Vourgnè Mamboum ; Homé ; Gorghiek ; Vourgnè Sanfou ; Nguesseck Ngai ; Gob Nouk ; Nguesseck Tatt-Nové ; Mbip ; -Construction de 02 magasins de stockage du soja : Sellou-Senngba ; Dogong-Dodja -Construction de 01magasin de stockage du riz : Ngaoundjom -Aménagement de 07 séchages à : Ndong ; Syh ; Toubaka ; Kiang ; Nguesseck Kessoum ; Mona Lassi ; Nyessé-Panoua

Activités (1)	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes	Handicaps à la réalisation des activités du secteur	
rurales et urbaines	MINADER	- PND RT	- Agriculteurs ; - Maraîchères ;	-Présence des bassins de production dans la commune (le long du fleuve de la Bénoué) ; -Présence des zones de bas-fonds	-Postes agricoles ; -Case communautaire	-Difficultés d'évacuation des productions ; -Difficultés de conservation des produits post-agricoles ; -Difficultés liées à la pratique des cultures maraîchères ; -Difficultés d'accès aux financements.	-12 engins pour 02 pôles à : 06 engins pour la zone Mbé: Senngba à Wack ; 06 engins pour la zone Gada Mayo : Sassa Mbersi à Mazadou -Dotation de 01 moulin à écraser le soja à : Senngba-Sellou -Dotation de 05 moulin à écraser le maïs à : Baa-Dangré ; Wack II Gob Gabdo ; Wack I ; Ndong ; Ndom Sotott -Dotation d'une décortiqueuse du riz à Ngaoundjom -Dotation de 3 bacs (1 m3) pour le trempage du manioc à Nguessek Kessoum et Tag Boum -Construction de 01 poste agricole à : Vourgnè Sanfou -Construction de 06 maisons d'astreintes à : Mbé ; Wack ; Ngaounyanga ; Tag boum ; Sassa Mbersi ; Karna Manga -Equipement de 06 postes agricoles en matériels informatique à : Mbé ; Wack ; Ngaounyanga ; Tag boum ; Sassa Mbersi ; Karna Manga Réhabilitation de 06 postes agricoles à -Mbé ; Wack ; Ngaounyanga ; Tag boum ; Sassa Mbersi ; Karna Manga -Etude de faisabilité pour la réalisation d'une unité de transformation d'igname à Mbé -Mise en place d'une unité de collecte, de séchage des mangues et de vente Gove -Dotation de 08 tonnes d'engrais aux cultivateurs du maïs à : Ndong ; Man ; Syh ; Harr, Kiang ; Karna Petel ; Ndom Sottot ; Mbaou -Mise en de 10 semenciers et 10 points de vente de semences amélioré à : Mbé (02), Sassa Mbersi (01), Tagboum (01), Vourgnè Mamboum (01), Nguesseck Ngai (01), Ngaounyanga (01), Karna Manga (01), Foubarka et Toubaka (01). -Dotation de 1000 boutures de canne à sucre à : Kiang -Dotation des 200 litres d'herbicide à Syh -Création de 10 Ha de verger de manguier à Gove

Activités (1)	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes	Handicaps à la réalisation des activités du secteur	
							<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place d'une pépinière pour l'agroforesterie à Senngba-Sellou ; Gorghiek ; Mbaou -Aménagement des bas fond pour les cultures de contre saison à Homé et Syh -Etude de faisabilité pour la délimitation des zones agricole : Ndong ; Wack II Gob Gabdo; Nguesseck Ngai -Affectation de 04 Techniciens d'Agriculture à : Mbé, Sassa Mbersi ; Wack ; Tagboum -Etude de faisabilité pour l'aménagement de 5 Km à Harr et 5 Km Vourgne Mamboum de piste agricole
Productions pastorales dans les zones rurales et urbaines	MINEPIA		<ul style="list-style-type: none"> - Eleveurs ; - Apiculteurs ; - Pisciculteurs. 	-Présence d'une grande zone pastorale	-Centre Zootechnique vétérinaire de Wack, Mbé et Sassa Mbersi;	<ul style="list-style-type: none"> -Difficultés liées à la pratique de l'élevage bovin ; -Faible encadrement des éleveurs ; -Dégradation du pâturage ; -Difficultés liées à l'extraction du miel. 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction et équipement de 03 CZCSV à : Mbé, Wack et Sassa Mbersi -Construction de 04 parcs vaccinogènes à : Mbé, Ngaoundjom, Wack ; Ndong ; Sassa Mbersi -Construction de 03 logements d'astreinte pour les CZCSV à : Mbé, Wack et Sassa Mbersi -Construction de 01 délégation d'arrondissement à : Mbé -Construction de 01 logement du délégué d'arrondissement à : Mbé -Construction de 03 marchés à bétail à : Mbé, Sassa Mbersi et Wack -Construction de 08 aires d'abattage à : Sassa Mbersi, Tagboum, Vourgnè Sanfou, Vourgnè Mamboum, Wack, Toubaka, Man, Karna Manga -Etude de faisabilité pour la construction d'un bain d'étriquer à 05 bains de tiqueurs à : Mbé, Ngaoundjom, Wack et Sassa Mbersi ; Baa Dangré -Construction de 01 abattoir moderne à : Mbé -Aménagement de 11 étangs de piscicultures à : Ndong Bénoué, Sassa Mbersi, Tagboum, Nguesseck Ngai, Mbé, Karna Manga, Mdom Bénoué, Man ; Karna Petel et Nyesse – Panoua ; Kiang -Construction de 02 chambres froides solaire à : Mbé ; Ndong Bénoué

Activités (1)	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes	Handicaps à la réalisation des activités du secteur	
							<ul style="list-style-type: none"> -Construction de 01 fabrique de glace à : Mbé -Construction de 03 halls de vente de poisson à : Ndong Bénoué, Mbé et Karna Petel -Mise en de 02 points d'approvisionnement d'engins de pêche mis en place à : Mbé et Ndong Bénoué -Aménagement de 04 centres d'alevinage à : Mbé, Karna Petel, Ndong Bénoué et Sassa Mbersi -Aménagement de 09 fumoirs à : Ndong Bénoué, Sassa Mbersi, Tagboum, Nguesseck Ngai, Mbé, Karna Manga, Mdom Bénoué, Man et Karna Petel -Etude de faisabilité pour la réalisation de 2 forages pastoraux Gove -Etude de faisabilité pour la sécurisation des zones d'élevage ; -Etude de faisabilité pour l'aménagement des parcs pour garder les animaux dans la nuit : Tous les villages de la commune de Mbé -Dotation de 03 motos aux CZCSV à : Mbé, Wack et Sassa Mbersi -Dotation de 06 pêcheurs en matériels et équipements de pêche modernes à : Mbé et Ndong Bénoué -Sensibilisation des pêcheurs sur la pratique d'une pêche responsable -Etude de faisabilité pour la construction de 03 fermes avicoles Man ; Karna Manga ; Kiang ; -Etude de faisabilité pour la construction de 03 fermes pour élevage des caprins Djett ; Ndom Sotott et Dena -Mise en place de 11 champs fourragers à : Wack I ; Man ; Syh ; Toubaka ; Karna Petel ; Djett ; Mbaou ; Nguessek Kessoum ; Nguesseck Ngai ; Gob Nouk ; Mona – Lassi ;
							<ul style="list-style-type: none"> -Construction de 15 hangars équipés des comptoirs : Wack (1), Toubaka (1), Mdom Bénoué (1), Mbé (3), Ngaounyanga (3); Karna Manga (2), Tagboum (3) et Sassa Mbersi (1)

Activités (1)	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes		
Activités commerciales	- MINCOMMERCE - MINPMEESA	- Commune ; - PAJER-U ; - PIASSI ;	- Commerçants ; - Corps des métiers ; - GICs - Artisans	- Espace disponible au niveau de la commune pour la construction des complexes commerciaux.	- Présence des boutiques ; - Présence des marchés ;	- Difficultés à pratiquer les activités commerciales ; - Absence de marchés dans les villages de la commune ; - Difficultés à circuler dans les marchés ; - Absence des points d'eau et latrines dans les marchés ; - Difficultés des artisans à pratiquer leurs activités ;	- Réalisation de 08 points d'eau aménagés. - Réhabilitation de 02 hangars : Mbé ; Wack ; - Mies en place de 08 dispositifs de traitement des déchets : Wack, Toubaka, Mdom Bénoué, Mbé ; Ngaounyanga ; Karna Manga, Tagboum et Sassa Mbersi - Construction de 08 magasins de distribution des produits manufacturés : Wack, Toubaka, Mdom Bénoué, Mbé ; Ngaounyanga ; Karna Manga, Tagboum et Sassa Mbersi - Plaidoyer pour la Sécurisation des sites abritant les marchés de la commune de Mbé - Structuration d'au moins 95% des commerçants autour d'une organisation : Tous les villages de commune - Création de 06 nouveaux marchés hebdomadaires : Nguesseck Ngai, Djett, Karna Petel, Harr, Man, Baa-Dangré - Etude de faisabilité pour la construction d'un marché moderne à Mbé
- Taxes et fiscalité	- MINEFI	Institution Communale	- Commerçants ; - Corps des métiers ; - GICs - Artisans	- Vaste espace commercial ; - Ngaoundéré se présente comme une zone carrefour ; - Les marchés ; - Les entreprises	- Assiette fiscale de la commune ; - Centre départemental des impôts	- Non maîtrise du fichier des contribuables ; - Difficultés liées au recouvrement des taxes ;	- Actualiser le fichier du contribuable de la commune de Mbé ; - Organiser les séminaires de formation des contribuables de la commune ; - Former le personnel communal en charges des finances ; - Organiser les campagnes de sensibilisation des contribuables sur la nécessité des taxes et impôts ; - Doter la commune des engins afin de faciliter le recouvrement.

4. PLANIFICATION STRATEGIQUE

4.1. Vision et objectifs du Plan Communal de Développement

Dans le souci de voir leurs conditions de vie des populations s'améliorer, le PCD de Mbé s'est fixé comme objectif de développement pour la Commune de Mbé : "**Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales**".

Cette vision du PCD obéit à la logique d'intervention de développement et à la nouvelle dynamique sociopolitique marquée par le processus de la décentralisation et du développement durable conformément aux grandes orientations de l'État contenues dans le DSCE et la vision du Cameroun à l'horizon 2035.

De façon globale, l'objectif du PCD de Mbé sera de guider l'ensemble des actions de développement de sa circonscription communale dans le but de favoriser la croissance et l'emploi. Plus spécifiquement, il permettra de :

- ❖ Entreprendre des négociations avec des bailleurs de fonds ;
- ❖ Rechercher le partenariat avec les acteurs externes et internes,
- ❖ Promouvoir la synergie d'actions entre les différents acteurs intervenant dans la circonscription communale ;
- ❖ Promouvoir la participation, la transparence, l'équité dans les choix des investissements et des actions de développement ;
- ❖ Élaborer aisément les plans d'investissements annuels et les budgets y afférents ;
- ❖ Promouvoir la solidarité et la complémentarité entre les acteurs de développement ;
- ❖ Prévenir les conflits ;
- ❖ Rechercher la cohérence entre les actions locales et les politiques sectorielles de l'État ;
- ❖ Former et renforcer les capacités des acteurs locaux ;
- ❖ Faire des prévisions budgétaires réalistes.

4.2. Cadre logique par secteur

4.2.1. L'institution communale

Problème principal : Faible performance de l'institution communale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Rendre l'institution communale compétitive		Taux de compétitivité de l'institution communale réalisé	- Rapport de la commune ; - Rapport de la tutelle ; - Rapport du comité de suivi du PCD.	- Implication de la commune et de ses partenaires ; - Disponibilité financière.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Convention signée ; - registre des recettes de la Commune ; - Contrats de partenariat signés. - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer la gestion des ressources humaines	Taux d'amélioration de la gestion des ressources humaines réalisé.	- Rapport du SG de la Commune.	Volonté de la Commune et du personnel communal	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Règlement intérieur - plan d'actions de la commune
Objectif spécifique2 :	Améliorer les recettes propres de la commune	Niveau d'amélioration des recettes propres de la commune réalisé.	- Comptes administratifs ; - Rapport du RM	- Volonté des contribuables ; - honnêteté des collecteurs des taxes.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Fichier des contribuables établi ; - Plan d'actions de la Commune.
Objectif spécifique3 :	Améliorer la gestion du patrimoine communal	Niveau d'amélioration de la gestion du patrimoine communal réalisé.	- Rapport de la comptabilité communale	Volonté de la commune	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Plan d'actions de la Commune
Objectif spécifique4 :	Promouvoir la bonne gouvernance locale	Degré de transparence de la gestion des ressources publiques et celles transférées réalisé	- Rapport de la comptabilité communale	Volonté de la commune	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Plan d'actions de la Commune
Objectif spécifique5 :	Faciliter la mise en œuvre du PCD	Taux de réalisation des actions prévues dans le PCD effectué.	- Rapport du comité de suivi du PCD	Volonté de la commune	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Plan d'actions de la Commune
Résultats (Axes stratégiques)	1.1 la gestion des ressources humaines s'est améliorée	- Nombre d'agents de maîtrise recruté ; - Nombre d'agents communaux formés ; - Type d'organigramme mis en place ; - Nombre des services renforcés.	- Rapport du SG de la Commune.	Volonté de la Commune et du personnel communal	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Règlement intérieur - plan d'actions de la commune
	2.1 les recettes propres de la commune se sont améliorées	- Nombre d'outils de collecte des recettes propres élaborés ; - Nombre d'infrastructures marchandes construites.	- Comptes administratifs ; - Rapport du RM	- Volonté des contribuables ; - honnêteté des collecteurs des taxes.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Fichier des contribuables établi ; - Plan d'actions de la Commune.
	3.1 la gestion du patrimoine communal s'est améliorée	- Nombre du patrimoine foncier sécurisé ; - Nombre d'engins roulants acquis ; - Nombre des bâtiments communaux construits.	- Rapport de la comptabilité communale	Volonté de la commune	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Plan d'actions de la Commune

	4.1 La bonne gouvernance locale est effective dans la commune	- Nombre des parties prenantes impliquées dans les processus décisionnels de la commune	- Rapport de la comptabilité communale	Volonté de la commune	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Plan d'actions de la Commune
	5.1 les actions prévues dans le PCD sont exécutées et suivies	- Nombre de membres choisis pour le comité de suivi du PCD ; - Nombre des microprojets planifiés suivis ; - Nombre des DAO et TDR des microprojets élaborés.	- Rapport du comité de suivi du PCD	Volonté de la commune	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Plan d'actions de la Commune
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1.1. Mise en place d'un règlement intérieur					500 000	
R1.1.2. Affiliation des agents communaux à la CNPS					PM	
R1.1.3. Organisation des sessions de formation des conseillers municipaux					2 500 000	
R1.1.4. Encourager la mise en place des associations féminines					2 000 000	
R1.1.5. Sensibilisation des conseillers municipaux à s'impliquer dans le suivi des affaires de la Commune					PM	
R1.1.6. Sensibilisation des parents d'enfants sur l'importance de l'éducation des jeunes filles					1 000 000	
R1.1.7. Renforcement de la sensibilisation des populations rurales de l'importance de l'école					1 000 000	
R1.1.8. Organisation de 02 sessions de formation du personnel communal					5 000 000	
R1.1.9. Recrutement de 03 cadres de maîtrise au sein de l'institution communale					PM	
R1.1.10. Adaptation de l'organigramme existant aux tableaux des emplois types des communes					PM	
R1.1.11. Sensibilisation du personnel communal à connaître leur statut sérologique					1 000 000	
R2.1.1. Mise en place d'une stratégie efficace de collecte des ressources financières					PM	
R2.1.2. Sécurisation de 10 parcelles de 5000 ha comme patrimoine communal comme patrimoine communal : Nyesse, Mbé-Bénoué; Dogong – Dodja, Sellou Senngba, Baa Dangré et Gorheck					10 000 000	
R2.1.3. Actualisation du fichier des contribuables de la commune					1 000 000	
R2.1.4. Mise en place d'un dispositif de contrôle de recouvrement des taxes					PM	
R2.1.5. Information et sensibilisation des communautés sur la nécessité du paiement des taxes communales ;					PM	
R2.1.6. Mise en place d'une cellule de suivi des collecteurs de taxe					PM	
R2.1.7. Institutionnalisation de l'unité de collecte des taxes					PM	
R2.1.8. Structuration les contribuables par corps d'activités					2 500 000	
R2.1.9. Responsabilisation des leaders de chaque corps dans la collecte des taxes, patentes et éventuellement l'impôt libérateur de leur secteur					PM	
R2.1.10. Instauration d'une motivation des collecteurs au prorata des montants collectés					PM	
R2.1.11. Sensibilisation permanente des contribuables					3 000 000	
R2.1.12. Constructions d'une toilette publique payante					10 000 000	
R2.1.13. Construction d'un parking communal pour stationnement des camions à Dogong et Wack					10 000 000	
R2.1.14. Construction de 15 hangars équipés des comptoirs à Wack (1), Toubaka (1), Mdom Bénoué (1), Mbé (3), Ngaounyanga (3); Karna Manga (2), Tagboum (3) et Sassa Mbersi (1)					15 X 6 000 000 = 90 000 000	
R2.1.15. Construction d'un l'abattoir moderne de Mbé					120 000 000	

R2.1.16. Construction de 04 auberges municipales à Mbé ; Ndong Bénoué ; Ndom Bénoué ; Ngaounyanga	4X 70 000 000= 280 000 000
R2.1.17. Etude de faisabilité pour la construction d'un marché moderne à Mbé	1 000 000
R2.1.18. Construction des logements sociaux	PM
R2.1.19. Aménagement d'une fourrière municipale sécurisée à Mbé	20 000 000
R2.1.20. Construction de 02 gares routières municipales: Mbé et Sassa Mbersi	2 X 40 000 000 = 80 000 000
R3.1.1 Sécurisation de tout le patrimoine foncier de la Commune	PM
R3.1.2. Recensement et aménagement de certains sites touristiques	
R3.1.3. Renforcement de la sensibilisation des acteurs de la filière pêche sur le bien fondé du repos biologique	
R3.1.4. Acquisition d'une benn	70 000 000
R3.1.5. Achat du matériel de bureau et outils informatiques	40 000 000
R3.1.6. Réforme le pickup et la Benn	7 000 000
R3.1.7. Recrutement d'un agent en maintenance des engins de la Commune	PM
R3.1.8. Mise en place des cartes d'utilisation des terres	2 000 000
R4.1.1. Participation et implication des autorités publiques, du secteur privé et de la Société Civile dans les processus décisionnels et la considération des priorités	
R4.1.2. Promotion d'un système de suivi participatif des projets communaux	PM
R4.1.3. Promotion d'une fiscalité saine et bonne gestion des ressources publiques	PM
R4.1.4. Capacitation à l'analyse, la formulation et la mise en œuvre des politiques économiques adéquates	PM
R4.1.5. L'organisation des rencontres d'échanges avec les opérateurs économiques, les leaders de populations, et les autres communes pour toutes les actions entreprises dans la commune	2 000 000
R4.1.8. L'organisation des rencontres d'échanges avec Services Déconcentrés de l'État	2 500 000
R4.1.9. L'implication des services techniques dans l'élaboration du budget communal	2 500 000
R4.1.10. Entreprendre des initiatives de partenariat avec les organismes internationaux, les projets et programmes de développement disponibles dans la commune	5 000 000
R4.1.11. La capitalisation du partenariat signé avec le PNDP et d'autres programmes et projets de développement	PM
R4.1.13. Entreprendre des initiatives de jumelage avec des communes nationales et internationales	5 000 000
R4.1.14. La collaboration avec tous les membres des Comités de Concertation (CC) qui sont mis en place dans les 43 villages de la commune	5 000 000
R4.1.15. Motivation des opérateurs économiques actifs par des lettres de remerciements et d'encouragement ou par des facilitations (moratoires) dans le paiement de certaines taxes	PM
R4.1.16. Réinvestissement des fonds communaux dans les microprojets de la Société Civile ou dans les équipements sociaux	5 000 000
R4.1.17. Motivation du personnel à travers les distinctions honorifiques, lettres de félicitation etc.	PM
R4.1.18. Création d'un environnement économique et fiscal favorables aux investissements	PM
R4.1.19. Envois des lettres de félicitations aux élites nommées dans des postes de responsabilité	PM
R4.1.20. Mise en place d'un Plan Communal de Développement	PM
R5.1.1. Le renforcement des capacités des secrétaires d'état civil sur la nouvelle réglementation de l'état civil au Cameroun	4 000 000
R5.1.2. Mettre à la disposition des secrétaires d'état civil le code retenu pour la Commune de Mbé	PM
R5.1.3. Informatiser le centre principal d'état civil de Mbé	4 000 000
R5.1.4. Recruter un agent qui pourra assister le secrétaire d'état civil du centre principal	PM
R5.1.5. Renforcer la sensibilisation des parents sur l'importance d'actes de naissance	2 000 000

R5.1.7. Mise en place d'une cellule communale de lutte contre la corruption	1 000 000
R6.1.1. Élaboration et adoption d'un plan de formation pour le personnel communal	1 000 000
R6.1.2. Le renforcement des capacités de l'exécutif communal en gestion et en management	1 000 000
R6.1.4. Le recrutement progressif des cadres et/ou agents de maîtrise afin d'arrimer l'organigramme existant de la Commune aux tableaux types des emplois communaux	PM
R6.1.5. L'organisation des réunions de coordination au sein de l'Institution Communale	5 000 000
R6.1.6. La mise en place d'un plan prévisionnel local de formation et recyclage du personnel	PM
R6.1.7. L'évaluation permanente des activités de chaque personnel à travers le système de suivi	PM
R6.1.9. Renforcement des capacités des différentes commissions et du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	1 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	821 500 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	41 075 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	86 257 500
Total estimatif	948 832 500

4.2.2. Secteur Santé Publique

- **Problème principal** : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Améliorer l'accès aux soins de la qualité dans les formations sanitaires de la Commune de Mbé		Qualité de soins améliorés Type d'infrastructure et d'équipement mis en place	-Rapport du district de santé -Rapport de la commune	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles. -Intervention des élites et opérateurs économiques	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectif spécifique1 :	Améliorer l'offre de service de santé publique au sein des FOSA de Mbé	L'accès aux soins de santé de qualité est amélioré dans les FOSA de Mbé	-Rapport du district de santé -Rapport de la commune	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles. -Intervention des élites et opérateurs économiques	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'offre des infrastructures sanitaires de qualité s'est améliorée de 100%.	Nombres d'infrastructures sanitaires de qualité acquises.	-Rapport du district service de santé - Rapport de la commune ; - Rappports des formations sanitaires ; - PV de réception de l'ouvrage.	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles. - Dynamisme du maire,	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Documents des programmes de lutte contre la pandémie ; - conventions signées ; - contrats signés
	1.2. L'offre en personnel soignant s'est améliorée à 100%	Nombre et type de personnel affecté dans les FOSA	- Rapport de la commune ; - Rappports des formations sanitaires Rapport du service de santé du district	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles. - Dynamisme du maire,	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Documents des programmes de lutte contre la pandémie ; - conventions signées ; - budgets communaux ;
	1.3. Les activités de lutte contre le paludisme sont accrues	Nombre de descente effectuée Nombre de MILDA distribuée	Rapport de la commune ; - Rappports des formations sanitaires Rapport du service de santé du district	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles. - Dynamisme du maire,	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Documents des programmes de lutte contre la pandémie ; - conventions signées ; - budgets communaux ;
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif (en milliers de F CFA)	
R1.1.1 Plaidoyer pour la création, construction et équipement d'une structure de prise en charge pédiatrique des enfants atteints du VIH à : Mbé					PM	
R1.1.3. Plaidoyer pour l'affectation de 05 infirmiers diplômés d'état, 05 Infirmiers Diplômés Accoucheurs et 15 aides-soignants et 2 médecins à : CSI de Ngaounyanga (01 IDE ; 01 IDA ; 03 AS), CMA (02 médecins ; 03 AS) de Mbé, CSI de Sassa Mbersi (02 IDE ; 02 IDA ; 03 AS), CSI de Tagboum (01 IDE ; 01 IDA ; 03 AS); CSI de Wack (01 IDE ; 01 IDA ; 03 AS)					PM	

R1.1.4. Sensibilisation des femmes enceintes sur les consultations pré et post natales : Tous les 43 villages de la commune de Mbé	PM
R1.1.5. Création d'un CSI à : Vourgnè Sanfou et Karna Manga	2 X 60 000 000 = 120 000 000
R1.1.6. Mise en place d'une Unité de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA au CMA de Mbé à : CMA de Mbé.	70 000 000
R1.1.7. Équipement des laboratoires, maternités, pédiatries et petites chirurgies dans les 04 formations sanitaires à : CMA de Mbé, CSI de Wack, CSI de Tagboum, CSI de Sassa Mbersi	10 000 000X4 = 40 000 000
R1.1.8. Dotation des formations sanitaires en 50 matelas au CMA de Mbé(10), CSI de Ngaounyanga(10), CSI de Wack(10), CSI de Tagboum(10), CSI de Sassa Mbersi(10),	50X 480 000 = 2 400 000
R1.1.9. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation des formations sanitaires de Sassa Mbersi et Wack	PM
R1.1.10. construction de 04 clôtures dans les formations sanitaires au CSI de Tagboum ; CSI de Wack ; CSI de Sassa Mbersi ; CSI de Ngaounyanga	PM
R1.1.11. Construction de 04 logements d'astreinte pour les chefs des formations sanitaires du CSI de Wack, CSI de Tagboum, CSI de Sassa Mbersi	40 000 000 x 4 = 160 000 000
R1.1.12. Réalisation de 02 forages dans les CSI au CSI de Tag boum et au CSI de Ngaounyanga	8 000 000 X 2 = 16 000 000
R1.1.13. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 03 forages au CSI de sassa Mbersi (01) et au CSI de Wack (02)	3 X 300 000 = 900 000
R1.1.14. équipement des formations sanitaires en 50 lits au CMA de Mbé(10), CSI de Ngaounyanga(10), CSI de Wack(10), CSI de Tagboum(10), CSI de Sassa Mbersi(10),	35000 X 50 = 1 750 000
R1.1.15. Étude de faisabilité en vue d'électrification des formations sanitaires en plaques solaires à Wack, Sassa Mbersi, Tag boum et Ngaounyanga	500 000
R1.1.16. Construction de 05 incinérateurs dans les formations sanitaires de Sassa Mbersi, Wack, Tagboum, Ngaounyanga et Mbé.	1 000 000 X 3 = 3 000 000
R1.1.17. Fourniture de 04 motocyclettes pour les 04 CSI de Sassa Mbersi, Wack, Tagboum et Ngaounyanga	4 X 1 000 000 = 4 000 000
R1.2.1. Plaidoyer pour l'affectation du personnel soignant qualifié dans les FOSA (02 laborantins par formation sanitaire)	PM
R1.2.2. Plaidoyer pour l'érection du CMA de Mbé en hôpital de District	PM
R1.2.3. Plaidoyer pour la création, construction et équipement des services de santé du District de Mbé	80 000 000
R1.3.1. Fourniture et Sensibilisation de tous les ménages pour l'utilisation de la MILDA (Tous les 43 villages de la commune de Mbé)	PM
R1.3.2. Redynamisation de 03 Mutuelles de santé au CMA de Mbé ; CSI de Wack et Sassa Mbersi	1 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	499 550 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	24 977 500
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	52 452 750
Total estimatif	576 980 250

4.2.3. Secteur Education de base

- **Problème principal** : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Développer une éducation de base de qualité dans la commune de Mbé		- Taux d'amélioration de l'éducation dans les écoles maternelles existantes réalisé ; - Taux d'amélioration de l'éducation dans les écoles primaires existantes réalisé.	- Rapports DDEDUB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer l'offre en infrastructures scolaires dans les écoles primaires publiques de la Commune	-Nombre et type infrastructures scolaires réalisés ; -Nombre/superficie de domaine scolaire sécurisé	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINEDUB ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique 2	Améliorer les conditions de travail des enseignants dans les écoles primaires publiques de la Commune	-Taux d'amélioration des conditions de travail des enseignants	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINEDUB ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique3:	Améliorer l'effectif des enseignants qualifiés dans les écoles primaires existantes	-Nombre d'enseignant qualifié affecté dans les écoles	- Rapports DDEDUB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ;	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - budgets communaux.
Résultats stratégiques	1.1. L'offre en infrastructures scolaires dans les écoles primaires publiques de la Commune est améliorée	Nombre d'infrastructure scolaire réalisé	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune Rapport de l'IEPM	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	2.1. Les conditions de travail des enseignants dans les écoles primaires publiques de la Commune sont améliorées	Taux d'amélioration des conditions de travail des enseignants	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune Rapport de l'IEPM	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets

	3.1. L'effectif des enseignants qualifiés est amélioré	Taux d'amélioration de l'effectif des enseignants Nombre d'enseignant affecté	Note de prise de service ; Rapport de la commune Rapport de l'IEPM	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Activités Principales						
Libellé						Coût estimatif
R1.1.1. Plaidoyer pour la création et la construction de 02 nouvelles écoles publiques : Vourgne Sanfou et Ngaoundjom						PM
R1.1.2. Construction de 35 bâtiments de 70 salles de classe dans les écoles primaires créés et fonctionnelles : 03 bâtiments de 06 salles de classe à Gorheck ; 03 bâtiments de 06 salles de classe à Mbip ; 03 bâtiments de 06 salles de classe à Baa - Dangré. 03 bâtiments de 06 salles de classe à Sellou ;03 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Nguessek Ngai ;02bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Ngaounyanga ; 03bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Nyessé ; 04bâtiments de 08 salles de classe à l'EP de Man ; 03 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Ndom Bénoué ; 02bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Karna Manga ; 02bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Vourgne Mamboum ; 04bâtiments de 8 salles de classe à l'EP de Homé.						35 X 17 000 000 = 595 000 000
R1.1.3 Equipements 152 table-bancs dans les écoles primaires : 54 à l'EP de Vourgne Mamboum ; 20 à l'EP de Ndom Bénoué ; 78 à l'EP de Sassa Mbersi ;						152 X 10 000 = 1 520 000
R1.1.4. Etude de faisabilité pour la construction de 25 clôtures dans les différentes écoles primaires : EP Groupe I de Mbé ; EP de Marouaré ; EP Bilingue de Mbé ; EP groupe II de Mbé ; EP groupe IV de Mbé ; EP de Nyadou ; EP de Vourgne Mamboum ; EP de Ndom Bénoué ; 'EP de Sassa Garda ; EP de Gorheck ; EP de Homé ; EP de Sassa Mbersi ; EP de Wack ; EP de Mbip ; EP de Sellou ; EP de Man ; EP de Djett ; EP de Toubaka ; EP de Nyessé ; EP de Baa – Dangré ; EP de Vourgnè Sanfou ; EP de Nguesseck Ngai ; EP de Tag boum ; EP de Ngaounyanga ; EP de Karna manga						25 X 500 000 = 12 500 000
R1.1.5. Réhabilitation de 05 bâtiments de 08 des salles de classe dans les écoles primaires : 02 bâtiments de 04 salles de classe à l'EP de Ngaounyanga ; 01 bâtiment d'une salle de classe à l'EP groupe II de Mbé ; 02 bâtiments de 03 salles de classe à l'EP Groupe II de Mbé						5 X 10 000 000 = 50 000 000
R1.1.6. Construction de 25 logements d'astreinte pour les chefs d'établissements : EP Groupe I de Mbé ; EP de Marouaré ; EP Bilingue de Mbé ; EP groupe II de Mbé ; EP groupe IV de Mbé ; EP de Nyadou ; EP de Vourgne Mamboum ; EP de Ndom Bénoué ; 'EP de Sassa Garda ; EP de Gorheck ; EP de Homé ; EP de Sassa Mbersi ; EP de Wack ; EP de Mbip ; EP de Sellou ; EP de Man ; EP de Djett ; EP de Toubaka ; EP de Nyessé ; EP de Baa – Dangré ; EP de Vourgnè Sanfou ; EP de Nguesseck Ngai ; EP de Tag boum ; EP de Ngaounyanga ; EP de Karna manga						25 X 40 000 000= 1 000 000 000
R1.1.7. Plaidoyer pour l'affectation 125 enseignants qualifiés dans les écoles primaires : 04 à l'EP Groupe I de Mbé ; 06 à l'EP de Marouaré ; 03 à l'EP Bilingue de Mbé ; 02 à l'EP groupe III de Mbé ; 03 à l'EP groupe II de Mbé ; 04 à l'EP groupe IV de Mbé ; 04 à l'EP de Nyadou ; 06 à l'EP de Vourgne Mamboum ; 05 à l'EP de Ndom Bénoué ; 06 à l'EP de Sassa Garda ; 05 à l'EP de Gorheck ; 06 à l'EP de Homé ; 05 à l'EP de Sassa Mbersi ; 07 à l'EP de Wack ; 05 à l'EP de Mbip ; 06 à l'EP de Sellou ; 04 à l'EP de Man ; 05 à l'EP de Djett ; 04 à l'EP de Toubaka ; 05 à l'EP de Nyessé ; 05 à l'EP de Baa – Dangré ; 04 à l'EP de Vourgnè Sanfou ;06 à l'EP de Nguesseck Ngai ; 05 à l'EP de Tag boum ; 05 à l'EP de Ngaounyanga ; 05 à l'EP de Karna manga						PM
R1.1.8. Construction de 09 blocs de 03 latrines chacun dans les écoles primaires : EP de Maroua I ; EP Bilingue de Mbé ; EP de Nyadou ; EP de Ndom Bénoué ; EP de Homé ; EP de Sellou ; EP de Man ; EP de Djett ; EP de Baa- Dangré ;						9 X 4 500 000 = 40 500 000
R1.1.9. Réalisation de 22 forages dans 22 écoles primaires : EP groupe I de Mbé, EB de Mbé ; EP groupe 4 de Mbé ; EP de Sassa Mbersi ; EP de Home ; EP de Gorheck ; EP de Sassa Garda ; EP de Ndom Bénoué ; EP de Vourgne Mamboum ; EP de Nyadou ; EP de Mbip ; EP de Baa – Dangré ; EP de Nyesse ; EP de Toubaka ; EP de EP de Djett ; EP de Man et EP de Sellou						22 X 8 500 000 = 187 000 000
R1.1.10. Dotation de 50 bacs à ordures donc 02 par écoles primaires : EP Groupe I de Mbé ; EP de Marouaré ; EP Bilingue de Mbé ; EP groupe III de Mbé ; EP groupe II de Mbé ; EP groupe IV de Mbé ; EP de Nyadou ; EP de Vourgne Mamboum ; EP de Ndom Bénoué ; 'EP de Sassa Garda ; EP de Gorheck ; EP de Homé ; EP de Sassa Mbersi ; EP de Wack ; EP de Mbip ; EP de Sellou ; EP de Man ; EP de Djett ; EP de Toubaka ; EP de Nyessé ; EP de Baa – Dangré ; EP de Vourgnè Sanfou ; EP de Nguesseck Ngai ; EP de Tag boum ; EP de Ngaounyanga ; EP de Karna manga						50 X 10000 = 500 000
R1.1.11. Reboisement de toutes les écoles primaires publiques						28 X 1 000 000 = 28 000 000

R1.1.12. Aménagement de 26 aires des jeux dans les écoles primaires publiques : EP Groupe I de Mbé ; EP de Marouaré ; EP Bilingue de Mbé ; EP groupe III de Mbé ; EP groupe II de Mbé ; EP groupe IV de Mbé ; EP de Nyadou ; EP de Vourgne Mamboum ; EP de Ndom Bénoué ; EP de Sassa Garda ; EP de Gorheck ; EP de Homé ; EP de Sassa Mbersi ; EP de Wack ; EP de Mbip ; EP de Sellou ; EP de Man ; EP de Djett ; EP de Toubaka ; EP de Nyessé ; EP de Baa – Dangré ; EP de Vourgnè Sanfou ; EP de Nguesseck Ngai ; EP de Tag boum ; EP de Ngaounyanga ; EP de Karna manga	26 X 1 000 000 = 26 000 000
R1.1.13. Construction équipement d'un bloc administratif dans toutes les écoles publiques	28 X 10 000 000 = 280 000 000
R1.1.14. Construction équipement d'une salle informatique dans toutes les écoles publiques	28 X 25 000 000 = 700 000 000
R1.1.15. Construction équipement d'une bibliothèque dans toutes les écoles publiques	28 X 25 000 000 = 700 000 000
R1.1.16. Construction équipement d'une infirmerie dans toutes les écoles publiques	28 X 10 000 000 = 280 000 000
R1.1.17. Sécurisation des domaines de toutes les écoles publiques	PM
R1.1.18. Sécurisation des domaines de 02 écoles maternelles	PM
R2.1.1. Plaidoyer pour la création de 12 nouvelles écoles maternelles publiques : Syh, Dena, Ndom Bénoué, Harr, Karna Petel, Karna Manga, Sassa Garda, Mbaou, Tag Boum, Nguessek Kessoum, Gove, et Mbé (Quartier Marouaré)	PM
R2.1.2. Construction d'un bâtiment de 02 salles de classe dans les écoles maternelles publiques créés et fonctionnelles : EM de Wack	17 000 000
R2.1.3 Equipements 53 tablettes dans les écoles maternelles publiques : EM de Mbé	53 X 7000 = 371 000
R2.1.3 Equipements 53 chaises dans les écoles maternelles publiques : EM de Mbé	53 X 7000= 371 000
R2.1.4. Construction de 02 clôtures dans les différentes écoles maternelles : EM de Mbé ; EM de Wack	2X 25 000 000 = 50 000 000
R2.1.5. Réhabilitation de 01 bâtiment de 02 des salles de classe : EM de Mbé	10 000 000
R2.1.6. Construction de 02 logements d'astreinte pour les chefs d'établissements : 01 pour EM de Mbé ; 01 pour EM de Wack	2 X 40 000 000 = 80 000 000
R2.1.7. Plaidoyer pour l'affectation 04 enseignants qualifiés dans les écoles maternelles : 02 à l'EM de Mbé et 02 à l'EM de Wack	PM
R2.1.8. Construction de 02 blocs de 06 latrines chacun dans les écoles maternelles : EM de Mbé ; EM de Wack	2 X 4 500 000= 9 000 000
R2.1.9. Réalisation de 02 forages dans 02 écoles maternelles : EM de Mbé ; EM de Wack	2 X 8 500 000 = 17 000 000
R2.1.10. Dotation de 02 bacs à ordures donc 02 par école maternelle : EM de Mbé ; EM de Wack	2X 10 000 = 20 000
R1.1.11. Reboisement de 02 écoles maternelles : EM de Mbé ; EM de Wack	2X 1 000 00= 2 000 000
R2.1.12. Aménagement de 02 aires des jeux dans les écoles maternelles publiques : EM de Mbé ; EM de Wack	2X 1000 000= 2 000 000
R2.1.13. Construction de 2 bâtiments de 06 salles de classe dans les écoles maternelles publiques créés et non fonctionnelles : Ngaounyanga ; Sassa Mbersi,	2X 21 000 000 = 42 000 000
R2.1.14. Plaidoyer pour la création, la construction d'une école maternelle en langue Dii	70 000 000
R2.1.14. Redynamisation du centre linguistique de Mbé	5 000 000
R2.1.15. Redynamisation des comités d'alphabétisation	6 000 000
R2.1.16. Mise en place d'un Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF)	70 000 000
Cadre estimatif du Secteur	
Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	4 281 782 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	214 089 100
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	449 587 110
Total estimatif	4 945 458 210

4.2.4. Secteur Enseignements Secondaires

- **Problème principal** : Difficultés d'accès des élèves aux enseignements secondaires généraux et techniques de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Facilité l'accès des élèves aux enseignements secondaires généraux et techniques de qualité		- Taux d'amélioration des services de l'enseignement général réalisé ; - Taux d'amélioration des services de l'enseignement technique réalisé.	- Rapports DDES ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Volonté du MINESEC.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	-Journaux des projets BIP ; -Contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; -Stratégie du MINESEC ; -Budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer la qualité de l'enseignement de l'enseignement général et technique dans la Commune de Mbé	-Nombre et type d'infrastructure scolaires mis en place dans les lycées et collèges d'enseignement général de la Commune -Nombre d'enseignants qualifié affecté	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINESEC ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La qualité de l'enseignement général dans la Commune s'est améliorée à 100%	-Nombre et type d'infrastructure construit -Nombre et type de discipline pourvu en enseignant de qualité	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune Rapport de la DPES	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	1.2. La qualité de l'enseignement technique s'est améliorée à 100%	-Nombre et type d'infrastructure scolaire construit ; -Nombre et type de discipline pourvu en enseignant de qualité	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune Rapport de la DPES	Disponibilité des fonds,	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Le journal des projets, Etudes de faisabilités
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1.1. Plaidoyer pour la création, la construites et l'équipement de 02 nouveaux collèges : Mbé ; Vourgnè Mamboum ;					PM	
R1.1.2. Construction de 13 bâtiments de 26 salles de classe : Lycée de Wack (04) ; CES de Sassa Mbersi (04) ; CES de Ngaounyanga (08) ; CES de Karna Manga (04) ; CES de Tag Boum (06)					13 X 17 000 000 = 221 000 000	
R1.1.3. Fourniture de 408 table-bancs dans les lycées et collèges : 202 au Lycée Bilingue de Mbé ; 89 au lycée de Wack ; 22 au CES de Sassa Mbersi ; 47 au CES de Ngaounyanga ; 48 au CES de Karna Manga ;					408 X 10 000 = 4 080 000	
R1.1.4. Construction de 07 clôtures dans les établissements généraux : : Lycée de Wack ; CES de Karna Manga ; Lycée Technique de Mbé ; Lycée Bilingue de Mbé ; CES de Ngaounyanga ; CES de Tag boum ; CES de Sassa Mbersi					PM	
R1.1.5. Construction 49 logements d'astreinte pour les enseignants Lycée de Wack (07) ; CES de Karna Manga (07) ; Lycée Technique de Mbé (07) ; Lycée Bilingue de Mbé (07) ; CES de Ngaounyanga (07) ; CES de Tag boum (07) ; CES de Sassa Mbersi (07) .					49 X 40 000 000= 1 960 000 000	

R1.1.6. Construction de 05 blocs administratifs : Lycée de Wack ; CES de Sassa Mbersi ; CES de Ngaounyanga ; CES de Karna Manga ; CES de Tag Boum	5 X 70 000 000 = 350 000 000
R1.1.7. Plaidoyer pour l'affectation 43 enseignants qualifiés pour toutes les disciplines : Lycée Bilingue de Mbé ; Lycée de Wack ; CES de Sassa Mbersi ; CES de Ngaounyanga ; CES de Karna Manga ; CES de Tag Boum ;	PM
R1.1.8. Construction de 01 bloc de 04 latrines : CES de Tagboum ;	4 500 000
R1.1.9. Réalisation de 05 forages dans 05 établissements : CES de Tag Boum ; CES de Karna Manga ; CES de Ngaounyanga ; Lycée de Bilingue de Mbé ; lycée Technique de Mbé ;	5 X 8 500 000 = 42 500 000
R1.1.10. Dotation de 19 bacs à ordures donc 04 par établissements : CES de Ngaounyanga ; CES de Sassa Mbersi ; Lycée de Wack ; Lycée Bilingue de Mbé ;	19 X 10 000 = 190 000
R1.1.11. Organisation des campagnes de reboisement de 02 établissements secondaires : CES de Tag Boum ; Lycée de Wack ;	2X 1000 000 = 2 000 000
R1.1.12. Aménagement de 05 aires des jeux : Lycée de Wack ; CES de Karna Manga ; CES de Ngaounyanga ; CES de Tag boum ; CES de Sassa Mbersi ;	5X 1000 000 = 5 000 000
R1.1.13. Construction et équipement de 07 salles informatiques: Lycée de Wack ; CES de Karna Manga ; Lycée Technique de Mbé ; Lycée Bilingue de Mbé ; CES de Ngaounyanga ; CES de Tag boum ; CES de Sassa Mbersi ;	PM
R1.1.14. Construction de 07 bibliothèques : Lycée de Wack ; CES de Karna Manga ; Lycée Technique de Mbé ; Lycée Bilingue de Mbé ; CES de Ngaounyanga ; CES de Tag boum ; CES de Sassa Mbersi ;	PM
R1.1.15. Plaidoyer pour l'équipement de 07 bibliothèques : Lycée de Wack ; CES de Karna Manga ; Lycée Technique de Mbé ; Lycée Bilingue de Mbé ; CES de Ngaounyanga ; CES de Tag boum ; CES de Sassa Mbersi ;	PM
R1.2.1. Construction de 04 bâtiments de 08 salles de classes : CETIC de Toubaka ;	4 X 17 000 000 = 68 000 000
R1.2.2. Construction et équipement de 01 atelier pour mécanique : CETIC de Toubaka ;	25 000 000
R1.2.3. Construction et équipement de 01 atelier pour industrie d'habillement: CETIC de Toubaka ;	PM
R.1.2.4. Fourniture de 240 tables bancs pour 08 salles de classe : CETIC de Toubaka ;	240 X 10000 = 2 400 000
R1.2.5. Construction de 02 clôtures dans les établissements d'enseignement technique : Lycée Technique de Mbé ; CETIC de Toubaka ;	PM
R1.2.6. Construction de 01 logement d'astreint dans les établissements d'enseignement technique : CETIC de Toubaka	40 000 000
R1.2.7. Affectation de 12 enseignants qualifiés dans les établissements d'enseignement technique : Lycée Technique de Mbé ; CETIC de Toubaka	PM
R1.2.8. Construction de 01 bloc de 04 latrines : CETIC de Toubaka	4 500 000
R1.2.9. Réalisation de 01 point d'eau potable : CETIC de Toubaka	8 500 000
R1.2.10. Fourniture de 03 bacs à ordures : CETIC de Toubaka	3 X 10000= 30 000
R1.2.11. Reboisement du CETIC de Toubaka : CETIC de Toubaka	1 000 000
R1.2.12. Aménagement de 01 aire de jeux : CETIC de Toubaka	1 000 000
R1.2.13. Affectation de 12 enseignants : CETIC de Toubaka	PM
R1.2.14. Construction de 01 salle multimédia : CETIC de Toubaka	PM
R1.2.15. Construction de 01 bibliothèque : CETIC de Toubaka	PM
R1.2.16. Organisation de 04 Plaidoyer pour l'équipement des bibliothèques : Lycée Technique de Mbé ; CETIC de Toubaka	PM
R1.2.17. Plaidoyer pour l'ouverture des spécialités suivantes : installation sanitaire, industrie d'habillement, économie sociale et familiale au Lycée Technique de Mbé	PM
R1.1.13. Construction et équipement de 01 atelier pour menuiserie : CETIC de Toubaka ;	60 000 000
R1.1.14. Plaidoyer pour l'octroi et la sécurisation du domaine devant abriter le CETIC de Toubaka	2 000 000
R1.1.15. Plaidoyer pour l'ouverture du CETIC	PM

R1.1.16. Plaidoyer pour l'organisation chaque année d'une cérémonie de distribution des prix aux meilleurs élèves des collèges et lycées d'enseignement technique et général	5 000 000
R1.1.17. Sécurisation des domaines abritant 07 établissements d'enseignement secondaire	14 000 000
Cadre estimatif du Secteur	
Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	1 156 700 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	57 835 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	121 453 500
Total estimatif	1 335 988 500

4.2.5. Secteur Eau et Energie
Sous-secteur de l'eau

- **Problème principal** : Difficultés d'accès à l'eau potable de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Développer l'accès aux infrastructures de production et de distribution de l'eau potable		- Nombre d'étude de faisabilité réalisée ; - Nombre de point d'eau réalisé ; - Nombre de point d'eau réhabilité ; - nombre de nouvelle adduction d'eau réalisé	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE ; - PV de réception divers - Facture diverses.	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Amélioration de l'offre en eau potable	Nombre et type de point d'eau réalisé Nombre et type de point d'eau réhabilité et fonctionnel	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINEE ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique2 :	Amélioration la gestion des ouvrages d'eau	Nombre de COGEST mis en place et opérationnel	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINEE ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les ouvrages d'eau sont réhabilités et fonctionnels dans les villages	Nombre et type de forage réhabilité	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport du MINEE, rapport commune	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	1.2. les nouvelles adductions et points d'eau sont réalisés	Nombre et type d'ouvrage d'eau potable réalisé dans les villages	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport du MINEE, rapport commune	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	2.1. La gestion des ouvrages d'eau potables est assurée	-Nombre de comité de gestion formé et opérationnel -Nombre d'artisans réparateurs formé et opérationnel	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport du MINEE, rapport commune	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	

R1.1. 1. Réalisation de 24 études de faisabilité pour la réhabilitation de 24 forages existants : Quartier Zockbewa Mbé ; Taparé Mbé ; Gob (EP Groupe II) Mbé ; WACK II (Kaigama); WACK II (Marché); WACK II (Face Chefferie) ; NYESSE - PANOUA (Gazoum - Panoua) ; TOUBAKA (Kaigama) ; SELLOU (Chefferie Sellou) ; MBIP (léproserie) ; NDONG (Derrière le Parc);WACK I (CSI) ; WACK I (CSI); SASSA MBERSI (CSI) ; NDOM SOTOT ; SASSA GARDA (Quartier Man) ; VOURGNE MAMBOUM ; Ngaounyanga ; VOURGNE SANFOU ; NGUESSEK KESSOUM ; Ngaoundjom; Karna Petel; HARR; GOB GABDO Wack II	24 X 300 000 = 7 200 000
R1.1.2. Réalisation de 07 études de faisabilité pour la réhabilitation des 07 puits existants : Zockbewa; NDOM SOTOT; SASSA MBERSI; WACK II (derrière restaurant); Wack i (chefferies); Wack i; Tagboum	7 X 300 000= 2 100 000
R1.1.3. Etude de faisabilité pour l'extension du réseau d'adduction d'eau dans les quartiers de:Doogbo'oy, Marouaré I, Mission catholique, Taparé, Laka, Gob, Marouaré II, Nyanne, Mazadou	1 000 000
R1.1.4. Réalisation de 11 études de faisabilité pour la réhabilitation de 11 bornes fontaines du réseau CDE : Mbé	11 X 100 000 = 1 100 000
R1.2.1. Réalisation de 38 forages : Baa-Dangré ; Ndong Bénoué ; Mbaou ; Homé ; Ndom Bénoué (05) ; Gové ; Senngba ; Nové ; Mona ; Dodja ; Sellou ; Mbip (02) ; Gob Nouk (02) Nguesseck Ngai (01) ; Vourgnè Sanfou (02); Vourgnè Mamboum (01) ; Nguessek Kessoum (01) ; Tag boum (02) ; Sassa Garda (03) ; Ndom Sottot ; Nyadou (04) ; Sassa Mbersi (02) ; Djett (03) ; Karna Manga (01) ; Harr (02) ; Dena (01) ; Wack (01 au Marché) ;	38 X 8 000 000 = 304 000 000
R1.2.2. Etude de faisabilité pour la réalisation des adductions d'eau dans les villages de Wack I ; Karna Manga ; Tag Boum; Ngaounyanga	1 000 000
R1.2.3. Aménagement d'une source à Gob Gabdo (Wack)	600 0000
R2.1.1 Formation de 06 artisans communautaires réparateurs et de 01 agent communal: Mbé (02) ; Sassa Mbersi (01) ; Tag boum (01) ; Wack (01) ; Ngaounyanga (01).	2 000 000
R2.1.2. Formation et suivi des comités de gestion des tous les forages et les puits : Toute la commune	2 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	326 400 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	16 320 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	34 272 000
Total estimatif	376 992 000

Sous secteur de l'énergie

- **Problème principal** : Difficultés d'accès à l'énergie électrique de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif global : Améliorer l'accès à l'énergie électrique	- Nombre des villages alimentés en énergie électrique ; - Nombre réseau rural d'électrification réhabilité	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE ; - PV de réception divers - Facture diverses.	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - budgets communaux.

Objectif spécifique1 :	Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique	Nombre des villages alimentés en énergie électrique.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDEE ; - PV de réception divers ; - Facture diverses.	- Volonté du MINEE ; - Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - stratégie du MINEE ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'énergie électrique de qualité est disponible dans tous les villages	-Nombre de villages et de ménage connecté par l'énergie électrique ; -Type d'énergie mis en place	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport du MINEE, rapport commune	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	1.2. La gestion des ouvrages d'eau potables est assurée	- Nombre de COGES formé et opérationnel ;	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport du MINEE, rapport commune	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets

Activités Principales

Libellé		Coût estimatif
R1.1.1. Réalisation de 03 études de faisabilités pour la réhabilitation des réseaux d'électrification rurale existants : Mbé ; Karna Manga ; Djett.		3 X 500 000 =1 500 000
R4.1.1. Etude de faisabilité pour l'extension de la moyenne tension de Ngaoundéré pour toute la commune de Mbé		5 000 000
R4.1.3. Formation et opérationnalisation de 04 Comités de gestion des réseaux d'électrification : Mbé ; Karna Manga ; Djett ; Ngaounyanga.		2 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	8 500 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	425 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	892 500
Total estimatif	9 817 500

4.2.6. Secteur Travaux Publics

- **Problème principal** : Difficultés de déplacements des biens et personnes d'une localité à une autre

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Améliorer l'offre en infrastructures routières de qualité dans la commune		- Nombre de km de routes rurales de la commune entretenues ; - Nombre de km de pistes de désenclavement ouvertes	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - adéquation des ressources transférées.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - projets du fonds routier ; - budgets communaux.
Objectif spécifique 1 :	Améliorer l'accès aux villages par la réhabilitation des routes	- Nombre de km de routes rurales de la commune entretenues ; - Nombre d'ouvrages de franchissement réhabilités ; - Nombre de comités d'entretien des routes rurales mis en place.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - projets du fonds routier ; - budgets communaux.
Objectif spécifique 2	Étendre le réseau routier dans la commune	- Nombre de km de pistes de désenclavement ouvertes ; - Nombre d'ouvrages d'art construits.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'Accès dans les villages est amélioré	Nombre de km de routes rurales de la commune entretenues.	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - projets du fonds routier ; - budgets communaux.
	2.1. le réseau routier de la commune est étendu de 38 Km	Nombre de km de pistes de désenclavement ouvertes	- Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - budgets communaux.
Activités Principales						

Libellé	Cout estimatif
R1.1.1. Réalisation des études de faisabilité pour le bitumage des routes (étude d'impact environnementale, Essai Géotechnique et les relevés topographique) : Tronçon : Mbé – Loumou Nangué : 72 Km ;	50 000 000
R1.1.2. Ouverture des pistes rurales : Tronçon : Ngaounyanga – Faro Korong : 72km; Tronçon : Mbé – Bénoué (Prise d'eau de la CDE) : 15,456 km	65 592 000
R1.1.3. Mise en place de 27 comités d'entretien de route : Mona ; Sassa Mbersi ; Sassa garda ; Vourgnè Mamboum ; Mbé ; Sellou ; Djett et Dong (Wack) et Baa – Dangré	2 500 000
R2.1.1. Etude de faisabilité pour l'ouverture de la piste Ndong Bénoué – pont de la Bénoué (route de Sassa Mbersi)	7 500 000
R2.1.2. Mise en place de 16 gaines en PVC à Ngaounyanga ; Nyesse et Panoua ; Karna Manga ; Toubaka ; Vourgnè Mamboum ; Tagboum ; Sassa Garda et Wack.	5 000 000
R2.1.3. Pose des panneaux de signalisation dans 43 villages de la commune de Mbé	10 000 000
R2.1.4. Sensibilisation des populations sur la sécurité routière	3 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	143 592 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	7 179 600
Imprévu (10% investissement + fonctionnement)	15 077 160
Total estimatif	165 848 760

4.2.7. Secteur Agriculture et Développement Rural

Problème principal : Difficulté de développer une agriculture de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Améliorer la compétitivité agricole dans la Commune de Mbé		La pratique agricole s'est améliorée à 80%.	- Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - Actes de création des postes agricoles ; - Rapports des projets.	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Les résultats de la recherche sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets ; - Des conventions signées ; - Documents des projets ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer la productivité agricole	Taux d'amélioration de la productivité agricole réalisé à 80%.	- Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - Actes de création des postes agricoles ; - PV de réception.	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adhésion des agriculteurs	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets ; - Budgets communaux
Objectif spécifique 2	L'encadrement de proximité des agriculteurs est renforcé	Nombre de poste agricole crée et de logement d'astreinte construit; Nombre de personnel affecté ; Nombre matériel roulant acquis ;	- Rapport DDADER - Rapport de la commune ; - Actes de création des postes agricoles ; - PV de réception.	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adhésion des agriculteurs	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets ; - Budgets communaux
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures sont réalisées	-Nombre d'infrastructure agricole construite	-PV de réception, -Rapport du Comité de suivi du BIP, -Rapport de la commune	Disponibilité des fonds, Disponibilité des sites	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Convention de financement, Le journal des projets, Etudes de faisabilités
	1.2. Le rendement des spéculations est amélioré	Nombre et type d'intrant mis à la disposition des agriculteurs	PV de réception, -Rapport du Comité de suivi du BIP, -Rapport de la commune	Disponibilité des fonds, Disponibilité des sites	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Convention de financement, Le journal des projets,
	1.3. L'encadrement de proximité des agriculteurs est renforcé	Nombre de structures et personnel d'encadrement mis en place,	DRADER, DDADER, DAADER	Disponibilité du personnel au MINADER	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Certificats de prise de service du personnel
	2.1. Améliorer la commercialisation	Nombre et kilométrage de piste agricole aménagé	PV de réception, -Rapport du Comité de suivi du BIP, -Rapport de la commune	Disponibilité des fonds,	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Convention de financement, Le journal des projets,
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif (en milliers de F CFA)	
R1.1.1. Construction de 11 magasins de stockage du maïs à : Baa Dangré ; Wack I ; Ndong ; Toubaka ; Dena ; Kiang ; Ngaounyanga ; Mbip ; Mona Lassi ; Nyessé-Panoua et Gob Gabdo ; Gové et au quartier Marouaré de Mbé					13 X 6 000 000 = 78 000 000	
R1.1.2. Construction de 17 magasins de stockage d'igname : Wack I et Gob ; Sih ; Ndom Bénoué ; Harr ; Karna Petel ; Sassa Mbersi ; Nyadou ; Sassa garda ; Mbaou ; Ndong Bénoué ; Tag Boum ; Vourgné Mamboum ; Homé ; Gorghiek ; Vourgné Sanfou ; Nguesseck Ngai ; Gob Nouk ; Nguesseck Tatt-Nové ; Mbip ;					17 X 10 000 000 = 170 000 000	

R1.1.3. Construction de 02 magasins de stockage du soja : Sellou-Senngba ; Dogong-Dodja	2 X 10 000 000 = 20 000 000
R1.1.4. Construction de 01magasin de stockage du riz : Ngaoundjom	10 000 000
R1.1.5. Aménagement de 08 aires de séchages à : Ndong ; Syh ; Toubaka ; Kiang ; Nguesseck Kessoum ; Mona Lassi ; Nyessé-Panoua et Gob Gabdo	8 X 1 000 000 =8 000 000
R1.1.6. 12 engins pour 02 pôles à : 06 engins pour la zone Mbé: Senngba à Wack ; 06 engins pour la zone Gada Mayo : Sassa Mbersi à Mazadou	12 X 6 000 000 = 72 000 000
R1.1.7. Dotation de 3 bacs (1 m3) pour le trempage du manioc à Nguesseck Kessoum et Tag Boum	300 000
R1.1.8. Construction de 02 postes agricoles à : Vourgnè Sanfou et Mbé	10 000 000
R1.1.9. Réhabilitation de 05 postes agricoles; Wack ; Ngaounyanga ; Tag boum ; Sassa Mbersi ; Karna Manga	6 X 2 000 000 = 12 000 000
R1.1.10. Construction de 06 maisons d'astreintes à : Mbé ; Wack ; Ngaounyanga ; Tag boum ; Sassa Mbersi ; Karna Manga	6 X 20 000 000 = 120 000 000
R1.1.11. Equipement de 06 postes agricoles en matériels informatique à : Mbé ; Wack ; Ngaounyanga ; Tag boum ; Sassa Mbersi ; Karna Manga	6 X 2 500 000 = 15 000 000
R1.1.12. Dotation des chefs de poste agricole en moyens de transport (Moto YAMAHA A125)	6 X 1 000 000 = 6 000 000
R1.1.13. Dotation de 43 villages en traction animale (01 paire de bœufs + charrue pour labour + accesssoires (corps sarcleur, corps butteur) + charrette)	43 X 1 000 000 = 43 000 000
R1.1.14. Etude de faisabilité pour la réalisation d'une unité de transformation d'igname à Mbé	2 000 000
R1.1.15. Mise en place d'unité de recherche agronomique de l'igname à Sassa Mbersi	100 000 000
R1.1.16. Mise en place d'unité de transformation de manioc à Mbé	350 000 000
R1.2.1. Dotation de 08 tonnes d'engrais aux cultivateurs du maïs à : Ndong ; Man ; Syh ; Harr, Kiang ; Karna Petel ; Ndom Sottot ; Mbaou	8T X 1 000 000 = 8 000 000
R1.2.2. Mise en de 10 semenciers et 10 points de vente de semences amélioré à : Mbé (02), Sassa Mbersi (01), Tagboum (01), Vourgnè Mamboum (01), Nguesseck Ngai (01), Ngaounyanga (01), Karna Manga (01), Foubarka et Toubaka (01).	PM
R1.2.3. Dotation de 1000 boutures de canne à sucre à : Kiang	PM
R1.2.4. Dotation des 200 litres d'herbicide à Syh	200 X 5000 = 1 000 000
R1.2.5. Création de 10 Ha de verger communautaire de manguiers à Gove	5 000 000
R1.2.6. Mise en place d'une pépinière pour l'agroforesterie à Senngba-Sellou ; Gorghiek ; Mbaou	3 X 1 000 000 = 3 000 000
R1.2.8. Aménagement des bas fond pour les cultures de contre saison à Homé et Syh	PM
R1.2.9. Etude de faisabilité pour la délimitation des zones agricole : Ndong ; Wack II Gob Gabdo; Nguesseck Ngai	500 000 x 3= 1 500 000
R1.3.1. Affectation de 04 Techniciens d'Agriculture à : Mbé, Sassa Mbersi ; Wack ; Tagboum	PM
R2.1.1. Etude de faisabilité pour l'aménagement de 5 Km à Harr et 5 Km Vourgne Mamboum de piste agricole, Wack-Bénoué, Nguessek-Tatt (08 km), Wack 1-Mada avec construction du radier (08 Km).	2 X 500 000 = 1 000 000
R2.1.2. Mise des zones agricoles dans tous les villages de la commune	PM
R2.1.3. Structuration des agriculteurs dans les villages de la comm	PM

Cadre estimatif du Secteur	
Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	1 035 800 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	51 790 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	108 759 000
Total estimatif	1 196 349 000

4.2.8. Secteur Élevage, Pêches et Industries Animales

- **Problème principal** : Difficulté de développer un élevage compétitif

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Rendre compétitif la pratique de l'élevage dans la commune		Taux d'amélioration de la compétitivité de la pratique de l'élevage dans la Commune de Mbé réalisé à 80%.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ; - Rapports des projets d'élevage.	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - les résultats de la recherche sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets ; - des conventions signées ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer la productivité de l'élevage dans la commune	Taux d'amélioration de la productivité de l'élevage réalisé à 80%.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ;	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets ; - conventions signées ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	4.2. Les infrastructures de suivi et commerciales sont réalisées	-Nombre d'infrastructure construite	-PV de réception, -Rapport du Comité de suivi du BIP, -Rapport de la commune	Disponibilité des fonds, Disponibilité des sites	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Convention de financement, Le journal des projets, Etudes de faisabilités
	4.3. La productivité de l'élevage s'est améliorée.	- Nombre des points d'approvisionnement en intrants vétérinaires mis en place ; - Nombre de structures d'encadrement d'éleveurs mis en place ; - Nombre d'infrastructures d'élevage mises en place ; - Nombre d'OP mises en place ; - Taux de réduction des conflits agropastoraux réalisé.	- Rapport DDEPIA - Rapport de la commune ;	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets ; - conventions signées ; - budgets communaux.
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif (en milliers de F CFA)	
R1.1.1 Construction et équipement de 03 CZCSV à : Mbé, Wack et Sassa Mbersi					40 000 000 X 3= 120 000 000	
R1.1.2. Construction de 04 parcs vaccino-gènes à : Mbé, Ngaoundjom, Wack ; Ndong ; Sassa Mbersi					4X18 000 000 = 72 000 000	
R1.1.3 Construction de 03 logements d'astreinte pour les CZCSV à : Mbé, Wack et Sassa Mbersi					3 X 30 000 000 = 90 000 000	
R1.1.4. Construction de 01 délégation d'arrondissement à : Mbé					60 000 000	
R1.1.5. Construction de 01 logement du délégué d'arrondissement à : Mbé					40 000 000	
R1.1.6. Construction de 03 marchés à bétail à : Mbé, Sassa Mbersi et Wack					3 X 25 000 000 = 75 000 000	
R1.1.7. Construction de 08 aires d'abattage à : Sassa Mbersi, Tagboun, Vourgné Sanfou, Vourgné Mamboum, Wack, Toubaka, Man, Karna Manga					8 X 2 000 000 = 16 000 000	
R1.1.8. Etude de faisabilité pour la construction d'un bain d'étriquer à 05 bains de tiqueurs à : Mbé, Ngaoundjom, Wack et Sassa Mbersi ; Baa Dangré					5 X500 000	

R1.1.9. Construction de 01 abattoir moderne à : Mbé	120 000 000
R1.1.10. Etude de faisabilité pour l'Aménagement de 11étangs de piscicultures à : Ndong Bénoué, Sassa Mbersi, Tagboum, Nguesseck Ngai, Mbé, Karna Manga, Mdom Bénoué, Man ; Karna Petel et Nyesse – Panoua ; Kiang	PM
R1.1.11. Construction de 02 chambres froides solaire à : Mbé ; Ndong Bénoué	PM
R1.1.12. Construction de 01 fabrique de glace à : Mbé	PM
R1.1.13. Construction de 03 halls de vente de poisson à : Ndong Bénoué, Mbé et Karna Petel	3 X 5 000 000 = 15 000 000
R1.1.14. Mise en de 02 points d'approvisionnement d'engins de pêche mis en place à : Mbé et Ndong Bénoué	PM
R1.1.15 Aménagement de 04 centres d'alevinage à : Mbé, Karna Petel, Ndong Bénoué et Sassa Mbersi	PM
R1.1.16. Aménagement de 09 fumoirs à : Ndong Bénoué, Sassa Mbersi, Tagboum, Nguesseck Ngai, Mbé, Karna Manga, Mdom Bénoué, Man et Karna Petel	PM
R1.1.17. Etude de faisabilité pour la réalisation de 2 forages pastoraux Gove	2X 250 000 = 500 000
R1.1.18. Etude de faisabilité pour la sécurisation des zones d'élevage ;	5 000 000
R1.1.19. Etude de faisabilité pour l'aménagement des parcs pour garder les animaux dans la nuit : Tous les villages de la commune de Mbé	1 000 000
R1.1.20. Dotation de 03 motos aux CZCSV à : Mbé, Wack et Sassa Mbersi	3 X 1 000 000 = 3 000 000
R1.1.21. Mise en place d'une ferme d'expérimentation animale à Karna Manga	10 000 000
R1.1.22. Mise en place de 03 points de collecte de lait à Mbé, Baa Dangré et Sassa Mbersi	3 X 6 000 000 = 18000 000
R2.1.1. Dotation de 06 pêcheurs en matériels et équipements de pêche modernes (Pirogue à motricité) à : Mbé et Ndong Bénoué	PM
R2.1.2. Sensibilisation des pêcheurs sur la pratique d'une pêche responsable	PM
R2.1.3. Etude de faisabilité pour la construction de 03 fermes avicoles Man ; Karna Manga ; Kiang ;	3 X 500 000 = 1 500 000
R2.1.4. Etude de faisabilité pour la construction de 03 fermes pour élevage des caprins Djett ; Ndom Sotott et Dena	3 X 500 000 = 1 500 000
R2.1.5. Mise en place de 12 champs fourragers de 2ha chaque à : Wack I ; Man ; Syh ; Toubaka ; Karna Petel ; Djett ; Mbaou ; Nguessek Kessoum ; Nguesseck Ngai ; Gob Nouk ; Mona – Lassi et Gob Gabdo;	PM

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	651 000 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	32 550 000
Imprévu (10% investissement + fonctionnement)	68 355 000
Total estimatif	751 905 000

4.2.9. Secteur Commerce

Problème principal : Difficulté d'approvisionnement des produits de première nécessité.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter le développement des activités commerciales dans la commune de Mbé		- Nombre des marchés existants ayant accès aux infrastructures marchandes de qualité ; - Nombre des populations ayant accès facile aux produits manufacturés.	- Rappports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Rappports DDTP ; - Rapport du DDMINMAP - Rapport du DRMINMAP	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDCOMMERCE et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Avis de virement des fonds ; - conventions signées ; - stratégie du MINCOMMERCE ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer l'accès aux infrastructures marchandes de qualité	Nombre des marchés existants/créé ayant accès aux infrastructures marchandes de qualité.	- Rappports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Rappports DDTP ; - Rapport du DDMINMAP ; - Rapport du DRMINMAP.	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDCOMMERCE et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - conventions signées ; - Plan d'action de la DDCOMMERCE ; - stratégie du MINCOMMERCE ; - budgets communaux.
Objectif spécifique2 :	Améliorer l'offre des produits manufacturés aux populations.	Nombre des populations ayant accès facile aux produits manufacturés.	- Rappports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune.	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDCOMMERCE et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Avis de virement des fonds ; - conventions signées ; - stratégie du MINCOMMERCE ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures marchandes sont améliorées	- Nombre d'infrastructures marchandes construites ; - Nombre de dispositifs de traitement des déchets mis en place ; - Nombre de points d'eau construits dans les marchés existants. - Nombre de hangar réhabilité	- Rappports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Rappports DDTP ; - Rapport du DDMINMAP ; - Rapport du DRMINMAP.	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDCOMMERCE et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - conventions signées ; - Plan d'action de la DDCOMMERCE ; - stratégie du MINCOMMERCE ; - budgets communaux.

	2.1. L'offre des produits manufacturés aux populations est améliorée	- Nombre des marchés hebdomadaires désenclavés ; - Nombre des commerçants organisés.	- Rapports DDCOMMERCE ; - Rapport de la commune.	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDCOMMERCE et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Avis de virement des fonds ; - conventions signées ; - stratégie du MINCOMMERCE ; - budgets communaux.
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1.1. Construction de 15 hangars équipés des comptoirs : Wack (1), Toubaka (1), Mdom Bénoué (1), Mbé (3), Ngaounyanga (3); Karna Manga (2), Tagboum (3) et Sassa Mbersi (1)					15 X 6 000 000 = 90 000 000	
R1.1.2. Réalisation de 08 points d'eau aménagés.					8 X 8 500 000 = 68 000 000	
R1.1.3. Réhabilitation de 02 hangars : Mbé ; Wack ;					2 X 300 000 = 6 000 000	
R1.1.4. Mises en place de 08 dispositifs de traitement des déchets : Wack, Toubaka, Mdom Bénoué, Mbé ; Ngaounyanga ; Karna Manga, Tagboum et Sassa Mbersi					8 X 500 000 = 4 000 000	
R1.1.5. Construction de 08 magasins de distribution des produits manufacturés : Wack, Toubaka, Mdom Bénoué, Mbé ; Ngaounyanga ; Karna Manga, Tagboum et Sassa Mbersi					8 X 10 000 000 = 80 000 000	
R1.1.6. Sécurisation des sites abritant les marchés de la commune de Mbé					PM	
R1.1.7. Organisation d'une foire communale (rotatif)					PM	
R2.1.1. Structuration d'au moins 95% des commerçants autour d'une organisation : Tous les villages de commune					PM	
R2.1.2. Création de 06 nouveaux marchés hebdomadaires : Nguesseck Ngai, Djett, Karna Petel, Harr, Man, Baa-Dangré					PM	
R2.1.3. Etude de faisabilité pour la construction d'un marché moderne à Mbé					1 000 000	
Cadre estimatif du Secteur						
Libellés			Montants (en milliers de F CFA)			
Total investissement			285 000 000			
Total Fonctionnement (05% des investissements)			14 250 000			
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)			29 925 000			
Total estimatif			329 175 000			

4.2.10. Secteur Arts et Culture

- **Problème principal** : Difficulté de développer les activités culturelles de qualités

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Promouvoir les activités culturelles dans la commune.		- Nombre de patrimoine culturel existant matériel et immatériel sauvegardé ; - Nombre d'infrastructures culturelles construites et opérationnelles	- Rapport de la commune ; - Rapport de la Sous-préfecture.	- Implication et volonté du MINCULTURE - Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Plan d'actions du MINCULTURE ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique 1 :	Sauvegarder le patrimoine culturel existant.	- Nombre de patrimoine culturel existant matériel et immatériel sauvegardé ;	Rapport de la commune	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Plan d'actions du MINCULTURE ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique 2	Faciliter l'accès aux infrastructures culturelles	Nombre d'infrastructures culturelles construites et opérationnelles	Rapport de la commune	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Plan d'actions du MINCULTURE ; - Budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1 : le patrimoine culturel est mieux sauvegardé	- Nombre de lacs naturels et sites culturels aménagés ; - Nombre de festivals locaux organisés chaque année.	Rapport de la commune	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Plan d'actions du MINCULTURE ; - Budgets communaux.
	2.1. : L'accès aux infrastructures culturelles est facilité.	- Nombre de foyers culturels construits et équipés ; - Nombre de maison de culture construite et équipée.	Rapport de la commune	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Plan d'actions du MINCULTURE ;
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1.1. Appuis dans l'organisation des festivals culturels locaux.					5 000	
R1.1.2. Aménagement de 05 sites culturels : Mbé ; Ndom Bénoué ; Ndong Bénoué ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga					PM	
R2.1.1 Construction et équipement de 12 foyers communautaires : Wack II Gob Gabdo ; Man; Syh; Ndom Bénoué; Nyadou; Ndom Sotott; Vourgne Mamboum; Home; Gob Nouk; Ngaounyanga ; Nguessek Tatt – Nové ; Dogong – Dodja					12 X 17 000 000 = 204 000 000	
R2.1.2. Construction et équipement d'une maison de la culture : Mbé					80 000 000	
R2.1.3. Construction et équipement d'une bibliothèque municipale à Mbé					80 000 000	
R2.1.4. Construction d'un musée communal à Mbé					40 000 000	
Cadre estimatif du Secteur						
Libellés		Montants (en milliers de F CFA)				
Total investissement		404 005 000				
Total Fonctionnement (05% des investissements)		20 200 250				
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)		42 420 525				
Total estimatif		466 625 775				

4.2.11. Secteur Promotion de la Femme et de la Famille

- **Problème principal** : Difficulté pour les femmes et les familles vulnérables à s'épanouir

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Créer des conditions favorables à l'épanouissement des femmes et des familles vulnérables dans la commune		- Taux d'amélioration de l'encadrement des femmes et des familles réalisé ; - Taux de réduction des pesanteurs socioculturelles à l'endroit des femmes et des jeunes réalisé.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDPROFF ; - PV de réception des travaux	- Volonté du MINPROF ; - Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - stratégie sectorielle du MINPROF ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer l'offre en infrastructures et équipements pour la promotion de la femme et la jeune fille	Type d'infrastructure et équipements pour la promotion de la femme et la jeune fille mis en place	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINPROFF, MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique 2	Améliorer la prise en charge des familles rendues vulnérable du faite de la pauvreté	Type et qualité de service de prise en charge des familles rendues vulnérable du faite de la pauvreté réalisé	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDPROFF ; - PV de réception des travaux	Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - stratégie sectorielle du MINPROF ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'offre en infrastructures et équipements pour la promotion de la femme et la jeune fille est amélioré	Nombre et type d'infrastructures d'encadrement des femmes construites et opérationnelles ; - Nombre et type d'organisation des femmes réalisé.	Les différents rapports des sectoriels (MINPROFF, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	2.1. La prise en charge des familles rendues vulnérable du faite de la pauvreté est améliorée	-Type et qualité de service de prise en charge des familles rendues vulnérable du faite de la pauvreté est améliorée -Nombre de familles PEC	Les différents rapports des sectoriels (MINPROFF, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Activités Principales						
Libellé						Cout estimatif
R1.1.1. Plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement de 01 CPFF : Mbé						100 000 000
R1.1.2. Construction et équipement de 01 DAPFF : Mbé						80 000 000
R1.1.3. Plaidoyer la création, la construction et l'équipement 04 Centres d'alphabétisation de la femme : Mbé ; Sassa Mbersi ; Tagboum ; et Wack						60 000 000
R1.1.4. Mise en place d'une ligne téléphonique verte						PM
R1.1.5. Construction de 04 magasins de stockage des vivres frais à Mbé ; Sassa Mbersi ; Tag boum et Wack						4 X 40 000 000 = 160 000 000
R1.1.6. Formation des femmes pour la transformation du Compos						3 000 000
R1.1.7. Plaidoyer pour la création, la construction et l'équipement d'un centre d'écoute les femmes en détresse à Mbé						80 000 000
R2.1.1. Enquête sociale pour l'appui à 200 familles vulnérables en matériels et finance : Toute la commune						PM

R2.1.2. Sensibilisation de 400 époux sur l'importance et l'apport de la femme dans la gestion du ménage : Toute la commune	PM
R2.1.3. Sensibilisation des ménages sur l'importance de l'éducation de la jeune fille : Toute la commune	PM
R2.1.4. Sensibilisation de tous les couples sur l'importance du mariage légal : Toute la commune	PM

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	483 000 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	24 150 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	50 715 000
Total estimatif	557 865 000

4.2.12. Secteur Affaires Sociales

- **Problème principal** : Difficulté d'accès des personnes socialement vulnérables aux services sociaux de base.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter la PEC et l'accès aux services sociaux de base aux personnes vulnérables		Taux des personnes vulnérables assistées réalisé ; - Nombre des handicapés appuyés dans l'insertion professionnelle.	- Rapport de la commune ; - Rapport de la DDAS.	- Volonté de l'État ; - Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - budgets communaux ; - stratégie du MINAS.
Objectif spécifique 1 :	Améliorer l'offre en infrastructures sociales	Taux d'amélioration de l'offre en infrastructures sociales	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINAS ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique 2	Améliorer l'encadrement des personnes vulnérables	Taux d'améliorer l'encadrement des personnes vulnérables	Les différents rapports des sectoriels du MINAS	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Résultats (Axes stratégiques)	Les infrastructures d'encadrement sociales sont améliorées	Nombre et type d'infrastructures d'encadrement sociales construites	Les différents rapports des (MINAS, commune, Centre Social)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	L'encadrement de qualité des personnes vulnérables est assuré	-Taux d'encadrement de qualité des personnes vulnérables est assuré -Nombre de personne vulnérable encadrée	Les différents rapports des (MINAS, commune, Centre Social)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Activités Principales						

Libellé	Cout estimatif
R1.1.1. Organisation d'un plaidoyer pour la Création, la construction et l'équipement de 01 centre d'encadrement psychosocial des personnes vulnérables : Mbé	PM
R1.1.2. Construction des rampes d'accès pour handicapés dans bâtiments publics : toute la commune	PM
R1.1.3. Construction et équipement d'un Centre Social : Mbé	80000 000
R1.1.4. Construction d'un logement d'astreinte construit pour le personnel du Centre Social : Mbé	40000 000
R1.1.5. Plaidoyer pour la création, construction et équipement d'un orphelinat	80000 000
R1.1.5. Construction d'une case communautaire pour les personnes de 3 ^{ème} âgées ;	50000 000
R1.1.5. Construction des rampes d'accès pour les handicapés dans les écoles et services publics;	PM
R2.1.1. Affectation 03 personnels qualifiés au Centre Social : Mbé	PM
R2.1.2. Appui en AGR à 130 familles vulnérables	6500000
R2.1.3. Assistance (nutritionnel, éducationnel, sanitaire, juridique et psychosocial) à 200 OEV	5000000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	261 500 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	13 075 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	27 457 500
Total estimatif	302 032 500

4.2.13. Secteur Travail et Sécurité Sociale

Problème principal : Difficultés d'accès au travail et à la sécurité sociale de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter l'accès aux emplois et à la sécurité sociale de qualité		- Taux de facilitation d'accès aux emplois ; Taux d'accès à la sécurité sociale réalisé ; - Nombre d'employés affiliés à la CNPS.	- Rapports DDTRASS ; - Rapport de la commune.	Forte implication du MINTRASS et volonté des privés.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds.
Objectif spécifique1 :	1.1. Améliorer l'offre en infrastructures	Taux d'amélioration des infrastructures mise en place	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINTSS ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique3 :	2.1 Faciliter l'offre des services relatifs à la sécurité sociale	-Taux de facilitation de l'offre en sécurité	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINTSS ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures de qualité sont mises en place	Nombre et type d'infrastructure construit ;	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune Rapport de la DDTSS ;	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	2.1. La sécurité sociale est mieux assurée et organisée	-Type de service social mis en place	Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune Rapport de la DDTSS ;	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Activités Principales						
Libellé					Coût estimatif	
R1.1.1. Construction d'une case des retraités à Mbé					50000000	
R2.1.2. Mise en place du registre d'employeur dans toute la commune de Mbé					PM	
R2.1.3. Mise en place du règlement intérieur dans toute la commune de Mbé					PM	
R2.1.4. Mise en place des bulletins de paye dans les entreprises dans toute la commune de Mbé					PM	
R2.1.5. Mise en place des procédures d'avancement et de reclassement des travailleurs					PM	
R2.1.6. Organisation d'un atelier de formation sur le montage des projets ;					4000000	
R2.1.7. Instauration contrat de travail dans toutes les entreprises locales (contrat de travail, engagement à l'essai, etc.)					PM	
R2.1.8. Application des conventions collectives dans toute la commune de Mbé					PM	
R2.1.9. Affiliation de 17 personnels de la Commune de Mbé à la CNPS					PM	
R2.1.10. Affiliation du personnel travaillant dans la ZIC15 à la CNPS					PM	
R2.1.11. Affiliation du personnel travaillant dans les bars, restaurants et autres entreprises					PM	

R2.1.12. Structuration des travailleurs		PM
Cadre estimatif du Secteur		
Libellés	Montants (en milliers de F CFA)	
Total investissement	54 000 000	
Total Fonctionnement (05% des investissements)	2 700 000	
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	5 670 000	
Total estimatif	62 370 000	

4.2.14. Secteur Emploi et Formation Professionnelle

- **Problème principal** : Difficulté d'accès à un emploi et à une formation professionnelle de qualité.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter l'accès à l'emploi et à la formation de qualité		- Taux de réalisation de la formation professionnelle effectué. - Nombre d'emplois décents créés chaque année.	- Rapports DDEFOP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	- Volonté du MINEFOP ; - Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - plan d'actions du MINEFOP ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	1.1. Améliorer l'offre en infrastructures de formation professionnelle	Nombre et type d'infrastructure réalisé	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINEFOP ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique2 :	2.1. Améliorer l'offre en personnel enseignant de qualité	Nombre et type de personnel enseignant qualifié affecté	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINEFOP ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique3 :	3.1. Améliorer l'accès aux informations sur les opportunités de travail	-Nombre et type d'information sur les opportunités de travail diffusé -Nombre et type de support de diffusion d'information mis en place	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINEFOP ; MINMAP, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures de formation sont réalisées à 100%	Nombre et type d'infrastructure d'enseignement réalisée	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune Rapport de la DDEFOP ;	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	2.1. Le personnel enseignant qualifié est affecté dans les SAR/SM	Nombre et type d'enseignant qualifié affecté	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune Rapport de la DDEFOP;	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	3.1. Les informations sur les opportunités de travail sont mieux diffusées	Type d'informations sur les opportunités de travail diffusées -Nombre et type de support de diffusion d'information mis en place	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune Rapport de la DDEFOP ;	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	

R1.1.1. Construction de 09 bâtiments de 18 salles de classes dans les SAR/SM : SAR/SM de Mbé SAR/SM Nyadou	9 X 17 000 000 = 153 000 000
R1.1.2. Construction de 03 logements d'astreintes : SAR/SM de Mbé ; SAR/SM Nyadou et la SAR/SM Wack	3 X 40 000 000 = 120 000 000
R1.1.3. Réalisation de 03 forages : SAR/SM de Mbé ; SAR/SM de Mbé ; SAR/SM Nyadou et la SAR/SM Wack	3X 8 500 000 = 25 500 000
R1.1.4. Construction d'un hangar d'entreposage et de vente des briquettes à Nguessek Tatt – Nové	5 000 000
R1.1.5. Formation de 50 jeunes sur les techniques de recherche d'emploi	PM
R1.1.7. Etude de faisabilité pour la réalisation de 03 clôtures : SAR/SM de Mbé ; SAR/SM Nyadou et la SAR/SM Wack	2 X 1 000 000 = 2 000 000
R1.1.8. Reboisement de 03 SAR/SM : SAR/SM de Mbé ; SAR/SM Nyadou et la SAR/SM Wack	2 X 1 000 000 = 2 000 000
R1.1.9. Acquisition de presses à briques pour la fabrication et la vente : Gob Nouk (4); Nguessek Tatt – Nové (5) ; Dogong – Dodja (5)	14 X 1 000 000 = 14 000 000
R1.1.10. Construction de 03 ateliers pour la maçonnerie et l'industrie d'habillement (01 SAR/SM de Mbé ; 01 à Wack et 01 à Nyadou)	3 X 30 000 000 = 90 000 000
R1.1.11. Plaidoyer pour la création et l'ouverture d'une SAR/SM à Wack	PM
R1.1.12. Sécurisation de 03 sites (01 à la SAR/SM de Mbé ; 01 à Wack et 01 Nyadou).	3 X 2000 000 = 6 000 000
R1.1.13. Construction de 03 blocs administratifs (01 à la SAR/SM de Mbé ; 01 à Wack et 01 Nyadou).	3 X 25 000 000 = 75 000 000
R2.1.1. Affectation de 18 enseignants qualifiés pour toutes les disciplines : SAR/SM de Mbé ; SAR/SM Nyadou	PM
R2.1.2. Formation des jeunes sur les techniques de fabrication des briques : 20 à Gob Nouk ; 12 à Dogong – Dodja	1 000 000
R2.1.3. Formation de 10 jeunes sur les techniques de multiplication de matériel végétal à Mona - Lassi	1 000 000
R2.1.4. Formation de 20 jeunes sur le séchage des mangues à Gové	2 000 000
R2.1.5. Organisation de 01 session de sensibilisation des populations chaque année sur les opportunités de travail : Mairie de Mbé	1 000 000
R3.1.4. Recensements et de diffusions des offres d'emplois locaux et nationaux : Tous les villages de la commune	PM
R3.1.5. Mise en place de 01 fichier des entreprises et des acteurs du secteur informel : Mairie de Mbé	1 000 000
R3.1.6. Mise en place de 01 répertoire des compétences locales et des métiers locaux : Mairie de Mbé	1 000 000
R3.1.7. Mise en place de 02 tableaux d'affichage pour la diffusion des informations sur les opportunités d'emploi et de formation professionnelle à la Mairie de Mbé	500 000
R3.1.8. Vulgarisation de la culture des contrats de travail dans toutes les entreprises et les CTD	500 000
R3.1.9. Mise en place des structures d'apprentissage (Ateliers de couture, coiffure, menuiserie)	20 000 000
R3.1.10. Respect des procédures d'avancement et de reclassement des travailleurs	PM
R3.1.11. Promotion de l'emploi jeune à travers l'organisation annuelle des stages de vacances	PM
R3.1.12. Promotion de l'insertion des jeunes par l'auto-emploi à travers les microprojets	20 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	1 620 500 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	81 025 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	170 152 500
Total estimatif	1 871 677 500

4.2.15. Secteur Tourisme et loisir

Problème principal : Difficultés de développer les activités touristiques de et loisirs de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter le développement des activités touristiques de qualité		-Nombre et type d'activités touristiques mis en place -Nombre et type d'infrastructure mis en place	- Rappports DDTOUR ; - Rapport de la commune ; - PV des travaux effectués.	- Forte implication du MINTOUL ; - Financement du FEICOM disponible.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Des conventions signées ; - stratégie du MINTOUL ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Aménager les sites touristiques existants	Nombre et type d'aménagement des sites touristiques	Les différents rapports des sectoriels (MINEPAT, MINTOURL, commune)	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique2 :	Améliorer l'offre des services dans les structures d'accueil	Taux d'amélioration de l'offre des services dans les structures d'accueil	- Rappports DDTOUL ; - Rapport de la commune ; - Rappports de formation.	- Forte implication du MINTOUL ; - Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles ; - Volonté de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Des conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - stratégie du MINTOUL. ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1..Les sites touristiques existants sont mieux aménagés	Nombre et type de site touristique aménagé	- Rappports DDTOUL ; - Rapport de la commune ; - PV de réception;	- Forte implication du MINTOUL ; -Disponibilité du financement de l'État ou d'autres bailleurs ; Dynamisme du Maire	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
	1.2. Les services dans les structures d'accueil sont mieux organisés	Type de service d'accueil organisé	- Rappports DDTOUL ; - Rapport de la commune ; - PV de réception ;	- Forte implication du MINTOUL ; -Disponibilité du financement de l'État ou d'autres bailleurs ; Dynamisme du Maire	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets - stratégie du MINTOUL. ; - budgets communaux.
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1. 1. Finalisation de la construction des bâtiments au site écotouristique de la falaise de Mbé					PM	
R1.1.2. Etude de faisabilité pour le désenclavement de 02 pistes d'accès au : Mont Mbé et mont Sassa Mbersi					2 X 1 000 000= 2 000 000	
R1.1.3. Etude de faisabilité pour l'aménagement de 04 plages de la Bénoué : Mbé ; Ndong Bénoué ; Ndom Bénoué ; Ngaounyanga					4 X 1 000 000 = 4 000 000	
R1.1.4.Reboisement de 43sites de circoncision : Tous les villages de la commune					43 X 1 000 000 = 43 000 000	
R1.1.5. Construction de 04 auberges municipales : Mbé ; Ndong Bénoué ; Ndom Bénoué ; Ngaounyanga					4X 70 000 000= 280 000 000	

R1.1.6. Aménagement de 06 espaces verts avec des bancs publics d'une superficie de 500M ² à Wack ; Sassa Mbersi ; Mbé ; Tag boum ; Karna Manga et Toubaka	6 X 10 000 000 = 60 000 000
R1.1.7. Sécurisation des sites touristiques de la commune de Mbé	PM
R1.1.8. Construction d'équipements Campement de 50 chambres à la Bénoué de Mbé	100 000 000
R1.2.1. Mise à niveau 16 personnels de gestion : Mbé (04); Ndong Bénoué (04); Ndom Bénoué(04) ; Ngaounyanga(04) ;	PM
R1.2.2. Formation de 20 guides touristiques : Mbé (05); Ndong Bénoué (04); Ndom Bénoué(04) ; Ngaounyanga(04) ; Sassa Mbersi (03) ;	PM
R1.2.3. Mise en place d'un office de tourisme à Mbé	2 500 000

Cadre estimatif du Secteur	
Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	2 000 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	4 000 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	43 000 000
Total estimatif	280 000 000

4.2.16. Secteur Forêts et Faune

Problème principal : Difficultés à préserver les ressources forestières et fauniques

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter les conditions de préservation et de gestion des ressources forestières et fauniques		Type de conditions de préservation et de gestion des ressources forestières et fauniques	- Rappports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rappports du suivi-évaluation du PCD ; - Rappports des CC.	- Disponibilité des plants à l'ANAFOR ; - Implication de la commune ; - Financement du centre technique des forêts communales ou autres bailleurs de fonds.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées ; - stratégie du MINEFOF ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Promouvoir le développement et l'exploitation des plantations forestières.	- Nombre et type d'activité de promotion du développement et d'exploitation des plantations forestières	- Rappports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rappports du suivi-évaluation du PCD ; - Rappports des CC.	- Disponibilité des plants à l'ANAFOR ; - Implication de la commune ; - Financement du centre technique des forêts communales ou autres bailleurs de fonds.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés avec des projets ; - Conventions signées ; - stratégie du MINEFOF ; - budgets communaux.
Objectif spécifique2 :	Améliorer l'offre en infrastructure	Nombre et type d'infrastructure mis en place	PV de réception ; - Rappports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rappports du suivi-évaluation du PCD ; - Rappports des CC. -Rapport du comité de suivi BIP	- Disponibilité des fonds - Implication de la commune ; - Financement du BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets - stratégie du MINEFOF ; - budgets communaux.
Objectif spécifique3 :	Améliorer la gestion de la redevance des ressources forestières et fauniques.	Nombre et type d'activité mis en place ; Nombre et type de matériel acquis	- Rappports DDFOF ; - Décisions portant affectation du personnel -Rapport financier des comités de gestion	- Volonté du MINEFOF ; - Financements de l'État ou des projets disponibles. -Contre partie de la redevance disponible	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées - contrats signés avec des consultants ; - stratégie du MINEFOF ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Le développement et l'exploitation des plantations forestières est promu dans toute la commune	Nombre et type de plantation forestière promu	-PV de réception - Rappports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rappports du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Disponibilité des plants à l'ANAFOR ; - Implication de la commune ; - Financements disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - stratégie du MINEFOF ; - budgets communaux.

	2.1. Les infrastructures sont construites	Nombre et type d'infrastructure construite	-PV de réception - Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Disponibilité des plants à l'ANAFOR ; - Implication de la commune ; - Financements disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - stratégie du MINEFOF ; - budgets communaux.
	3.1. Les ressources forestières et fauniques sont mieux mises en valeur et bien gérées	Les ressources forestières et fauniques sont mieux gérées et mises en valeur	-Décharge financière -Rapport financier des COGES - Rapports DDFOF ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Disponibilité des plants à l'ANAFOR ; - Implication de la commune ; - Financements disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - stratégie du MINEFOF ; - budgets communaux.
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1. 1. Mise en place 02 pépinières communales de 60 000 plants : Harr et Ndong Bénoué					550 X 60 000 = 33 000 000	
R1.1.2. Mise en place 05 forêts communautaires : Dogong-Dodja ; Nyessé-Panoua ; Nguessek Kessoum ; Ndong Bénoué et Homé					5 X 5 000 000 = 25 000 000	
R1.1.3. Aménagement d'un périmètre urbain boisé d'au moins 3000 m ² : Mbé					5 000 000	
R2.1.1. Construction de 01 logement d'astreinte : Poste forestier de Mbé					40 000 000	
R2.1.2. Réalisation de 01 forage : Poste forestier de Mbé					8 500 000	
R2.1.3. Etude de faisabilité pour la réhabilitation du bâtiment abritant les services du poste forestier : Poste forestier de Mbé					500 000	
R3.1.1. Dotation de 03 motos au poste forestier : Poste forestier de Mbé					3X 1 000 000	
R3.1.2. Affectation de 03 personnels qualifiés : Poste forestier de Mbé					PM	
R3.1.3. Organisation de 01 session de sensibilisation des communautés riveraines et de l'exécutif communal sur la gestion des redevances de la ZIC 15 : Mbé					1 000 000	
R3.1.4. Mise en valeur de la ZIC18					PM	
R3.1.5. Mise en place d'un comité de vigilance dans chaque village pour la lutte contre le braconnage et la déforestation					PM	
R3.1.6. Organisation des sessions de sensibilisation pour lutter contre les feux de brousse					PM	
R3.1.7.. Formation de 20 artisans pour la valorisation du bambou de chine et du raffia					2 500 000	
R3.1.8. Formation des 30 apiculteurs					3 000 000	
R3.1.9. Mise en place de 05 structures pour l'élevage non conventionnel (Aulacode, hérisson, cochon d'inde, lapin)					5 X 1 000 000 = 5 000 000	
R3.1.10. Mise en place des foyers améliorés dans 43 villages de la commune de Mbé					43 X 2 000 000 = 86 000 000	
Cadre estimatif du Secteur						
Libellés			Montants (en milliers de F CFA)			
Total investissement			212 500 000			
Total Fonctionnement (05% des investissements)			10 625 000			
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)			22 312 500			
Total estimatif			245 437 500			

4.2.17. Secteur Environnement, Protection de la Nature et Développement Durable

Problème principal : Difficultés à développer les actions de protection de l'environnement et la nature

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter le développement des actions de protection de l'environnement et la nature		- Taux d'amélioration de l'assainissement environnemental réalisé à 80%; - Taux d'amélioration de reboisement dans la Commune réalisé à 80%.	- Rapports DDEPDED ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Rapports des CC.	- Disponibilité du financement de l'État, d'autres bailleurs de fonds ou des projets ; - Forte sensibilisation de la DDEPDED ; - Adhésion des populations	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - contrats signés avec des consultants ; - stratégie du DED ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer l'offre en infrastructures de protection de l'environnement et de la nature	Nombre et type d'infrastructures de protection de l'environnement et de la nature réalisé	-Rapports DDEPN ; -Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Rapports des CC.	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Objectif spécifique2 :	Améliorer l'assainissement de l'environnement urbain et rural	Type d'activité de l'assainissement de l'environnement urbain et rural réalisé	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Rapports des CC.	- Disponibilité du financement de l'État, d'autres bailleurs de fonds ou des projets ; - Forte sensibilisation de la DDEPN ; - Adhésion des populations	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- budgets communaux - Journal des projets
Objectif spécifique3 :	Développer les capacités des populations pour la protection de l'environnement	Taux de développement des capacités des populations pour la protection de l'environnement réalisé	-Rapports DDEPN ; -Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Rapports des CC.	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures de protection de l'environnement sont construites	Nombre et type de d'infrastructure de protection de l'environnement réalisé	-Rapports DDEPN ; -Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Rapports des CC.	Dynamisme du maire, Inscription dans le BIP	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journal des projets

	2.1. L'environnement rural et urbain est mieux assaini	Type d'assainissement effectué en milieu rural et urbain	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Volonté de la commune et du MINEPN ; - Disponibilité du financement de l'État, d'autres bailleurs de fonds ou des projets.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- budgets communaux. Journal des projets
	3.1. Les capacités des populations pour la protection de l'environnement sont mieux développées	Nombre et type d'activité de développement des capacités des populations pour la protection de l'environnement réalisé	- Rapports DDEPN ; - Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du plan.	- Forte implication de la commune ; - Financements de la commune ou d'autres particuliers disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- budgets communaux. Journal des projets
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1.1. Mise en place de 01 décharge municipale : Mbé					10 000 000	
R1.1.2. Réalisation des études d'impacts environnementales et sociales pour l'implantation et la construction des infrastructures					PM	
R1.1.3. Mis en place de 04 points de vente des foyers améliorés : Mbé ; Syh ; Nyadou et Gob Nouk					PM	
R2.1.1. Organisation d'une campagne d'hygiène et salubrité communautaire par mois dans 43 villages : Tous les villages de la commune					PM	
R2.1.2. Plaidoyer pour la création de 12 espaces verts à Wack, Karna Manga, Mbé (Chefferie, Lycées technique et bilingue , esplanade de la Mairie, quartier Marouaré), Ngaounyanga Manga, Sassa Mbersi et Tagboum					7 X 1000 000 = 7 000 000	
R2.1.3. Plantation de 1200 arbres (Acacias) dans chaque village : Mbé ; Sassa Mbersi ; Vourgnè Sanfou et Tag boum					600 000	
R2.1.4. Création de 02 fosses du compost (compostage) à Sassa Mbersi et Mbé					2 X 1 000 000 = 2 000 000	
R3.1.1. Mise en place et financement de 07 clubs des amis de la nature (intra et extra scolaire) à Wack ; Karna manga ; Mbé ; Ngaounyanga ; Tag boum ; Sassa Mbersi ; Vourgnè Sanfou					1 000 000	
R3.1.2. Dispensation des notions sur l'éducation environnementale aux élèves dans tous les établissements scolaires : Tous les villages de la commune					PM	
R3.1.2. Plaidoyer pour l'appui aux clubs des amis de la nature dans tous les établissements d'enseignement secondaire et professionnel					PM	
R3.1.3. Mise en place des comités de surveillance environnementale au niveau de chaque village.					PM	
Cadre estimatif du Secteur						
Libellés			Montants (en milliers de F CFA)			
Total investissement			20 600 000			
Total Fonctionnement (05% des investissements)			1 030 000			
Imprévis (10% investissement + fonctionnement)			2 163 000			
Total estimatif			23 793 000			

4.2.18. Secteur Habitat et Développement Urbain

Problème principal : Difficultés d'urbanisation et d'accès à un habitat de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter l'accès à l'urbanisation et à un habitat de qualité		- Nombre et type d'activité d'urbanisation de la ville de Mbé réalisé ; - Nombre des populations ayant accès à un habitat adéquat.	- Rapports DDH DU ; - Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	- Volonté du MINH DU et de la commune ; - Adhésion de la population urbaine ; - Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - stratégie du MINH DU ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Faciliter l'urbanisation de la ville de Mbé	- Nombre et type d'outil et/ou infrastructure d'urbanisation de la ville de Mbé réalisé ;	- Rapports DDH DU ; - Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux faits.	- Volonté du MINH DU et de la commune ; - Adhésion de la population urbaine ; - Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - stratégie du MINH DU ; - budgets communaux.
Objectif spécifique2 :	Faciliter l'accès des populations à un habitat adéquat.	Nombre et type d'activité de facilitation d'accès des populations à un habitat de qualité réalisé	- Rapports DDH DU ; - Rapport de la commune ; - Différents rapports de sensibilisation ; - Factures de livraison diverses.	- Amélioration du budget de fonctionnement des services concernés ; - Forte implication de la DDH DU et de la commune ; - Adhésion des partenaires ; - Adhésion des populations.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	-- Plans d'actions de la DDH DU et de la commune ; - stratégie du MINH DU ; - budgets communaux ; - business plans des promoteurs.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'urbanisation de la commune est facilitée à 70%	-Nombre et type d'aménagement réalisé ; -Type de politique d'urbanisation mis en place ;	- Rapports DDH DU ; - Rapports DDTP ; - Rapport de la commune ; - Documents concernés.	- Volonté du MINH DU, du MINDAF et de la commune ; - Adhésion de la population urbaine ; - Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - stratégie du MINH DU ; - budgets communaux.
	2.1. L'accès des populations de la commune à un habitat adéquat est facilité à 70%	Nombre et type d'activité mis en place	- Rapports DDH DU ; - Rapport de la commune ; - Feuilles de présence des personnes sensibilisées.	- Implication de la commune et de la DDH DU ; - Adhésion de la population.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Plan d'actions de la commune ; - plan d'actions de la DDH DU.
Activités Principales						

Libellé		Cout estimatif
R1.1.1. Mise en place de 01 plan directeur d'Urbanisme et 01 Plan d'Occupation des Sols : ville de Mbé		70 000 000
R1.1.2. Mise en place d'un plan d'occupation des sols dans toute la commune		25 000 000
R1.1.3. Mise en place d'une commission de contrôle de construction pour toute la commune de Mbé		PM
R1.1.4. Entretien de 20 km de routes secondaires (voirie urbaine) de la ville de Mbé : ville de Mbé (en cours)		20 X 5 000 000= 100 000 000
R1.1.5. Aménagement de 12 caniveaux: ville de Mbé		PM
R1.1.6. Mise en place de 15 lampadaires solaires sur les différents axes de la ville : ville de Mbé		PM
R1.1.7. bitumage de 03 km des axes principaux : ville de Mbé		PM
R1.1.8. Construction de 01 toilette publique : ville de Mbé		10 000 000
R1.1.9. Mise en place de 08 bacs de collecte des déchets : ville de Mbé		8 X 10 000 = 80 000
R2.1.1. Sensibilisation d'au moins 75% de personnes sur les procédures d'obtention des permis de bâtir : Tous les villages		PM
R2.1.2. Sensibilisation d'au moins 75% de personnes sur la nécessité de prévoir les fosses sceptiques aménagées dans les habitations : Tous les villages		PM
R2.1.3. Sensibilisation d'au moins 75% de personnes sur les normes de construction requises : Tous les villages		PM
R2.1.4. Etude de faisabilité pour la mise en place de 02 points d'approvisionnement en matériaux de construction : Mbé et à Tagboum		1 000 000
Cadre estimatif du Secteur		
Libellés	Montants (en milliers de F CFA)	
Total investissement	206 080 000	
Total Fonctionnement (05% des investissements)	10 304 000	
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	21 638 400	
Total estimatif	238 022 400	

4.2.19. Secteur Domaines, cadastre et Affaires Foncières

Problème principal : Difficulté d'obtention des titres fonciers

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter l'obtention des titres fonciers		- Nombre des titres fonciers établis ;	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Titres fonciers divers.	- Implication de la DDDAF et avis favorable de la tutelle ; - Disponibilité des services de cadastre ; - Adhésion des populations.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- plan d'actions de la commune ; - Décisions municipales diverses approuvées ; - stratégie du MINDAF.
Objectif spécifique1 :	Faciliter l'obtention des titres fonciers et la sécurisation des terres.	-Nombre de titre foncier obtenu ; -Nombre et surface de terre sécurisée	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Titres fonciers divers ; - Divers rapports de sensibilisation.	- Implication de la DDDAF et avis favorable de la tutelle ; - amélioration du budget de fonctionnement des services concernés ; - Disponibilité des services de cadastre ; - Adhésion des populations.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - plan d'actions de la commune ; - Décisions municipales diverses approuvées ; - stratégie du MINDAF.
Objectif spécifique2 :	Promouvoir le respect des normes d'occupation des terres	Nombre et type d'outil et/ou d'activité pour le respect des normes d'occupation des terres réalisé dans la commune	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Divers rapports de sensibilisation.	- Implication de la DDDAF et avis favorable de la tutelle ; - Disponibilité des services de cadastre ; - Adhésion des populations.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - plan d'actions de la commune ; - stratégie du MINDAF.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Au moins 75% de personnes sont sensibilisées sur l'importance d'avoir un titre foncier.	-Taux/nombre de personne sensibilisé sur l'importance d'avoir un titre foncier -Taux/nombre de titre foncier obtenu ; -Nombre/Surface de terre sécurisée	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Divers rapports de sensibilisation.	- Implication de la DDDAF et avis favorable de la tutelle ; - amélioration du budget de fonctionnement des services concernés ; - Disponibilité des services de cadastre ; - Adhésion des populations.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - plan d'actions de la commune ; - stratégie du MINDAF.
	2.1 : La promotion du respect des normes d'occupation des terres est effective.	- Nombre d'outils d'occupation des terres mis en place ; - Nombre de personnes sensibilisées sur le domaine privé de l'État.	- Rapports DDDAF ; - Rapport de la commune ; - Divers rapports de sensibilisation. -PV du choix des sites	- Implication de la DDDAF et avis favorable de la tutelle ; - Disponibilité des services de cadastre ; - Adhésion des populations.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - plan d'actions de la commune ; - stratégie du MINDAF.
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1.1. Sensibilisation d'au moins 75% de personnes sur l'importance d'avoir un titre foncier : Tous les villages de la commune					2 500 000	
R1.1.2. Sensibilisation d'au moins 75% de personnes sur les procédures d'obtenir un titre foncier : Tous les villages de la commune					2 500 000	
R1.1.3. Etablissement d'au moins 100 titres fonciers chaque année : Tous les villages de la commune					2 500 000	

R2.1.1. Sécurisation de 10 parcelles de 5000 ha comme patrimoine communal comme patrimoine communal : Nyesse, Mbé-Bénoué; Dogong – Dodja, Sellou Senggba, Baa Dangré et Gorheck	10 000 000
R2.1.2. Sécurisation des domaines des services administratifs et des établissements d'enseignements	PM
R2.1.3. Mise en place d'un plan cadastral : Ville de Mbé	7 000 000
R2.1.4. Mise en place d'un Plan d'Occupation du Sol: toute la commune de Mbé	4 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	28 500 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	1 425 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	2 992 500
Total estimatif	32 917 500

4.2.20. Secteur Recherche scientifique et de l'innovation

Problème principal : Non application des résultats de la recherche par les producteurs

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Diffuser et appliquer les résultats de la recherche		- Nombre des producteurs ayant accès aux innovations de la recherche agronomique ; - Nombre de guérisseurs traditionnels ayant vu leur service amélioré	- Rapports DDADER/DDEPIA ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de poste agricoles et des chefs des centres.	- Collaboration des IRAD ; - Implication des sectoriels du MINADER et MINAPIA ; - Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés avec les consultants ; - stratégie des MINADER et MINEPIA ; - budgets communaux.
Objectif spécifique 1 :	Faciliter l'accès des producteurs aux innovations de la recherche agronomique	Nombre des producteurs ayant accès aux innovations de la recherche agronomique.	- Rapports DDADER/DDEPIA ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de poste agricoles et des chefs des centres.	- Collaboration des IRAD ; - Implication des sectoriels du MINADER et MINAPIA ; - Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés avec les consultants ; - stratégie des MINADER et MINEPIA ; - budgets communaux.
Objectif spécifique 2 :	Améliorer la qualité des services des guérisseurs traditionnels	Nombre de guérisseurs traditionnels ayant vu leur service amélioré.	- Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de centre de santé.	- Implication de la commune et des chefs traditionnels ; - Volonté des populations.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés avec les consultants ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'accès des producteurs aux innovations de la recherche agronomique est facilité	- Nombre des producteurs formés /sensibilisés sur les nouvelles techniques agropastorales ; - Nombre de producteurs formés sur les thématiques de production spécifiques.	- Rapports DDADER/DDEPIA ; - Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de poste agricoles et des chefs des centres.	- Collaboration des IRAD ; - Implication des sectoriels du MINADER et MINAPIA ; - Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés avec les consultants ; - stratégie des MINADER et MINEPIA ; - budgets communaux.
	2.1. La qualité des services des guérisseurs traditionnels est améliorée	Nombre de plantes médicinales recensées et protégées.	- Rapport de la commune ; - Rapports des chefs de centre de santé.	- Implication de la commune et des chefs traditionnels ; - Volonté des populations.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés avec les consultants ; - budgets communaux.
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1.1. Organisation de 01 campagne d'information et de sensibilisation sur les nouvelles techniques agropastorales chaque année : Tous les 43 villages de la commune de Mbé					43 X 700 000 = 30 100 000	
R1.1.2. Organisation de 03 séances de démonstration des résultats de la recherche en faveur des producteurs chaque année et par pôle de production : Tous les 43 villages de la commune de Mbé					3 X 500 000 = 1 500 000	

R1.1.3. Mise en place de 03 points d'approvisionnement des produits de la recherche : Mbé, Mbip et Gorghiek	3 X 60 000 000 = 180 000 000
R1.1.4. Organisation de 02 ateliers de formation des éleveurs et agriculteurs à la transformation de leurs produits (Lait, patate, igname, manioc, riz, soja...)	4 000 000
R2.1.1. Structuration d'au moins 85% des guérisseurs traditionnels autour d'une organisation faitière : Tous les 43 villages de la commune de Mbé	6 000 000
R2.1.2. Identification et protection d'au moins 85% des plantes médicinales : Tous les 43 villages de la commune de Mbé	43 X 500 000= 21 500 000
R2.1.3. Mise sur pied d'un fichier des tradipraticiens	2 000 000
R2.1.4. Identification et formation d'un agent communal (point focal des structures en charge de la recherche)	PM
R2.1.5. Création d'une antenne d'expérimentation des différentes spéculations	PM

Cadre estimatif du Secteur	
Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	245 100 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	12 255 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	25 735 500
Total estimatif	283 090 500

4.2.21. Secteur Jeunesse et Education Civique

Problème principal : Difficultés d'épanouissement et d'insertion socio professionnelles des jeunes

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif global : Développer les infrastructures et favoriser l'insertion socio professionnelle des jeunes de la commune de Mbé	- Nombre d'infrastructures d'encadrement des jeunes mises en place ; - Nombre des jeunes insérés dans les activités socio professionnelles.	- Rapports DDJEC ; - Rapport de la commune ; - PV de réception divers.	- Volonté du MINJEC ; - Implication de la commune ; - Disponibilité financière.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - stratégie du MINJEC ; - plans d'actions de la DDJEC et de la commune ; - budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer l'offre en infrastructure	Nombre d'infrastructures des jeunes mis en place.	- Rapports DDJEC ; - Rapport de la commune ; - PV de réception divers.	- Volonté du MINJEC ; - Implication de la commune ; - Disponibilité financière.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - stratégie du MINJEC ; - plans d'actions de la DDJEC et de la commune ; - budgets communaux.
Objectif spécifique2 :	Faciliter l'insertion socio professionnelle des jeunes.	Nombre des jeunes insérés dans les activités socio professionnelles	- Rapports DDJEC ; - Rapport de la commune.	- Volonté du MINJEC ; - Implication de la commune ; - Disponibilité financière.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - stratégie du MINJEC ; - plans d'actions de la DDJEC et de la commune ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures d'encadrement des jeunes des jeunes sont mises en place	Nombre et type d'infrastructure mis en place	- Rapports DDJEC ; - Rapport de la commune ; - Actes de création ; - PV de réception;	- Volonté du MINJEC ; - Implication de la commune ; - Disponibilité financière.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - stratégie du MINJEC ; - budgets communaux. -Journal des projets
	2.1. L'insertion socio professionnelle des jeunes est facilitée à 100%	- Nombre des jeunes sensibilisés et informés sur les projets d'insertion ; - Nombre des projets des jeunes financés ; - Nombre des jeunes organisés.	- Rapports DDJEC ; - Rapport de la commune.	- Volonté du MINJEC ; - Implication de la commune ; - Disponibilité financière.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - stratégie du MINJEC ; - plans d'actions de la DDJEC et de la commune ; - budgets communaux.
Activités Principales						
Libellé				Cout estimatif		
R1.1.1. Construction et équipement de la DAJEC avec clôture				60 000 000		
R1.1.2. Construction d'une maison d'astreint avec clôture				40 000 000		
R1.1.3. Dotation d'une moto YAMAHA 125 pour le DAJEC de Mbé				1 000 000		
R1.1.4. Construction d'une salle de spectacle				80 000 000		
R1.1.5. Construction d'une latrine externe moderne				10 000 000		
R1.1.6. Clôture du CMPJ				5 000 000		
R1.1.7. Construction d'un dortoir				30 000 000		
R1.1.8. Réalisation d'un point d'eau au CMPJ de Mbé				8 000 000		

R1.1.9. Construction d'une bibliothèque	40 000 000
R1.1.10. Construction et équipement du siège du CNJC	60 000 000
R1.1.11. Acquisition de 50 machines à coudre "Butter Fly"	3 500 000
R1.1.12. Dotation de 50 tables bancs au CMPJ	50 X 10000 = 500 000
R1.1.13. Mise en place d'un réseau d'électrification solaire au CMPJ	50 000 000
R1.1.13. Création et opérationnalisation de 01 d'un centre de formation des jeunes : Sassa Mbersi	100 000 000
R1.1.14. Dotation d'une moto YAMAHA 125 au CNJC	1 000 000
R2.1.1. Sensibilisation d'au moins 75% des jeunes au sujet de tous les projets d'insertion des jeunes et du CNJC : Toute la commune de Mbé	PM
R2.1.2. Financement chaque année des microprojets jeunes, au moins 150 : Toute la commune de Mbé	150 000 000
R2.1.3. Octroi et sécurisation de 50ha d'espace agricole pour les jeunes	PM
R2.1.4. Affectation de 10 cadres qualifiés	PM
R1.1.5. Organisation de stage de vacances pour 50 jeunes chaque année	50 X 50 000 = 2 500 000
R1.1.6. Sensibilisation des motos taximen sur le code de la route	2 000 000
Cadre estimatif du Secteur	
Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	643 500 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	32 175 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	67 567 500
Total estimatif	743 242 500

4.2.22. Secteur Sports et Education Physique

Problème principal : Difficultés d'accès aux infrastructures sportives et d'éducation physique.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Difficulté d'accès aux infrastructures sportives et d'éducation physique.		- Nombre d'infrastructures sportives construites ; - L'encadrement sportif est assuré à 100%.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financements de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINSEP ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer l'offre en infrastructures sportive et d'éducation physique	Nombre d'infrastructures sportives construites.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune ; - PV de réception du complexe.	Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique2 :	Améliorer l'accès à l'encadrement sportif et à l'éducation physique.	- L'encadrement sportif est assuré à 100%.	- Rapports DDSEP ; - Rapport de la commune.	Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'offre en infrastructures de sport et d'éducation physique est améliorée	Nombre et type d'infrastructure réalisé	PV de réception, Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune	-Disponibilité des fonds, -Disponibilité des sites -Dynamisme du maire,	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Le journal des projets, Etudes de faisabilités
	2.1. L'encadrement sportif et à l'éducation physique est assurée à 100%	-Nombre et type d'activité d'encadrement mis en place -Nombre de personnel qualifié affecté	Rapport du Comité de suivi du BIP, Rapport de la commune	Disponibilité des fonds, Disponibilité des sites Dynamisme du maire,	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Le journal des projets, Etudes de faisabilités
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	

R1.1.1.Construction de 01 complexe sportif : Mbé	250 000 000
R1.1.2.Construction et équipement de la DASEP avec clôture	35 000 000
R1.1.3.Construction du logement d'astreinte DASEP avec clôture	40 000 000
R1.1.4. Aménagement de 43 aires de jeux : Tous les villages de la commune de Mbé	43 X 1 000 000 = 43 000 000
R2.1.1. Accompagnement des jeunes à la création de 05 associations sportives (Volley Ball, Hand Ball, foot Ball, Rugby et basket Ball)	3 000 000
R2.1.2. Sensibilisation des populations à adhérer aux mouvements sportifs	2 500 000
R2.1.3. Promotion du sport pour tous	PM
R2.1.4.Plaidoyer pour l'affectation de 05 personnels qualifiés à la DASEP	PM
R2.1.5.Formation de 43 encadreurs non qualifiés (01 par village)	4 000 000
Cadre estimatif du Secteur	
Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	377 500 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	18 875 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	39 637 500
Total estimatif	436 012 500

4.2.23. Secteur Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat

Problème principal : Difficulté de développer les activités des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif global : Développer les activités des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'acteurs des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat organisés par corps d'activité ; - Nombre de centre artisanal construit et équipé. - Nombre d'acteurs des PME appuyés en financements et en encadrement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de la DDPMESA ; - Rapport de la commune ; - Dossiers des organisations formées ; - Rapports de formation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration budget de fonctionnement de la DDPMESA ; - Forte implication du MINPMESA et de la commune ; - Adhésion des bénéficiaires ; - Disponibilité des consultants. 	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	<ul style="list-style-type: none"> - Conventions signées ; - Stratégie du MINPMESA ; - Budgets communaux.

Objectif spécifique 1 :	Améliorer l'organisation des acteurs des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat.	Taux d'amélioration de l'organisation des acteurs des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat réalisé.	- Rapports de la DDPMESA ; - Rapport de la commune ; - Dossiers des PME structurées	- Amélioration budget de fonctionnement de la DDPMESA ; - Forte implication du MINPMESA et de la commune ; - Adhésion des bénéficiaires ; - Disponibilité des consultants.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Stratégie du MINPMESA ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique2 :	Améliorer l'accès aux financements des corps de métiers	Nombre d'acteurs des PME appuyés en financements et en encadrement.	- Rapports de la DDPMESA ; - Rapport de la commune ; - Avis de virement.	- Financements disponibles. - Adhésion des bénéficiaires ;	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Stratégie du MINPMESA ; - Budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'organisation des acteurs des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat est améliorée à 100%.	- Nombre d'acteurs des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat organisés par corps d'activité ; - Nombre de centre artisanal construit et équipé.	- Rapports de la DDPMESA ; - Rapport de la commune ; - Rapports de formation.	- Amélioration budget de fonctionnement de la DDPMESA ; - Forte implication du MINPMESA et de la commune ; - Adhésion des bénéficiaires ; - Disponibilité des consultants.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Stratégie du MINPMESA ; - Budgets communaux.
	2.1 L'accès aux financements des corps de métiers est assuré à 100%	- Nombre d'acteurs des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat organisés par corps d'activité ; - Nombre de centre artisanal construit et équipé.	- Rapports de la DDPMESA ; - Rapport de la commune ; - Avis de virement.	- Financements disponibles. - Adhésion des bénéficiaires ;	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Stratégie du MINPMESA ; - Budgets communaux.

Activités Principales

Libellé	Cout estimatif
R1.1.1. Structuration des GIC en Société de Coopérative: Tous les villages de la commune de Mbé	3 000 000
R1.1.2. Création d'un bureau des artisanats à la commune de Mbé	PM
R1.1.3. Dotation d'une moto YAMAHA AG 125 bureau des artisanats à la commune de Mbé	1 000 000
R1.1.4. Elaboration d'un fichier des acteurs du secteur de l'artisanat et de l'économie sociale. Tous les villages de la commune de Mbé	1 000 000
R1.1.5. Construction d'une entreprise de transformation d'ignames	350 000 000
R2.1.1. Création et construction d'un centre artisanal: Mbé	40 000 000
R2.1.2. Organisation d'un salon local des artisans chaque année : Rotatif	6 000 000
R2.1.3. Mise sur pied d'un fond communal d'appui aux AGR pour le financement de 25 artisans par an	3 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	404 000 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	20 200 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	42 420 000

Total estimatif	466 620 000
-----------------	-------------

4.2.24. Secteur Mines, Industries et Développement Technologique

Problème principal : Impact non perceptible de l'activité minière sur les recettes de la commune.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif global : Développer les activités d'exploitation des ressources minières	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et type d'activité mis en place - Taux d'amélioration de l'organisation des activités d'exploitation des ressources minières réalisées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de la DDPMESA ; - Rapport de la commune ; - Dossiers des organisations formées ; - Rapports de formation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration budget de fonctionnement de la DDPMESA ; - Forte implication du MINPMESA et de la commune ; - Adhésion des bénéficiaires ; - Disponibilité des consultants. 	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	<ul style="list-style-type: none"> - Conventions signées ; - Stratégie du MINPMESA ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique 1 :	Améliorer l'exploitation des ressources minières	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'exploitants miniers organisés et d'unité de surveillance mis en place ; - Nombre de carrière mis en valeur - Type d'activité de sensibilisation réalisé ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDIMIDT ; - Rapport de la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte implication de la DDIMIDT et de la commune ; - Disponibilité financière. 	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	<ul style="list-style-type: none"> - Contrats signés ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINIMIDT ; - Budgets communaux.

Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'exploitation des ressources minières est mieux organisée et améliorée à 100%	-Nombre d'exploitants miniers organisés et d'unité de surveillance mis en place ; -Nombre de carrière mis en valeur -Type d'activité de sensibilisation réalisé ;	- Rapports DDIMIDT ; - Rapport de la commune.	- Forte implication de la DDIMIDT et de la commune ; - Disponibilité financière.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINIMIDT ; - Budgets communaux.
--------------------------------------	--	---	--	---	--	---

Activités Principales

Libellé		Coût estimatif
R1.1. 1.	Structuration de 100 % d'exploitants miniers : Karna Petel, Karna Manga, Mbé, Ndong Bénoué ; Ngaounyanga ; Ndom Bénoué	2 000 000
R1.1.2.	Vulgarisation du code minier et son décret d'application	1 000 000
R1.1.3.	Mise en place de 01 structure de traitement des déchets : Mbé	50 000 000
R1.1.4.	Mis en place de 01 atelier de métier : Mbé	50 000 000
R1.1.5.	Organisation de 01 session de sensibilisation chaque année avec propriétaires des établissements insalubres à payer les taxes : Rotatif	1 000 000
R1.1.6.	Aménagement et sécurisation de 06 carrières municipales de sable : Karna Petel, Karna Manga, Mbé, Ndong Bénoué ; Ngaounyanga ; Ndom Bénoué	6 X1000 000 = 6 000 000
R1.1.7.	Mise sur pied d'un comité d'expert pour l'identification et mise en place d'une carte et répertoire des ressources minières	10 000 000
R1.1.8.	Sécurisation et exploitation de la chaux vive de Nyadou	5 000 000
R1.1.9.	Mise en place d'un cadre incitatif d'investissement dans les carrières de sable	2 500 000
R1.1.10.	Mise en place de 01 police municipale de surveillance des carrières : Mbé	3 000 000
R1.1.11.	Dotation de 03 motos YAMAHA AG125 à la police municipale de surveillance des carrières	3 X1 000 000= 3 000 000
R1.1.12.	Sensibilisation des propriétaires des établissements insalubres à payer les taxes.	1 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	134 500 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	6 725 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	14 122 500
Total estimatif	155 347 500

4.2.25. Secteur Transports

Problème principal : Difficulté d'organisation du secteur de transport

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Assurer le développement des infrastructures de transport et de sécurité.		- Nombre d'infrastructures de transport aménagées ; - Nombre des conducteurs ayant vu leurs capacités renforcées en matière de conduite.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Disponibilité financière ; - Implication de la commune et de la DDTRANS.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINTRANS ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Améliorer l'offre en de infrastructure transport.	Nombre et type d'infrastructures de transport aménagées.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Rapports du comité de suivi-évaluation.	- Disponibilité financière ; - Implication de la commune et de la DDTRANS. -Dynamisme du Maire	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINTRANS ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique2 :	Renforcer les capacités des conducteurs (autos et motocycles) en matière de conduite.	Nombre des conducteurs ayant vu leurs capacités renforcées en matière de conduite.	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - Rapports de formations ; - Rapports de sensibilisation et de formation ; - Factures diverses.	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Forte implication de la DDTRANS et de la commune ; - Volonté du MINTRANS et des conducteurs.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Contrats signés ; - Stratégie du MINTRANS ; - Budgets et plan d'actions communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'offre en de infrastructure transport est améliorée	- Nombre de parking pour motos aménagé ; - Nombre de plaques de signalisation mises en place -Nombre de parc automobile aménagé. -Nombre de gare routière construit ;	- Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Disponibilité financière ; - Implication de la commune et de la DDTRANS.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINTRANS ; - Budgets communaux.

	<p>2.1. Les capacités des conducteurs (autos et motocycles) en matière de conduite sont renforcées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de motocycles et conducteurs autos formés ; - Nombre de motocycles et conducteurs autos sensibilisés sur la sécurité routière ; - Nombre de motocycles titulaires d'un permis de conduire et des pièces officielles. -Nombre de moto taximen identifié ; -Nombre de moto taximen ayant un gilet 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDTRANS ; - Rapport de la commune ; - Rapports de formation ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD. 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité financière ; - Implication de la commune et de la DDTRANS. 	<p>Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINTRANS ; - Budgets communaux.
--	--	--	--	---	---	--

Activités Principales

Libellé	Cout estimatif
R1.1. 1. Aménagement de 02 parkings automobiles: Marché de Mbé	2 X 2 000 000 = 4 000 000
R1.1.2. Aménagé 01 Parc de stationnement pour camion: Dogong	10 000 000
R1.1.3. Renforcement de la signalisation dans la ville de Mbé et dans les villages	5 000 000
R1.1.4. Construction de 02 gares routières municipales: Mbé et Sassa Mbersi	2 X 40 000 000 = 80 000 000
R1.1.5. Aménagement d'une fourrière municipale sécurisée à Mbé	20 000 000
R1.1.6. Acquisition de 12 sabots	12 X 25 000 = 300 000
R2.1.1. Instauration du port des gilets chez les moto-taximen;	PM
R2.1.2. Identification de tous les moto-taximen.	PM
R2.1.3. Renforcement de la sensibilisation des conducteurs sur les pièces officielles à acquérir avant et pendant l'exercice de leurs activités.	2 500 000
R2.1.4. Organisation de 02 sessions de formation rapide par an des moto-taximen pour l'obtention du permis de conduire : Mbé	5 000 000
R2.1.5. Organisation de 02 campagnes de sécurité routière par an (Axe Mbé – Sassa Mbersi et Axe Mbé – Ngaoundéré)	2 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	128 800 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	6 440 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	13 524 000
Total estimatif	148 764 000

4.2.26. Secteur Postes et Télécommunications

Problème principal : Difficulté d'accès aux infrastructures de télécommunication de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter le développement des infrastructures de télécommunication de qualité		- Taux d'amélioration de l'offre en matière de la téléphonie mobile réalisé à 100% ; - Qualité de la connexion internet est amélioré à 100%.	- Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Volonté des opérateurs de la téléphonie mobile et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Stratégie du MINPOSTEL ; - Plans d'actions des opérateurs de la téléphonie mobile.
Objectif spécifique 1 :	Améliorer l'offre en matière de la téléphonie mobile et de connexions internet.	-La couverture de la téléphonie mobile est améliorée à 100%. -La qualité de la connexion internet est améliorée à 100%.	- Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD. -rapport DDMINPOSEL	- Volonté des opérateurs de la téléphonie mobile et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés ; - Plans d'actions des opérateurs de la téléphonie mobile.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Tous les villages de la Commune sont couverts à 100% par les réseaux de la téléphonie mobile	Nombre de villages arrosés par les réseaux de la téléphonie mobile	- Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Volonté des opérateurs de la téléphonie mobile et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés ; - Plans d'actions des opérateurs de la téléphonie mobile.
	1.2. L'offre et la qualité des connexions internet sont améliorées et disponible à 100%	Nombre et type de connexion internet acquis Nombre de télé centre communautaire construit	- Rapport de la commune ; - Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Volonté des opérateurs de la téléphonie mobile et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Contrats signés ; - Plans d'actions des opérateurs de la téléphonie mobile.
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1. 1. Amélioration de l'offre de la téléphonie mobile : Toute la commune					PM	
R1.1.2. Création et construction de 07 nouvelles télés centres communautaires : Ngaounyanga, Karna Manga, Toubaka, Nyadou, Wack, Sassa Mbersi et Tagboum					7 x 70 000 000 = 490 000 000	
R2.1.1. Renforcement du débit internet du PAN : Mbé					PM	
Cadre estimatif du Secteur						
Libellés		Montants (en milliers de F CFA)				
Total investissement		490 000 000				
Total Fonctionnement (05% des investissements)		24 500 000				
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)		51 450 000				
Total estimatif		565 950 000				

4.2.27. Secteur Secteur : Communication

Problème principal : Difficulté d'accès aux infrastructures de communication.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter le développement des infrastructures de communication de qualité		Le développement des infrastructures de communication est amélioré à 100%	- PV de réception des équipements ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Financements de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles ; - Volonté du MINCOMM et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINCOMM.
Objectif spécifique1 :	Améliorer l'offre des services de communication	-Nombre de radio communautaire construit ; -Nombre et type d'antenne relais installé ; -Nombre de point de vente des journaux mis en place	- PV de réception des équipements ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Financements de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles ; - Volonté du MINCOMM et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINCOMM.
Résultats stratégiques)	1.1. L'offre des services de communication s'est améliorée de 100%.	-Nombre de radio communautaire construit ; -Nombre et type d'antenne relais installé ; -Nombre de point de vente des journaux mis en place	- PV de réception des équipements ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD.	- Financements de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles ; - Volonté du MINCOMM et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégie du MINCOMM.
Activités Principales						
Libellé					Coût estimatif	
R1.1. 1. Création et construction d'une radio communautaire et d'un centre multimédia : Mbé					150 000 000	
R1.1.2. Amélioration de l'offre du réseau CRTV-Télé par la l'installation de 02 antenne relais : Mbé et Sassa Mbersi					PM	
R1.1.3. Mise en place d'un point de vente de la presse : Mbé					PM	
R1.1.4. Création d'un journal communal bilingue					2 000 000	
R1.1.5. Formation de 05 journalistes pour le journal bilingue écrit et pour la radio communautaire					2 000 000	
R1.1.6. Mise en place d'une cellule de communication à la commune de Mbé					PM	
R1.1.7. Création d'un site Web pour l'institution communale					500 000	
R1.1.8. Formation d'un personnel communal en charge d'animation du site Web					500 000	
Cadre estimatif du Secteur						
Libellés		Montants (en milliers de F CFA)				
Total investissement		155 000 000				
Total Fonctionnement (05% des investissements)		7 750 000				
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)		16 275 000				
Total estimatif		179 025 000				

4.2.28. Secteur : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

Problème principal : Dégradation des infrastructures publiques et difficulté de maintenir l'ordre et la sécurité publique dans l'ensemble de la commune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Garantir l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens dans la commune de Mbé		- Nombre et type d'infrastructure et la logistique mis en place; -Nombre et type d'unité administrative créé ; -Superficie des terres sécurisées ; -Nombre des Secrétaires d'état civil formé ; - Nombre de centres d'état civil équipés.	- Rapport de la commune ; - Rapport des FMO concernées ; - Registres d'état civil.	- Financements de l'État disponibles ; - disponibilité de la Commune	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - plan d'actions de la Commune.
Objectif spécifique1 :	Améliorer les infrastructures, la logistique et le personnel des services publics	Nombre et type d'infrastructure, de logistique et de personnel mis en place.	- Rapport de la commune ; - PV de réception	Financements de l'État disponibles	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journaux des projets BIP.
Objectif spécifique2 :	Améliorer la qualité du service de l'état civil.	Nombre d'état civil donc la qualité de service a été améliorée	- Rapport de la commune ; - Différents registres d'état civil.	Disponibilité de la Commune	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- plan d'actions de la Commune.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures, la logistique et le personnel des services administratif sont améliorées	- Nombre et type d'unité administrative créée ; - Nombre et type d'unité administrative construit et équipé ; - Nombre de véhicule tout terrain doté au poste de police ; - Nombre d'agents des FMO augmentés. -Superficie de terres sécurisées	- Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux.	Financements de l'État disponibles	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	Journaux des projets BIP.
	2.1. La qualité du service de l'état civil s'est améliorée.	- Nombre de Secrétariat d'état civil crée ; -Nombre des Secrétaires d'état civil formé ; - Nombre de centres d'état civil équipés.	- Rapport de la commune ; - Différents registres d'état civil.	Disponibilité de la Commune	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- plan d'actions de la Commune
Activités Principales						
Libellé				Cout estimatif		
R1.1. 1. Réhabilitation et équipement de la résidence de fonction du Sous –Préfet de Mbé				PM		
R1.1.2. Dotation de 05 véhicules tout terrain : Commissariat spécial (1) ; Poste de la sécurité publique (1) ; Gendarmerie de Mbé (1) ; BIR (01) et la sous Préfecture de Mbé (1)				5 X 18 000 000 = 90 000 000		
R1.1.3. Construction d'un commissariat Spécial de Mbé				50 000 000.		
R1.1.4. Construction et équipement du poste du BIR				50 000 000		
R1.1.5. Construction de 03 maisons d'astreinte pour les éléments du Commissariat spécial (1) ; Poste de la sécurité publique (1) ; BIR (01)				3X 40 000 000= 120 000 000		
R1.1.6. Etude de faisabilité pour la réhabilitation de la gendarmerie de Mbé				1 000 000		
R1.1.7. Etude de faisabilité pour la réhabilitation et équipement de la Sous préfecture de Mbé				1 000 000		
R1.1.8. Plaidoyer pour l'affectation du personnel à la gendarmerie de Mbé, au commissariat spécial et Poste de sécurité publique et du BIR				PM		

R1.1.9. Construction de 05 places de fête à Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga, Tag boum et Mbé	5 X 25 000 000 = 125 000 000
R1.1.10. Plaidoyer pour l'érection de l'arrondissement en Département de la Haute Bénoué avec Chef lieu Mbé	PM
R1.1.11. Construction et équipement de la Préfecture du Département de la haute Bénoué	100 000 000
R1.1.12. Construction et équipement du logement d'astreinte du Préfet du Département de la haute Bénoué	60 000 000
R1.1.13. Plaidoyer pour la création des 04 Arrondissements à Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum	PM
R1.1.14. Construction et équipement de 05 bâtiments devant abriter les services des Sous préfectures à Mbé ; Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum	5 X 50 000 000 = 250 000 000
R1.1.14. Construction et équipement de 04 résidences de fonction de 04 Sous –Préfet à Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum	4 X 40 000 00 = 160 000 000
R1.1.15. Sécurisation des domaines pour la construction des bâtiments devant abriter les services d'arrondissements à Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum	10 000 000
R1.1.16. Sécurisation des domaines pour la construction des bâtiments devant abriter les services départementaux à Mbé	10 000 000
R1.1.17. Plaidoyer pour l'érection du Lamida de Mbé en Chefferie de 1 ^{er} degré	PM
R1.1.18. Plaidoyer pour l'érection de 04 chefferies de 3 ^{ème} degré en chefferie de 2 ^{ème} degré à Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum	PM
R1.1.19. Construction et équipement des services départementaux à Mbé	2 000 000 000
R1.1.20. Dotation des services départementaux en moyen de locomotion	28 X 20 000 000= 560 000 000
R1.1.21. Constructions des logements pour les chefs de services départementaux à Mbé	1 000 000 000
R1.1.22. Construction et équipement des services d'arrondissement à Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum	1 500 000 000
R1.1.23. Constructions des logements pour les chefs de services d'arrondissement à Wack ; Sassa Mbersi ; Ngaounyanga et Tag boum	1 000 000 000
R2.1.1. Création, Construction et équipement de 39 centre d'état civil dans 39 villages de la commune (sauf Mbé ; Sassa Mbersi ; Tag boum et Wack)	39 X 5 000 000 = 195 000 000
R2.1.2. Renforcement des capacités des Secrétaires d'état civil : Mbé (Principal) ; Wack, Sassa Mbersi et Tag Boum (secondaires)	2 000 000
R2.1.3. Construction et Équipement de 03 centres d'état civil secondaires : Wack, Sassa Mbersi et Tag Boum	3 X 5 000 000 =15 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	7 299 000 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	364 950 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	766 395 000
Total estimatif	8 430 345 000

4.2.29. Secteur Enseignement supérieur

Problème principal : Difficulté d'apporter des appuis aux étudiants.

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
	Objectif global : Développer les mécanismes d'assistance aux étudiants démunis originaires de la commune de Mbé	- Nombre des nouveaux étudiants démunis ayant accès à l'enseignement supérieur ;	- Rapport de la commune ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Feuilles de décharges des frais de pension.	- Implication de toutes élites et de la commune ; - Volonté des étudiants dans les universités.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Plan d'actions du comité de développement ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Faciliter l'accès des nouveaux bacheliers démunis à l'enseignement supérieur	-Nombre des nouveaux étudiants démunis originaires de Mbé ayant accès à l'enseignement supérieur. -Nombre des étudiants originaires de la Commune de Mbé installés dans les universités d'état.	- Rapport de la commune ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Feuilles de décharges des frais de pension.	Implication de toutes les élites et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Plan d'actions du comité de développement ; - Budgets communaux
Résultats (Axes stratégiques)	1.1 Tous les bacheliers originaires de la Commune de Mbé ont accès à l'enseignement supérieur	- Nombre d'étudiants originaires de Mbé recensés ; - Montant de fonds d'appuis aux étudiants démunis mobilisés ; - Nombre d'étudiants démunis appuyés chaque année. - Nombre de commission d'accueils des nouveaux étudiants mise en place ; - Nombre de mini-cité construit.	- Rapport de la commune ; - Rapport du comité de suivi-évaluation du PCD ; - Feuilles de décharges des frais de pension.	Implication de toutes les élites et de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Plan d'actions du comité de développement ; - Budgets communaux
Activités Principales						
Libellé				Cout estimatif		
R1.1.1. Établissement chaque année d'un fichier des bacheliers de la Commune de Mbé : Mairie de Mbé				500 000		
R1.1.2. Constitution d'un fonds d'appuis aux étudiants démunis : Mairie de Mbé				10 000 000		
R1.1.3. Appuis chaque année à 50 étudiants démunis.				50 X 50 000 = 2 500 000		
R1.1.4. Mise en place d'une commission d'accueil des nouveaux étudiants : Université de Ngaoundéré				PM		
R1.1.5. Construction d'une mini-cité devant accueillir les étudiants originaires de Mbé : Université de Ngaoundéré				70 000 000		
Cadre estimatif du Secteur						
Libellés		Montants (en milliers de F CFA)				
Total investissement		83 000 000				
Total Fonctionnement (05% des investissements)		4 150 000				
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)		8 715 000				
Total estimatif		95 865 000				

4.2.30. Économie locale

Problème principal : Difficulté à développer l'économie locale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Favoriser le développement de l'économie locale		-Type d'activité mis en place -Nombre et type de d'infrastructure de développement mis en place	- Rappports de la DDPMESA ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ; - Avis de virement des fonds ; - Fiches des décharges.	- Financements de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles ; - Volonté du Maire.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique1:	Améliorer l'accès aux infrastructures et équipements d'appui au développement de l'économie locale.	-Nombre et type de d'infrastructure de développement mis en place	- Rappports de la DDPMESA ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ;	- Financements de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles ; - Volonté du Maire.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégies des sectoriels concernés ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique2 :	Améliorer l'accès aux financements et aux structures d'encadrement.	-Nombre de structure d'encadrement mis en place ; -Montant et type de financement octroyé ;	- Avis de virement des fonds ; - Fiches des décharges.	- Financements de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles ; - Volonté du Maire.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégies des sectoriels concernés ; - Budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures de développements sont mise en place	-Nombre et type de d'infrastructure de développement mis en place	- Rappports de la DDPMESA ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux ;	- Financements de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles ; - Volonté du Maire.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégies des sectoriels concernés ; - Budgets communaux.
	2.1. Le financement et l'encadrement des corps de métier sont améliorés	-Type d'encadrement apporté aux corps de métiers ; -Montant et type de financement apporté aux corps de métiers	- Avis de virement des fonds ; - Fiches des décharges.	- Financements de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponibles ; - Volonté du Maire.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Budgets communaux.
Activités Principales						
R1.1.1. Mise en place de 01 structure de traitement des déchets : Mbé						50 000 000
R1.1.2. Mis en place de 01 atelier de métier : Mbé						50 000 000
R1.1.3. Sécurisation et exploitation de la chaux vive de Nyadou						5 000 000
R1.1.4.. Constructions de 01 toilette publique payante à Mbé						10 000 000
R1.1.5. Aménagé 01 Parc de stationnement pour camion: Dogong						10 000 000
R1.1.6. Construction de 02 gares routières municipales: Mbé et Sassa Mbersi					2 X 40 000 000 =	80 000 000
R1.1.7. Aménagement d'une fourrière municipale sécurisée à Mbé						20 000 000
R1.1.8. Acquisition de 12 sabots						12 X 25 000 = 300 000

R1.1.9. Construction de 15 hangars équipés des comptoirs à Wack (1), Toubaka (1), Mdom Bénoué (1), Mbé (3), Ngaounyanga (3); Karna Manga (2), Tagboum (3) et Sassa Mbersi (1)	15 X 6 000 000 = 90 000 000
R1.1.10. Construction de 01 abattoir moderne à Mbé	120 000 000
R1.1.11. Etude de faisabilité pour la construction d'un marché moderne à Mbé	1 000 000
R1.1.12. Création et acquisition de 02 pôles de 12 engins équipés donc 06 engins par zone; - organisation de la gestion de ces 02 pôles de tracteurs : Mbé pour la zone : Senngba à Wack ; Tagboum pour la zone : Sassa Mbersi à Mazadou	12 X 6 000 000 = 72 000 000
R1.1.13. Construction de 04 parcs vaccino-gènes : Mbé, Ngaoundjom, Wack et Sassa Mbersi	4X18 000 000 = 72 000 000
R1.1.14. Etude de faisabilité pour la construction d'un bain d'étiquer à 05 bains à Mbé, Ngaoundjom, Wack et Sassa Mbersi ; Baa Dangré	5 X500 000
R1.1.15. Construction de 03 marchés à bétail à Mbé, Sassa Mbersi et Wack	3 X 25 000 000 = 75 000 000
R1.1.16. Aménagement de 08 aires d'abattage à Sassa Mbersi, Tagboum, Vourgnè Sanfou, Vourgnè Mamboum, Wack, Toubaka, Man, Karna Manga	8 X 2 000 000 = 16 000 000
R1.1.17. Désenclavement de 04 plages de la Bénoué : Mbé ; Ndong Bénoué ; Ndom Bénoué ; Ngaounyanga	4 X 1 000 000 = 4 000 000
R1.1.18. Finalisation de la construction des bâtiments au site écotouristique : falaise de Mbé	PM
R1.1. 19. Mise en place 02 pépinières communales de 60 000 plants : Harr et Ndong Bénoué	550 X 60 000 = 33 000 000
R1.1.20. Mise en valeur de la ZIC 18	
R1.1.21. Création de 06 nouveaux marchés hebdomadaires à Nguesseck Ngai, Djett, Karna Petel, Harr, Man, Baa-Dangré	
R1.1.22. Réhabilitation de 02 hangars à Mbé et Wack	2 X 300 000 = 6 000 000
R1.1.23. Construction de 01 fabrique de glace à : Mbé	PM
R1.1.24. Construction de 02 chambres froides solaire à : Mbé ; Ndong Bénoué	PM
R1.1.25. Aménagement de 06 carrières de sable et de gravier à Karna Petel, Karna Manga, Mbé, Ndong Bénoué ; Ngaounyanga ; Ndom Bénoué	
R1.1.26. Aménagement de 02 parkings automobiles: Marché de Mbé	2 X 2 000 000 = 4 000 000
R1.1.27. Création et construction d'un centre artisanal: Mbé	40 000 000
R1.1.28. Organisation d'un salon local des artisans chaque année : Rotatif	6 000 000
R1.1.29. Création et construction d'une radio communautaire et d'un centre multimédia : Mbé	150 000 000
R1.1.30. Mise en place d'un point de vente de la presse : Mbé	2 000 000
R1.1.31. Construction d'une mini-cité des fils originaires de la commune de Mbé à Ngaoundéré	
R1.1.32. Construction des parcs pour garder les animaux dans la nuit dans tous les villages	PM
R1.1.33. Construction de 04 auberges municipales à Mbé ; Ndong Bénoué ; Ndom Bénoué ; Ngaounyanga	4X 70 000 000= 280 000 000
R1.1.34. Mise à niveau 16 personnels de gestion : Mbé (04); Ndong Bénoué (04); Ndom Bénoué(04) ; Ngaounyanga(04) ;	
R1.1.35. Aménagement d'une fourrière municipale	
R1.1.36. Construction de 02 gares routières à Dogong et Sassa Mbersi	
R1.1.37. Etude de faisabilité pour la réhabilitation du réseau d'électrification de Mbé	
R1.1.38. Construction de 08 magasins de distribution des produits manufacturés : Wack, Toubaka, Mdom Bénoué, Mbé ; Ngaounyanga ; Karna Manga, Tagboum et Sassa Mbersi	8 X 10 000 000 = 80 000 000
R1.1.39. Acquisition de 01 Benn	
R1.1.40. Réformation de la Benz	
R1.1.41. Création des forêts communautaires/communales	
R1.1.42. Construction de 04 auberges municipales : Mbé ; Ndong Bénoué ; Ndom Bénoué ; Ngaounyanga	4X 70 000 000= 280 000 000
R1.1.43. Construction d'équipements Campement de 50 chambres à la Bénoué de Mbé	100 000 000
R1.1.44. Mis en place de 01 atelier de métier : Mbé	50 000 000

R2.1.1. Structuration de tous les acteurs de l'économie locale par type d'activités	PM
R2.1.2. Appuis financiers aux acteurs de l'économie locale par filière	PM
R2.1.3. Organisation des ventes groupées par bassin de production.	PM
R2.1.4. Mise en place d'une stratégie efficace de collecte des ressources financières	500 000
R2.1.5. Mise en place du registre d'employeur dans toute la commune de Mbé	PM
R2.1.6. Mise en place de 01 fichier des entreprises et des acteurs du secteur informel : Mairie de Mbé	1 000 000
R2.1.7. Mise en place de 01 répertoire des compétences locales et des métiers locaux : Mairie de Mbé	1 000 000
R2.1.8. Mise sur pied d'un fond communal d'appui aux AGR pour le financement de 25 artisans par an	3 000 000
R2.1.10. Mise en place d'un cadre incitatif d'investissement dans les carrières de sable	2 500 000
R2.1.11. Actualisation du fichier des contribuables de la commune	1 000 000
R2.1.12. Mise en place d'un dispositif de contrôle de recouvrement des taxes	500 000
R2.1.13. Instauration d'une motivation des collecteurs au prorata des montants collectés	PM
R2.1.14. Sensibilisation permanente des contribuables	PM
R2.1.15. Sensibilisation des propriétaires des établissements insalubres à payer les taxes.	1 000 000
R2.1.16. Mise en place d'une cellule de suivi des collecteurs de taxe	500 000
R2.1.17. Identification de tous les moto-taximen.	PM
R2.1.18. Formation de 20 guides touristiques : Mbé (05); Ndong Bénoué (04); Ndom Bénoué(04) ; Ngaounyanga(04) ; Sassa Mbersi (03) ;	PM
R2.1.19. Formation de 20 artisans pour la valorisation du bambou de chine et du raffia	2 500 000
R2.1.20. Formation des 30 apiculteurs	3 000 000
R2.1.21. Mise en place de 05 structures pour l'élevage non conventionnel (Aulacode, hérisson, cochon d'inde, lapin)	5 X 1 000 000 = 5 000 000
R2.1.22. Organisation de 02 ateliers de formation des éleveurs et agriculteurs à la transformation de leurs produits (Lait, patate, igname, manioc, riz, soja...)	4 000 000
R2.1. 23. Structuration des GIC en Société de Coopérative: Tous les villages de la commune de Mbé	3 000 000
R2.1. 24. Structuration des GIC en Société de Coopérative: Tous les villages de la commune de Mbé	3 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	1 762 800 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	88 140 000
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	185 094 000
Total estimatif	2 036 034 000

4.2.31. La petite enfance

Problème principal : Faible respect des droits des enfants

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global : Faciliter l'accès des enfants à un meilleur encadrement social		Nombre d'infrastructure scolaire et d'encadrement et de personnel mis en place ;	Rapports des secrétaires d'état civil ; - Rapport de la commune ; Rapports DDEDUB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ;	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Implication de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Stratégie des sectoriel ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique1 :	Faciliter l'enregistrement des enfants dans toute la commune	Nombre d'enfant ayant bénéficié d'un acte de naissance ; Nombre de centre d'état civil fonctionnel ;	- Rapports des secrétaires d'état civil ; - Rapport de la commune ; - Liste des enfants identifiés ; - PV d'audiences foraines. - Rapport du Centre social	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Implication de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Stratégie du MINJUSTICE ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique2 :	Améliorer la santé des enfants	Nombre d'enfant donc la santé a été améliorée	- Rapports du CSSD - Rapport du DDAS ; - Rapport du DRPROFF - Rapport de la commune ; - Bordereaux de livraison des stocks des vitamines et autres substances nutritives.	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Disponibilité des ONG ; - Implication de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégies des sectoriels concernés ; - Budgets communaux.
Objectif spécifique3 :	Faciliter l'accès aux infrastructures scolaires et enseignement de qualité dans les écoles maternelles et primaires publiques existantes	-Nombre et type d'infrastructures scolaires de qualité réalisé dans les écoles maternelles et primaires publiques -Nombre d'enseignant qualifié affecté	- Rapports DDEDUB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux. - Actes de création ; - Décisions portant affectation des enseignants	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - budgets communaux.
Résultats (Axes stratégiques)	R1.1. L'accès à l'enregistrement des enfants dans les centres d'état civil est facilité	- Nombre d'enfants sans actes de naissance identifiés ;	- Rapports des secrétaires d'état civil ; - Rapport de la commune ; - Liste des enfants identifiés ; - PV d'audiences foraines. - Rapport du Centre social	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Implication de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Conventions signées ; - Stratégie du MINJUSTICE ; - Budgets communaux.

	R2.1. La santé des enfants est améliorée	- Nombre et type d'activité de santé organisé	- Rapports du MINSANTE - Rapport de la commune ; - Bordereaux de livraison des stocks des vitamines et autres substances nutritives.	- Financement de l'État ou d'autres bailleurs de fonds disponible ; - Disponibilité des ONG ; - Implication de la commune.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journaux des projets BIP ; - Conventions signées ; - Stratégies des sectoriels concernés ; - Budgets communaux.
	R3.1. L'accès aux infrastructures scolaires et enseignement de qualité dans les écoles maternelles publiques est assurée à 100%	- Nombre et type d'infrastructure réalisé - Nombre et type d'enseignant qualifié affecté	- Rapports DDEDUB ; - Rapports de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; - Rapport de la commune ; - PV de réception des travaux. - Actes de création ; - Décisions portant affectation des enseignants	- Les financements de l'État et d'autres bailleurs de fonds sont disponibles ; - Adéquation des ressources transférées.	Montant mobilisé pour la réalisation de l'activité	- Journal des projets BIP ; - des conventions signées ; - contrats signés avec d'autres bailleurs de fonds ; - budgets communaux.
Activités Principales						
Libellé					Cout estimatif	
R1.1.1. Mise en place d'un répertoire des enfants sans acte de naissance : Tous les villages					4 000 000	
R1.1.2. Sensibilisation du personnel sur la bonne gouvernance au niveau de l'état civil de Mbé					PM	
R1.1.3. Formation du personnel des centres d'état civil secondaire					1 000 000	
R1.1.4. Equipement des centres d'état civil					6 000 000	
R1.1.5. Organisation des audiences foraines dans tous les villages					10 000 000	
R1.1.6. Sensibilisations des populations sur le respect des droits des enfants					2 000 000	
R2.1.1. Organisation 02 séances de formation pratiques sur la connaissance des aliments et la composition du paquet diététique					2 000 000	
R2.1.1. Organiser des séances de sensibilisation auprès des parents					1 000 000	
R2.1.2. Distribuer des suppléments nutritifs dans les écoles					PM	
R2.1.3. Renforcer les stocks des centres de santé en matière de vitamines et autres substances nutritives					PM	
R2.1.4. Administrer des vermifuges dans les écoles.					PM	
R2.1.5. Sensibiliser et former les populations sur la potabilisation de l'eau,					PM	
R2.1.6. Organiser des séances de lavage des mains,					PM	
R2.1.7. Installer des équipements simples de lavage des mains au sein des établissements scolaires					PM	
R2.1.8. Sensibiliser les responsables éducatifs, associatifs et religieux et autres leaders d'opinion à l'importance de la vaccination					1 000 000	
R2.1.9. Fournir aux services de santé des équipements de conservation et de stockage des vaccins					PM	
R2.1.10. Construction et équipement du centre d'écoute et d'éducation pour enfant en difficulté					50 000 000	
R2.1.11. Aménagement d'une aire de jeux et de loisirs pour enfant dans tous les villages					43 X 1 000 000 = 43 000 000	
R2.1.12. Identification des Enfants De la Rue (EDR)					2 000 000	
R2.1.13. PEC des EDR					5 000 000	
R2.1.14. Lutter contre l'Emploi des enfants (filles) dans les restaurants ;					1 000 000	
R2.1.15. Sensibilisation des APE et des Chefs d'établissement sur l'exclusion des enfants des classes pour non paiement de l'APE ;					2 000 000	
R2.1.16. Construction de 01 centre de PEC pédiatrique des enfants à VIH à Mbé					60 000 000	

R2.1.17. Sensibilisation de tous les ménages pour l'utilisation de la MILDA (Tous les 43 villages de la commune de Mbé)	PM
R2.1.18. Organiser des campagnes de distribution gratuite des moustiquaires à la population	PM
R3.1.1. Plaidoyer pour la création de 12 nouvelles écoles maternelles publiques : Syh, Dena, Ndom Bénoué, Harr, Karna Petel, Karna Manga, Sassa Garda, Mbaou, Tag Boum, Nguessek Kessoum, Gove, et Mbé (Quartier Marouaré)	PM
R3.1.2. Construction d'un bâtiment de 02 salles de classe dans les écoles maternelles publiques créés et fonctionnelles : EM de Wack	17 000 000
R3.1.3 Equipements 53 tablettes dans les écoles maternelles publiques : EM de Mbé	53 X 7000 = 371 000
R3.1.3 Equipements 53 chaises dans les écoles maternelles publiques : EM de Mbé	53 X 7000= 371 000
R3.1.4. Construction de 02 clôtures dans les différentes écoles maternelles : EM de Mbé ; EM de Wack	2X 25 000 000 = 50 000 000
R3.1.5. Réhabilitation de 01 bâtiment de 02 des salles de classe : EM de Mbé	10 000 000
R3.1.6. Construction de 02 logements d'astreinte pour les chefs d'établissements : 01 pour EM de Mbé ; 01 pour EM de Wack	2 X 40 000 000 = 80 000 000
R3.1.7. Plaidoyer pour l'affectation 04 enseignants qualifiés dans les écoles maternelles : 02 à l'EM de Mbé et 02 à l'EM de Wack	PM
R3.1.8. Construction de 02 blocs de 06 latrines chacun dans les écoles maternelles : EM de Mbé ; EM de Wack	2 X 4 500 000= 9 000 000
R3.1.9. Réalisation de 02 forages dans 02 écoles maternelles : EM de Mbé ; EM de Wack	2 X 8 500 000 = 17 000 000
R3.1.10. Dotation de 02 bacs à ordures donc 02 par école maternelle : EM de Mbé ; EM de Wack	2X 10 000 = 20 000
R3.1.11. Reboisement de 02 écoles maternelles : EM de Mbé ; EM de Wack	2X 1 000 00= 2 000 000
R3.1.12. Aménagement de 02 aires des jeux dans les écoles maternelles publiques : EM de Mbé ; EM de Wack	2X 1 000 000= 2 000 000
R3.1.13 Construction de 2 bâtiments de 06 salles de classe dans les écoles maternelles publiques créés et non fonctionnelles : Ngaounyanga ; Sassa Mbersi,	2X 21 000 000 = 42 000 000
R3.1.14. Construction de 02 bibliothèques pour enfant à l'EM de Mbé ; EM de Wack	2X 60 000 000 = 120 000 000
R3.1.15. Création, construction et équipement d'une école maternelle en langue Dii	70 000 000

Cadre estimatif du Secteur

Libellés	Montants (en milliers de F CFA)
Total investissement	609 762 000
Total Fonctionnement (05% des investissements)	30 488 100
Imprévus (10% investissement + fonctionnement)	64 025 010
Total estimatif	704 275 110

4.3. Cout estimatif du PCD de Mbé

Tableau 100 : Du cout estimatif du PCD de Mbé

N°	Désignation	Coût estimatif (F CFA)	Sources de financement
1	Institution Communale	948 832 500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
2	Agriculture et Développement Rural	1 196 349 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
3	Elevage pêche et industries animales	751 905 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
4	Santé publique	576 980 250	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
5	Education de base	4 945 458 210	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
6	Administration territoriale et décentralisation	8 430 345 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
7	Enseignements secondaires	1 335 898 500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
8	Enseignement supérieur	95865000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
9	Travaux publics	165 848 760	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
10	Jeunesse et Education Civique	743242500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
11	Eau et énergie	386 809 500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
12	Affaires sociales	302032500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
13	Promotion de la femme et de la famille	557 865 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
14	Arts et Culture	466 625 775	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
15	Petites et moyennes entreprises, Economie sociale et Artisanat	466 620 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
16	Mines, industries et développement technologique	155 347 500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
17	Tourisme et loisirs	280 000 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
18	Domaines, Cadastres et affaires foncières	32 917 500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
19	Commerce	329 175 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
20	Transport	148 764 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
21	Poste et télécommunication	565 950 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
22	Foret et faune	245 437 500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
23	Environnement, protection de la nature et développement Durable	23 793 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
24	Développement urbain et habitat	238 022 400	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
25	Emploi et formation professionnelle	1 871 677 500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
26	Travail et sécurité sociale	62 370 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
27	Sports et éducation physique	436012500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
28	Recherche scientifique et innovation	283090500	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
29	Communication	179 025 000	Commune, PNDP, FEICOM, BIP, Ministères
Total		26 222 259 895	

5. PROGRAMMATION

5.1. Présentation des idées des projets prioritaires de la Commune de Mbé

Tableau 101 : Présentation des idées des projets prioritaires de la Commune de Mbé

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
Mbé	Etude de faisabilité pour l'extension du réseau d'adduction d'eau dans les quartiers de:Doogbo'oy, Marouaré I, Mission catholique, Taparé, Laka, Gob, Marouaré II, Nyanne, Mazadou	Etude de faisabilité pour l'extension du réseau d'électrification dans les quartiers de:Doogbo'oy, Marouaré I, Mission catholique, Taparé, Laka, Gob, Marouaré II, Nyan, Mazadou	Etude de faisabilité pour la construction d'un marché moderne à Mbé	Construction et équipement de 4 bâtiments de 8 salles de classe à la SAR/SM de Mbé	Construction d'une gare voyageur à Mbé	Etude de faisabilité pour la réalisation d'une unité de transformation d'igname à Mbé	Construction d'un centre artisanal à Mbé	Etude de faisabilité pour la construction d'un 01 marché à bétail à Mbé	51 100 000	Etude de faisabilité pour l'extension du réseau d'électrification dans les quartiers de:Doogbo'oy, Marouaré I, Mission catholique, Taparé, Laka, Gob, Marouaré II, Nyanne, Mazadou	1 000 000	Les quartiers concernés ne sont pas desservis par le réseau d'électrification
Coût	1 000 000	1 000 000	1 500 000	72 200 000	15 000 000	2 000 000	30 000 000	600 000				
Baa-Dangré	Construction et équipement de 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Baa Dangré	Construction et équipement du bloc administratif de l'EP de Baa Dangré	Construction d'un logement d'astreinte à l'EP de Baa Dangré	Réalisation d'un forage à l'EP de Baa Dangré	Construction d'un magasin de stockage du maïs à Baa Dangré	Installation d'un moulin à écraser	Etude de faisabilité pour la construction d'un bain de tiqueur à Baa Dangré		171 150 000	Construction et équipement de 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Baa Dangré	54150 000	L'EP de Baa-Dangré est fonctionnel mais ne dispose aucun bâtiment
Coût	54 150 000	55 000 000	40 000 000	8 500 000	6 000 000	1 000 000	500 000	6 000 000				
Wack II	Etude de faisabilité pour la délimitation de la zone agricole	Construction de 1 séchoir communautaire	Construction d'un foyer communautaire	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Wack II	Réalisation d'un forage au marché	Mise en place d'un moulin à écraser	Construction d'un magasin de stockage d'igname	étude de faisabilité pour la réhabilitation du Hangar du marché de Wack	109 600 000	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Wack II Gob Gabdo	500 000	Le village ne dispose pas d'installation électrique
Coût	300 000	1 000 000	17 000 000	500 000	8 500 000	1 000 000	80 000 000	300 000				
Gob Gabdo	Aménagement de la source d'eau	Construction de 1 séchoir communautaire	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Gob	Sensibilisation sur les feux de brousse	Structuration des GICs en coopérative	Mise en place d'un moulin à écraser	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Création d'un champs fourrager	86 500 000	Aménagement de la source d'eau	PM	Le village ne dispose pas de point d'eau potable

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
			Gabdo					de 4ha				
Coût	PM	1 000 000	500 000	PM	PM	1 000 000	80 000 000	4 000 000				
Wack I	Construction et équipement d'une maternité au CSI de Wack I	Construction et équipement du Centre Zootechnique Vétérinaire de Wack I	Construction et équipement de 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'école maternelle de Wack I	Construction d'un centre de formation des jeunes sur les métiers de la couture et la coiffure	Aménagement d'une aire de jeux	Mise en place d'un moulin à écraser	Construction d'un magasin de stockage du maïs à Wack I	Réalisation d'un champs fourrager de 10 Ha à Wack I	150 100 000	Construction et équipement d'une maternité au CSI de Wack I	45 000 000	Le CSI de Wack ne dispose pas de maternité équipée
Coût	45 000 000	60 000 000	36 100 000	17 .000 000	2 000 000	1 000 000	6 000 000	5.000000				
Ndong	Construction d'un magasin de stockage du maïs à Dong	Construction d'un séchoir communautaire	Etude de faisabilité pour la réhabilitation et équipement du Poste Agricole	Etude de faisabilité pour la délimitation de la zone agricole	Dotation de 01 tonne d'engrais	Désenclavement de la piste menant à la carrière de sable et sécurisation	Mise en place d'un moulin à écraser	Construction d'un parc vaccino-gène	19 600 000	Fourniture d'un moulin	1 000 000	Le village ne dispose pas de moulin à écraser
Coût	6 000 000	1 000 000	300 000	300 000	1 000 000	2 000 000	1 000 000	8 000 000				
Man	Construction et équipement de 4 bâtiments de 08 salles de classe	Etude de faisabilité pour la construction de la clôture de l'école publique de Man	aménagement d'une aire de jeux	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Man	Dotation de 01 tonne d'engrais	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Construction d'une ferme avicole	Réalisation d'un champs fourrager	26 800 000	Construction et équipement de 4 bâtiments de 08 salles de classe	72 200 000	Il existe des classes multigrades dans cette école
Coût	72 200 000	300 000	10 000 000	500 000	1 000 000	10 000 000	PM	5 000 000				
Syh	Construction d'un séchoir communautaire à Syh	Construction d'un foyer communautaire	Création, construction et équipement d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle de Syh	Construction d'un logement d'astreinte à l'école maternelle de Syh	Dotation des 200 litres d'herbicide	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Aménagement de 2 bas fonds pour les cultures de contre saison	Réalisation d'un champs fourrager	92 200 000	Création, construction et équipement d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle de Syh	36 100 000	Il existe un grand nombre d'enfant en âge scolarisable

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
Coût	1 000 000	17 .000 000	36 100 000	40 000 000	100 000	10 000 000	PM	5 000 000				
Toubaka	Construction de 4 bâtiments de 08 salles de classe et de 01 atelier équipé et d'un bloc administratif au CETIC de Toubaka	Etude de faisabilité pour la réhabilitation d'un forage	Construction d'un foyer communautaire	Aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un séchoir pour maïs	Construction d'un magasin de stockage du maïs	Réalisation d'un étang pour la pisciculture	Réalisation d'un champs fourrager	133 300 000	Construction de 4 bâtiments de 08 salles de classe et de 01 atelier équipé et d'un bloc administratif au CETIC de Toubaka	120 000 000	Le CETIC est créé mais ne dispose pas de bâtiment
Coût	120 000 000	300 000	17 .000 000	1 000 000	1 000 000	6 000 000	PM	5 000 000				
Dena	Création, Construction et équipement d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle à Dena	Construction d'un foyer communautaire	Réalisation d'un forage à Dena	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Dena	Aménagement d'une aire de jeux à Dena	Construction d'un magasin de stockage du maïs à Dena	Création d'un étang pour la pisciculture	Réalisation d'une ferme pour élevage des caprins	52 100 000	Création, Construction et équipement d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle à Dena	36 100 000	Il existe un grand nombre d'enfant en âge scolarisable
Coût	36 100 000	17 .000 000	8 500 000	500 000	1 000 000	6 000 000	PM	PM				
Ndom Bénoué	Réalisation de 5 forages à Ndom Bénoué	Création; Construction et équipement en tablette de 1 bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle de Ndom Bénoué	Construction et équipement de 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Ndom Bénoué	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Ndom Bénoué	Construction d'un foyer communautaire	Construction d'un hangar au marché de Ndom Bénoué	Construction d'un magasin de stockage d'igname à Ndom Bénoué	Viabilisation et sécurisation de la carrière de sable de Ndom Bénoué	136 200 000	Réalisation de 5 forages à Ndom Bénoué	42 500 000	Le village ne dispose aucun point d'eau potable
Coût	42 500 000	36 100 000	36 100 000	500 000	17 .000 000	6 000 000	10 000 000	5 000 000				
Harr	Réalisation de 2 forages à Harr	Etude de faisabilité pour la réhabilitation de 2 forages situés à Harr	Création, Construction et équipement d'1 bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle de Harr	Etude de faisabilité pour le raccordement du village Harr au réseau d'électrification de Karna Manga	Dotation de 01tonne d'engrais aux cultivateurs du maïs	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Dotation de 2 tracteurs pour la culture du maïs	Aménagement de 5 Km de piste agricole	53 600 000	Réalisation de 2 forages à Harr	17 000 000	Compte tenu de la taille de la population du village il est question de réaliser 02 forages
Coût	17 000 000	600 000	18 500 000	500 000	1 000 000	10000000	6 000 000	PM				

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
Karna Petel	Etude de faisabilité pour la réhabilitation d'un forage à Karna Petel	Etude de faisabilité pour le raccordement de Karna Petel au réseau d'électrification de Karna Manga	Création, Construction et équipement d'1 bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle de Karna Petel	Construction d'un forage à Karna Petel	Dotation de 01tonne d'engrain pour la culture du maïs	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Création d'un étang pour la pisciculture	Création d'un champs fourrager	43 800 000	Réhabilitation d'un forage à Karna Petel	8500 00	Compte tenu de la taille de la population du village il est question de réaliser 01 forage
Coût	300 000	500 000	18 500 000	8 500 000	1 000 000	10 000 000	PM	5 000 000				
Karna Manga	Construction et équipement en table banc de 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Karna Manga	Création, construction et équipement d'un bâtiment de 2 salles de classes à l'école maternelle de Karna Manga	Réalisation d'un forage au CES de Karna Manga	Aménagement d'une aire de jeux	Création, construction et équipement d'un CSI à Karna Manga	Construction de 2 hangars au marché de Karna Manga	Construction d'un centre artisanal	Réalisation d'une ferme avicole	162 100 000	Construction et équipement en table banc de 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Karna Manga	18 500 000	Il existe des classes multigrades dans cette école
Coût	36 100 000	18 500 000	8 500 000	1 000 000	72 000 000	16 000 000	10 000 000	PM				
Djett	Réhabilitation et équipement d'un bâtiment d'une salle de classe en 30 tables bancs	Construction de 03 forages	Etude de faisabilité pour la construction d'une clôture à l'école publique de Djett	Construction de 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Djett	Création d'un champs fourrager	Création en place d'un étang pour la pisciculture	Dotation de 2 tracteurs pour la riziculture	Réalisation d'une ferme pour élevage des caprins	89 100 000	Construction de 2 bâtiments de 4 salles de classe	36 100 000	Il existe des classes multigrades dans cette école
Coût	10 000 000	25 500 000	500 000	36 100 000	5 000 000	PM	12 000 000	PM				
Sassa Mbersi	Etude de faisabilité pour l'aménagement de la route Sassa Mbersi Loumou Nangué	Construction et équipement d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle de Sassa Mbersi	Construction du Centre Zootechnique de contrôle sanitaire et vétérinaire de Sassa Mbersi	Equipement du CSI de Sassa Mbersi	Réalisation de 2 forages à Sassa Mbersi	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Construction d'un hangar au marché de Sassa Mbersi	Construction d'un parc à bétail à Sassa Mbersi	124 500 000	Construction et équipement d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle de Sassa Mbersi	18 500 000	Il existe des classes multigrades dans cette école
Coût	3 000 000	18 500 000	55 000 000	13 000 000	17 000 000	10 000 000	8 000 000	PM				
Kiang	Construction d'un séchoir à Kian	Aménagement de la source Zing Zang	Etude de faisabilité pour l'électrification du village de Kiang	Dotation de 01 tonne d'engrais	Dotation de 1000 boutures de canne à sucre	Construction d'un magasin de stockage du maïs à Kiang	Construction d'une ferme avicole	Réalisation d'un étang pour la pisciculture	8 800 000	Construction d'une ferme avicole	PM	Le climat est favorable au développement de la filière

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
Coût	1 000 000	PM	500 000	1 000 000	300 000	6 000 000	PM	PM				avicole
Nyadou	Réalisation de 4 forages à Nyadou	Construction et équipement en table banc de 4 bâtiments de 8 salles de classe à la SAR/SM de Nyadou	Construction d'un foyer communautaire	Construction d'un bac à ordures	Aménagement d'un bas fond pour les cultures de contre saison	Construction d'un hangar au marché de Nyadou	Construction d'un magasin de stockage d'igname à Nyadou	Dotations de 02 tracteurs pour la culture d'igname	82 000 000	Construction et équipement en table banc de 4 bâtiments de 8 salles de classe à la SAR/SM de Nyadou	72 200 000	La SAR/SM est créé mais ne dispose pas de bâtiment
Coût	34 000 000	72 200 000	17 000 000	1 000 000	PM	8 000 000	10 000 000	12 000 000				
Ndom Sotott	Etude de faisabilité pour la réhabilitation d'un forage à Ndom Sotott	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Ndom Sotott en énergie solaire	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Réalisation d'un forage	dotations de 01 tonne d'engrais pour la culture du maïs	Dotations d'un moulin à écraser le maïs	Aménagement d'une ferme pour l'élevage des caprins	Dotations de 2 tracteurs pour la culture d'igname	99 800 000	Construction et équipement d'un foyer communautaire	17 000 000	Le village ne dispose pas de lieu de réunion
Coût	300 000	500 000	17 000 000	85 000 000	1 000 000	1 000 000	PM	12000000				
Sassa Garda	Réalisation de 3 forages à Sassa Garda	Construction d'un logement d'astreinte pour le directeur de l'EP de Sassa Garda	Création, Construction et équipement de 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'école maternelle de Sassa Garda	Etude de faisabilité pour la réalisation de la clôture de l'EP de Sassa Garda	Construction d'une bibliothèque pour enfant à l'EP de Sassa Garda	Construction d'un magasin de stockage d'igname à Sassa Garda	Aménagement d'un étang pour la pisciculture	Dotations de 2 tracteurs pour la culture d'igname	174 100 000	Réalisation de 3 forages à Sassa Garda	25 500 000	Compte tenu de la taille de la population du village il est question de réaliser 03 forages
Coût	25 500 000	40 000 000	36 100 000	500 000	50 000 000	10 000 000	PM	12 000 000				
Mbaou	Réalisation d'un forage	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Mbaou	Dotations de 01 tonne d'engrais pour la culture du maïs	Création, construction et équipement d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle bilingue de Mbaou	Construction d'un bloc latrine de 6 compartiments	Construction d'un magasin de stockage d'igname à Sassa Garda	Création d'un champs fourrager Mbaou	Création d'une pépinière pour l'agroforesterie	70 600 000	Construction d'un forage	8 500 000	Compte tenu de la taille de la population du village il est question de réaliser 01 forage
Coût	8 500 000	500 000	1 000 000	36 100 000	4 500 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000				

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
Ndong Bénoué	Réalisation d'1 forage à Ndong Bénoué	Aménagement des périmètres irrigués pour les cultures de contre saison	Etude de faisabilité pour le bitumage de la piste reliant Ndong Bénoué à l'axe Mbé - Sassa Mbersi	Création et aménagement d'une forêt communautaire	Aménagement d'un couloir d'abreuvement	Viabilisation et sécurisation de la carrière de sable de Ndong Bénoué	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Aménagement d'un étang pour la pisciculture	28 500 000	Viabilisation et sécurisation de la carrière de sable de Ndong Bénoué	2 000 000	La viabilisation de la carrière permettra de booster l'économie locale
Coût	8 500 000	PM	3 000 000	5 000 000	PM	2 000 000	10 000 000	PM				
Tag Boum	Construction et équipement de 3 bâtiments de 6 salles de classe au CES de Tagboum	Equipement du CSI de Tagboum en matériel médical (30 lits)	Création, Construction et équipement en tablette d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle bilingue de Tagboum	Réalisation de 2 forages à Tagboum	Construction et équipement en table banc de 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Tagboum	Construction de trois hangars au marché de Tagboum	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Dotation de 5 bacs (1 m3) pour le trempage du manioc	173 750 000	Construction et équipement de 3 bâtiments de 6 salles de classe au CES de Tagboum	54 150 000	Il existe des classes multigrades dans cet établissement
Coût	54 150 000	13 000 000	18 500 000	17 000 000	36 100 000	24 000 000	10 000 000	1 000 000				
Nguessek Kessoum	Création, Construction et équipement d'un bâtiment de 2 salles à l'école maternelle de Nguessek Kessoum	Etude de faisabilité pour la réhabilitation d'un forage à Nguessek Kessoum	Construction d'un séchoir	Construction d'une marre d'abreuvement	Reboisement du village de Nguessek Kessoum	Création d'une forêt communautaire	Aménagement de champs fourrager	Dotation de 3 bacs (1 m3) pour le trempage du manioc	43 100 000	Aménagement de champs fourrager	5 000 000	
Coût	18 500 000	3 000 000	1 000 000	PM	1 000 000	17 000 000	5 000 000	600 000				
Vourgne Mamboum	Réalisation d'1 forage à Vourgné Mamboum	Construction et équipement de 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Vourgne Mamboum	Construction d'un forage à l'EP de Vourgne Mamboum	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Etude de faisabilité pour l'électrification du village de Vourgne Mamboum	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Construction de 2 hangars au marché de Vourgné Mamboum	Aménagement d'une marre d'abreuvement	79 600 000	Construction d'un forage à Vourgné Mamboum	8 500 000	
Coût	8 500 000	36 100 000	8 500 000	17 000 000	500 000	10 000 000	16 000 000	PM				

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
Home	Construction et équipement de 4 bâtiments de 8 salles de classe à l'EP de Homé	Construction et équipement d'un foyer culturel	Construction d'un bloc administratif à l'EP de Homé	Réalisation d'un forage à l'EP de Homé	Construction d'un bloc de 6 latrines à l'EP de Homé	Aménagement de 12 Ha de forêt communautaire	Aménagement de 6 Ha dans les bas fond pour les cultures de contre saison	Construction d'un magasin de stockage d'igname	109 500 000	Construction et équipement de 4 bâtiments de 8 salles de classe à l'EP de Homé	72 200 000	Il existe des classes multigrades dans cette école
Coût	72 200 000	17 000 000	5 000 000	85 000 000	4 500 000	5 000 000	PM	10 000 000				
Gorghiek	Construction et équipement de 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Gorghiek	Construction d'un bloc administratif à l'EP de Gorghiek	Etude de faisabilité pour l'électrification du village de Gorghiek	Etude de faisabilité pour la construction de la clôture de l'EP de Gorghiek	Construction et équipement d'une bibliothèque pour enfant à l'EP de Gorghiek	Construction de magasin de stockage d'igname	Dotation de 2 tracteurs pour la culture de l'igname et du maïs	Aménagement d'une pépinière d'un (1) Ha pour l'agroforesterie	143 500 000	Construction de magasin de stockage d'igname	10 000 000	
Coût	55 500 000	5 000 000	500 000	500 000	55 000 000	10 000 000	12 000 000	5 000 000				
Vourgnè Sanfou	Réalisation de 2 forages à Vourgnè Sanfou	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Vourgnè Sanfou	Plaidoyer pour la création, Construction et équipement d'un CSI à Vourgnè Sanfou	Création, construction et équipement de 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Vourgnè Sanfou	Construction d'un logement d'astreinte à l'EP de Vourgnè Sanfou	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Aménagement de 2 Ha de bas fond pour les cultures de contre saison	Aménagement d'un étang pour la pisciculture	201 650 000	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Vourgnè Sanfou	500 000	Le village ne dispose pas de réseau d'électrification
Coût	17 000 000	500 000	80 000 000	54 150 000	40 000 000	10 000 000	PM	PM				
Nguesseck Ngai	Réalisation d'un forage à Nguesseck Ngai	Construction et équipement en table banc de 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Nguesseck Ngai	Aménagement d'une aire de jeux	Etude de faisabilité pour la délimitation de la zone agricole	Etude faisabilité pour l'électrification du village de Nguesseck Ngai	Dotation de 01 tracteur pour la culture d'igname	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Réalisation d'un champs fourrager	85 650 000	Réalisation d'un forage à Nguesseck Ngai	8 500 000	Il existe des classes multigrades dans cette école
Coût	8 500 000	54 150 000	1 000 000	500 000	500 000	6 000 000	10 000 000	5 000 000				
Gob Nouk	Réalisation de 2 forages à Gob Nouk	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Gob Nouk	Formation de 20 jeunes sur les techniques de fabrication des briques	Construction d'un foyer communautaire	Aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Création d'un champs fourrager à Gob Nouk	Acquisition de 08 presses à briques pour la fabrication et la vente	63 500 000	Réalisation de 2 forages à Gob Nouk	17 000 000	Compte tenu de la taille de la population du village il est question de réaliser 02 forages
Coût	17 000 000	500 000	5 000 000	10 000 000	1 000 000	10 000 000	5 000 000	16 000 000				

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
Gove	Réalisation de 2 forages à Gové	Création, construction et équipement en table banc de 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Gové	Création, construction et équipement en tablette d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'EM de Gové	Formation de 20 jeunes sur le séchage des mangues	Aménagement d'une aire de jeux	Création de 10 Ha de verger de mangoier	Réalisation de 2 forages pastoraux	Mise en place d'une unité de collecte, de séchage des mangues et de vente	286 000 000	Réalisation de 2 forages à Gové	17 000 000	Compte tenu de la taille de la population du village il est question de réaliser 02 forages
Coût	17 000 000	55 500 000	180 500 000	2 000 000	1 000 000	5 000 000	PM	25 000 000				
Ngaoundjom	Etude de faisabilité pour la réhabilitation d'un forage à Ngaoundjom	Création, construction et équipement en table banc de 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Ngaoundjom	Construction d'un logement d'astreinte à l'EP de Ngaoundjom	Création et construction du centre d'état civil secondaire de Ngaoundjom	Etude de faisabilité pour l'électrification du village de Ngaoundjom	Dotation de 2 décortiqueuses de riz	Construction d'un magasin de stockage de riz	Dotation d'un (1) tracteur complet pour la riziculture	112 950 000	Dotation de 2 décortiqueuses de riz	2 000 000	Le développement de la culture du riz mérite de mettre en place une unité de décorticage
Coût	300 000	54 150 000	40 000 000	PM	500 000	2 000 000	10 000 000	6 000 000				
Ngaounyanga	Construction et équipement en table banc de 4 bâtiments de 8 salles de classe au CES de Ngaounyanga	Construction et équipement en table banc de 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'EP de Ngaounyanga	Construction d'un bâtiment de 2 salles de classe à l'école maternelle de Ngaounyanga	Etude de faisabilité pour la réhabilitation de 2 forages à Ngaounyanga	Construction d'un foyer communautaire	Construction d'un magasin de stockage du maïs	Construction de trois hangars au marché de Ngaounyanga	Construction d'un magasin de stockage du Soja	111 750 000	Construction de trois hangars au marché de Ngaounyanga	24 000 000	Le marché de Ngaounyanga ne dispose pas de hangar
Coût	72 200 000	36 100 000	18 050 000	600 000	17 000 000	6 000 000	24 000 000	10 000 000				
Senngba-Sellou	Etude de faisabilité pour la réhabilitation d'un forage à Sellou-Senngba	Etude de faisabilité pour le raccordement de Senngba - Sellou au réseau d'électrification de Ngaounyanga	Construction de 4 bâtiments de 8 salles de classe à l'EP de Sellou-Senngba	Construction d'un bloc administratif à l'EP de Sellou-Senngba	Réalisation d'un forage à Sellou	Construction d'un magasin de stockage du soja	Dotation de 2 moulins pour la production de la farine de soja	Mise en place d'une pépinière de 16 Ha pour l'agroforesterie	110 500 000	Etude faisabilité pour la réhabilitation d'un forage à Senngba	300 000	Compte tenu de la taille de la population du village il est question de réhabiliter le forage en panne
Coût	300 000	500 000	72 200 000	5 000 000	8 500 000	10 000 000	4 000 000	10 000 000				

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
Nguessek Tatt – Nové	Etude de faisabilité pour l'électrification de Nguessek Tatt-Nové	Réalisation d'un forage	Construction d'un foyer communautaire	Etude de faisabilité pour l'aménagement de la source	Création, construction d'un centre d'état civil secondaire	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Dotation de 2 fabriques de briquette	Construction d'un hangar d'entrepôt et de vente des briquettes	28 300 000	étude de faisabilité pour l'électrification de Nguessek Tatt-Nové	500 000	Le village ne dispose pas de réseau d'électrification
Coût	500 000	8 500 000	17 000 000	300 000	PM	10 000 000	4 000 000	5 000 000				
Mbip	Construction de 3 bâtiments de 06 salles de classes	Réalisation d'un forage à l'EP de Mbip	Réalisation de 2 forages dans le village de Mbip	Etude de faisabilité pour l'électrification du village Mbip	Reboisement de l'EP de Mbip	Construction d'un magasin de stockage du maïs	Construction d'un magasin de stockage d'igname	Dotation en tracteur complet pour la culture d'igname	93 150 000	Construction de 3 bâtiments de 06 salles de classes	54 150 000	L'école est fonctionnelle et ne dispose pas de bâtiment
Coût	54 150 000	8 500 000	17 000 000	500 000	1 000 000	6 000 000	10 000 000	6 000 000				
Mona – Lassi	Réalisation d'1 forage	Etude de faisabilité pour le raccordement du village au réseau d'électrification de Mbé	Construction d'un séchoir	Formation de 10 jeunes sur les techniques de multiplication de matériel végétal	Formation de 10 jeunes sur les métiers de sculpture	Construction d'un magasin de stockage du maïs	Création de Champs fourrager	Construction d'un hangar pour l'exposition des produits artisanaux	39 000 000	Réalisation d'un forage	8 500 000	Compte tenu de la taille de la population du village il est question de réaliser 01 forage
Coût	8 500 000	500 000	1 000 000	5 000 000	5 000 000	6 000 000	5 000 000	8 000 000				
Nyesse - Panoua	Construction et équipement en table banc de 3 bâtiments de 6 salles de classe à l'EP de Nyessé	Réalisation d'un forage	Construction d'un séchoir	Etude de faisabilité pour le raccordement à la CDE de Mbé	Aménagement de la source Zing Nyesse	Construction d'un magasin de stockage du maïs	mise en place d'un étang pour la pisciculture	Création d'une forêt communautaire de 5 Ha	75 150 000	construction de 3 bâtiments de 06 salles de classes	54 150 000	Il existe des classes multigrades dans cette école
Coût	54 150 000	8 500 000	1 000 000	500 000		6 000 000	PM	5 000 000				
Dogong – Dodja	Réalisation d'1 forage	Etude de faisabilité pour le raccordement du village aux réseaux d'électrification de Mbé	Construction d'un foyer communautaire	Formation de 12 jeunes pour la fabrication des briquettes	Etude de faisabilité pour le raccordement à la CDE de Mbé	Construction d'un magasin de stockage du soja	Dotation de 4 fabriques de briquette	Création d'une forêt communautaire	37 000 000	Réalisation d'1 forage	8 500 000	Compte tenu de la taille de la population du village il est question de réaliser 01 forage
Coût	8 500 000	5 000 000	17 000 000	5 000 000	500 000	10 000 000	8 000 000	5 000 000				

Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
								TOTAL	3 739 300 000		752 200 000	

5.2. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires par secteur

- **Secteur** : Agriculture et Développement Rural
- **Problème central** : Difficultés à développer une agriculture de qualité
- **Objectif global** : Améliorer la compétitivité agricole dans la commune de Mbé

N°	Activités	Produits Indicateurs / Résultats	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Promotion de la culture d'igname dans la commune de Mbé	Superficie des champs d'igname cultivée	Associations de culture d'ignames	-DD/MINADER -DA/MNADER -Chefs de poste agricole				-Agent communal de développement ; -Agriculteurs.	Fiche suivi de	100 000 000	BIP	
2.	Etude de faisabilité pour la délimitation des zones agricoles à wack II	Nombre de superficie délimitée	Maire	-DD/MINADER -DA/MNADER -Chefs de poste agricole				-Agent communal de développement ; -Agriculteurs.	Fiche suivi de	100 000 000	Commune/PNDP	
3.	Construction d'un magasin de stockage de maïs à Dena	Magasin opérationnel	Maire	-DD/MINADER -DD/MINTP -DA/MNADER -Chefs de poste agricole				-Agent communal de développement ; -Agriculteurs.	Fiche suivi de	10 000 000	Commune/PNDP	
4.	Construction de 02 magasins de stockage d'ignames (Gob-Nouk, NguessekTaa-Nové)	Magasins opérationnels	Maire	-DD/MINADER -DD/MINTP -DA/MNADER -Chefs de poste agricole				-Agent communal de développement ; -Agriculteurs.	Fiche suivi de	20 000 000	Commune	
5.	Dotation de 02 décortiqueuses de riz aux populations de Ngaoundjom	Nombre de décortiqueuses opérationnelles	Maire	-DD/MINADER -DA/MNADER -Chefs de poste agricole				-Agent communal de développement ; -Agriculteurs.	Fiche suivi de	2 000 000	Commune	
6.	Construction de 03 magasins de stockage d'ignames (VourgnéMamboum, Gorghiek, VourgnéSanfou)	Magasins opérationnels	Maire	-DD/MINADER -DD/MINTP -DA/MNADER -Chefs de poste agricole				-Agent communal de développement ; -Agriculteurs.	Fiche suivi de	30 000 000	Commune	
7.	Construction d'un magasin de stockage de maïs à Mona Lassi	Magasins opérationnels	Maire	-DD/MINADER -DD/MINTP -DA/MNADER -Chefs de poste agricole				-Agent communal de développement ; -Agriculteurs.	Fiche suivi de	10 000 000	Commune	

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
8.	Dotation des agriculteurs d'une tonne d'engrais pour la culture du maïs à NdomSotott	Nombre de sacs d'engrais achetés	Maire	-DD/MINADER -DA/MNADER -Chefs de poste agricole				-Agent communal de développement ; -Agriculteurs.	Fiche de suivi	1 000 000	Commune	
9.	Construction d'un magasin de stockage de riz à Ngaoudjom	Magasin opérationnel	Maire	-DD/MINADER -DA/MNADER -Chefs de poste agricole				-Agent communal de développement ; -Agriculteurs.	Fiche de suivi	10 000 000	Commune	
Total										283 000 000		

- **Secteur** : Education de base
- **Problème central** : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité
- **Objectif global** : Développer une éducation de base de qualité dans la commune de Mbé

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Réhabilitation de l'EP Groupe I de Mbé	Nombre de bâtiments réhabilités	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	14 000 000	BIP	
2.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à l'EP de Baa-Dangré	Bâtiment construit	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	16 000 000	Commune/PNDP	
3.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à Djett	Bâtiment construit	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	16 000 000	Commune/BIP	
4.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à Vourgné Mamboum	Bâtiment construit	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	16 000 000	Commune/BIP	
5.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à Homé	Bâtiment construit	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	16 000 000	Commune/BIP	

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
6.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à Gorghiek	Bâtiment construit	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	16 000 000	Commune/BIP	
7.	Equipement de l'EP de Karna Manga en tables bancs	Nombre de tables bancs disponibles	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	2 500 000	Commune/BIP	
8.	Construction et équipement d'un bloc maternel avec des tablettes et des chaisettes à Sassa Mbersi	Bloc construit et équipé	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	22 500 000	Commune/BIP	
9.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à l'EP de NguesseckNgai	Salles de classe construites et équipées	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	16 000 000	Commune/BIP	
10.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à l'EP de Senngba-Sellou	Salles de classe construites et équipées	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	16 000 000	Commune/BIP	
11.	Construction et équipement du logement d'astreinte de l'EP de Vourgnésanfou	Logement construit et équipé	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	40 000 000	Commune/BIP	
12.	Construction et équipement d'un bloc maternel avec des tablettes et des chaisettes à Tag Boum	Bloc construit et équipé	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	22 500 000	Commune/BIP	
13.	Construction d'un bloc latrine à l'EP de Homé	Bloc latrine opérationnel	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	3 500 000	Commune/BIP	

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
14.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à Ngaouyanga	Bâtiment construit et équipé	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	16 000 000	Commune/BIP	
15.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à Nyesse-Panoua	Bâtiment construit et équipé	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	16 000 000	Commune/BIP	
16.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à l'EP de Mbip	Bâtiment construit et équipé	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	16 000 000	Commune/BIP	
17.	Construction et équipement du logement d'astreinte de l'EP de Sassa garda	Logement construit et équipé	Maire	-DD/MINEDUB -Inspecteur d'Arrondissement -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	40 000 000	Commune/BIP	
Total										305 000 000		

- **Secteur : Eau et énergie**
- **Problème central : Difficulté d'accès à une eau potable et une énergie de qualité**
- **Objectif global : Développer l'accès aux infrastructures de production et de distribution de l'eau potable et de l'énergie**

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Réalisation d'un forage équipé à Tagboum-Nguesseck	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	8 000 000	BIP	
2.	Réalisation d'un forage équipé à GORHIECK	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	8 000 000	BIP	
3.	Réalisation d'un forage équipé à Mona Lassi	Forage construit et fonctionnel	Maire PNDP	-DD/MINEE -Entrepreneur - PNDP				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	8 000 000	PNDP/Commune	
4.	Réalisation d'un forage équipé à Gob-Nouk et Gové	Forage construit et fonctionnel	Maire PNDP	-DD/MINEE -Entrepreneur -PNDP				-Agent communal de développement;	Fiche suivi de	8 000 000	PNDP/Commune	

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
5.	Réalisation de 05 forages équipés dans l'ensemble de la commune de Mbé	05 forages construits et fonctionnels dans l'ensemble des villages de la commune	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	40 000 000	PIP	
6.	Construction d'une latrine améliorée à Mbé	Latrine construite et fonctionnelle	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	5 000 000	BIP	
7.	Réalisation de 21 études de faisabilité en vue de réhabiliter 21 forages dans 21 villages/sites de la commune de Mbé	Etudes de faisabilité disponibles et forages réhabilités	Maire PNDP	-DD/MINEE -Entrepreneur -PNDP				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	11 000 000	Commune/PNDP	
8.	Réalisation d'un forage équipé à l'EP de Baa-Dangré	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement;	Fiche suivi de	8 000 000	Commune/BIP	
9.	Réalisation d'un forage équipé à Ndom-Bénoué	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement;	Fiche suivi de	8 000 000	Commune/BIP	
10.	Réalisation d'un forage équipé à Harr	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement;	Fiche suivi de	8 000 000	Commune/BIP	
11.	Réalisation d'un forage équipé à Sassa Garda	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement;	Fiche suivi de	8 000 000	Commune/BIP	
12.	Construction d'un bloc de latrine moderne à Mbaou	Latrine fonctionnelle	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement;	Fiche suivi de	5 000 000	Commune/BIP	
13.	Réalisation d'un forage équipé à Ndong-Bénoué	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement;	Fiche suivi de	8 000 000	Commune/BIP	
14.	Réalisation d'un forage équipé à Senngba-Sellou	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement;	Fiche suivi de	8 000 000	Commune/BIP	
15.	Réalisation d'un forage équipé à NgessekTatt-Nové	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement;	Fiche suivi de	8 000 000	Commune/BIP	

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
16.	Réalisation d'un forage équipé à l'EP de Mbip	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DD/MINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement;	Fiche de suivi	8 000 000	Commune/BIP	
Total											157 000 000	

- **Secteur : Enseignements secondaires**
- **Problème central : Difficultés d'accès des élèves aux enseignements secondaires généraux et techniques de qualité**
- **Objectif global : Facilité l'accès des élèves aux enseignements secondaires généraux et techniques de qualité**

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Construction d'un bloc de deux salles de classe au Lycée technique de Mbé	Nombre de bâtiments construits	Maire	-DD/MINESEC -Proviseur -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	18 000 000	BIP	
2.	Construction d'un bloc de deux salles de classe au Lycée de Wack	Nombre de bâtiments construits	Maire	-DD/MINESEC -Proviseur -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	18 000 000	BIP	
3.	Equipement du Lycée bilingue de Mbé en table-bancs	Nombre de table-bancs fournis	Maire	-DD/MINESEC -Proviseur -Prestataire				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	1 800 000	BIP	
4.	Fourniture en kits de matériels au Lycée Technique de Mbé	Matériels disponibles et utilisables	Maire	-DD/MINESEC -Proviseur -Fournisseur				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	5 000 000	BIP	
3.	Construction d'un bloc de deux salles de classe au CETIC de Toubaka	Nombre de bâtiments construits	Maire	-DD/MINESEC -Directeur -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	18 000 000	Commune/BIP	
4.	Construction d'un bloc de deux salles de classe au CES de Ngaouyanga	Nombre de bâtiments construits	Maire	-DD/MINESEC -Directeur -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	18 000 000	Commune/BIP	
Total											78 800 000	

- **Secteur : Santé Publique**

- **Problème central** : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité
- **Objectif global** : Améliorer l'accès aux soins de la qualité dans les formations sanitaires de la Commune de Mbé

N°	Activités	Produits Indicateurs / Résultats	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations	
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement		
1.	Equipement en plaques solaires du CSI de Ngaouyanga	Nombre de plaques solaires installées	Maire	-DR/MINSANTE -chef de district de santé -Entrepreneur -DDMINEE				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	15 000 000	BIP		
2.	Equipement du CSI de Ngaouyanga en matériels médicaux	Médicaments disponibles	Maire	-DR/MINSANTE -chef de district de santé -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	8 000 000	BIP		
3.	Construction d'un forage au CSI de Tagboum	Forage construit et fonctionnel	Maire	-DR/MINSANTE -chef de district de santé -DDMINEE -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	8 500 000	BIP		
Total											31 500 000		

- **Secteur** : Elevage, pêche et industries animales
- **Problème central** : Difficulté de développer un élevage compétitif
- **Objectif global** : Rendre compétitif la pratique de l'élevage dans la commune

N°	Activités	Produits Indicateurs / Résultats	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations	
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement		
1.	Construction du Parc vaccinogène de Ngaoudjoum	Parc vaccinogène opérationnel	Maire	-DD/MINPIA -DDMINMAP -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	8 000 000	BIP		
2.	Construction du Centre Zootechnique et Vétérinaire de Mbé	Centre construit et opérationnel	Maire	-DD/MINPIA -DDMINMAP -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	30 000 000	BIP		
3.	Construction du Centre Zootechnique et Vétérinaire de Sassa Mbersi	Centre construit et opérationnel	Maire	-DD/MINPIA -DDMINMAP -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche suivi de	30 000 000	BIP		
Total											68 000 000		

- **Secteur** : Tourisme et loisirs
- **Problème central** : Difficultés de développer les activités touristiques de et loisirs de qualité
- **Objectif global** : Faciliter le développement des activités touristiques de qualité

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations	
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement		
1.	Acquisition des plaques solaires pour la falaise au niveau de l'hôtel de la falaise	Plaques solaires installées et éclairage disponible à la falaise	Maire	-DD/MINTOURL -DDMINMAP -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	20 000 000	BIP		
2.	Réalisation d'une adduction d'eau au niveau de l'hôtel de la falaise	Centre construit et opérationnel	Maire	-DD/MINTOURL -DDMINMAP -Entrepreneur				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	30 000 000	BIP		
Total											50 000 000		

- **Secteur** : Petites et Moyennes entreprises, économie sociale et artisanat
- **Problème central** : Difficulté de développer les activités des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat
- **Objectif global** : Développer les activités des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat.

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations	
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement		
1.	Appui au GIC agropastoral de Mbé	Activités agropastorales du GIC	Maire	-DD/MINPMEESA				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	2 000 000	BIP		
2.	Mise sur pied d'un bureau d'enregistrement d'artisans dans la commune de Mbé	Bureau opérationnel	Maire	-DD/MINPMEESA				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	1 000 000	BIP		
Total											3 000 000		

- **Secteur** : Travaux publics
- **Problème central** : Difficultés de déplacements des biens et personnes d'une localité à une autre
- **Objectif global** : Améliorer l'offre en infrastructures routières de qualité dans la commune

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Entretien routier de la commune de Mbé	Kilomètres de routes entretenus	Maire	-DD/MINTP -DDMINMAP				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	13 880 000	BIP	
Total										13 880 000		

- **Secteur** : Développement Urbain et Habitat
- **Problème central** : Difficultés d'urbanisation et d'accès à un habitat de qualité
- **Objectif global** : Faciliter l'accès à l'urbanisation et à un habitat de qualité

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Réfection de la voirie urbaine de Mbé	Kilomètres de voiries urbaines entretenues	Maire	-DD/MINDUH -DDMINMAP				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	50 000 000	BIP	
Total										50 000 000		

- **Secteur** : Commerce
- **Problème central** : Difficulté d'approvisionnement des produits de première nécessité
- **Objectif global** : Faciliter le développement des activités commerciales dans la commune de Mbé

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats /	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Construction d'un marché à Mbé	Nombre d'infrastructures marchandes construites	Maire	-DD/MINCOMMERCE -DDMINMAP				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	50 000 000	BIP	
Total										50 000 000		

- **Secteur** : Promotion de la femme et de la famille
- **Problème central** : Difficulté pour les femmes et les familles vulnérables à s'épanouir
- **Objectif global** : Créer des conditions favorables à l'épanouissement des femmes et des familles vulnérables dans la commune

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Construction d'un séchoir à Kian	Séchoir opérationnel	Maire	-DD/MINPROFF -DDMINMAP				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	1 000 000	Commune/BIP	
2.	Construction d'un séchoir à Mona-Lassi	Séchoir opérationnel	Maire	-DD/MINPROFF -DDMINMAP				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	1 000 000	Commune/BIP	
3.	Construction d'un séchoir à Nguessek Kessoum	Séchoir opérationnel	Maire	-DD/MINPROFF -DDMINMAP				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	1 000 000	Commune/BIP	
Total										3 000 000		

- **Secteur** : Sport et éducation physique
- **Problème central** : Difficultés d'accès aux infrastructures sportives et d'éducation physique
- **Objectif global** : Difficulté d'accès aux infrastructures sportives et d'éducation physique

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Aménagement d'une aire de jeux à NguessekNgaï	Aire de jeux disponible et opérationnel	Maire	-DD/MINSEP				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	2 000 000	Commune/BIP	
Total										2 000 000		

- **Secteur** : Mines, industries et développement technologique
- **Problème central** : Impact non perceptible de l'activité minière sur les recettes de la commune
- **Objectif global** : Développer les activités d'exploitation des ressources minières

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	

N°	Activités	Produits Indicateurs Résultats	Responsables (non diluées)	Partenaires	Périodes			Ressources				Observations
					2014	2015	2016	Humaines	Matérielles	Financières	Sources de financement	
1.	Viabilisation et sécurisation de la carrière de sable de Ndong Bénoué	Carrière de sable viabilisée et sécurisée	Maire	-DD/MINMINDT				-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	2 000 000	BIP	
Total										2 000 000		

Tableau 102 : Coûts estimatifs du CDMT par secteurs retenus pour les trois prochaines années

SECTEURS/CENTRE D'INTERÊT	2014	2015	2016	Total
Agriculture et Développement Rural	100 000 000	132000000	51000000	283 000 000
Eau et énergie	88 000 000	53 000 000	16 000 000	157 000 000
Education de base	30 000 000	161 000 000	114 000 000	305 000 000
Sport et éducation physique	0	0	2000000	2 000 000
Elevage pêche et industries animales	38 000 000	0	30 000 000	68 000 000
Petites et Moyennes entreprises, économie sociale et Artisanat	3 000 000	0	0	3 000 000
Développement Urbain et Habitat	50 000 000	0	0	50 000 000
Travaux publics	13 880 000	0	0	13 880 000
Promotion de la femme et de la famille	0	2 000 000	1000000	3 000 000
Tourisme et Loisirs	50000000	0	0	50 000 000
Mines, Industries et développement technologique	0	0	2000000	2 000 000
Santé publique	31 500 000	0	0	31 500 000
Enseignements secondaires	42800000	36 000 000	0	78 800 000
Commerce	50000000	0	0	50 000 000
Total	497 180 000	384 000 000	216 000 000	1 097 180 000

Tableau 103 : Mobilisation des ressources pour les trois prochaines années

Sources de Financement	2014	2015	2016
BIP	362 180 000	300 000 000	300 000 000
PNDP	41 047 533	40 000 000	40 000 000
FONDS PROPRES (10% pour le financement des projets PNDP)	4 104 753	4 000 000	4 000 000
FONDS PROPRES pour financement des autres microprojets	/	/	/
PIP	90 000 000	/	/
FEICOM	/	/	/
TOTAL	497 332 286	344 000 000	344 000 000

5.3. Cadre sommaire de gestion socio environnementale des microprojets du CDMT

5.3.1. Principaux impacts Environnementaux potentiels

Tableau 104 : Impacts environnementaux possibles des microprojets du CDMT

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Mesures environnementales d'optimisation	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'atténuation
<p>Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Construction de 18 blocs de deux salles de classe ; -Construction de 09 magasins de stockage (igname, maïs et riz); -Construction d'un parc vaccino-gène ; -Construction de deux centres zootechniques ; -Construction d'un marché ; -Construction de 03 séchoirs ; -Aménagement d'une aire de jeux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) -Déchets d'abattoir à risque élevé -Risques de défection à l'air libre 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents -Rampes d'accès pour handicapés -Construction de latrines -Construction de points d'eau libre

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Mesures environnementales d'optimisation	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'atténuation
Microprojets hydrauliques : - Construction de 18 forages dans l'ensemble des villages de la commune de Mbé.	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Diminution de la pression	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Risques d'érosion des sols ;	- Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles Canal d'assainissement des eaux avec puits perdu rempli de cailloux
Microprojets structurants : Reprofilage des routes rurales ; Aménagement de la voirie urbaine; Électrification de l'hôtel de la falaise aux plaques solaires.	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du publique	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion - Mise en place des barrières de pluie -Prévision dans le contrat des dispositions à prendre pour les batteries et les plaques photovoltaïques après usage	- Risques d'incendie ; - Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques de braconnage ;	- Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; -Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Interdiction des feux de brousse ; Installation des pare feux ; - Prendre des dispositions pour une bonne gestion de la base-vie -Sensibilisation sur le VIH SIDA -Sensibilisation des populations à la lutte contre le braconnage ; - Installation des barrières de pluies -Impliquer le sectoriel (MINEE, MINEPDED) pour disposer des déchets issus de l'électrification par plaques solaires.

5.3.2. Principaux impacts sociaux potentiels

Tableau 105 : Impacts sociaux possibles des microprojets du CDMT

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Mesures sociales d'optimisation	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'atténuation
--	--------------------------------------	---------------------------------	--	--------------------------------

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Mesures sociales d'optimisation	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : -Construction de 18 blocs de deux salles de classe ; -Construction de 09 magasins de stockage (igname, maïs et riz); -Construction d'un parc vaccino-gène ; -Construction de deux centres zootechniques ; -Construction d'un marché ; -Construction de 03 séchoirs ; -Aménagement d'une aire de jeux.	-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre)	-Participation et sensibilisation des populations ; - Sensibiliser les communautés ; -Mettre en place les Comités de gestion ;	-Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site -Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; -Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; -Risques de marginalisation des populations vulnérables	-Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; -Contre l'insécurité : Nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : Identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
	- Facilitation de l'accès aux soins; - Amélioration des conditions de fréquentation ; - Amélioration des conditions d'abattage et de vente de la viande - Amélioration des conditions d'élevage - Développement des activités agricoles et communautaires ;			
Microprojets hydrauliques : - Construction de 18 forages dans l'ensemble des villages de la commune de Mbé.	-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)	-Sensibilisation des populations -Encourager les projets HIMO	-Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication due au mauvais dosage du chlore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages -Contre l'insécurité : -Nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : -Identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.
	Diminution des maladies d'origine hydriques ; Facilitation de l'accès à l'eau potable	- Sensibilisation des populations	Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; Risques de marginalisation des populations vulnérables	

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Mesures sociales d'optimisation	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'atténuation
				- Contre les conflits : -Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Microprojets structurants : Reprofilage des routes rurales ; Aménagement de la voirie urbaine; Électrification de l'hôtel de la falaise aux plaques solaires.	Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; Amélioration de la gouvernance locale	Sensibilisation des populations	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;	Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées)
	- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)	Sensibilisation des populations	-Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; -Risque d'intensification du braconnage	-Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le braconnage dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Sensibilisation des populations
	Baisse du cout de transport ; Facilitation de l'accès à l'information ; Désenclavement des localités et développement des activités socio-économiques	Sensibilisation des populations	Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; Risques d'incendies	-Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. -Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion
	-Amélioration des revenus ; -Amélioration de la gouvernance locale	Attribuer une tranche de 10% de l'allocation au Micro Projet de Gestion des Ressources Naturelles	- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet	Former et mettre en place les Comités de gestion
			Risques de marginalisation des populations vulnérables ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet	Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.

5.4. Plan sommaire de gestion socio-environnementale du PIA

Tableau 106: Présentation du plan sommaire de gestion de l'environnement

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	Tâches	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)	Observations	
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : Microprojets structurants :	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classes dans trois établissements primaire (01) et secondaire (02): -Lycée technique de Mbé ; -Lycée de Wack ; -EP Baa-Dangré	- Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	-Descente sur les différents sites de réalisation des microprojets ; -Remplissage des formulaires socio-environnementaux.	-PNDP -Commune	Juin 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000 x3= 2 400 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
		- Construction d'un bloc latrine	-Réalisation du bloc latrine lors de la construction du bâtiment.	-PNDP -Commune	Juin 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINDUB -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000 x 3= 10 500 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
		-Réalisation d'un point d'eau	Réalisation d'un forage à motricité humaine	-PNDP -Commune	Juin 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000 x3= 25 500 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Plantation de 200 arbres	-PNDP -Commune	Juin 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000 x3= 600 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
	TOTAL							39 000 000	
	Construction et équipement du centre zotechnique de Mbé	- Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	-Descente sur les différents sites de réalisation des microprojets ; -Remplissage des formulaires socio-environnementaux.	-Commune	Juin 2014	-DDMINPEDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	800 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
		- Construction d'un bloc latrine	-Réalisation du bloc latrine lors de la construction du bâtiment.	-Commune	Juin 2014	-DDMINPEDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
		-Réalisation d'un point d'eau	Réalisation d'un forage à motricité humaine	-Commune	Juin 2014	-DDMINPEDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	

		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Plantation de 200 arbres	-Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	200 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
		TOTAL					13 000 000	
Construction et équipement du parc vaccinogène à Ngaoundjom		- Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	-Descente sur les différents sites de réalisation des microprojets ; -Remplissage des formulaires socio-environnementaux.	-Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	800 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
		- Construction d'un bloc latrine	-Réalisation du bloc latrine lors de la construction du bâtiment.	-PNDP -Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
		-Réalisation d'un point d'eau	Réalisation d'un forage à motricité humaine	-PNDP -Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Plantation de 200 arbres	-PNDP -Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	200 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
		TOTAL					13 000 000	
Construction d'un Hangar au marché de Mbé		- Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	-Descente sur les différents sites de réalisation des microprojets ; -Remplissage des formulaires socio-environnementaux.	-Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINCOMMERCE -DDMINMAP -MAIRE	800 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
		- Construction d'un bloc latrine	-Réalisation du bloc latrine lors de la construction du bâtiment.	-Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINCOMMERCE -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
		-Réalisation d'un point d'eau	Réalisation d'un forage à motricité humaine	-Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINCOMMERCE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
		-Construction des rampes d'accès pour handicapés	Réalisation des rampes	-Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINCOMMERCE -DDMINMAP -MAIRE	700 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Plantation de 200 arbres	-Commune	Juin 2014	-DDMINEPDED -DDMINCOMMERCE	200 000	Le coût y afférent doit être intégré

						-DDMINMAP -MAIRE		dans le coût du microprojet
	TOTAL						14 000 000	
Aménagement de l'axe routier Mbé-Sassa Mbersi	- Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	-Descente sur les différents sites de réalisation des microprojets ; -Remplissage des formulaires socio-environnementaux.	-Commune	Juin 2014	-DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	800 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
	-Replantation des arbres ;	-Plantation de 100 arbres ;	-Commune	Juillet 2014	-DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	100 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
	-Engazonnement des pentes perturbées ; -Remise en état des zones d'emprunt ; -Création des divergents ; -Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles	-Réalisation des remblais à des endroits creusés ; -Réalisation des voiries et réseaux divers.	-Commune	Juin 2014	-DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	7 000 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
	TOTAL						7 900 000	
Aménagement de la voirie urbaine de Mbé	- Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	-Descente sur les différents sites de réalisation des microprojets ; -Remplissage des formulaires socio-environnementaux.	-Commune	Juillet 2014	-DDMINPEDED -DDMINDUH -DDMINMAP -MAIRE	800 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
	-Replantation des arbres ;	-Plantation de 100 arbres ;	-Commune	Juillet 2014	-DDMINPEDED -DDMINDUH -DDMINMAP -MAIRE	100 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
	-Engazonnement des pentes perturbées ; -Remise en état des zones d'emprunt ; -Création des divergents ; -Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles	-Remblage des endroits creusés ; -Réalisation des voiries et réseaux divers.	-Commune	Juillet 2014	-DDMINPEDED -DDMINDUH -DDMINMAP -MAIRE	6 000 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet	
	TOTAL						6 900 000	

Réalisation des forages dans les villages suivants de la commune : -TAGBOUM NGUESSEK Kessoum -CSI de Tagboum ; -05 forages dans des villages non déterminés ; -Mona Lassi ; -Gob-Nouk ;	- Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	-Descente sur les différents sites de réalisation des microprojets ; -Remplissage des formulaires socio-environnementaux.	-Commune -Consultant	Juillet 2014	-DDMINEPDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	800 000 x9= 7 200 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
	-Construction des VRD	-Réalisation des voiries et réseaux divers	-Commune -Entrepreneur	Juillet 2014	-DDMINEPDED -MAIRE	2 200 000x9= 19 800 000	Le coût y afférent doit être intégré dans le coût du microprojet
	TOTAL					27 000 000	
TOTAL DES COÛTS DES ASPECTS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX DES MICROPROJETS DU PIA						120 800 000	

5.5. Programmation annuelle des microprojets prioritaires

La programmation annuelle des projets du PIA va du mois de juillet 2014 à décembre 2014.

Tableau 107 : Programmation annuelle du PIA

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS RESULTATS	RESPONSABLES	2014												RESSOURCES			SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATIONS	
				Juil.	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	mars	Avril	Mai	Juin	H	M	F (FCFA)			
1.	Réhabilitation de l'EP Groupe I de Mbé	Un bâtiment réhabilité	Commune														X	X	14 000 000	BIP	
2.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe au Lycée technique de Mbé	Un bloc de deux salles de classe construit et équipé	Commune														X	X	18 000 000	BIP	
3.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe au lycée de Wack	Un bloc de deux salles de classe construit et équipé	Commune														X	X	18 000 000	BIP	
4.	Equipe ment en tables bancs au Lycée Bilingue de Mbé	60 tables-bancs disponibles au Lycée	Commune														X	X	1 800 000	BIP	

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS RESULTATS	RESPONSABLE S	2014												RESSOURCES			SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVA TIONS		
				Juil.	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	mars	Avril	Mai	Juin	H	M	F (FCFA)				
5.	Fourniture en kits de petits matériels au Lycée technique de Mbé	Kits en matériels disponibles au Lycée technique de Mbé	Commune															X	X	3 000 000	BIP	
6.	Construction d'un parc vaccino-gène de Ngaoundjom	Parc Vaccino-gène opérationnel	Commune															X	X	8 000 000	BIP	
7.	Construction d'un Centre Zootechnique Vétérinaire de Mbé	Centre zootechnique opérationnel	Commune															X	X	30 000 000	BIP	
8.	Réalisation d'un forage à TAGBOUM-NGUESSECK	Forage opérationnel	Commune															X	X	8 000 000	BIP	
9.	Réalisation d'un forage à GORHECK	Forage opérationnel	Commune															X	X	8 000 000	BIP	
10.	Construction d'une latrine améliorée à Mbé	Latrine opérationnelle	Commune															X	X	5 000 000	BIP	
11.	Entretien routier de la commune de Mbé	Nombre de kilomètres de routes entretenues	Commune															X	X	13 880 000	BIP	
12.	Réfection de la voirie urbaine de la ville de Mbé	Nombre de kilomètres de voirie urbaine entretenue	Commune															X	X	50 000 000	BIP	
13.	Appui au GIC agropastoral de Mbé	Appui financier disponible au sein du GIC	Commune															X	X	2 000 000	BIP	
14.	Mise sur pied d'un bureau d'enregistrement des artisans dans la commune de Mbé	Bureau d'enregistrement opérationnel	Commune															X	X	1 000 000	BIP	
15.	Equipement en plaques solaires au CSI de Ngaounyanga	Electrification disponible au CSI	Commune															X	X	15 000 000	BIP	
16.	Equipement en matériels médicaux au CSI de Ngaounyanga	Equipements médicaux disponibles au	Commune															X	X	8 000 000	BIP	

N°	ACTIVITES	PRODUITS/ INDICATEURS RESULTATS	RESPONSABLE S	2014												RESSOURCES			SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVA TIONS		
				Juil.	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	mars	Avril	Mai	Juin	H	M	F (FCFA)				
		CSI																				
17.	Construction d'un forage au CSI de Tagboum	Forage opérationnel au CSI	Commune															X	X	8 500 000	BIP	
18.	Acquisition d'une plaque solaire au niveau de la Falaise de Mbé	Hôtel de la falaise électrifié	Commune															X	X	20 000 000	BIP	
19.	Réalisation de l'adduction d'eau au niveau de l'hôtel de la falaise à Mbé	Eau disponible à l'hôtel de la falaise	Commune															X	X	30 000 000	BIP	
20.	Promotion de la culture d'igname aux agriculteurs de Mbé	Les producteurs d'igname sont appuyés financièrement	Commune															X	X	100 000 000	BIP	
21.	Réalisation de 05 forages (A déterminer)	05 forages réalisés dans les villages à déterminer	Commune															X	X	40 000 000	PIP	
22.	Construction d'un marché à Mbé	Le marché est construit et opérationnel	Commune															X	X	50 000 000	PIP	
23.	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à Baa Dangré	Salle classe construite et équipée	Commune															X	X	16 000 000	PNDP/Commune	
24.	Construction d'un forage à Mona Lassi	Forage construit et opérationnel	Commune															X	X	8 000 000	PNDP/Commune	
25.	Construction d'un forage à Gob-Nouk	Forage construit et opérationnel	Commune															X	X	8 000 000	PNDP/Commune	
26.	Etudes de faisabilité pour réhabiliter 21 forages dans la commune de Mbé	Etudes de faisabilité disponibles et forages réhabilités	Commune															X	X	11 000 000	PNDP/Commune	

5.5.1. Coût estimatif du PIA

Tableau 107: Synthèse du Plan d'Investissement Annuel (PIA)

N°	Secteur	Coût estimatif en FCFA	Sources de financement	Sites concernés
1.	MINEDUB	30 000 000	-BIP -PNDP	EP groupe I de Mbé, EP de Baa-Dangré
2.	MINESEC	40 800 000	BIP	(Lycée technique de Mbé, Lycée de Wack, Lycée Bilingue de Mbé, Lycée technique de Mbé)
3.	MINEPIA	38 000 000	BIP	Ngaoundjom et Mbé.
4.	MINEE	88 000 000	-BIP -PNDP -Commune	TAGBOUM-NGUESSECK, GORHECK, Mbé, Mona Lassi, Gob-Nouk et Gové, Mbaou ; Sassa-Mbersi ; Sassa-Garda ; Nguesseck-Kessoum ; Ndom-Sotot ; Vourgnè-Sanfou ; Nguesseck-Ngai ; Mazadou ; Sellou ; Ngaounyanga ; Mbip ; EP Gr II de Mbé ; Gendarmerie ; Panoua ; Karna-Petel ; Harr ; Gob ; Wack II et Ngaoundjom.
5.	MINTP	13 880 000	BIP	Villages de la commune de Mbé situés sur la route de Sassa-Mbersi
6.	MINEDUH	50 000 000	BIP	Ville de Mbé
7.	MINPMESA	3 000 000	BIP	Mbé
8.	MINSANTE	31 500 000	BIP	CSI de Ngaounyanga et CSI de Tagboum
9.	MINTOURL	50 000 000	BIP	Falaise de Mbé
10.	MINADER	100 000 000	BIP	Commune de Mbé
11.	MINCOMMERCE	50 000 000	PIP	Ville de Mbé
TOTAL GENERAL		497 180 000		

6. MECANISME DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION DU PCD

6.1. La mise en œuvre du PCD

La mise en œuvre du PCD sera assurée et suivie par l'ensemble des acteurs locaux suivant le principe de subsidiarité à cultiver dans le cadre de la gestion concertée du développement.

6.1.1. Les acteurs de mise en œuvre du PCD

Pour une mise en œuvre réussite du plan, il s'avère indispensable de mettre en place et faire fonctionner un mécanisme institutionnel souple mais efficace. Les acteurs dudit mécanisme sont ;

- ✚ Le conseil municipal ;
- ✚ Les services communaux ;
- ✚ Les services déconcentrés de l'Etat ;
- ✚ Les organisations professionnelles et autres associations ;
- ✚ Le secteur privé (prestataires de service, opérateurs économiques, etc.) ;
- ✚ Les partenaires au développement de la commune (ONG, projets, institutions internationales de financement du développement, etc.) ;
- ✚ Les chefs traditionnels ;
- ✚ Les élites ;
- ✚ La tutelle.

6.1.2. Les rôles des acteurs

Le tableau ci-après récapitule les principales tâches des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PCD.

Tableau 109 : Rôles des différents acteurs dans la mise en œuvre du PCD

N°	Acteurs	Rôles
1.	Conseil municipal	- Assurer la maîtrise d'ouvrage ; - Rechercher les financements ; - Attribuer les marchés ; - suivre la mise en œuvre des projets/programmes ; - faire le plaidoyer (domaines ne relevant pas de sa compétence).
2.	Services communaux	- Elaborer les DAO et les TDR ; - suivre la réalisation des projets.
3.	ONG et associations	- Mobiliser et encadrer les populations ; - Assurer la formation de la population, des structures de gestion et des élus locaux ; - Exécuter certains projets relevant de leur compétence.
4.	Services déconcentrés de l'Etat	- Elaborer les dossiers de projets ; - Apporter les informations (programme gouvernemental, normes, etc.) et conseiller le Maire dans leurs domaines respectifs ; - Faciliter les études et contrôles.
5.	Partenaires au développement	- Appui la mise en œuvre du PCD par la mise à disposition des fonds et par un renforcement des capacités des agents communaux.
6.	Secteur privé	- Mettre à disposition des services pour les études, contrôles, travaux, etc.
7.	Les chefs traditionnels	- Faciliter la mobilisation et l'adhésion des populations ; - Conseiller les populations ; - Considérer comme une caution morale ; - Suivre la réalisation des projets.
8.	Les Elites	- Rechercher les financements et les partenaires ;

N°	Acteurs	Rôles
		- Conseiller le Maire.
9.	La Tutelle	- Suivre la réalisation des projets ; - Conseiller le Maire et ses conseillers ; - Faciliter les relations entre le Maire et les services déconcentrés de l'Etat ; - Veiller à ce que les projets réalisés cadrent avec les grandes orientations de l'Etat.

6.2. Le dispositif de suivi-évaluation du PCD

Le suivi-évaluation de la mise en œuvre concerne tous les acteurs de la mise en œuvre. Mais le noyau central du dispositif doit être l'administration communale et le comité de suivi-évaluation du PCD.

6.2.1. Les acteurs du suivi-évaluation

Tous les acteurs qui interviennent dans la mise en œuvre sont impliqués à différents degrés dans le suivi et l'évaluation du plan communal de développement. Il s'agit :

- ✚ Du Maire (Exécutif communal) ;
- ✚ Des conseillers ;
- ✚ Des services communaux ;
- ✚ Des services déconcentrés de l'Etat ;
- ✚ Des institutions partenaires mettant en œuvre des projets de développement ;
- ✚ La société civile.

6.2.2. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

A la fin de l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation, le Maire et ses conseillers ont mis en place un comité de suivi-évaluation du PCD composé de :

Président :

Rapporteurs :

Membres:

Ce comité sera chargé de :

- ❖ Mesurer le taux de réalisation des actions prévues ;
- ❖ Apprécier le niveau d'engagement des responsables d'activités dans leurs tâches d'une part et d'autre apprécier le niveau d'atteinte des résultats, les changements produits au niveau des personnes, des structures et de la commune ;
- ❖ Rendre possible l'appréciation de l'impact des projets réalisés en matière de réduction de la pauvreté ;

- ❖ Maîtriser les mécanismes socio-économiques, culturels et politiques qui favorisent la pauvreté ;
- ❖ Permettre au conseil municipal ou à l'exécutif communal de prendre à temps les mesures idoines pour corriger et à ajuster les actions, les stratégies, les projets ;
- ❖ Permettre aux conseillers municipaux de suivre l'adéquation entre le PCD et le budget communal.

6.1. Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

Pour le suivi aisé du PIA, il s'avère nécessaire de ressortir tous les indicateurs objectivement mesurables du plan d'investissement annuel qui seront consignés dans le tableau suivant :

Tableau 110 : Indicateurs de suivi du PIA

Secteurs/centres d'intérêts	Activités	Indicateurs
Eau, Assainissement et énergie	Réalisation de 09 forages dans les villages de la commune (Tagboum-Nguesseck, Gorhieck, Mona Lassi, Nouk et les autres villages restent à déterminer)	09 forages réalisés et opérationnels dans les villages de la commune
	Réalisation de 21 études de faisabilité pour 21 forages dans 21 villages de la Commune (Mbaou ; Sassa-Mbersi ; Sassa-Garda ; Nguesseck-Kessoum ; Ndom-Sotot ; Vourgnè-Sanfou ; Nguesseck-Ngai ; Mazadou ; Sellou ; Ngaounyanga ; Mbip ; EP Gr II de Mbé ; Gendarmerie ; Panoua ; Karna-Petel ; Harr ; Gob ; Wack II et Ngaoundjom)	Disponibilité des études de faisabilité et forages fonctionnels
	Réalisation d'une latrine améliorée à Mbé	01 latrine améliorée est opérationnelle dans la ville de Mbé
Travaux publics	Entretien routier de la commune de Mbé	Kilomètres de routes entretenus
Agriculture et développement rural	Promotion de la culture d'igname dans la commune de Mbé	Superficie des champs d'igname cultivée
Éducation de base	Réhabilitation de l'EP groupe I de Mbé	Nombre de bâtiments réhabilités à Mbé
Enseignements secondaires	Construction de deux blocs de deux salles de classe (Lycée technique de Mbé, Lycée de Wack)	02 blocs de deux salles de classe construits aux Lycée technique de Mbé et Lycée de Wack
	Equiperment du Lycée bilingue de Mbé en table-bancs	Nombre de table-bancs disponibles au sein de l'établissement
	Fourniture en kits de matériels au Lycée Technique de Mbé	Nombre de matériels disponibles au sein de l'établissement
Développement urbain et habitat	Réfection de la voirie urbaine de Mbé	Kilomètres de voiries urbaines entretenues
Santé publique	Equiperment en plaques solaires le CSI de Ngaouyanga	Présence de l'électricité au CSI de Ngaouyanga
	Equiperment du CSI de Ngaouyanga en matériels médicaux	Matériels médicaux présents au CSI
	Construction d'un forage au CSI de Tagboum	Forage construit et fonctionnel au CSI de Tagboum
Commerce	Construction d'un marché à Mbé	Nombre d'infrastructures marchandes construites
Elevage, pêche et industries animales	Construction du Parc vaccinogène de Ngaoudjourn	Présence du parc vaccinogène à Ngaoudjourn
	Construction du Centre Zootechnique et Vétérinaire de Mbé	Bâtiment du Centre zootechnique opérationnel à Mbé
Petites et Moyennes Entreprises, de l'économie Sociale et de l'Artisanat	Mise sur pied d'un bureau d'enregistrement d'artisans dans la commune de Mbé	Nombre de bureau d'enregistrement mise en place dans la Commune
	Appui au GIC agropastoral de Mbé	Activités agropastorales du GIC

Secteurs/centres d'intérêts	Activités	Indicateurs
Tourisme et loisirs	Acquisition des plaques solaires pour la falaise au niveau de l'hôtel de la falaise	Présence d'énergie électrique au niveau de l'hôtel de la falaise
	Réalisation d'une adduction d'eau au niveau de l'hôtel de la falaise	Présence d'une quantité importante d'eau potable au niveau de l'hôtel de la falaise

6.2. Dispositifs, outils et fréquence du reporting

Les mesures à prendre en compte doivent répondre à une exigence majeure : allier technicité et participation des acteurs, en outre, il doit être léger et le moins coûteux possible. L'administration communale a un travail technique de collecte, de traitement et d'analyse de l'information à faire. Les différents acteurs de développement doivent également prendre part à l'exercice de suivi-évaluation : il faut donc institutionnaliser le comité de suivi-évaluation.

Eu égard de tout ce qui précède, les mesures à prendre pour opérationnaliser le suivi-évaluation sont :

- Créer et/ou rendre opérationnel le comité de suivi évaluation du PCD ;
- Créer et rendre fonctionnel ce comité.

Ce comité de suivi-évaluation du PCD pourra s'appuyer sur les outils suivants : le PIA, le plan de passation des marchés, la programmation annuelle, le tableau des indicateurs de suivi et les fiches des projets du PIA.

La fréquence du reporting sera mensuelle compte tenu de la lourde mission qui l'interpelle.

6.3. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

La mise en œuvre du plan de développement sera concrétisée à travers des opérations quotidiennes menées par différents acteurs dans leurs domaines respectifs. Il n'est pas évident d'y parvenir avec une programmation à long terme. C'est pourquoi, il est indispensable d'élaborer des plans annuels qui constituent des extraits plus détaillés et plus précis de la programmation triennale (CDMT).

A cette occasion, les informations sur la disponibilité des financements, les engagements des partenaires identifiés seront pris en compte pour planifier la tranche annuelle de l'année considérée ainsi que son suivi sur les 12 mois. C'est le contenu de ce plan annuel qui doit constituer l'essentiel du plan d'investissements de la commune pour l'exercice concerné.

En vue de mieux maîtriser la mise en œuvre et le suivi dudit plan annuel d'investissement, il est indispensable de la détailler en planifications périodiques (trimestrielles ou semestrielles) appuyées d'un plan conséquent de trésorerie.

7. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DE MISE EN ŒUVRE DU PCD

Afin d'éviter que les actions planifiées dans le présent document dorment dans les tiroirs, un outil de marketing du PCD est un intérêt capital. Cet outil de communication pourra attirer à coup sûr des partenaires au développement et se présente ainsi qu'il suit :

OBJECTIFS	ACTIVITE	THEMATIQUE/ MESSAGE/ TACHE A EXECUTER	EMETTEUR/ RESPONSABLE	RECEPTEUR/ BENEFICIAIRE/ DESTINATAIRE	SUPPORTS/ OUTILS/ METHODE	PERIODE	INDICATEURS
Présenter l'image de marque de la Commune	Production d'un journal bilingue écrit	Présentation sommaire du plan de Développement de la Commune	Maire, élites	PTF, ONG, Ambassades, projets de développement, organismes internationaux.	Journal bilingue écrit, site internet	2014-2017	- Nombre d journal distribué ; - un site Web disponible.
	Participation aux émissions radio	Les réalisations de la Commune, les potentialités de la commune	Maire, chef service technique et agent de développement	La population, les PTF, les ONG, les projets de développement.	Média radiophoniques et télévisuels	2014-2017	Nombre de passages aux émissions radios
	Produire des rapports annuels	La présentation de la réalisation de la Commune	Maire	PTF, ONG, Ambassades	Les rapports d'activités	2014-2017	le nombre de rapports produits
	Création d'une adresse électronique de la commune	Publication des potentialités de la commune	Maire, Chef de la cellule de communication	La population, les PTF, les ONG, les projets de développement.	Internet	2014-2017	Une adresse électronique disponible
Créer un bulletin Communal	Rédaction des articles	Rédaction d'articles	Le Secrétaire Général	La population, les PTF, les ONG	La presse	2014-2017	Le nombre de publications
	Contractualisation avec un cadre en communication	Publication des articles relatifs aux réalités de la commune	Le Maire	La population, les PTF, les ONG ; les projets de développement	La presse	2014-2017	Le nombre d'articles publiés.

8. CONCLUSION

L'identification des priorités contenues dans le présent Plan Communal de Développement (PCD) a été faite à partir du diagnostic conjoint (communauté, sectoriel). Toutefois il faut souligner que ce diagnostic n'a pas la prétention d'être une étude exhaustive de tous les aspects traités, elle se prête donc à tous les enrichissements et contributions constructives et proactives. L'objectif est de donner une vue synoptique globale de l'espace communal en matière de contraintes et potentialités majeures dans les divers domaines, afin de permettre aux décideurs et acteurs d'orienter leurs stratégies et actions de développement.

Dans le présent PCD, les populations de la Commune de Mbé ont développés une nouvelle vision de leur collectivité. Elles ont identifiés les domaines vers lesquels doivent converger tous les efforts de développement au cours des prochaines années. Il appartient à l'ensemble des acteurs soucieux du développement de l'espace communal de Mbé de s'investir à la mise en œuvre des actions identifiées.

Ceci exige un sacrifice énorme de la part des populations dont les préoccupations ont été largement prises en compte, la démarche ayant été participative. Des recommandations ont été faites dans le présent rapport; leur prise en compte est importante pour la réussite de cette mission.

L'engouement et l'engagement des différents acteurs au cours de la phase des diagnostics sont des signes annonciateurs d'un lendemain meilleur pour les populations de Mbé.

Après un atelier de trois jours au cours duquel tous les acteurs de développement de la commune ont été impliqués, la commune de Mbé a pu actualiser son plan de développement. C'est un plan qui ressort 31 secteurs en plus de l'institution communale, l'économie locale et la petite enfance. Dans ce plan, on peut avoir les informations sur les actions planifiées sur 03 ans. Il nous édifie également sur le Plan d'Investissement Annuel estimé à de **497 180 000** Francs CFA (Quatre cent quatre vingt dix sept millions cent quatre vingt mille Francs CFA) qui touche 11 secteurs pour le compte de l'année 2014.

Le coût global de réalisation de ce PCD est estimé à **26 222 259 895** Frs CFA (Vingt six milliard deux cent vingt deux millions deux cent cinquante neuf mille huit cent quatre vingt quinze Francs CFA) destinés pour la réalisation des projet dans tous les 31 secteurs. Sa mise en œuvre nécessite que la commune soit une institution forte. Les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du plan ont pu être identifiés. C'est ainsi qu'un comité de mise en œuvre et de pilotage dudit PCD a été mis en place de manière participative avec l'ensemble des acteurs en service dans la commune. A cet effet, un renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles est nécessaire. Par ailleurs, la mobilisation de toutes les populations et des forces vives de la commune est un élément essentiel et incontournable. Ce document constitue pour l'exécutif communal un guide, un chemin vers le développement de la commune en passant par la bonne gouvernance locale.

La mobilisation des ressources propres de la commune sera un élément fédérateur pour toutes actions planifiées. C'est la raison pour laquelle que nous recommandons à l'équipe dirigeante et au conseil municipal de :

- ✓ mettre en place une stratégie efficace de collecte des ressources financières ;
- ✓ actualiser le fichier des contribuables de la commune ;
- ✓ mettre en place un dispositif de contrôle et de recouvrement des taxes ;
- ✓ mettre en place une cellule de suivi des collecteurs de taxe ;
- ✓ institutionnaliser l'unité de collecte des taxes ;
- ✓ structurer les contribuables par corps d'activités et de responsabiliser les leaders de chaque corps dans la collecte des taxes de son secteur ;
- ✓ instaurer une motivation des collecteurs au prorata des montants collectés ;
- ✓ sensibiliser régulièrement les contribuables sur l'importance de payer les taxes, patentes et impôts libératoires ;
- ✓ aménager une fourrière municipale ;
- ✓ investir dans les infrastructures marchandes afin d'améliorer l'assiette fiscale.

APPROBATION DU PCD

Lu et approuvé, le Maire

Lu et approuvé, visa du Préfet

BIBLIOGRAPHIE

1. MINEPAT, 2010, rapport de présentation du 3^{ème} recensement général de la population et de l'habitat de 2005, BUCREP 68 P.
2. Vision du Cameroun à l'horizon 2035.
3. CUVIC, GTZ, PNDP, FEICOM, 2010, Guide de la méthodologie de planification locale et régionale, MINEPAT 2010.
4. GTZ, Guide méthodologique du diagnostic communal rapide, GTZ, 47 P.
5. COMPTES ADMINISTRATIFS, 2010, 2011, 2012, Commune de Ngaoundéré 1^{er}.
6. MINEPAT 2009, Document de stratégie pour la croissance et l'emploi, MINEPAT, 174 P.
7. FEICOM, Ambassade de France, MINATD, 2009, Guide du Maire et du Conseiller municipal, MINATD, 148 P.
8. PDC de la commune de Mbé, 2007, Programme National de Développement Participatif, MINEPAT,
9. Les PDL des UPP de la commune de Mbé, 2007, Programme National de Développement Participatif, MINEPAT
10. Agence d'électrification rurale, Plan d'Action National Energie, pour la Réduction de la Pauvreté, décembre 2005.
11. Comité de Pilotage de la Stratégie de Développement du Secteur Rural, Stratégie de Développement du Secteur Rural, 2005.
12. Comité de Pilotage de la Stratégie du Secteur de l'Education, Stratégie Globale du Secteur de l'Education, 2006.
13. MINEPAT-PNUD-Global Water Partnership Central Africa, Stratégie Nationale sur la Gestion durable des eaux et des sols dans l'espace agro-sylvo-pastoral au Cameroun, Novembre 2007.
14. MINEPAT, Etudes sur les sources de la croissance, 2008.
15. MINEPAT, Revue des grands projets, 2009.
16. MINEP, Plan d'action national de lutte contre la désertification, 2008.
17. MINSANTE, Stratégie Sectorielle de la santé, 2009.
18. MINJEUN, Politique nationale de la jeunesse, 2005.
19. MINAS, Plan d'action national de protection des personnes handicapées, 2006/2009.
20. MINTP, Stratégie sectorielle des bâtiments et travaux publics, 2006.

ANNEXE 1 : Arrêté municipal désignant les membres du Comité de Suivi du PCD